Goldwin Smith

The Grange.

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/larevolutionpr03quinuoft

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

EDGAR QUINET

OUVRAGES DE EDGAR QUINET

Œuvres complètes, 11 vol. grand in-8°, 66 fr. Format in-18, 38 fr. 50. — (Édition Pagnerre.) Librairie Germer-Baillière et Cie.

Tome I. — **Génie des Religions**, 5e édit.; **Origine des Dieux**, 3e edit.

Tome II. — **Les Jésuites**, 10e édit.; **l'Ultramontanisme**, 5e édit.; **Philosophie de l'histoire de l'Humanité**, 4e édit.; **Essai sur les Œuvres de Herder**, 4e édit.

Tome III. **Le Christianisme et la Révolution française**, 4e édit.; **Examen de la vie de Jésus**, 4e édit.; **Philosophie de l'Histoire de France**, 4e édit.

Tome IV. — **Les Révolutions d'Italie**, 5e édit.

Tome V. — **Marnix de Sainte-Aldegonde**, **Fondation de la République des Provinces-Unies**, 4e édit.; **La Grèce moderne**, 3e édit.

Tome VI. — **Les Roumains**, 3e édit.; **Allemagne et Italie**, 3e édit.; **Mélanges**, 3e édit.

Tome VII. — **Ahasvérus**, 4e édit.

Tome VIII. — **Prométhée**, 3e éd.; **Napoléon**, 3e éd.; **les Esclaves**, 3e éd.

Tome IX. — **Mes vacances en Espagne**, 3e édit.; **Histoire de la Poésie**, 3e édit.; **Epopées françaises inédites du douzième siècle**, 3e édit.

Tome X. — **Histoire de mes idées**, 2e édit.; **1815 et 1840**; **Avertissement au Pays**; **la France et la Sainte-Alliance**; **Œuvres diverses**, 3e édit.

Tome XI. — **Enseignement du Peuple**, 5e édit.; **la Révolution religieuse au dix-neuvième siècle**, 3e édit.; **la Croisade romaine**, 6e édit.; **l'État de siége**, 4e édit.; **la Mort de la Conscience humaine**; **Le Réveil d'un grand Peuple**; **le Panthéon**; **Rome et Pologne**.

La Révolution, 7e édit., précédé de la **Critique de la Révolution**, 3 vol.
Histoire de la Campagne de 1815, 4e édit., 1 vol.
Merlin l'Enchanteur, 2 vol.
La Création, 2 vol. — Librairie Lacroix, 1870.
Le Siége de Paris et la Défense nationale, 1 vol. in-18, 1871.
La République. Conditions de la régénération de la France, 1 vol. in-18, 3 fr. 50, 2e édit. — Dentu, éditeur, 1872.
L'Esprit nouveau, 1 vol. in-18, 3e édition, 3 fr. 50. — Dentu, éditeur, 1874.
Le Livre de l'Exilé, 1 vol. in-8°, 7 fr. 50. — Dentu, éditeur, 1875.
Vie et mort du Génie grec, 1 vol. in-8°. — Dentu, éditeur, 1877.
Idées sur la philosophie de l'histoire de l'Humanité, par Herder; traduit par Edgar Quinet, 3 vol. in-8°, 2e édit. — Levrault, éditeur, 1827.

OUVRAGES DE Mme EDGAR QUINET.

Mémoires d'Exil (Bruxelles, Oberland). 1 vol. in-18, 3 fr. 50, 2e édit. — Librairie Lacroix, 1868.
Mémoires d'Exil (L'Amnistie, Suisse orientale, Bords du Léman). 1 fort vol. in-18, 3 fr. 50, 2e édit, 1870. — Arcades de l'Odéon.
Paris. Journal du Siége. 1 vol. in-18, 3 fr. 50. 2e édit. — Dentu, édit., 1873
Sentiers de France. 1 vol. in 18. 3 fr. 50. — Dentu, éditeur, 1875.

Clichy. — Impr. Paul Dupont, 12, rue du Bac-d'Asnières.

HF
G74r

OEUVRES COMPLÈTES

DE

EDGAR QUINET

LA RÉVOLUTION

PRÉCÉDÉ DE LA

CRITIQUE DE LA RÉVOLUTION

III

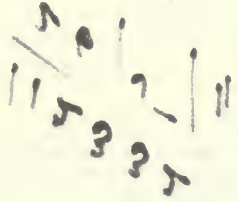
112332
26 | J- | 11

PARIS

LIBRAIRIE GERMER-BAILLIÈRE ET Cie

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

Droits de traduction et de reproduction réservés.



LA

RÉVOLUTION

TOME TROISIÈME

LA

RÉVOLUTION

LIVRE DIX-HUITIÈME

LA DICTATURE

I

LA RÉPUBLIQUE CLASSIQUE ET LA RÉPUBLIQUE PROLÉTAIRE

Au milieu de tant de supplices, les ennemis de la Révolution eurent la consolation de voir, le 4 germinal, le supplice des ultra-révolutionnaires. C'est le nom que donnaient Robespierre, Saint-Just, Collot-d'Herbois à la faction des Cordeliers. Qu'était-ce donc que ces hommes auprès desquels Collot-d'Herbois, revenu de Lyon, passait pour modéré? Hébert, Vincent, Momoro, Ronsin se

disaient les héritiers de Marat. Pendant qu'on divinisait le maître, on trouva prudent de supplicier les disciples.

Déjà ils accusaient la Montagne des mêmes crimes que la Gironde. Menacés, ils appellent le peuple aux armes. Le peuple reste insensible; il abandonne en mars les Cordeliers, comme il abandonnera en thermidor les Jacobins. La Terreur lui a enseigné la prudence.

Si on eût accusé de barbarie les Hébertistes, on eût eu la raison pour soi; mais le temps n'était pas encore venu de renier la Terreur. On les accusa, selon l'ordinaire, de complicité avec Pitt et les rois coalisés, soit qu'il semblât habile de déshonorer des hommes déshonorés, soit plutôt que la haine admît d'avance tous les soupçons.

En écrasant les Hébertistes, Saint-Just écrase la plèbe, les masses obscures; il commence à se séparer de la multitude, et prépare l'isolement où il doit périr. Chose particulière aux hommes d'études classiques, les passions aveugles de la foule leur semblaient une inspiration de l'étranger, tant ils avaient peu le tempérament des masses.

Aucun tribun dans le monde n'a eu une langue moins populaire, plus savante, plus étudiée que Robespierre et Saint-Just. Quiconque s'essaya à parler la langue du peuple leur fut promptement et naturellement odieux; cela leur semblait faire

déchoir la République. Ils ne la virent jamais qu'avec la pompe de Cicéron et la majesté de Tacite.

Qui se donnerait la peine de suivre les saturnales du Père Duchêne verrait que Hébert lui-même n'a pu saisir le vrai langage populaire ; il attache à chaque déclamation un jurement, et se figure prendre ainsi l'accent des masses. Oripeaux de théâtre, cousus de haillons sans-culottes. Dégénéré de Marat, qu'il périsse pour avoir défiguré le style auguste du maître !

Hébert et ses coaccusés étaient le produit inévitable du régime de la Terreur : imaginations maladives, esprits déchaînés, forcenés, qui mettaient tout salut dans l'extrême. Mais qui leur avait ôté le frein? qui leur avait enseigné la fureur, sinon ceux qui les tuaient? Saint-Just les punissait de ce qu'ils substituaient à ses formules lacédémoniennes le langage des carrefours. C'était la révolution classique, lettrée des Jacobins, qui écrasait la révolution inculte et prolétaire des Cordeliers. Robespierre poursuivait le plan d'une tragédie classique. Tout ce qui sortait de l'ordonnance convenue, vie, spontanéité, instinct populaire, lui apparaissait comme une monstruosité ; il y portait le fer et le feu.

Le rayon de joie qui remplit un moment les prisons aurait pu l'avertir qu'en détruisant les exagérés, il commençait à se détruire lui-même, et

que le monde n'accepterait pas tant de distinctions déliées entre la folie d'un Père Duchêne et la sagesse d'un dictateur jacobin.

Le monde, au contraire, se fera une joie de les confondre. Robespierre, frappant tour à tour à droite et à gauche, se trompe s'il croit qu'il gagnera par là le renom de justicier. Sans atteindre à la justice, il s'attirera la haine des siens autant que celle des adversaires.

Cependant il est constant que le supplice des Hébertistes fut accueilli avec satisfaction par presque tous. La populace poursuivit de ses huées celui qui avait été son bouffon. Aussi hideuse que lui, elle montra qu'elle avait retenu ses leçons; elle jouit odieusement de la stupeur, du désespoir, de l'attitude tremblante du Père Duchêne. Ceux que la Terreur lassait respirèrent. La Révolution leur sembla purifiée par ce supplice. Beaucoup en applaudissant goûtèrent la joie de se croire sages et modérés en comparaison de ces violents. Les Jacobins, délivrés de la rivalité des Cordeliers, mirent la vertu et la probité à l'ordre du jour. Les contre-révolutionnaires reprirent une lueur d'espérance; leur joie fut la seule raisonnable et réfléchie. Quant à Robespierre, il aurait pu voir dans la subite désertion des Cordeliers, après la mort de leur chef, une première lueur funèbre du 9 thermidor.

Anacharsis Clootz fut puni d'avoir pris au sérieux

la pensée de la république universelle. Son enthousiasme naïf passa pour un crime, et ne céda pas même à la moquerie de l'échafaud. Le banquier Kock avait cru trouver un refuge dans le parti le plus extrême ; sa mort apprit qu'il n'y avait d'abri nulle part pour celui dont les biens pouvaient être un objet d'envie. Cette découverte à qui devait-elle profiter, si ce n'est aux ennemis de la République?

Le pouvoir absolu, démesuré, produisait ainsi, chez les chefs jacobins, le même effet que chez les anciens maîtres : la défiance, le soupçon. Partout ils voient des embûches ; ce ne sont que ténèbres, et ils remplissent de spectres l'esprit du peuple. Quiconque craint d'être accusé se hâte d'accuser lui-même, au hasard, selon l'occasion ; et toujours il s'agit d'une conspiration qui s'étend à l'infini. Ainsi le peuple, naturellement le plus confiant, prenait le tempérament d'un Cromwell ; chaque nuit il changeait de plan et de gardes sans pouvoir trouver la sécurité et le sommeil.

Bientôt il suffit de prononcer le mot conjuration ; ce mot produit l'effet de l'excommunication au moyen âge. Le malheureux sur lequel cette parole est jetée ne trouve plus de refuge, il est marqué pour la mort. La déchéance de l'intelligence est une suite naturelle de la peur. Les chefs du gouvernement terroriste ne pouvaient manquer de l'éprouver à leur tour.

II

PROCÈS ET MORT DE DANTON

Le vertige commence quand les Jacobins mettent la main sur Danton. A quel aveuglement le pouvoir absolu les a déjà condamnés, puisqu'ils refusent de voir qu'ils se perdent eux-mêmes ! Billaud-Varennes, le plus acharné à faire périr les Dantonistes, s'en est repenti vingt ans plus tard dans sa hutte de Saint-Domingue. Il a reconnu qu'il a versé le sang de son frère le 16 germinal an II ; mais alors ils ne voyaient tous dans la lassitude de supplices qu'un premier attentat à la Terreur ; et ils ne savaient pas que plus ils prolongeaient ce régime, plus ils étaient condamnés à le prolonger encore ; si bien que, dans leur système, il eût fallu une éternité de meurtres avant de trouver le moment favorable à la clémence.

C'est le soir que Robespierre et Billaud firent signer à leurs collègues du Comité le décret d'accusation. Un Dantoniste a remarqué que de telles décisions étaient toujours prises dans les heures nocturnes.

Tout ce que la crédulité et la haine peuvent entasser forme le fond des accusations de Saint-Just. Il refait le discours qu'il a déjà fait tant de fois, et toujours pour conclure à la mort de ses complices de révolution. Ses froides fureurs s'allient à la recherche littéraire. En dénonçant Danton, il se souvient des philippiques de Cicéron contre Antoine. Cette rhétorique, qui n'abandonne jamais les chefs jacobins, contribue à les aveugler au moins autant que leur passion. L'acharnement à perdre ceux qui les couvrent encore est ce qu'il y a de plus tragique dans l'histoire. Saint-Just ne prononce pas une parole qui ne se tourne contre lui : le dénonciateur se dénonce, l'accusateur se condamne. En poussant Danton à l'échafaud[1], il en monte lui-même les premiers degrés. Les ténèbres de l'intelligence s'amassent. Dans ce nuage se consomme la ruine de tous. Le rapport de Saint-Just est un long, un aveugle suicide.

Au reste, du milieu de cette monotone psalmodie de mort, quelques hautes paroles surgissent comme des fragments de colonnes dans un cimetière. Toute la Convention applaudit. C'eût été se perdre que de ne pas approuver.

[1] C'est sans doute en pensant au rapport de Saint-Just que Baudot écrit dans ses Mémoires : « Il n'est pas impossible, qu'avec beaucoup de subtilité, on tente de réhabiliter la mémoire de Robespierre. La chose est impossible pour Saint-Just, le nom lui restera d'exterminateur. »

Danton s'était laissé arrêter dans son lit ; il se croyait suffisamment défendu par la fidélité du peuple ou par l'effroi que répandait son nom. Son premier mouvement en entrant dans la prison du Luxembourg fut un éclat de rire sur ce qu'il appelait : les *âneries de Robespierre*. Il cachait ainsi sa honte et sa défaite. Dans le fond, il se croyait encore la puissance d'émouvoir le peuple. Il remettait au lendemain pour en faire la suprême expérience.

Enfin le jour arriva où la Révolution se fit à elle-même le procès dans la personne de Danton. Il aurait pu appeler en témoignage les grandes journées dont il avait été l'âme. Mais déjà on savait que les hommes nouveaux tiraient gloire d'oublier les plus grands services, et qu'un dissentiment d'un moment mettait à néant toutes les choses entreprises en commun.

Suivant l'ancien système, on enveloppa Danton, Camille Desmoulins, Hérault de Séchelles, Philippeaux, Chabot, Lacroix, dans le faux attribué à Fabre d'Églantine, sachant bien que, pour détruire les tribuns auprès du peuple, il faut d'abord les perdre d'honneur. Voilà le thème que Fouquier-Tinville fut chargé de soutenir. A cela se joignit une affaire de fournitures. Il fallait, avant de toucher à la tête de Danton, le souiller par le voisinage des accusés de vol.

Danton demanda que ses accusateurs pussent lui servir de témoins. Il eût été beau de voir ses ennemis récents écrasés sous sa parole d'Hercule. Que serait devenue la rhétorique étudiée de Saint-Just devant le cri de nature que l'indignation, le danger, la vérité, arrachaient à cette bouche accoutumée à remuer, à bouleverser les foules ? Danton parlait les fenêtres ouvertes ; ses derniers rugissements allaient retentir sur les places publiques, sur les quais jusqu'au delà de la Seine ; chose qui semblerait incroyable, si tant de témoins n'empêchaient qu'on en doutât. Dans les moments de crise, nous savons de quel effrayant silence est capable une ville telle que Paris : toute la ville retenait son haleine pour entendre les derniers accents du tribun. Ses paroles, tantôt entières, tantôt tronquées, étaient commentées en secret par cette multitude qui avait peur d'elle-même. Personne n'osait ni démentir, ni applaudir, ne sachant si l'accusé ne deviendrait pas bientôt l'accusateur.

On ne montrait ni espérance, ni désir, ni même de crainte, tant la crainte enchaînait toutes les langues quelle que fût l'issue.

La curiosité inquiète était le seul sentiment qu'on laissât paraître, et le silence s'en augmentait encore.

Pendant toute une demi-journée, le râle de Danton alla chercher ainsi le peuple rassemblé dans

les lieux voisins ; les juges ne crurent pas pouvoir soutenir ce même assaut les jours suivants. Fouquier-Tinville, aux abois, en appelle à la Convention pour qu'elle le protége contre l'agonie des Dantonistes. Cette fois encore, Saint-Just répondit; jamais il ne se montra plus cruel : « Que les accusés soient mis hors des débats ! » Ce fut la réponse qu'il obtint même des amis de Danton, heureux de donner ce gage de la peur à la menace de l'exterminateur.

Camille Desmoulins avait préparé une défense qu'il lui fut interdit de lire ; il la déchira avec un rire frénétique et la lança au visage des juges et des jurés ; c'est ainsi qu'elle a été conservée. Ramenés dans la prison, on ne connaît aucun discours enthousiaste des Dantonistes comme ceux qu'on attribue aux Girondins dans la dernière nuit. Ici il semble que l'indignation, la fureur, le mépris, le rire insultant, aient occupé ces âmes de bronze. Nulle espérance d'un temps meilleur ; l'héritage de la Révolution laissé à des insensés ou à des impuissants ; l'aveu suprême que « l'on n'avait vu encore que les roses ; qu'il valait mieux être un humble pêcheur que de gouverner les hommes ; » quant à la vie à venir, nulle curiosité de ce qui se voit dans le tombeau, ou plutôt une sorte d'appétit du néant, comme un repos nécessaire après un travail surhumain et inutile ; cependant, un

certain songe de gloire dans le panthéon de l'esprit humain ; récompense plutôt entrevue que désirée ; tant la lassitude des hommes et des choses était grande chez ces premiers artisans de la Révolution, frappés au milieu de leur ouvrage.

Leur mort fut ce qu'elle devait être. Camille Desmoulins seul s'étonne de l'abandon du peuple ; au pied de l'échafaud, il cherche à l'émouvoir par ses gestes, par ses vêtements déchirés ; il garda ainsi une sorte d'espoir jusqu'au dernier moment. Danton se contenta de laisser tomber du haut de la charrette un regard fier et protecteur sur la foule. Il semblait encore régner sur elle, et jouir de sa domination. Quant au peuple, stupéfait par le grand mot de conspiration, retenu par l'admiration ancienne, surtout par la peur, il ne laissa voir ni pitié ni tristesse ; du moins, il s'abstint de l'insulte, changement qui donna à penser à tous.

Ainsi la base de la République allait décroissant chaque jour. Avec les Girondins, avaient été extirpées les âmes les plus hautes ; avec les Hébertistes, les plus effrénées ; avec les Dantonistes, les hommes de nature et de sens.

Il ne restait plus que les hommes de système, qui, en tout temps, sont le petit nombre.

La Révolution française ne reposait plus que sur la pointe d'une pyramide funèbre. Comment ne serait-elle pas précipitée ?

III

PROCÈS ET MORT DE CHAUMETTE ET DE L'ÉVÊQUE GOBEL

Après avoir détruit en la personne de Danton l'intrépidité et le génie de l'action, restait à détruire la foi naïve et inculte dans la Révolution elle-même. C'est cette sorte de foi que représentaient Chaumette et l'évêque Gobel.

Soldat, matelot, scribe par hasard, Chaumette avait été ébloui par les choses nouvelles. La Révolution était devenue promptement pour lui une foi, une idolâtrie, qui remplaçait à ses yeux toutes les autres. Il en avait fait un culte aveugle, sans doute, dans ses formes, mais qui tendait à introduire une sorte de religion civile et populaire, mêlée de chants, d'hymnes, de représentations légendaires, où l'imagination des foules pouvait se donner carrière. Toutes les fois que des hommes se rassemblent pour célébrer en commun l'objet de leur enthousiasme, ils sont sur le chemin d'une religion. Quand même ils donneraient à cette fête un nom sceptique, la force des choses protesterait contre ce nom.

Il est certain que Chaumette prenait au sérieux les cérémonies du culte de la Raison, qui pour Hébert n'avaient été qu'une décoration. Quant à Robespierre, comme il ne vit là aucune des maximes de Jean-Jacques Rousseau, cet effort pour innover en dehors de l'imitation sans l'ordre du gouvernement lui parut un crime d'État. Penser, imaginer, agir, croire ou nier, en vertu d'une impulsion personnelle, était à ses yeux attenter au gouvernement. Chaumette avait cru ingénument que la conscience intérieure était affranchie, que tant de sang versé avait du moins servi à arrêter le bras séculier dans la défense de l'ancienne Église. Il devait apprendre que rien à cet égard n'était changé dans le fond des esprits.

Ancien prêtre de Porentruy, l'évêque Gobel ne pouvait avoir l'ingénuité de Chaumette ; la peur entra pour beaucoup dans sa conversion. Mais, à la vue de l'ébranlement de tant de choses, il crut sincèrement, avec une partie du peuple, que la vieille Église était condamnée, qu'un siècle nouveau se levait, que le moment annoncé par les philosophes et les républicains était venu de sortir avec éclat des formes du passé.

Telle était sa disposition, lorsqu'au milieu de la nuit Anacharsis Clootz, Momoro, se présentèrent devant lui et l'adjurèrent au nom du peuple de renoncer à la prêtrise. Gobel se leva en toute hâte ;

et trouvant une grande foule réunie dans ses appartements, il ne fit aucune difficulté de renoncer publiquement à la foi catholique, à laquelle il avait renoncé secrètement au fond du cœur. Nous avons vu plus haut qu'il répéta avec plus de solennité cette scène d'abjuration devant la Convention ; elle l'en loua par la bouche du président.

Acte grave, qui ouvrait à la Révolution un horizon nouveau. Tout le XVI^e^ siècle avait débuté par des scènes de ce genre. L'évêque de Paris, suivi de ses vicaires, abjurant la vieille religion, quel exemple donné à tous les prêtres romains ! Déjà il avait été imité par un grand nombre. Cet esprit nouveau, hardi, voilà ce qu'il était impossible à Robespierre de concevoir. Il montra qu'il était resté essentiellement un homme du passé, et fit décréter l'évêque Gobel, qu'il jeta pêle-mêle avec Chaumette, Lucile Desmoulins, Arthur Dillon, au pied du tribunal révolutionnaire. C'était conspirer pour l'étranger que d'avoir osé sortir de l'Église du moyen âge.

Quand ces nouveaux accusés, Chaumette et Gobel, parurent dans les prisons, un ricanement immense les accueillit. Les contre-révolutionnaires furent avertis par l'instinct. Ils comprirent que Robespierre tuait la Révolution. Comme la fin leur sembla prochaine, ils ne firent rien pour cacher leur joie.

Voulez-vous assister à un spectacle instructif? Suivez Chaumette et l'évêque Gobel devant le tribunal révolutionnaire. Ils sont accusés d'avoir voulu sortir du cercle des vieilles croyances. Et par qui est soutenue l'accusation? par le plus terrible des novateurs. En présence de ces deux ingénus, la figure de Fouquier-Tinville est incroyable. Si l'on ne voyait les carmagnoles dans la foule, les piques sur le seuil, on pourrait croire que l'on a affaire à l'esprit pharisaïque d'une vieille société personnifiée par un praticien de l'ancien régime.

Tous les lieux communs des pouvoirs conservateurs, toutes les redites des vieux parlements sur le danger de l'innovation, sur le respect dû aux autorités constituées, tous les axiomes de l'ancien despotisme monarchique et de la dévotion de cour, reviennent dans la bouche de Fouquier-Tinville.

Instrument servile de Robespierre, il sert à dévoiler le maître. Il montre combien le vieil homme l'emporte encore sur le nouveau ; la Révolution est toute sur ses lèvres, elle est absente de son esprit.

Son perpétuel argument est que personne n'a le droit d'innover, excepté le gouvernement, « qu'il appartient seulement à la première des autorités de se prononcer en matière si délicate ; » ce qui était nier en deux mots le principe et l'âme de cha-

cune des révolutions modernes, qui toutes ont pour premier effet de revendiquer pour l'individu l'empire de la conscience.

Si Gobel réclame le droit de se réconcilier avec la liberté et la Révolution française, Fouquier ajoute ces paroles qui ferment la porte à toute réforme : « qu'il n'est pas possible d'admettre qu'un prêtre d'origine constitué en dignité ait dit de bonne foi qu'il ne connaissait d'autre culte que celui de la liberté. » Par ces mots, les révolutionnaires jacobins s'opposaient d'avance à toute révolution efficace ; chacun était tenu de rester immuablement dans ses superstitions ou ses ténèbres d'origine.

Comme le malheureux Gobel restait stupéfait de retrouver dans ses accusateurs et ses juges l'esprit, les maximes, les ténèbres du clergé, un des jurés, de ceux que l'on appelait « solides, » se chargea de l'accabler et lui asséna ce dernier coup : « qu'il avait été scandalisé de l'atteinte portée au culte par Gobel ; qu'il n'était pas possible qu'un prêtre, qui se voit privé de ses honoraires, se réjouisse sincèrement de l'abolition de son culte. » C'est ainsi que ces intrépides comprenaient les questions souveraines et se scandalisaient de toute hardiesse d'esprit comme d'une hérésie ou d'un dommage.

Après cet exemple, ne craignez plus qu'aucun prêtre sorte de l'Église et embrasse la foi de la Révolution. La guillotine complaisante reçut l'évê-

que Gobel ; elle lui rendit sa croyance ancienne qu'il se repentit, trop tard, d'avoir abandonnée pour une Révolution qui tuait ses fidèles.

Selon l'usage, il avait été confondu avec Chaumette, parmi une foule d'autres accusés, tous étrangers à son crime. Dans le bulletin de l'exécution, on lit après tous les noms : « Plus la femme Hébert, trois voitures. » Lucile, veuve de Camille Desmoulins depuis huit jours, était aussi du cortége. Camille, dans sa dernière lettre, semblait l'inviter à l'échafaud. Elle arriva fidèlement au rendez-vous.

Ainsi, sous cet amas de cadavres, fut ensevelie l'idée la plus audacieuse, celle qui pouvait ruiner dans son esprit l'ancien régime religieux. On la cacha parmi les têtes coupées, pour qu'elle ne fût même pas aperçue sur l'échafaud.

IV

FÊTE DE L'ÊTRE-SUPRÊME

Deux jours après la mort de Danton, Couthon annonce un projet de fête à l'Éternel. Déjà, après le supplice de Chaumette, tout se tourne officiellement chez les Jacobins vers les questions religieuses ; le mot d'ordre est donné par Robespierre. Couthon, qui servait à libeller les volontés du maître, se jeta le premier dans cette carrière par une suite d'invectives contre les monstres qui ont prêché l'athéisme [1]. Il prend à partie les philosophes déjà dénoncés par Rousseau. « Où sont-ils, ces prétendus philosophes ?... mais non, ils ne paraîtront pas ! » Saint-Just et même Billaud-Varennes (le patriote rectiligne), dans son langage géométrique et barbare, continuent de faire le procès aux incrédules.

Rien de plus étrange que de trouver dans la bouche de ces hommes l'ancien interdit prononcé par les anciens clergés contre les penseurs de tous

[1] Ce nom d'athée a été prodigué plus tard aux idéologues, à M. de Tracy, etc., etc.

les siècles. Il s'agissait ici, après avoir écrasé les partis les plus audacieux, d'anéantir leur mémoire ; le procédé le plus simple parut encore celui des pouvoirs de l'ancien régime. Les noms « d'apôtres fougueux du néant, de missionnaires fanatiques de l'athéisme, » tant de fois employés et usés par l'Église, reparurent, rajeunis, dans la bouche des Jacobins.

Tous ceux qu'ils avaient condamnés, les Girondins, les Danton, les Chaumette, que le peuple pouvait regretter, se trouvèrent ainsi maudits au nom du passé et du présent. Après les avoir tués, il sembla utile de les mettre au ban de l'espèce humaine.

Cependant le culte de la *Raison*, noyé sitôt dans le sang de ses auteurs, avait appris quelque chose à Robespierre ; en le proscrivant, il se promit de le remplacer. Rousseau lui fournit le fond de l'idée ; avec son illusion sur le catholicisme, il eût pu emprunter à Bossuet le *sermon sur le culte dû à l'Être-Suprême*.

Il est vrai que Robespierre, dans son système qui porte tous les caractères de la secte et de l'imitation, se contredit à chaque mot. « Toutes les sectes, dit-il à la Convention, doivent se confondre dans la religion universelle de la nature... Le véritable prêtre de l'Être-Suprême, c'est la nature... » Ce mot de nature revient incessamment. Qu'est-ce

que cela, si ce n'est le naturalisme qu'il va maudire dans les lignes suivantes ?

Le système de Robespierre retombe dans celui de Chaumette. Le proscripteur rentre dans la religion du proscrit ; il n'y a entre eux de vraie barrière que l'échafaud dressé par l'un contre l'autre. Le déisme jacobin, commenté par la prêtresse nature, a beau conserver l'intolérance de la vieille Église où il a pris naissance : il est de la même famille que ce qu'il tue. C'est à ces systèmes qu'il faut appliquer le mot de Danton : « Ce sont tous des frères Caïn ! »

Si on les presse, ils vont de l'un à l'autre ; la différence n'est que de surface. Jamais les stoïciens adorateurs de Dieu n'ont entrepris de tuer les adorateurs du grand Tout ; ils savaient qu'ils étaient de la même Église. Cette vue claire a manqué aux hommes de la Révolution. Personne n'a mieux servi à les aveugler sur ces prétendues incompatibilités que Robespierre. Ou plutôt les haines, les ressentiments, les soupçons, les projets implacables se sont dissimulés à leurs yeux sous de profonds semblants de différences religieuses et métaphysiques, qui se sont évanouies pour la postérité.

La dévotion de Couthon, de Billaud, de Saint-Just, le lendemain de l'auto-da-fé de Chaumette et de Gobel, n'a jamais pu convaincre personne. C'est là, trop évidemment, une homélie officielle,

une profession de foi gouvernementale, faite, comme le dit Couthon, pour *être affichée sur les guérites*.

Robespierre avoue clairement qu'il poussa au supplice de ceux qu'il appelle les athées, dans le désir de satisfaire à l'opinion des princes coalisés. Si ce fut un calcul, jamais il n'y en eut de plus faux sur la terre. Les révolutionnaires, pour plaire au monde, eurent beau verser le sang des révotionnaires ; le monde les laissa faire ; il les encouragea même dans cette œuvre. Quand elle fut achevée, il ne mit guère que l'épaisseur d'un cheveu entre les tueurs et les tués, entre Robespierre et Chaumette, Couthon et Gobel, Saint-Just et Anarcharsis Clootz. Quel est aujourd'hui l'homme du monde qui en fait la différence ? Où est le croyant orthodoxe qui préfère de beaucoup *le culte de l'Être-Suprême* au *culte de la Raison?*

Le peintre David fut chargé par Robespierre de composer le plan de la fête du 20 prairial. Il ne put échapper à une mythologie qui touchait de trop près à celle qui venait d'être punie par le sang des Hébertistes. Ces monstres figurés dans le jardin des Tuileries, l'Athéisme, l'Épicurisme, la Fausse Simplicité, que Robespierre, armé du flambeau de la vérité, va réduire au néant, n'était-ce pas la même décoration, le même esprit théâtral, avec la naïveté de moins ?

Les Conventionnels, amis de ceux qui avaient péri, se demandaient s'il avait fallu verser ce sang pour refaire sitôt les mêmes imitations de l'Opéra. En quoi ces personnifications grossières valaient-elles mieux que celles qui avaient été proscrites avec tant de cruauté ? Idole pour idole, en quoi *la Sagesse au front calme et serein* était-elle si différente de la *Raison* inaugurée par Chaumette ? Dans la procession de la fête de l'Être-Suprême, l'obéissance mit d'abord un certain intervalle entre Robespierre et le reste de la Convention. A mesure que l'on marchait, la répulsion, la haine augmentèrent cette distance. Il s'avançait seul pendant que, derrière lui, on profitait de son éloignement pour passer de la critique à l'imprécation.

Le peuple partagé en masses profondes, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, voilà le spectacle que l'on n'avait pu gâter. Mais pourquoi le tribunal révolutionnaire se montrait-il rassemblé aux fenêtres de Villatte ? Était-ce pour signaler de nouvelles victimes, jusqu'au milieu de la joie publique ? Pourquoi chaque sentiment, chaque geste, chaque impression étaient-ils marqués et imposés d'avance dans le programme de David ? On y reconnaissait à chaque mot l'empreinte du maître. Ne pouvait-on donc jouir du soleil que suivant ses ordres, et autant qu'il y consentait ? Pourquoi ce luxe de contrainte au milieu d'une

fête ? Pourquoi marquer le moment où les mères doivent sourire à leurs enfants, les vieillards aux adolescents et à leurs petits-fils ? Avait-on donc oublié la liberté à ce point que l'allégresse et les larmes de joie et les caresses et les sourires même dussent être commandés et décrétés par avance ? On voyait bien que tout avait été concerté par le séide de Robespierre pour lui faire un triomphe d'orgueil ! C'est à lui que tout se rapportait ; et ce n'est pas sans intention qu'il précédait de si loin la Convention, tandis qu'elle marchait confusément en troupeau derrière lui. Comme il s'avançait en maître ! Entendait-on les cris du peuple ? Ils s'adressaient tous à Robespierre, et pas un seul à l'Assemblée. Ainsi c'était un maître que l'on s'était donné.

Comprenait-on maintenant la secrète intention de ce culte nouveau si péniblement inventé ? A quoi bon ces nouveaux autels, quand les anciens menaçaient encore ? Voilà donc le secret de tant de ménagements, de tant de caresses pour les superstitions passées ! On brûlait de les faire renaître. Déjà on les imitait pour s'en faire un nouveau droit divin.

Telles étaient les paroles que les Conventionnels échangeaient entre eux pendant cette longue marche qui leur parut un affront, des Tuileries au Champ de Mars, et du Champ de Mars aux Tuile-

ries. La liberté de la place publique, le bruit des hymnes, des symphonies, des chants du peuple qui couvraient leurs murmures et les assuraient contre la délation, le grand air, le mouvement, tout les encourageait à se montrer ce qu'ils étaient après un si long déguisement. Les plus téméraires parlaient ; les autres ne craignaient pas d'écouter. Emportés par ces conversations, ces confidences, Thirion, Ruamps, Montaut, Duhem, ne gardèrent plus aucune mesure. En pleine révolte, ils élevèrent la voix de manière à être entendus de Robespierre. Ils commencèrent par le railler et finirent par l'insulter. Lecointre, de Versailles, l'appela plus de vingt fois dictateur, tyran, déjà il menaçait de le tuer.

Poursuivi par ces huées, au milieu de son triomphe, en vain Robespierre pressait le pas. Les malédictions le suivaient. Arrivé sur la place où la guillotine avait été voilée pour un jour, il comprit qu'elle était son seul refuge. Il se promit de la relever le lendemain plus terrible que jamais à la Convention [1].

[1] « Robespierre était à la tête de cette procession, en qualité de président de la Convention nationale. Il était vêtu d'un habit couleur bleu céleste, suivant son usage, et tenait à la main un bouquet de fleurs. On remarqua qu'il y avait un intervalle considérable entre ses collègues et lui. Le fait de l'intervalle est vrai. Les uns ont attribué cet intervalle à une simple déférence, les autres ont pensé que Robespierre avait essayé par là une épreuve de souveraineté. Pour moi, je suis porté à croire que

Ainsi cette fête ne produisit que de nouvelles fureurs. De ces hymnes, de ces chants d'allégresse sortit la *loi de prairial*, faite pour terrifier les Terroristes.

c'est la haine que l'on portait à Robespierre qui détermina cette séparation. En effet, les anciens partisans de la Gironde ne pouvaient lui servir d'acolytes; les indifférents ne voulaient point approcher le monstre de trop près; les Montagnards avaient en horreur la cérémonie et le pontife. Il ne faut pas croire qu'il y eût beaucoup d'encens pour le dieu du jour. J'entendis beaucoup d'imprécations proférées assez haut pour parvenir jusqu'aux oreilles du sacrificateur. On a dit qu'il aurait pu profiter de ce jour-là pour déclarer sa souveraineté. Il n'en faut rien croire : le mécontentement était partout, la satisfaction et la joie nulle part. Il est bien plus vrai de dire que sa perte fut jurée dans cette procession triomphale. Plusieurs ne s'en cachèrent point, et si l'intervalle n'en fut pas la principale cause, au moins les conjurés en profitèrent pour augmenter leur nombre et faire croire à la dictature. Du reste, la cérémonie fut terminée par un discours amphibologique, sans force, sans vigueur, et Robespierre ne retira de son prétendu triomphe que la haine des uns et le mépris des autres, n'ayant su donner ni caractère ni dignité à une si haute déclaration.

« Il n'y avait pas entre Robespierre et moi plus de huit personnes de file; j'ai entendu toutes les imprécations. Elles partaient de Thirion, de Montaut, de Ruamps, et surtout de Lecointre de Versailles, qui appela plus de vingt fois Robespierre dictateur, tyran, et menaça de le tuer. Robespierre s'en plaint dans ses discours. Il faut remarquer que ces injures étaient adressées au dictateur, et point du tout à l'Être-Suprême. Lecointre et les autres croyaient que Robespierre avait proposé cette idée, pour établir sur le droit divin le pouvoir qu'il voulait usurper. » — Mémoires inédits de Baudot.

V

LOI DU 22 PRAIRIAL

Robespierre avait formé, avec Couthon et Saint-Just, un comité de police générale ; gouvernement occulte, séparé, qu'il s'était réservé loin de ses autres collègues du Comité de salut public. A mesure que la passion de tout dominer augmentait en lui, il cherchait la solitude et fuyait les témoins.

Dans le palais des Tuileries, rempli par la Convention muette et par l'administration, il s'était choisi une place écartée, où nul n'était admis que ses deux complaisants, Saint-Just et Couthon.

Là régnait le conseil secret, dont personne n'approchait ; ceux qui osaient encore railler l'appelaient tout bas en se détournant : *le Sanhédrin* [1].

C'est dans cet isolement profond que Robespierre passait de longues heures à méditer sur les dangers nouveaux qui, selon lui, se dressaient contre la République ; car il avait appris depuis longtemps à considérer comme un péril national

1 Mémoires inédits de Baudot.

les coups qui se tournaient contre lui ; trop avisé, malgré ses troubles d'esprit, pour ne pas voir que ceux qu'il avait tués commençaient à renaître et cherchaient des vengeurs chez ceux qu'il avait laissés vivre.

Le mot de Barrère, que « les morts ne reviennent pas, » devenait chaque jour plus faux. Couthon le réfutait chaque jour, répétant à satiété que « l'ombre de Hébert, de Danton, de Chaumette, se promène encore parmi nous. » Rien n'était plus vrai. Saint-Just aussi avait perpétuellement à la bouche le nom de Danton, « comme si les Euménides l'eussent marqué de ce nom sur les épaules [1]. » C'était la condamnation absolue du système qu'il suivait.

Plus ils avaient fait tomber de têtes, plus ils sentaient de résistance. Ceux qui applaudissaient au meurtre de leurs amis le faisaient par lâcheté, pour être épargnés ; mais dans leurs soumissions, dans leurs acclamations mêmes (car ils allaient jusque-là), il manquait quelque chose. Tantôt leur joie était trop vive, alors elle paraissait affectée ; tantôt elle était accompagnée de surprise, et cet étonnement passait pour une marque de blâme et un commencement de révolte.

Premier châtiment de tant de supplices. Ils ne donnèrent jamais un instant de sécurité à ceux qui

[1] Mémoires inédits de Baudot.

les avaient ordonnés. La bassesse, l'adulation, la complaisance, ne parvinrent pas à rassurer Robespierre contre les survivants ; il leur attribua toujours une plus longue mémoire et un reste de pitié ou de sympathie pour leurs morts. Ne pouvant croire que de si grands reniements fussent sincères, il vit dans Legendre un autre Danton, dans Fouché un autre Chaumette, malgré leur prosternement d'esclaves à ses pieds.

Ainsi ce qu'il avait écrasé se relevait ; le travail était toujours à refaire. La mort engendrait le vivant ; et ce vivant, c'était toujours l'ennemi.

Il éprouva toutes les misères du despote ; cette renaissance de vengeurs qui s'engendraient les uns les autres, il la prit pour la conjuration à laquelle il devait mettre fin, et ne fit plus rien qui ne servît à l'éterniser. Perpétuellement résonnaient à ses oreilles les trompettes funèbres rappelant à Néron le meurtre d'Agrippine.

Ce n'était pas le remords, car le remords n'existe pas dans le despotisme populaire ; c'était le sentiment vrai du danger qui éclatait au milieu du silence ou de l'assentiment de la foule.

Une chose a perdu les hommes de la Révolution. Ils se sont trompés sur la puissance de la mort ; ils ont cru qu'elle finit tout ; ils n'ont pas soupçonné, au contraire, qu'elle engendre l'immortel, et que chaque victime enfante son vengeur.

Par là, ils se sont embarqués, sans gouvernail, sur une mer de sang, où la terreur enfantait perpétuellement la terreur. C'est pourquoi ce régime a augmenté de jour en jour, à mesure que le danger extérieur, qui en était le prétexte et l'excuse, a diminué. Au commencement de 94, en germinal, en floréal, en prairial, tous les chefs, Robespierre, Billaud, Couthon, ne se lassent pas de redire que « l'Europe est vaincue, que le succès de nos armes est désormais incontestable, que le bruit de nos victoires retentit dans l'univers. » Et pour bien prouver à la postérité que ce n'est pas le péril qui a fait le système, c'est au moment où tous les orateurs triomphent, où le péril est le moindre, que l'épouvante va être portée au comble par la loi du 22 prairial.

En effet, il ne s'agit pas de tenir tête à l'Europe, ou d'écraser les royalistes du dedans ; pour cela, on est suffisamment armé. Il s'agit maintenant de décimer les amis de Danton, de Hébert, de Chaumette, de tous ceux qu'on a tués, c'est-à-dire la Convention, et principalement les soutiens les plus solides de la République, la Montagne.

Mais comment faire comprendre à ce qui reste de républicains tels que Billaud, Collot-d'Herbois, Bourdon de l'Oise, Merlin de Thionville, que l'intérêt de la République exige qu'il se laissent tranquillement égorger par Robespierre ; qu'à lui doit

appartenir le droit de vie et de mort sur tous les Français, y compris les représentants du peuple ?

Il n'osa pas le dire clairement ; ce premier manque d'audace devait lui être fatal.

La Convention avait-elle jamais refusé de lui livrer un seul de ses membres? Il est vrai qu'il avait fallu au moins le demander. Malgré la soumission parfaite de l'Assemblée, cette déférence commençait à peser à Robespierre ; soit qu'elle lui parût humiliante, soit qu'elle imposât un retard d'un moment à l'impatience de ses haines. D'ailleurs il prévoyait que ses demandes seraient fréquentes et nombreuses. Quel mécompte, si un jour la Convention, lasse de voir ses rangs diminués et vides, se refusait à être décimée davantage ! Plutôt que de courir ce péril, il aima mieux tout trancher d'un seul coup, en se masquant sous un déguisement de précautions qui ne lui étaient pas ordinaires.

Le texte de la loi de prairial nous est resté tout entier de sa main ; les nombreuses ratures prouvent combien il a été calculé avec art. Ce qui se montre d'abord, est un esprit d'extermination par lequel le monde entier est mis sous le glaive.

Je pense qu'il voulut deux choses : d'abord donner une pâture à ses haines ; ensuite allécher tous les hommes de proie et de sang de la Convention, de manière que, sans consulter ni réfléchir,

ils se jetassent sur cet appât et votassent, par gloutonnerie de la mort, sans le savoir, leur propre échafaud.

Puis vient l'énumération des ennemis du peuple. La nomenclature vague, immense, sans limite, peut comprendre, comme le vœu de Caligula, l'univers. Au milieu de cette machine de mort ainsi dressée, faite pour éblouir les plus furieux, se cache froidement un article 10 qui semble d'abord insignifiant, tant il est enveloppé et rapide. Cet innocent article donne au Comité, c'est-à-dire à Robespierre, droit de vie et de mort sur la Convention. C'est pour cet article que la loi est faite. S'il passe, la Convention entière peut être envoyée à la boucherie. Dignes représailles des moqueries contre le pontife de l'Être-Suprême !

L'embûche ainsi tendue, le moment de crise arrivé, Robespierre fait ce qu'il a toujours fait en des occasions semblables. Il se retire.

Ce n'est pas lui qui ira porter à l'Assemblée, à l'insu du Comité, la loi d'extermination, c'est le séide Couthon. Il parle au nom du Comité de salut public, et aucun de ses membres n'a été prévenu ; car le piége est dressé d'abord contre le Comité. On compte sur la surprise, sur la servilité ordinaire, sur le silence accoutumé. Il est surprenant qu'en de tels moments de crise, le besoin de rhétorique, de phrases étudiées, laborieuses,

n'ait pas été oublié même par les plus rudes, tels que Couthon. Il couvre de fleurs la loi de prairial ; mais bientôt le naturel reparaît. Couthon jette effrontément comme un glaive la loi dans l'Assemblée. Tous se turent et courbèrent la tête ; soit qu'ils ne vissent pas le danger, soit qu'ils feignissent de ne pas le voir.

Ruamps seul s'écrie : « Si la loi passe, je me brûle la cervelle ; » il demande pour ajournement un répit de deux jours. Deux autres membres se joignent timidement à lui par quelque paroles, Lecointre de Versailles et Bourdon de l'Oise. Ils avaient senti le froid du fer. Les autres restent immobiles et muets ; car Robespierre, étonné de rencontrer une ombre d'opposition, s'était levé pour les confondre : « Depuis longtemps la Convention nationale discutait et décrétait sur-le-champ. Qu'avait-on besoin d'ajourner la justice ? C'était là une chose insolite, et sans doute elle cachait la trahison contre la liberté. » Tel est le résumé de ses paroles.

Il n'en fallait pas tant pour ramener le silence et la soumission ordinaires, après ce faible essai d'un courage qui parut une folie. La Convention vota sans délibérer davantage les vingt-deux articles de la loi homicide. Et comment aurait-elle été retenue par la pitié pour les autres, quand elle n'osait en avoir pour elle-même et qu'elle se pré-

cipitait en esclave sur le fer qui lui était tendu par ses maîtres ?

Robespierre, dans la soirée du 22 prairial, jouit sans trouble de ce triomphe ; il put se dire que toutes ces vies lui appartenaient. Rentré chez le menuisier Duplay, au milieu des jeunes filles qui le fêtaient et dont l'une était, dit-on, sa fiancée (quelques-uns pensent qu'il fut capable d'affection), il dut se reposer un moment de son ouvrage. Avec le mélange accoutumé d'idées rustiques empruntées de l'*Emile*, et d'idées sinistres à la Marius, il caressa le songe de sa toute-puissance ; moment unique, qui fut pour lui le comble de la fortune. Maître de la Convention, maître de la France, où était la créature qui ne dût trembler et disparaître devant lui ? Et ce qui amusait son orgueil, il régnait du fond de la boutique d'un menuisier !

Cependant la nuit était venue ; les membres de la Convention, retirés par petits groupes, loin des yeux du chef jacobin, s'étonnent de ce qu'ils viennent de faire. Une peur succédant à une autre, ils s'effrayent de s'être mis tous si complaisamment la tête sur le billot, à la discrétion du bourreau.

Ceux qui se sentent le plus menacés (c'étaient les républicains les plus hardis) excitent les autres à revenir tous ensemble sur la décision de la veille. Les heures de la nuit furent ainsi employées. Quand

l'Assemblée se retrouva le lendemain réunie, on profita de la sécurité et de l'absence de Robespierre pour faire ce que l'on n'eût osé tenter devant lui.

Bourdon de l'Oise court à la tribune ; il prend à témoin l'Assemblée que, dans le décret de la veille, elle n'a pas entendu abandonner les membres de la Convention au bon plaisir du Comité.

S'encourageant les uns les autres par le danger commun et surtout par l'absence prolongée de Robespierre, presque tous approuvent bruyamment. Il ne manquait plus que de trouver une formule qui ménageât l'orgueil du maître, tout en lui désobéissant.

Le jurisconsulte Merlin de Douai fournit cette formule à ceux qui voulaient bien oser quelque chose, à condition toutefois de ne pas offenser.

L'article 10 est interprété, c'est-à-dire annulé. La Convention échappe au piége. Il ne reste dans la loi que ce qui menace les citoyens pris en masse.

Tout cela fait, délibéré, voté à la hâte comme si on eût craint d'être surpris avant d'avoir achevé, ou que le courage vînt à faillir au milieu du vote. Puis on s'empresse de se séparer pour s'épargner l'envie de se dédire encore.

Au milieu de son triomphe, Robespierre apprend que ce règne, dont il se croyait si sûr, est menacé.

Aucun historien ne raconte de quel air il reçut cette nouvelle ; si j'en juge par la fureur qui le trahit en public, il est aisé de voir ce qu'il éprouva dans le saisissement de cette première défaite. Le lendemain, 24 prairial, contre son habitude, il est un des premiers à son banc dans la Convention. Comme il arrive infailliblement dans les assemblées qu'après un instant d'audace la soumission devient plus grande, la Convention n'avait jamais montré tant d'obséquiosité. A l'attitude embarrassée de la plupart de ses membres, elle semblait une coupable devant son juge ; elle demandait à rentrer en faveur. Qui sait ce que Robespierre eût tiré de ces premiers indices de supplications et presque de repentir, s'il eût osé ? Mais la grande audace lui manqua ; il n'eut que la petite.

Au lieu d'avouer son entreprise, de réclamer la toute-puissance par la menace, et, comme il savait si bien faire, au nom de la nécessité, il s'abaissa à mentir. Il nia tristement l'évidence ; et il est vrai que c'est Couthon qu'il chargea d'abord de ce soin. « Quoi ! ils sont accusés d'avoir voulu porter atteinte à la sûreté des membres de l'Assemblée ? On les soupçonne de vouloir usurper, eux qui abhorrent l'idée seule d'une autre domination que celle du peuple ? N'est-ce pas la plus atroce des calomnies ? Et qu'ont dit de plus Pitt et Cobourg ? Au reste, qu'on leur ôte ce pouvoir,

puisqu'ils ont perdu la confiance ; ils sont prêts à donner leur démission. »

A ces paroles, Robespierre ajouta ce qui pouvait faire oublier qu'il était accusé : « Les factions sacriléges, le parti des bons et celui des méchants. » Tout à coup, sans transition, il se détourne contre Bourdon de l'Oise avec une puissance de haine qui montra combien celui-ci avait dit vrai et porté le trait au cœur.

Sous les cris de Robespierre, l'Assemblée se sent encore une fois terrifiée. Elle demande son pardon par ses applaudissements. Merlin de Douai proteste que, si son esprit a erré, il n'en a pas été de même de son cœur. Bourdon de l'Oise veut s'excuser : « J'estime Couthon, j'estime le Comité, j'estime l'inébranlable Montagne. »

Tallien aussi, qui a eu le malheur de déplaire, se prosterne en public ; il redemande, dans une lettre privée, l'ancienne faveur. Quant à la Convention, annihilée par la menace, elle se dédit pour la seconde fois en sens contraire. Elle efface comme une injure ses précautions de la veille ; elle revient à la lettre de la loi du 22 prairial, ne voulant pour garantie que la parole ambiguë du maître.

Ainsi finit, pour l'humiliation de tous, cette entreprise contre l'Assemblée ; premier essai avorté du 9 thermidor. On y voit paraître timide-

ment quelques-uns des chefs qui, plus tard, acquerront plus d'audace, Tallien, Bourdon, et, dans l'ombre, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois. Le cœur faillit à la Convention pour tirer parti de ces prémices de révolte. Puisqu'elle se renia, on peut dire qu'elle fut vaincue. Robespierre le fut plus encore ; car son entreprise fut repoussée aussitôt que découverte ; pis que cela, il fut obligé de mentir sans espoir de convaincre personne, ce qui montra combien son pouvoir était fragile.

Après cette fausse paix, il était impossible que les choses rentrassent dans leur premier état. La Convention savait que Robespierre voulait la décimer, et que l'occasion seule avait manqué. Robespierre savait son secret divulgué, et qu'il n'avait manqué à la Convention que le courage de le perdre. Tous deux, en face l'un de l'autre, ennemis mortels, se sourient en attendant l'occasion de se porter le dernier coup.

Dans ces mêmes jours, une jeune fille, Renault, s'était présentée à la porte de Robespierre ; on avait trouvé sur elle deux couteaux. Interrogée, elle répond : « qu'elle a voulu voir comment était fait un tyran. » Cinquante-trois personnes furent choisies pour mourir avec elle. Son père, sa mère, ses sœurs, se trouvèrent pêle-mêle sur les charrettes avec d'anciens serviteurs du roi, tous revêtus de robes rouges, insignes des parricides. Cet

appareil inusité, cette immolation de tant de personnes rassemblées sans cause apparente, ce costume des anciens criminels de lèse-majesté, était-ce une flatterie envers Robespierre, une consolation pour ses soucis récents, une espérance, un encouragement à persévérer dans la même voie sanglante? Tout cela put entrer dans les intentions du bourreau. La raison apparente est qu'il fallait honorer, par le spectacle d'un supplice de parricides, le Père du peuple.

VI

LA DICTATURE

Les historiens jacobins s'épuisent à chercher quelles petites circonstances eussent pu empêcher la chute de Robespierre, sans voir que cette chute était inévitable, puisque Robespierre la précipitait par tous ses actes. Lui-même, minant le sol sous ses pas, avait détruit les seuls hommes qui pouvaient être ses soutiens. Il ne se confiait qu'en ceux qui étaient inconciliables avec lui. Que lui restait-il donc à faire, qu'à périr ?

Ces mêmes écrivains accusent Billaud, Barrère, Ruamps, Bourdon de l'Oise, d'avoir pris des précautions contre la mort que Robespierre leur préparait. Le système a manqué, dit-on, parce que ceux qu'on voulait faire périr ne s'y sont pas prêtés ; égoïsme coupable, sans lequel la Révolution touchait au port. Ainsi de toutes parts on se met en dehors de la nature humaine. Qu'est-ce qu'un système qui a besoin de la complicité des victimes à se laisser égorger ? On arrivait à l'extrême de l'absurde. Robespierre se réveille dans le désespoir.

Aussi bien les instruments s'usaient à vue d'œil. Depuis la loi du 22 prairial, tout le monde était las ; souvent les chevaux et les charrettes manquaient pour les supplices. Fouquier-Tinville se trouvait mal en traversant la Seine. Il croyait voir les ombres des morts le poursuivre. Chaque quartier se lassait à son tour de posséder la guillotine, et sous prétexte de l'air corrompu (car on n'aurait osé alléguer la pitié), demandait qu'elle fût éloignée. Il avait fallu la transporter de la place de la Révolution à l'autre bout de la ville, à la barrière du Trône. Là aussi elle était menacée. Paris la vomissait ; sera-t-on obligé de l'éloigner encore ?

Saint-Just lui-même parlait de la transporter au loin avec quatre tribunaux ambulants dans des parties encore neuves des départements, là où le spectacle des supplices ne serait pas émoussé par l'habitude. On irait au-devant des victimes ; la satiété du sang n'engendrerait pas le dégoût du système.

Après l'immolation des chefs, il conviendrait peut-être, pour le reste, de se contenter de la déportation sur des terres lointaines et insalubres.

Ainsi, dans ces vagues projets, il y avait à la fois une promesse de sévérités nouvelles pour les uns, un horizon autre que la mort pour les autres.

Dans tous les cas, Saint-Just eût voulu cacher l'épuisement du système; les choses s'y refusaient encore plus que les hommes.

Qui eût pensé qu'au milieu de ces continuelles funérailles il y eût encore chez les Français une place pour le rire et la moquerie? Le plus grand signe de dépérissement de la toute-puissance de Robespierre, c'est qu'on osa se jouer de lui en face, dans la Convention; et voici comment la scène fut préparée. On avait souffert toutes les barbaries sans se plaindre; mais, dans la fête de l'Être-Suprême, Robespierre avait provoqué par sa dévotion affectée les malices et les rancunes de l'esprit du XVIII^e^ siècle. Cet esprit se releva et jura de se venger.

Les inventeurs de cette trame découvrent dans un galetas du faubourg Saint-Jacques une illuminée, Catherine Théot, fanatique de Robespierre et Égérie de Dom Gerle. Ils forgent une prétendue lettre de la sibylle à Robespierre, qu'elle appelait le pontife de l'Être-Suprême. On y joignit tout ce que l'on put trouver ou entasser de superstitions ridicules. Ce personnage grotesque, enlaidi encore par l'imagination de Barrère, fut l'objet d'un vaste rapport que Vadier lut à la Convention; parodie du grand-prêtre de l'Être-Suprême, sous les traits de la prophétesse. Et pour que la ressemblance ne pût échapper à per-

sonne, on ne manqua pas de ramener l'éternelle accusation de conspiration. Cette plaisanterie atroce concluait à jeter à l'échafaud, avec tous ses compagnons d'idolâtrie, la vieille Catherine Théot, dont Barrère avait changé le nom en Théos.

Le plus incroyable est que les ennemis de Robespierre choisirent le temps où il présidait l'Assemblée; chacun était d'avance dans le secret de cette comédie aristophanesque. Lui seul et quelques-uns de ses fidèles consternés gardaient le silence ; les huées partaient de tous côtés ; elles le transperçaient d'autant plus visiblement qu'il semblait occuper le fauteuil pour recevoir tous ces traits à la vue de la France, sans danger pour personne. Cette scène fut une des plus douloureuses de sa chute. Il affectait un funèbre sourire; dans le fond du cœur les furies se déchaînaient. Si la Terreur eût été à refaire, il en aurait eu la conception à ce moment. Un pouvoir qui a commencé à être ridicule ne peut regagner le sérieux que dans le sang.

Où était désormais le refuge de Robespierre, sinon dans la pleine puissance incontestée, c'est-à-dire dans la dictature? Je ne doute pas que le projet de s'en saisir, depuis longtemps médité, ne prît sa consistance après quelques-unes des scènes que je viens de décrire. Les relations inédites sur lesquelles je m'appuie ici, s'accordent à placer

cette entreprise d'usurpation au commencement de messidor.

D'après ces récits, Robespierre se présenta un soir, à onze heures, au Comité de salut public, suivi de sept à huit compagnons *porte-bâtons* qui lui servaient d'escorte et qui l'attendirent dans une des salles voisines. Saint-Just parut bientôt après ; et l'on ajoute que : « toutes les fois qu'ils avaient eu à faire des demandes sinistres, telles que l'accusation de la reine, la mort de Danton, ils avaient toujours choisi une *heure sépulcrale*, une heure avancée de la nuit ; soit pour profiter de la fatigue des membres du Comité, soit qu'en effet ils eussent dans la pensée que les grands coups se portent dans les ténèbres et que les esprits sont plus faciles à frapper au milieu de la nuit [1]. »

Depuis longtemps, Robespierre et Saint-Just avaient proposé une nouvelle épuration de la Convention, un second 31 mai qui devait porter principalement sur la Montagne. Ils avaient voulu y comprendre quelques hommes du côté droit, tels que Sieyès, continuant ainsi à frapper de tous côtés, mais avec plus d'acharnement sur les leurs. Ces demandes de mort avaient été rejetées. Quand le Comité vit entrer le *triple Consulat* (nom que Sieyès donnait à Robespierre, Saint-Just et Couthon), on crut d'abord qu'il s'agissait seulement de

[1] Mémoires inédits du conventionnel Baudot.

revenir sur ce refus et d'obtenir enfin les supplices demandés. Personne ne soupçonnait jusqu'où irait l'audace.

Pour s'y essayer, Robespierre commence par attaquer Carnot sur la lenteur de la guerre. N'étant point interrompu, il s'enhardit jusqu'à l'accuser d'être d'accord avec les ennemis de la République. Soit étonnement, soit dédain, Carnot se couvre le visage de ses deux mains et garde le silence.

D'autres prirent sa défense. Chacun sentit que ce n'était là qu'une première attaque ; on pressa Robespierre de s'expliquer.

Alors il parla en maître et se donna carrière. Ne gardant plus de frein dans ses dénonciations, il dit : « que jamais la République n'avait été dans un péril si imminent ; que la Convention n'était qu'une fabrique de lois sans ordre, sans vues, sans direction ; que chaque district se gouvernait à sa fantaisie ; que les représentants du peuple en mission dans les départements ou près des armées abusaient de leurs pouvoirs ; qu'ils faisaient plus de mal que de bien ; qu'il était temps de les punir. D'ailleurs, son collègue Saint-Just avait recueilli un grand nombre de faits sur l'intérieur de la Convention et sur ses délégués au dehors. Si on ne voulait périr, il fallait ne pas ajourner le remède. »

Ses collègues le pressent de conclure : « Ma conclusion, répond-il, c'est qu'il faut réunir les deux Comités de salut public et de sûreté générale, pour aviser aux moyens de donner de la force au gouvernement. Saint-Just a réuni quelques notes, il vous en fera part ; nous délibérerons ensuite. »

La réunion fut décidée pour le surlendemain, sans que l'on eût la moindre idée de ce qui devait être mis en délibération. Chacun interrogeait des yeux ses collègues et s'épuisait en vaines recherches ; Saint-Just mit fin à ces incertitudes.

Jamais sa figure raide et inflexible n'avait mieux annoncé ses projets ; il rapportait de ses missions fréquentes aux armées une habitude de commandement militaire qu'il avait fait accepter de ses collègues. Ce jour-là, son langage fut plus impérieux encore que de coutume. Selon son habitude, il fit planer longtemps les accusations sur toutes les têtes. Aucun de ceux qui avaient pris part au gouvernement révolutionnaire n'était épargné. Quand il crut avoir assez menacé pour terrifier, il déclara qu'un dictateur seul pouvait remédier à tant de maux, et nomma Robespierre comme le seul capable de porter ce glorieux et dangereux fardeau.

Suivit un moment de silence et de stupeur. Robespierre feignit d'abord la surprise ; puis, après quelques instan pour se remettre, il répliqua

froidement : « Je n'aurais jamais songé à cette suprême magistrature; puisque le nom est prononcé, j'en accepte la responsabilité; si je succombe, je saurai boire la ciguë. »

C'est alors que David prononça le mot qu'il devait répéter plus tard : « Je la boirai avec toi ! »

Pendant ce temps, les membres du Comité s'étaient levés ; presque tous protestaient à hauts cris contre le futur dictateur. Jagot, membre obscur du Comité de sûreté générale, mit le plus d'éclat dans cette révolte intestine. Lorsque Saint-Just n'était pas obéi au premier mot, l'orgueil l'empêchait d'insister. Par une raison semblable, Robespierre était rentré dans le silence. Les esprits semblaient calmés ; on alla aux voix. Robespierre, Saint-Just, Couthon, David, Lebas, furent seuls d'avis de la dictature ; les autres s'y opposèrent. Les auteurs de cette tentative sortirent sur-le-champ, doublement furieux de s'être démasqués et d'avoir échoué.

Peu de temps après, Robespierre jeune, entraîné par son zèle pour son frère, entre précipitamment au Comité. Pour tirer une première vengeance, il s'emporte contre ceux qui ont désobéi : « Tu as été contre nous, disait-il à Barrère, mais nous t'aurons ! Tu n'as pas à aller loin ! » Robespierre jeune n'avait que son dévouement ; d'ailleurs peu de lumières et de vues, quand il n'était pas con-

duit à la lisière. Il livrait d'avance le secret des ressentiments que son frère avait tant d'intérêt à dissimuler encore.

Tels sont les récits inédits [1] que j'ai sous les yeux en rapportant cette entreprise du triumvirat vers la dictature. Je ne pouvais les taire, quoiqu'ils laissent plus d'un doute dans mon esprit.

D'autres prétendent que le nom de Robespierre ne fut pas prononcé ; j'avoue que cette seconde version semble plus conforme au caractère de Robespierre ; il restait ainsi maître de son projet, qu'il pouvait nier au besoin. D'ailleurs son orgueil était mieux préservé, l'échec étant pour la proposition et non pour sa personne.

D'après l'autre récit où il se met d'emblée à découvert, il faut supposer que l'impatience du pouvoir suprême lui ôta la prudence et la circonspection. Rien ne s'oppose à cette version, si l'on réfléchit que, le but se trouvant si près de lui, il y courut avec une impétuosité aveugle, par l'habitude d'être obéi, et parce que sa domination lui parut toujours être le salut et la nécessité de la chose publique.

Tant d'échecs répétés ouvraient de plus en plus

[1] Mémoires inédits de Baudot.
Écrits dans l'exil, sous la Restauration, ces Mémoires contiennent non-seulement les souvenirs personnels de l'auteur, mais aussi bien souvent les révélations de ses collègues. Tous ensemble mettaient en commun leurs témoignages, n'ayant plus d'intérêt passionné à ajourner la vérité.
Voyez aussi les Mémoires de Carnot, publiés par son fils.

son esprit à la haine. Le danger augmentait à vue d'œil pour ses ennemis. En même temps, ceux-ci étaient avertis par les ressentiments d'un despote qui ne se donnait plus la peine de dissimuler. Les révélations de son projet arrivaient de tous côtés, souvent par la voie où on les attendait le moins.

Saint-Just y servit plus que personne. Tous les écrivains lui attribuent une pudeur farouche qui ne laissait aucune prise à l'indiscrétion des femmes. Comme il faut que tout se sache, je trouve dans les Mémoires d'un de ses compagnons de mission que Saint-Just « le plus terrible des hommes » avait une maîtresse. Il soupait chaque soir chez son secrétaire Gateau avec elle et d'autres courtisanes. L'une d'elles, en qui la pitié survivait, fit savoir à l'auteur de ces Mémoires[1] jusqu'où s'étendait la

[1] Mémoires inédits de Baudot.

« Saint-Just, lorsqu'il était à Paris, soupait tous les soirs avec sa maîtresse, chez Gateau, son secrétaire, qui avait aussi une maîtresse. Saint-Just était taciturne, mais Gateau était bavard et se vantait volontiers de la puissance qu'il tenait de Saint-Just. Je n'ai jamais eu aucune part dans l'intimité de Gateau, quoique je l'aie beaucoup connu aux armées; nous étions en opposition. Sa maîtresse, que je n'ai jamais vue, alliait sans doute à la galanterie des sentiments généreux, comme cela arrive souvent. C'est elle qui me fit avertir que j'étais sur la liste des inimitiés de Saint-Just, ce dont je me doutais; mais je n'en avais pas la certitude. L'inimitié de Saint-Just, dans ce temps-là, et la peine de mort étaient *unum et idem*. Je mis à profit cette communication. C'est par cette voie qu'on a su les projets de proscription contre le reste des partisans de Danton qui siégeaient encore à la Montagne.

« J'ai pu être instruit positivement de tout ce qui se tramait alors contre les députés opposés à Saint-Just, et par conséquent à Robespierre.

« Le nombre des proscrits prononcés dans ces petites orgies a varié de dix-huit jusqu'à trente. Il y avait encore des hommes sur lesquels on était incertain. »

liste des inimitiés de Saint-Just. Chaque jour Baudot était instruit à mesure que la liste s'accroissait d'un nom nouveau échappé à l'exterminateur dans l'incurie d'un festin nocturne. Par là, les plus menacés purent se tenir sur leurs gardes ; ils cessèrent de coucher dans leurs lits ; ils se dérobaient des jours entiers à la campagne sans paraître à la Convention, espérant se faire oublier par leur absence quand les yeux de Saint-Just ne les rencontreraient plus. Par-dessus tout, il s'armèrent de haines et de résolutions extrêmes.

C'est ici que je placerai les projets formés de poignarder Robespierre en public, au sein de la Convention, la première fois qu'il y reparaîtrait. Robespierre a souvent dénoncé des projets de ce genre. Dans ses discours, ses conversations, il se montrait toujours exposé au couteau des assassins, soit pressentiment, soit que la force de la situation lui montrât le danger. Car ses espions si nombreux, qui fouillaient de si près dans la vie de ses collègues, ne l'éclairèrent en rien sur ces trames. A force de revenir sur ce thème, il lui ôta toute créance. On ne vit plus dans ses plaintes qu'un désir d'intéresser le peuple. Des historiens mettent encore aujourd'hui en doute si ces psalmodies de mort furent autre chose qu'un procédé de rhéteur.

Pourtant rien n'était plus réel que les projets de

meurtre contre Robespierre. Il n'avait pas ouvert d'autre issue à ceux dont il méditait la mort ; sa dictature avortée ne laissait plus de scrupule. Aussi les poignards dont la postérité a ri étaient plus près de lui qu'il ne pensait lui-même. Ce n'était pas dans ses promenades solitaires à Monceau, à Montmorency ou dans sa modeste demeure qu'il était menacé par quelque obscur assassin. Un groupe de ses collègues s'apprêtaient à le frapper à son banc, dès qu'il y paraîtrait ; sa vie fut prolongée par son absence. Thirion avait conçu cette entreprise. Déjà il avait réuni onze conjurés tous conventionnels ; il s'adresse à un douzième, que je laisse parler ici :

« Thirion me proposa, quelque temps avant le 9 thermidor, de prendre part à une conjuration qui avait pour but d'immoler le tyran Robespierre au pied de la tribune. Les conjurés étaient au nombre de douze ; Lecointre de Versailles et lui étaient en tête. Je répondis que je n'aimais ni les opinions de Robespierre, ni sa personne, que l'on me trouverait toujours contre lui lorsqu'il serait question de lui, mais que je ne voulais pas prendre d'engagement de ce genre [1]. »

Qui croirait qu'au milieu de tant de délations, et un espionnage infini, cette conspiration resta toujours inconnue à Robespierre ? Il ne vit pas les poi-

[1] Mémoires inédits de Baudot.

gnards qui le touchaient; sans les paroles que je viens de rapporter, écrites trente-cinq ans après les événements, beaucoup de personnes en douteraient encore.

Dans un temps où un exemple antique suffisait à mettre à l'aise la conscience, Thirion et Lecointre, en voulant tuer Robespierre à la tribune, évoquaient le souvenir de César frappé de vingt-quatre coups dans le Sénat romain.

Ainsi il était menacé de tous côtés; mais la déférence extérieure qu'on lui témoignait ne servait qu'à l'égarer encore et à le tromper sur le point du danger.

Les moindres circonstances l'abusaient, tant il avait besoin de se rassurer lui-même. Il ne venait plus à l'Assemblée, elle l'avait trop grièvement offensé. Mais souvent il errait dans le voisinage autour des Tuileries. Un jour, assis dans le jardin [1], entre Couthon et Cambacérès, il exprimait tout haut son jugement sur les députés, à mesure qu'ils passaient devant lui. Mailhe était un de ceux qui fuyaient les séances et cherchaient le plus à se dérober. L'apercevant de loin, Robespierre se souvint de l'amendement qui avait failli prolonger la vie de Louis XVI, et dit à ses deux compagnons : « Mailhe est le plus immoral des hommes. » Cambacérès, qui passait pour être son ami, trembla ; il

fit savoir le jour même à Mailhe qu'il ne pourrait plus le voir en particulier, et rompit ostensiblement avec lui.

Des expériences de ce genre, répétées chaque jour sur la prompte obéissance des gens de la Plaine, confirmaient Robespierre dans la confiance qu'il mettait en eux. Les voyant si souples à la moindre de ses fantaisies, il crut n'avoir rien à craindre d'hommes qui étaient toujours de son avis. Les Montagnards, malgré leurs désirs de feindre, n'atteignaient pas à la perfection du courtisan ; leur rudesse les trahissait dans leurs adulations de cour. Robespierre en vint au point de ne redouter que ceux qui avaient un principe commun avec lui. Pour les autres, il les crut convertis, parce qu'ils le flattaient ou gardaient le silence.

Au reste, l'isolement se faisait chaque jour davantage autour de Robespierre ; il n'avait plus besoin de chercher la solitude, elle était dans sa situation même. Avec les Feuillants il avait frappé les Royalistes ; avec les Girondins, la république oligarchique ; avec les Dantonistes, la république démocratique ; avec les Hébertistes, la république prolétaire ; c'était toute la nation. Il était ainsi de plus en plus seul en face d'elle, brouillé à mort avec les héritiers de tous les partis, acculé dans les Jacobins comme dans son dernier retranchement, et là encore, ne régnant qu'à demi, obligé

d'épurer, c'est-à-dire de réduire chaque jour ses fidèles, dont les meilleurs commençaient à s'étonner. Les autres ne conservaient leur foi qu'en renonçant sciemment à tout examen, pour se livrer corps et âme à sa fortune.

Dans cette extrémité, il avait un appui, Saint-Just. Quand on a vu une fois le portrait de Saint-Just, on ne peut l'oublier. Cette tête altière, impassible, inflexible, rehaussée encore par une énorme cravate empesée, ces grands yeux qui semblent ne pas voir et dédaignent de regarder, cette immobilité de marbre, ces cheveux roides et pendants sur le front qu'ils dérobent à la vue, c'est la figure du plus jeune des fils de Némésis. Rien ne pourra le courber ; Robespierre a raison de se confier à cet homme de marbre. Mais la situation, à quelques égards, n'en est que plus fausse ; Robespierre commande à qui est plus fort que lui.

Ceux qui les ont pratiqués de près reconnaissent que l'homme fait pour régner était Saint-Just. Ils disent qu'il y avait en lui l'étoffe d'un grand homme, au moins par lambeaux ; qu'il était sorti de la tête de la Révolution tout armé de la pique, comme une Pallas de bronze, car il joignait à son froid délire l'intelligence prompte des affaires. Il habitait dans la région des idées et savait manier les hommes et les choses. Il s'entendait à l'administration, aux finances, à la guerre, si bien que

Carnot lui proposa un jour de lui en laisser la direction. Ses ennemis personnels voient en lui « un petit Montesquieu adolescent, avec la cruauté d'un Néron homme fait [1] ». D'autre part, ils reconnaissent que nul n'avait la tête plus forte, que partout il prenait la première place, qu'à vingt-cinq ans il dominait la Convention, que l'âge seul lui manquait pour tout conduire, que l'obéissance naissait naturellement d'elle-même là ou il était, qu'on ne pouvait le voir ou l'entendre sans plier ou frissonner, qu'enfin, les pieds dans le sang, la tête dans la nue, il réalisait l'image des deux déesses de Rome, la « Pâleur et la Terreur, » qui avaient si longtemps gouverné la terre.

Du haut de ces nues, comment s'est-il soumis à Robespierre ? Il reconnut en lui la vertu farouche qui lui avait apparu dans ses rêves, et l'homme d'orgueil fléchit le genou devant « l'Incorruptible ». Jamais on ne découvrit chez Saint-Just un moment de révolte. Dès le premier jour, il voua un culte à Robespierre ; ce culte dura jusqu'à la dernière heure. Il fit tout pour s'en faire un maître ; il lui mit à la main le sceptre de la mort que lui seul eût pu porter. Il prêta à Robespierre ses facultés, son audace, son impassibilité, son délire. Il l'encouragea, il resta son disciple quand il fut son égal ; il eut pour lui dans le danger des mots

[1] Mémoires inédits de Baudot.

fraternels comme devant son aîné ; il fit plus, il l'aima.

Pourtant il ne put anéantir sa nature ; en dépit de lui, sa supériorité se montrait dès que l'action devenait nécessaire. Robespierre ne put prendre l'audace d'action de Saint-Just ; Saint-Just ne put ni ne voulut usurper sur Robespierre. Ils finirent ainsi par se paralyser l'un l'autre. Leur union intime, grâce à la dépendance volontaire du plus fort, fit leur faiblesse et avança leur ruine ; elle ne devait servir qu'à les faire périr ensemble, l'un ne sachant pas commander dans le péril, et l'autre ne le voulant pas [1].

[1] On a mis en doute le courage de Saint-Just. Il faut entendre ici le témoignage d'un ennemi déclaré, mais trop homme d'esprit pour ne pas être sincère devant l'histoire :

« Il y a prodigieusement de jactance toute crue dans les mémoires de Levasseur *. Si cette jactance est l'expression de la vérité, on ne se plaindra pas.

« Levasseur parle en toute occasion avec emphase du courage personnel de Levasseur. Soit. Mais il s'exprime avec assez de mépris sur la valeur de Saint-Just. Ici il y a erreur ou dessein dans l'arrangement du tableau. Moi aussi je l'ai vu aux armées, et je n'ai rien vu de pareil. Il me semble que Saint-Just recevant un parlementaire dans la tranchée et répondant : « Est ce que monsieur est chargé de traiter pour toutes les puissances de l'Europe? Soldats, continuez le feu! » il me semble, dis-je, que ce n'est pas là manquer de courage.

« Saint-Just, d'ailleurs, est mort avec un calme stoïque, admirable. Jusqu'au dernier moment il a montré un imperturbable courage. Nous ne demandons pas à Levasseur une semblable preuve. Mais pour faire ressortir sa valeur, il me paraît qu'il eût pu mieux choisir son sujet. Mon témoignage n'est pas suspect, car assurément je suis loin d'aimer Saint-Just. A l'heure qu'il est, il me fait encore frissonner. » — Mémoires inédits de Baudot.

* On sait aujourd'hui que les Mémoires de Levasseur n'ont pas été écrits par lui.

LIVRE DIX-NEUVIÈME

CHUTE DE ROBESPIERRE

I

PRÉPARATIFS DU 9 THERMIDOR

Après avoir abattu les principaux chefs de la Révolution, il ne manquait plus à Robespierre, Saint-Just et Couthon qu'à s'abandonner eux-mêmes. C'est ce qu'ils firent le 9 thermidor. A mesure que la catastrophe inévitable approche, une mélancolie noire s'empare des deux premiers. Aucune trace de la sérénité héroïque qui présage le succès; mais dans tous leurs discours et dans leurs écrits les plus secrets, la mort, le tombeau, le cimetière, écho perpétuel de leurs pressentiments funèbres. Les pensées sépulcrales sont tellement semblables chez eux, qu'il est difficile de dire lequel les emprunte à l'autre.

Ils vivaient déjà dans la mort; ils la portaient, ils la respiraïent, ils l'exhalaient partout. Comme

ils n'en étaient point avares pour les autres, ils la savouraient d'avance pour eux-mêmes. C'était leur conseillère et leur fortune. Jamais hommes d'action et de parti n'annoncèrent de si loin leur chute ; aussi, ils y accoutumèrent trop tôt l'opinion. Ils décourageaient jusqu'à leurs affidés. Nul ne s'immole au génie de la mort ; les plus dévoués veulent du moins, en mourant, espérer la victoire.

La situation était désespérée. Plus le système se tournait contre le but de Robespierre, plus il s'entêtait dans le système, au point de gâter la hache. Au lieu de s'apercevoir que le moyen ne valait rien, il s'imagina qu'il fallait aggraver la Terreur par la loi de prairial et tuer les terroristes ; c'est ce qu'il se promit de faire. Par où l'on voit qu'il était à bout de combinaisons, et que son esprit roide ne lui permettait pas de changer de voie, lors même qu'il se fût aperçu qu'il s'égarait. Faire à la fois le Marius et le Sylla, sûr moyen de n'être ni l'un ni l'autre !

Comme dans ce chemin tout vint à lui manquer, il se réfugia contre les mécomptes de chaque jour et contre l'horreur croissante dans l'idée de *vertu* empruntée des stoïciens et de Rousseau. Il parvint à se persuader que tout ce qui lui faisait obstacle, c'étaient les vices, et que la guerre qu'il soutenait par l'échafaud était celle de la vertu contre le crime. Si l'on ne veut être injuste, il faut recon-

naître qu'à force de sophismes et d'orgueil, il mit sa conscience non-seulement en paix, mais dans une auréole de sang, où le doute ne pénétra jamais. Plus il s'avançait vers la crise, plus la question politique se changea pour lui en une question morale. Retiré au sein de ce qu'il appelait la vertu, divinité farouche, inaccessible, il ne comptait pour rien les sacrifices humains qui devaient, selon lui, en préparer le règne.

La tête perdue dans ce nuage sanglant, il ne s'agissait plus seulement pour lui de délivrer le peuple, mais de faire un peuple vertueux, sans vices ni faiblesses, en dehors de l'espèce humaine.

Dans cette dernière période, les anciennes dénominations de partis changent pour lui ; il ne reste à ses yeux que la distinction des *moraux* et des *immoraux*. Ceux-ci devaient disparaître de la terre. Telles étaient les vues qui se fortifiaient chez lui à l'approche de la mort.

Il demanda l'extermination des *immoraux* avec autant de calme que les orthodoxes avaient juré l'extermination des hérétiques. Plus il avait fouillé dans la Révolution, plus il avait rencontré l'ancien fond de corruption d'une nation vieillie avant de sortir de tutelle. Il croyait pouvoir extirper en quelques années les vices séculaires, s'en remettant pour cela à la magie de la Terreur.

Les amis survivants de Danton allaient répétant

« que si on laissait faire Robespierre et Saint-Just, il ne resterait bientôt plus de la France qu'une thébaïde avec une vingtaine de trappistes politiques [1]. »

Cependant tous reconnaissent que Robespierre se fia trop à l'échafaud du soin de combattre pour lui ; car dans ce peu de jours qui restaient, que faisait-il ? Il se dérobait aux siens même, dans ses promenades solitaires, dont ses satellites avaient seuls le secret. Il s'exerçait au tir au pistolet dans un jardin écarté ; et l'on dit qu'il avait acquis quelque habileté à manier cette arme, comme s'il s'agissait de se préparer à un duel avec un homme et non avec un monde ! Manière de tromper sa propre inaction. On l'entendait souvent regretter de n'être pas entré dans l'armée après la Constituante et de n'avoir pas fait l'apprentissage de la guerre.

Beaucoup supposent qu'il commençait à prévoir que les Français recevraient la loi du sabre, et qu'il regrettait de ne pouvoir trancher ainsi d'un seul coup le nœud gordien où il était enveloppé. Pour moi, il me semble que cette ambition ne fut jamais la sienne. Dans tous les cas, il était trop tard pour y songer.

On a prétendu aussi qu'il perdit des heures dans je ne sais quel amour pour la fille aînée de son

[1] Mémoires inédits de Baudot.

hôte Duplay, et des écrivains ont fait de brillants tableaux romanesques de ces scènes domestiques.

La vérité est que cette jeune fille avait un culte pour lui et qu'il se laissa adorer ; il n'était pas homme à s'éprendre au point d'oublier un seul moment ses haines et ses soupçons.

A peine peut-on supposer que cette jeune Léonore ait réussi par instants à dérider la figure crispée et convulsive de Robespierre. S'il voulut l'épouser, comme on le prétend, ce vague projet n'adoucit pas une heure le fond de sa pensée ; le bonheur n'entra pas un instant dans son âme, toute livrée aux furies politiques.

Qui sait, au reste, jusqu'où le souvenir de l'Émile de Rousseau le suivit dans la boutique du menuisier Duplay ? Cette boutique fut quelque temps un atelier de passions politiques. De bonne heure l'honnête Duplay le père abandonnait ses outils pour aller exercer, comme juré, ses terribles fonctions après du tribunal révolutionnaire. Il faut que sa probité se soit fait jour à travers toutes ses passions, puisqu'il fut épargné lui seul à l'heure de la défaite. Son neveu, Simon Duplay, était parti comme volontaire à l'appel de 92. Le premier coup de canon lui emporta une jambe, il revint avec une jambe de bois. C'est lui qui servait de secrétaire à Robespierre.

La mère Duplay et ses deux filles veillaient sur

lui ; elles interrogeaient les visiteurs suspects, et leur vigilance ne fut jamais trompée. Un tel dévouement montre assez combien était sincère et contagieux le fanatisme de Robespierre. Au milieu de ces âmes simples, il se figurait habiter la vertu et réaliser, dans la vie privée, les principes qu'il voulait imposer à la France. Loin de l'adoucir, cette petite société honnête le confirmait dans son plan d'extermination. En voyant les figures ingénues des femmes Duplay lui sourire parmi les rabots, la scie et les autres instruments d'Émile, il se persuadait de plus en plus qu'il accomplissait le testament de Rousseau. Comment se croire coupable de barbaries, comment regarder à une goutte de sang sur ses mains, quand la fille du menuisier, douce, innocente créature sans tache, le recevait sur le seuil et l'appelait le *sauveur* ? Elle était pour lui la voix du peuple, celle des chaumières. Si jamais le doute eût approché de lui, elle eût suffi pour lui rendre toute sa foi en lui-même.

Ainsi, ce qui eût attendri un autre ne servait qu'à le roidir davantage dans ses premières résolutions.

Les femmes Duplay, par leur innocence et leur douceur même, lui faisaient un rempart contre le remords. Encore quelques sévérités, et le peuple aura réalisé l'Émile et la Julie de Rousseau.

Il n'aimait pas les femmes; selon Danton, il avait

peur de l'argent, oubliant ses intérêts privés autant que ceux d'autrui. Ses adversaires de la Montagne ajoutaient : « qu'il semblait regarder toutes les maisons comme louées d'avance pour lui, et tous les magasins comme ses fournisseurs gratuits [1] ; » blâme qui, aux yeux de quelques-uns, se tourne en louange. Ils en concluent que sa préoccupation des choses publiques était telle, que le tien et le mien n'existaient pas pour lui ; tenant pour suffisamment payés de gloire ceux qui lui prêtaient le vivre et le couvert. Et n'est-ce pas ainsi qu'avaient agi les premiers apôtres de la vérité religieuse ? Il ne devait laisser, pour toute fortune, que 461 francs en assignats ! Pauvreté qu'aucun homme qui a laissé un nom dans le monde ne semble avoir égalée.

[1] Mémoires inédits de Baudot.

II

LA VEILLE DU 9 THERMIDOR

Le dénoûment approchait. Comme il arrive dans les crises fatales, tout le monde prenait ses précautions, excepté celui qui devait périr. Rien n'est plus vrai que la conspiration fut seulement du côté des ennemis de Robespierre. Ils se préparaient activement à la dernière lutte : les uns, comme nous l'avons vu, par le poignard ; les autres, par une révolte de la Convention. Quant à ceux que la peur éloignait de l'Assemblée, Collot-d'Herbois les pressait d'y reparaître.

Il adoucissait sa voix ; ce terrible comédien montrait qu'il savait aussi sourire. Aidé de quelques autres, il ralliait le grand troupeau épars des effrayés et le ramenait aux séances presque abandonnées aux lecteurs officiels des rapports sur la guerre. Car on était heureux de remplir des détails et de la pompe des victoires les heures sombres où il était trop périlleux de parler et même de se taire. Nul ne savait au juste ce qui se préparait. Comme à l'heure des orages, on se rappro-

chait par groupes. Quand les bancs étaient moins déserts, chacun se croyait plus en sûreté.

Pendant ce temps, les avertissements ne manquaient pas à Robespierre. Il lui en vint même de Vendée, d'un général Dufraisse qui lui envoya son aide de camp.

Jusque dans l'entourage des Duplay, l'inquiétude commençait à pénétrer. Rien n'arrache Robespierre à son inertie. Tandis que ses ennemis s'agitent, se concentrent dans l'ombre, il se fait gloire de ne prendre aucune précaution. Excepté ses plaintes dans les Jacobins, faites pour glacer d'avance ses partisans, nul plan formé de loin, tout remis au hasard ; nul mot d'ordre à ses affidés dans les sections, nulle instruction à la Commune qui lui était si aveuglément livrée et ne demandait qu'à combattre pour lui. Au cas d'un premier revers, aucun moyen de ralliement indiqué. Une lamentation de mort, comme sur un bûcher funèbre, remplit ces derniers jours et tint lieu de direction et de préparatif. Était-ce désespoir, incurie, impuissance? Ce fut tout cela ensemble.

Ou plutôt, qui le croirait? jamais Robespierre n'a été si occupé ! Il vient d'élever un retranchement ; derrière cette forteresse il va abriter sa cause, ses amis, lui et sa fortune ! Il y a travaillé sans relâche. Ce qui ne s'était jamais vu dans une

lutte à mort, cette citadelle imprenable, c'est un discours. On dit qu'il allait le limant et le repolissant sans cesse dans la plus profonde solitude, quelquefois dans la forêt de Montmorency, évoquant l'image de J.-J. Rousseau sous les arbres touffus qui avaient inspiré le maître. Le dernier fond de Robespierre se montra alors ; ce fond se trouva être un homme de plume [1]. Malheur à l'écrivain qui, lorsque le moment d'agir est venu, se met à peser des syllabes !

Au reste, qui ne serait tenté de pardonner quelque chose à Robespierre, à cause de cette foi dans la parole, que jamais homme n'a montrée à ce degré ! En cela, vrai fils du XVIII[e] siècle et de la philosophie. Il savait, de science certaine, que le danger était imminent, qu'il y allait de tout pour lui et pour la République. Et, au lieu de sonner le tocsin selon l'ordinaire, il s'imagine qu'il domptera la tempête par des phrases étudiées, et que des mots acérés valent des baïonnettes et des piques. Il devait y périr ; mais cette superstition de la loi, chose nouvelle, mit de la grandeur dans sa chute ; elle lui fit une mort à part au milieu de tant de morts semblables par le courage ou la révolte.

Le 8 thermidor était venu. Robespierre, vêtu

[1] Les Dantonistes de la Montagne ne voyaient plus en lui qu'un « discoureur, un sophiste ».

de ce même habit bleu de ciel qui rappelait la procession de la fête de l'Être-Suprême, s'achemine vers la Convention, comme vers une fête oratoire. Ses satellites étaient semés sur son chemin de manière à déguiser jusqu'à l'apparence d'une précaution. Il va s'asseoir à côté de Mailhe, à sa place ordinaire, au banc immédiatement au-dessous de la Montagne. On ne dit pas s'il fut accueilli avec l'adulation accoutumée. Je croirais volontiers qu'il y eut peu d'empressement.

La haine mit entre lui et ses collègues cette même distance qu'on avait remarquée à la fête de prairial. Il ne put rien lire sur les visages, si ce n'est l'inquiétude parmi les Montagnards et la complaisance parmi les hommes de la Plaine et du Marais, plus habiles à cacher ou à dominer leurs haines. Ce demi-sourire de la Plaine achève de le tromper.

Barrère venait d'annoncer la prise d'Anvers. Robespierre paraît à la tribune ; au milieu du saisissement de tous, il déroule un immense manuscrit.

Robespierre était alors dans sa trente-cinquième année, mais il semblait n'avoir jamais été jeune. Jamais il n'avait porté sa tête avec tant de roideur, à la manière du boa qui se redresse sous le pied qui l'effleure. Cette tête n'attirait d'abord l'attention que par sa fixité ; la première impression

était la rigueur sèche d'un homme de loi. Comme il portait des lunettes, le regard lui manquait. Ses yeux fatigués ne jetaient qu'un demi-rayon clignotant, et seulement quand la colère s'y allumait. Les tempes et le front resserrés, où les grandes pensées devaient se trouver à l'étroit; le nez relevé, provoquant, la bouche trop grande, les lèvres minces et pincées, le sourire d'une fadeur insupportable quand il voulait en couvrir ses projets; le teint livide, cadavéreux, les joues convulsives; tout son aspect marquait l'effort constant, le défi, la volonté, la logique, mais non assurément l'appétit du sang et la bête de proie, comme on l'a dit. Le caractère de cette physionomie est de n'avoir pas de trait dominant; elle vous fuit à mesure que vous la cherchez. Elle est dans la couleur du visage plus que dans le visage même, dans l'attitude plus que dans les traits, dans les circonstances plus que dans le naturel, dans l'opinion plus que dans la réalité. La volonté intérieure, le système, éclairent seuls d'une lumière abstraite cette figure géométrique, où la passion, le tempérament, ne percent pas. La nature n'avait pas fait de Robespierre un mangeur d'hommes. C'est au dedans qu'il faut lire sa destinée. Elle n'est pas écrite au dehors. Si vous cherchez sur son visage effacé la fascination de terreur dont il était environné, il faut une grande complaisance d'ima-

gination pour la découvrir. La vérité est plus simple.

Ce jour-là, résolu de cacher l'orgueil et de ne laisser voir que la douleur de l'homme public, il y réussit dans le commencement de son discours.

Il se présentait, non comme suppliant (rôle auquel on doit avouer qu'il ne descendit jamais en aucune occasion), mais comme injustement persécuté ; et il se réfugiait auprès de la Convention pour y chercher une consolation plutôt qu'un abri contre les méchants. S'il s'effraye de quelque chose, c'est de faire peur. On peut voir à ce moment qu'il n'est pas de la grande race des Marius. Car il rejette loin de lui la responsabilité de la Terreur qu'il a faite ; il se plaint qu'on l'identifie avec le tribunal révolutionnaire, comme si ce n'était pas là sa force aux yeux des siens. Défense habile, mais sans grandeur et qui le diminue et le désarme de la puissance d'épouvante dont il est entouré. Si on cesse de le craindre, où espère-t-il donc se réfugier ? Il le dit clairement ; il montre où sont ses espérances en flattant les hommes de la Plaine, rappelant qu'il a sauvé les soixante-treize Girondins, invoquant surtout la probité, qu'il semble identifier avec eux. C'est pour eux qu'il trouve des paroles de paix, des sourires et presque des caresses ; laissant assez voir à quel

point il est dupe de ce long silence, de ces empressements muets et de cette obséquiosité à le suivre tête basse dans toutes ses fureurs. En dépit de ses soupçons, cette confiance marquait peu de connaissance de la nature humaine ; une telle faute était irréparable. Il crut que les offenses se pardonnent en durant, que les partis oublient ; et par là il se mit à la discrétion de ses plus invétérés ennemis, se figurant que leur inimitié devait être moindre parce qu'elle était plus ancienne.

Après ce début, où il fait pour la première fois l'essai de la douceur, de la mansuétude, bientôt il se lasse de cette contrainte. Se croyant assez sûr de ceux qu'il a daigné courtiser, le naturel l'emporte. Il se tourne contre les révolutionnaires, et reprend sur eux sa revanche de haine et d'accusation : « Une coalition criminelle intrigue au sein même de la Convention nationale ; il faut punir les traîtres. » Une fois retombé dans le thème ordinaire, il ne s'appartient plus, il l'amplifie à sa manière, sans mesure. Il dénonce le Comité de salut public, le Comité de sûreté générale, et, en termes enveloppés, Barrère, Carnot, Collot, Billaud-Varennes. Puis, la colère et le tempérament l'emportant sur toute prudence, il traite de fripons Cambon, Mallarmé, Ramel. Ainsi les demi-promesses du commencement n'étaient qu'un moyen

oratoire. Il y avait lieu, plus que jamais, de tout craindre d'un homme encore si peu maître de ses haines, qu'il ne pouvait les retenir un moment, même dans un discours longtemps pesé et calculé.

Alors ceux qu'il avait voulu rassurer frémirent autant que ceux qu'il menaçait. Tous se sentirent également sous le glaive. La vague espérance que quelques-uns s'obstinaient à garder encore d'un retour à la clémence tomba subitement ; ils n'en trouvaient aucune trace dans ce qu'ils entendaient. « Nommez ceux que vous accusez ! » demande une voix. Robespierre se refuse à nommer pour ne pas borner ses menaces. L'accusation reste suspendue sur tous, excepté sur la Plaine.

Le ton funèbre, les pressentiments de mort qui se mêlent à chacune des paroles de Robespierre, ne peuvent renfermer que de nouvelles tragédies. Est-ce ainsi que l'on apporte la paix ? C'était un testament qui allait être scellé du sang des vaincus, quels qu'ils fussent. Voilà ce que chacun se disait en écoutant ; et comme la parole était souvent à la hauteur de la situation, que les choses rendaient par elles-mêmes dans ce discours un son lamentable et terrible, on applaudissait par intervalles ce que l'on maudissait au dedans ; heureux de mettre sur le compte de l'admiration le frissonnement, l'horreur, la crainte ou la haine dont on

était saisi. Car les applaudissements interrompirent fréquemment ce discours. Ils accompagnaient encore Robespierre, lorsque, après avoir fini, il revint triomphalement à sa place.

On ne se contenta pas de cette adulation. Lecointre de Versailles, celui-là même qui était à la tête du complot pour tuer Robespierre, fut le premier à proposer une adulation nouvelle dans cette émulation de flatteries. Il demande l'impression du discours. Barrère, impatient d'exalter le plus fort, appuie la proposition. Couthon alla plus loin; du moins il le fit avec sincérité. Il voulut que le discours fût envoyé à toutes les communes de la République. La Convention obéit; elle vote ainsi deux fois la pleine victoire de Robespierre.

Tout était fini; l'orgueil avait reparu sur son front; la joie, si rare chez lui, éclairait son visage. Quelques paroles de Vadier, moitié excuse, moitié insinuation, sont à peines écoutées.

L'Assemblée était vaincue, pis que cela, avilie; elle allait se retirer, attendant encore si elle ne pouvait échapper à tant de honte.

On vit alors comment, dans la plus extrême chute, il suffit quelquefois d'un homme de courage pour rendre le cœur et l'honneur à une assemblée éperdue.

Cambon fut cet homme. Il montra le courage moral des anciennes républiques. Quand tout là-

chait pied, il se présente seul dans la lice, fort de ses chiffres, de sa probité, de son génie républicain, qui ne devait céder ni se démentir devant aucune épreuve du temps. Il tient le premier tête à Robespierre ; il ose l'accuser : « Un seul homme paralysait la volonté de la Convention nationale, cet homme est celui qui vient de faire ce discours. »

Jamais paroles ne produisirent changement si soudain. Par l'exemple de Cambon, l'Assemblée comprend ce qui, peu d'instants auparavant, lui eût paru insensé. Il était donc possible de résister, de désobéir à Robespierre ! Pour lui, dès qu'il fut attaqué, il parut un autre homme. En le mesurant, Cambon l'avait perdu ; pour la première fois, il descendit à s'excuser. Après un si long règne d'épouvante, ce fut une si grande chute, que toutes les têtes se relevèrent à la fois.

Que Billaud-Varennes, au nom des comités, ait à son tour parlé de haut et déjà presque en juge, cela ne peut étonner. Mais quand le plus pusillanime des hommes, Panis, qui jusque-là n'avait vécu que de crainte et de silence, attaqua Robespierre au nom de l'égalité, ce fut le signal pour tous. Bentabole, Charlier, Amar, s'en mêlèrent. Thirion, qui lui aussi voulait poignarder Robespierre, vit qu'il s'ouvrait une autre issue; il se crut dégagé de l'obligation de flatter davantage.

Enfin, Barrère le renie, voyant que le vainqueur est si près d'être vaincu. Billaud avait demandé que la Convention revînt sur son décret d'adhésion au discours de Robespierre. Au moment du vote, Robespierre est debout à son banc; fier encore, il cherche des yeux si quelqu'un osera lui désobéir en face. L'Assemblée rapporte son décret. Le discours ne sera pas imprimé; par cette première résistance, si faible, en apparence, du grain de sable, Robespierre se sent ébranlé; il chancelle, retombe sur son banc, et avec un soupir étouffé, il laisse échapper ces mots que ses voisins entendent et s'empressent de répéter: « Je suis perdu[1] ! »

Dans cette lutte, les Montagnards seuls avaient combattu; pour eux, il y allait de la vie. Les modérés gardèrent le silence; il n'était question pour eux que de se venger. Ils pouvaient attendre.

[1] « Mailhe, qui entendit l'exclamation ainsi que ses voisins, me raconta ce fait. » — Mémoires inédits de Baudot.

III

LE 9 THERMIDOR

Un avertissement si éclatant, une réprobation si unanime, n'ouvrent pas les yeux à Robespierre. Il s'obstine à croire, contre l'évidence, que le côté droit de la Convention ne lui a échappé que par surprise, que ces hommes sont trop accoutumés à obéir pour ne pas rentrer sous le joug, que le lendemain, effrayés de leur audace, ils redemanderont à se faire pardonner, tant il les connaissait mal ! Aussi, est-il certain qu'il ne s'occupa en rien de les lier à lui dans le peu d'heures qui lui restaient. Il se tourna tout entier vers les Jacobins, comme s'il eût eu à les conquérir pour la première fois.

Là encore, dans ces moments si précieux, il ne sut que relire le discours épuisé à la Convention, machine de guerre déjà brisée, monument d'une première défaite, conçu pour une situation toute différente, pour une autre assemblée, d'autres hommes, d'autres passions, et qui ne valait absolument rien pour entraîner des masses populaires à une action énergique. Quand il n'y avait plus de

salut que dans les armes, que pouvait produire cette longue, interminable déclamation hors de sa place? D'autres déclamations du même genre, des plaintes, des colères, des découragements, ou des fureurs impuissantes, mais pas une seule résolution. Et déjà on touchait au moment suprême !

Les ennemis de Robespierre furent mieux conseillés par l'extrême péril. Ils virent qu'il ne s'agissait plus de principes, mais de la vie. Au lieu de s'exciter les uns les autres à une haine qui ne pouvait augmenter, ils employèrent le temps à se chercher partout des alliés. On dit aussi que la passion de l'amour se mêla à la haine, et fit sortir Tallien de sa léthargie : « Vous êtes un lâche, et je vais mourir demain, » lui écrivait la femme qu'il aimait. Ce dernier aiguillon réveilla son courage. Il est certain qu'il ne s'endormit plus ; avec quelques autres des plus menacés, il ne forgea pas dans la nuit de longs discours ; mais tout fut donné à l'action. Ses complices, ses émissaires abordent les principaux du côté droit. D'abord refusés, ils reviennent à la charge ; montrant que l'audace était de leur côté, ils finissent par convaincre des hommes qui, jusque-là, avaient toujours cédé à l'audace. Les plus timides, une fois compromis, encouragent les plus hardis. Des deux parts, on se promet d'en finir.

En même temps Barrère travaille à éloigner les

amis de Robespierre. L'étonnante crédulité qui se montre dans ces moments de crise aida les complices. Ils parlaient des intelligences secrètes que l'on venait de découvrir entre Robespierre et le gouvernement anglais. Une si hardie imposture suffit pour ébranler quelques-uns de ses plus fanatiques défenseurs. Son séide, le peintre David, après avoir répété qu'il « boirait avec lui la ciguë ! » trompé par la calomnie, s'abstint de paraître à la dernière heure. C'est ce qui lui sauva la vie. Selon ceux qui l'ont connu de près, « fanatique, qui allait devant lui sans discernement [1], » il était homme à tenir sa promesse.

Pendant ce temps, que faisait Saint-Just? Ici se montre le disciple soumis et aveugle de Robespierre. L'échec de son maître est un avertissement perdu pour lui. Il ne voit pas encore dans l'ombre l'alliance qui se forme. Il est l'homme d'action, et il se résigne à ne rien faire. Lui aussi il écrit ! Il écrit lentement, sous les yeux du Comité de salut public, un long discours, *le second volume* de celui de Robespierre, sans s'apercevoir que cette contention de l'écrivain, au moment où il ne reste qu'à soulever le peuple, achève de tout perdre. Si le maître a succombé par ce moyen, comment le disciple l'emportera-t-il?

Saint-Just a combiné un vaste piége oratoire ;

[1] Mémoires inédits de Baudot.

il sera grave comme toujours, sentencieux, mais pour la première fois il descendra à être habile. Il circonscrira ses menaces, sortira du vague terrible où Robespierre a laissé les esprits. Il rassurera presque tout le monde, ne laissant tomber la foudre que sur deux chefs terroristes, Collot-d'Herbois et Billaud. Encore se contentera-t-il de dénoncer ce dernier à cause de la pâleur de son visage. En livrant cette double proie à la *Plaine*, sans doute il la ramènera à lui par le plaisir de la vengeance. Elle ne pourra résister à l'appât qu'il lui jette et retombera dans ses filets.

Combinaison savante et illusoire ! Parce qu'il veut bien ne pas conclure à la mort et qu'il tient le couteau suspendu, Saint-Just s'imagine rassurer, comme si Saint-Just pouvait rassurer jamais ! comme s'il n'était pas la Terreur même ! comme si, en renonçant à faire peur, il ne se livrait pas désarmé à l'ennemi ! D'ailleurs, qui entendra jusqu'au bout ce discours ? Quelle patience il suppose aux événements ! Attendront-ils les conclusions de l'écrivain ? Ces moyens de rhéteur, bons tant qu'on a la puissance incontestée, ne valent rien pour la ressaisir. Le disciple faisait ainsi les mêmes fautes que le maître. Lorsque tout était changé autour d'eux, ils voulurent continuer de régner par les moyens qui leur avaient réussi jusque-là. Ils avaient perdu la force ; ce n'est pas

avec des paroles qu'ils peuvent la reconquérir [1].

Saint-Just écrivait encore à minuit, lorsque Collot-d'Herbois entre ; il revient des Jacobins, où il a été tenu sous les couteaux. « Tu écris notre acte d'accusation ! » crie-t-il à Saint-Just de sa voix de stentor, en lui saisissant le bras. Saint-Just retire ses papiers ; puis aussitôt l'audace lui revient ; il était de marbre, il se relève : « Oui, Collot, je t'accuse et d'autres aussi. »

Cependant ses collègues le retinrent presque prisonnier, et obtinrent qu'il leur lirait ses dénonciations avant de les porter à la tribune.

Vers le matin, Saint-Just échappe à ses gardiens, et sort. Sans doute ce fut pour se concerter une dernière fois avec Robespierre. A onze heures, ses collègues du Comité l'attendaient encore ! ils reçoivent de lui ces mots : « L'injustice a fermé mon cœur, je vais l'ouvrir à la Convention nationale. »

Jusque-là, vous voyez dans Robespierre et Saint-Just des hommes qui, accoutumés à une puissance presque absolue, ne peuvent se figurer qu'ils l'ont perdue. Saint-Just, il est vrai, manqua de parole à ses collègues du Comité ; seule perfidie dont on pût l'accuser. Dans tout le reste, il combattit ouvertement, et avec une imprévoyance qui exclut jusqu'à l'idée même de complot.

[1] « Les orateurs n'usurpent pas, à cause de leur ignorance de la chose militaire. » — Aristote, *Politique*.

IV

SÉANCE DU 9 THERMIDOR

Les Thermidoriens n'ont pas eu tout d'abord une résolution arrêtée, comme se le figurent la plupart des historiens. Là aussi on a vu de l'hésitation, des retours subits, des protestations en sens contraire, des sourires même ; puis de nouveau des desseins formés, et enfin des projets irrévocables, selon qu'on se croyait désigné, sauvé, oublié, ou de nouveau dans un péril immédiat ; car, dans cette journée, le courage naquit de la crainte ; les plus près de la mort firent les avances. Comme la Plaine ne se sentait pas encore sous le couteau, elle se fit longtemps prier. Elle ne se rendit qu'au succès et lorsqu'il ne fut plus permis d'en douter.

Dans le voisinage de la salle des séances, les Montagnards les plus menacés, Tallien, Bourdon, Rovère, accueillent ceux de la droite à mesure qu'ils arrivent. Ils leur rappellent les promesses de la nuit, ils les louent, les caressent, les conduisent jusqu'au seuil. Dans l'intérieur même de

l'Assemblée, rien ne se laisse apercevoir des embûches préparées. Chacun occupe sa place ordinaire. Aveugle jusqu'au bout, Robespierre rassure Duplay en répétant « que la Montagne, il est vrai, est corrompue, mais que la Convention en masse est bonne et qu'elle l'entendra ». Pourtant les tribunes viennent de saluer les Comités par des applaudissements réservés jusque-là à Robespierre. C'était une chose nouvelle.

Son ennemi implacable, Collot-d'Herbois, préside.

Saint-Just monte à la tribune, le visage aussi impassible qu'à l'ordinaire ; il ne doute pas de tout dompter par son discours. Il commence lentement sa lecture, de ce ton accoutumé d'autorité qu'il cherche pourtant à adoucir. Il venait de prononcer ces mots : « Quelqu'un, cette nuit, a flétri mon cœur, et je ne veux parler qu'à vous. » Tallien se précipite, l'interrompt violemment, et demande que « le rideau soit entièrement déchiré ». Depuis ce moment, on n'entendit plus une seule parole sortir de la bouche de Saint-Just. Muet de surprise ou d'indignation, il ne fit aucun effort pour continuer, soit qu'il jugeât tout perdu dès qu'il était contredit, oubliant même son manuscrit sur la tribune ; soit qu'il ne sût que commander et qu'il fût incapable de descendre aux explications ; soit qu'il ne voulût pas marchander sa vie, ou que

cette première révolte lui eût ôté, par l'étonnement, la possession d'une partie de lui-même; soit peut-être qu'habitué à lire des discours écrits sous forme de décrets, il répugnât à hasarder des paroles sans suite et sans puissance. Cette figure, roide, inflexible, demeure longtemps à la tribune sans mouvement, sans geste, pétrifiée, comme étrangère à tout ce qui se passe autour d'elle. Saint-Just s'était formé à l'école de Lycurgue. Le jeune Spartiate, déchiré au dedans, devait tomber, le doigt sur la bouche, dans l'attitude de la statue du Silence éternel.

Billaud-Varennes saisit ce moment de stupeur, et lie l'Assemblée par la crainte. Elle en a déjà trop entendu pour espérer trouver grâce si elle ne sort victorieuse de ce combat. Elle était entre deux égorgements. Tallien monte à la brèche ; et, malgré son audace, on peut remarquer qu'il hésite à conclure contre Robespierre. Il l'accuse sans oser le frapper ; l'hésitation de Tallien est partagée par l'Assemblée.

Les agents, les instruments du maître, Henriot et son état-major, Dumas et des inconnus, Boulanger, Dufraisse, sont d'abord décrétés d'accusation. On s'essaye ainsi à frapper des hommes obscurs ou des absents. Par là, on mesure ses forces, on s'encourage, on se donne des gages, on se lie mutuellement par le succès. Mais nul encore

n'a osé prononcer le mot décisif, ni s'en prendre ouvertement à l'ennemi. Tant d'irrésolution à porter le dernier coup devait durer longtemps et marquer cette journée. Aussi bien, des partis si ennemis comptent mal les uns sur les autres ; ils craignent de s'engager témérairement et d'être abandonnés, en sorte que chacun, en s'avançant, veut se ménager une retraite ; ce qui fit que l'on condamna les subalternes longtemps avant d'accuser le chef.

Robespierre voit les tergiversations de l'Assemblée et se hâte d'en profiter. Il court à la tribune. Alors une voix qu'il n'a jamais entendue frappe son oreille comme un tonnerre. C'est la voix de cette Plaine et de ce Marais, voix muette depuis dix-huit mois et maintenant immense, prolongée, inexorable, anonyme : « A bas ! à bas le tyran ! » Elle roule sans interruption, chacun se perdant dans ce cri gigantesque qui n'a plus rien d'humain et semble être le cri d'airain de l'éternelle Némésis.

Quand les forces furent à bout, on ne put encore se décider à en finir. De tous côtés on appelle Barrère à la tribune. On voulait se reposer par cette parole abondante, se donner le temps de se mesurer encore, prendre haleine une dernière fois, tant il en coûte d'exécuter contre un maître présent une résolution même arrêtée d'avance.

Barrère fait une proclamation au peuple, un décret sur la garde nationale ; il est oratoire, verbeux, évasif. Rien ou presque rien sur celui qui est à lui seul le danger. A travers les vastes mailles de ce discours, Robespierre peut échapper encore. Vadier, il est vrai, l'appelle tyran ; bientôt cette hardiesse s'émousse ; il a rencontré le regard fixe de Robespierre ; dès lors ses paroles ne sont plus qu'une divagation, sans vie, comme s'il avait été fasciné par l'œil de la Terreur.

Les Assemblées, lentes à se résoudre, sont promptes à reculer. Elles n'ont qu'un moment pour elles. Ce moment semblait fuir. C'est encore Tallien qui le ressaisit; toutes les passions étaient dans sa bouche quand il demande *à ramener la discussion à son vrai point*. Robespierre sent que le moment est venu; il s'écrie : « Je saurai bien l'y ramener. » La même voix d'airain, implacable, recommence et l'accable de son tonnerre.

Collot-d'Herbois y joint les tintements et le glas de la sonnette.

Robespierre, un canif à la main, tourne les yeux vers ses anciens amis de la Montagne : « Le sang de Danton t'étouffe ! » fut leur réponse. — « C'est donc Danton que vous voulez venger ? » Il jette ses regards vers la Plaine, suppliant, injuriant à la fois : « C'est à vous, hommes purs, que je m'adresse, et non pas aux brigands ! »

La voix sépulcrale [1] de Durand Maillane répond : « Tu parles de vertu, scélérat ! elle demande ton supplice ! » Robespierre sut enfin ce qu'il pouvait attendre de ses nouveaux amis. Il se retourne vers le président. Au lieu de Collot-d'Herbois, il voit le dantoniste Thuriot qui l'assassine du bruit de la sonnette : — « Pour la dernière fois, président d'assassins, je te demande la parole ! » Sa voix expire.

Un inconnu, Louchet, assène le dernier coup ; il ose enfin demander, après une si longue patience et tant de vaines démonstrations, *le décret d'arrestation contre Robespierre*. Et, le croirait-on ? malgré les gages que l'on vient de se donner, les applaudissements sont d'abord rares, incertains, timides. Ils allèrent en croissant ; le courage revenant avec le succès, ils finirent par être unanimes. Le décret est voté par tous ; Fréron peut s'écrier sans danger : « Qu'un tyran est dur à abattre ! »

Dans la joie de la victoire, à peine fit-on attention au dévouement de Robespierre jeune et de Lebas ; ils demandent à mourir avec Maximilien et Saint-Just. L'Assemblée, avec un empressement cruel, accepte ces victimes, les uns par légèreté, les autres parce qu'ils tiennent d'avance pour criminel quiconque avoue encore les accusés.

[1] Mémoires inédits de Baudot.

Cependant Robespierre, Saint-Just, Couthon, quoique décrétés, restent immobiles à leur banc.

Qu'attendent-ils pour obéir? Peut-être un mouvement du peuple des tribunes. Ils semblent ne pas croire à ce qui se passe sous leurs yeux, et garder je ne sais quelle espérance. Il fallut un second décret qui leur enjoignît de descendre à la barre. Alors seulement ils sortirent de leur place; mais, en obéissant, ils parurent menacer encore.

V

ESSAI D'INSURRECTION. — MORT DE ROBESPIERRE.

Cette chute si profonde ne réussit pas à éclairer Robespierre. Pendant qu'on l'entraîne à la prison du Luxembourg, il se berce de l'idée qu'il comparaîtra devant le tribunal révolutionnaire tout composé des siens ; il se voit déjà, en perspective, ramené en triomphe comme Marat, et imposé à ses ennemis qui n'auront eu qu'une victoire d'un moment. Abusé par cette fausse idée, il était bien décidé à ne rien tenter qui le fît sortir de la légalité où il se croyait inexpugnable, sans songer que la Convention ne sera pas assez insensée pour s'en remettre à des juges ennemis, quand elle tient dans sa main le sort de son oppresseur.

Aussi est-il certain que Robespierre regarda comme un malheur que ses partisans refusassent de l'incarcérer au Luxembourg. Il se fît conduire à l'administration de la police comme en un endroit neutre, entre l'obéissance et la révolte. Son projet était d'y rester immobile, sans rien faire, sans donner aucune prise à de nouvelles accusations,

attendant tout du jugement régulier et des jurés complaisants qu'il avait lui-même choisis, en des temps meilleurs, avec une si grande vigilance.

Au lieu de profiter du peu d'heures qui lui restent pour préparer la lutte ouverte et attaquer, il résiste aux instances des siens. Il affecte de ne contrevenir en quoi que ce soit aux règles imposées aux prisonniers. Il s'imagine se faire ainsi un rempart de légalité, au milieu même de la guerre civile. Respect de la loi, que beaucoup ont admiré, qui marque plus d'impuissance et d'aveuglement que de religion véritable pour la chose publique. Après avoir détruit les lois quand on était le plus fort, il était bien tard pour s'en couvrir quand on était le plus faible. C'était aux armes à décider; il ne restait pas d'autre loi.

En effet, tout s'agite pour attaquer ou pour défendre cet homme qui, lui seul, refuse d'agir, se croyant invulnérable tant qu'il est désarmé et prisonnier. Comme il n'a rien prévu de ce qui est arrivé, il ne fait rien non plus pour en empêcher les suites. Par là, il laisse toute initiative à ses adversaires, tandis que ses partisans se trouvent sans chefs, sans conseils, sans direction. Voilà pourquoi le commandant de la garde nationale, Henriot, mis hors la loi, ne sut que se jeter en aveugle à travers les rues et se faire arrêter par ses gendarmes d'escorte; le manque absolu d'instructions

le perdit encore plus que l'ivresse. Délivré à son tour, mais incapable de faire face à des dangers si imprévus, il désespéra le premier.

Au reste, pendant que Robespierre, muet, inerte, manque à sa cause, le petit groupe de ses amis agit pour lui à la Commune ; et il est incroyable avec quel zèle, avec quelle énergie, avec quelle foi persévérante dans le succès. Quatre-vingt-onze membres du conseil général, auxquels s'étaient ralliés une cinquantaine de commissaires ou d'officiers, forment ce groupe que préside le maire Fleuriot.

Le tocsin sonne à l'Hôtel de Ville ; mais ce n'était plus là le tocsin qui ébranlait Paris. Les tribunes furent longtemps désertes ; les sections se rassemblent ; les plus ardentes se contentent d'envoyer des paroles. Les Jacobins eux-mêmes restent immobiles ; au lieu de courir aux armes, ils imitent leur maître et demeurent en séance.

Vers minuit seulement on parvint à arracher Robespierre à son inaction ; entraîné à l'Hôtel de Ville, il résistait encore à ses libérateurs. Des applaudissements le reçoivent à son entrée dans la salle. Mais là aussi, mêmes incertitudes, même appréhension d'agir jusqu'au milieu de l'action, affectant au dernier moment la superstition de la légalité parmi les insurgés.

L'ancien avocat du parlement reparaît en lui à l'instant suprême.

Comme, à cette heure tardive, Saint-Just lui propose d'adresser une proclamation au peuple, il demande encore : « Au nom de qui ? » Lorsqu'elle fut enfin écrite, il hésita longtemps à la signer ; même alors il n'écrivit que les deux premières lettres de son nom. Saint-Just le soutint dans ces épreuves qui le jetaient hors de lui. « Calme-toi, lui disait Saint-Just. L'empire est aux flegmatiques. » Car à ce moment ils parlaient encore de commander et de régner, quand, pour tous ceux qui approchaient Robespierre, il devait être si visible qu'il ne restait plus qu'à mourir avec lui.

Robespierre, Saint-Just et Couthon n'eurent pour eux que les autorités officielles de la Commune. Ils attendaient le peuple, et le peuple ne venait pas. La Terreur lui avait appris la prudence. Accoutumé à obéir au plus fort, il attendait, pour se décider, que le plus fort se montrât.

La peur avait fait le vide ; Robespierre ne fut point défendu, et on ne fut pas obligé de l'attaquer. La crédulité à laquelle il avait façonné les hommes se tourna aussi contre lui. Il suffit à ses adversaires de répandre qu'il conspirait pour la restauration de la royauté, qu'on avait trouvé chez lui des fleurs de lis [1] sur un sceau royal. Ce bruit

[1] « Cambon avait quelques doutes sur les fleurs de lis trou-

absurde, appuyé de la fraude, trouve aussitôt créance auprès des siens. Le faubourg Saint-Marceau, qui s'était ébranlé pour lui, apprend cette grande nouvelle, rebrousse chemin, abandonne le royaliste Robespierre. A l'Hôtel de Ville, la foule des tribunes s'évade sur la fausse nouvelle qu'elle est mise hors la loi. De cette immense puissance d'opinion, il ne reste que la poussière soulevée par les fuyards. Les canonniers rassemblés sur la place de la Commune se dispersent à la première sommation des huissiers de la Convention. Ainsi Robespierre avait épuisé la Révolution en croyant la discipliner. Il avait détruit ses propres instruments. Presque tous lui manquèrent, et il manqua à tous.

Tout à coup, après un grand silence, le cri : « Vive la Convention ! » retentit à l'Hôtel de Ville. Robespierre jeune entend de loin la proclamation du décret de hors la loi ; il se précipite du haut de l'Hôtel de Ville sur le pavé. Lebas se brûle la cervelle. Henriot est jeté par la fenêtre. Couthon,

vées chez Robespierre et dont parle Courtois dans son Rapport. Il voulut savoir ce qu'il en était, et s'en expliqua un jour à Bruxelles avec Vadier, devant Charles Teste et moi. Vadier convint *qu'elles avaient été transportées du Comité de sûreté générale au domicile de Robespierre après sa mort.* J'ai parlé franchement de ma haine pour Robespierre, ses systèmes et leurs applications. Mais la vérité a aussi ses droits, et je ne croyais pas du tout que Robespierre fût d'intelligence avec la royauté. » — Mémoires inédits de Baudot.

renversé, est traîné vers la Seine. Léonard Bourdon entre, et le gendarme qui le suit n'a que la peine d'étendre d'un coup de pistolet Robespierre à ses pieds. On l'apporte sur une planche à la Convention. Elle refuse de le recevoir dans l'Assemblée; mais quelques-uns vont se repaître de la vue du mourant.

Vers le matin, Maximilien Robespierre, son frère et Couthon, tous trois mourants, sont traînés à la Conciergerie. Saint-Just seul y fut conduit à pied avec Dumas, les mains liées derrière le dos. Dans leurs derniers moments, on ne cite aucune parole; et il est impossible de dire s'ils gardèrent quelque espérance pour la postérité. Les blessures empêchèrent les mourants de parler; ceux qui restaient debout furent également muets.

On n'entendit pas les chants des Girondins, ni les imprécations des Dantonistes. Ce fut un silence stoïque au milieu des blessures, et quand on les rassembla pêle-mêle sur les charrettes, il y avait déjà parmi eux l'immobilité et la roideur de la mort.

Le bourreau, en déchirant les linges qui enveloppaient Robespierre, lui arracha un cri. A ce cri, et seulement alors, ceux qui l'avaient condamné se crurent en sûreté.

Le lendemain, soixante et dix membres de la Commune moururent à la fois, et treize le jour suivant.

Tel qui renia Robespierre ce jour-là lui resta pourtant fidèle. Le lendemain du 10 thermidor, David, le peintre, réunit en secret sa famille, et dit aux siens qu'une grande calamité avait frappé la République, qu'elle ne s'en relèverait jamais.

David renia, il est vrai, Robespierre, le 13 thermidor, dans la Convention; il s'écria : « qu'on ne pouvait concevoir à quel point il avait été trompé par ce malheureux! » Plus tard il subit les séductions de l'Empire. Mais, malgré l'apparence, il garda toujours le même deuil de Robespierre au fond du cœur; trente ans après, dans l'exil, à Bruxelles, David tenait à ses compagnons le même langage que le lendemain de la mort de Robespierre. Pacifié par l'art, ne prenant plus conseil que de son Socrate et de son Léonidas, il répétait avec Eschyle : « Laissez faire le temps; il arrangera toutes choses [1] ! »

[1] Mémoires inédits de Baudot.

VI

RENIEMENT, RÉHABILITATION, LÉGENDE DE ROBESPIERRE

Il n'est pas, je pense, dans l'histoire, un reniement semblable à celui qui suivit le 9 thermidor. En un jour, l'homme que Boissy-d'Anglas nommait l'Orphée de la France en devint l'exécration.

Fréron, l'homme de Robespierre, demande, par une motion, que l'Hôtel de Ville, « ce Louvre du tyran », soit rasé.

Mais c'est surtout aux Jacobins, dans l'antre du monstre, que le reniement est éclatant. Où sont-ils ces terribles motionnaires? Depuis que les chefs ont été enlevés à cette masse indomptable, avec quelle facilité elle s'apaise! Le boucher Legendre va fermer les portes des Jacobins, il remet tranquillement le trousseau de clés à la Convention.

L'*incorruptible* de la veille n'est plus que l'*infâme* Robespierre; et ce sont ses partisans qui se hâtent de jeter le premier cri d'horreur. Les autres, retenus par l'habitude du silence, croyant avoir moins à racheter, ou peut-être ne se fiant pas encore à la victoire, continuent de se taire; chez

tous, la fable puérile des fleurs de lis trouvées à la Commune exerce le même empire. Elle s'est répandue en un moment dans la France entière. On y croit ou l'on fait semblant d'y croire ; chacun, affectant de ne voir qu'un conspirateur démasqué dans l'idole de la veille, se sent à l'aise pour l'accabler.

Toutes les sociétés jacobines des provinces, tous les terroristes en mission, envoient à la hâte leurs félicitations aux vainqueurs. Ceux que l'on appelle déjà la *queue* de Robespierre, devancent les autres dans l'outrage. Au degré de l'injure vous pouvez reconnaître le mieux les anciens affidés. Premier résultat de la Terreur ; elle n'a laissé subsister dans les âmes que le soin de soi-même, d'ailleurs aucun principe, aucune solidarité. Chacun se hâte de retirer la main de l'œuvre commencée.

Robespierre et Saint-Just, après la mort de Danton, accusaient sans cesse sa mémoire, comme s'il eût été présent pour leur répondre. Le grand crime posthume qu'ils lui faisaient, c'était que nul n'osât prendre sa défense. Ils devaient éprouver un sort semblable. De tant d'hommes qui les portaient aux nues, pas un seul ne s'est levé pour eux ; ils ont dû attendre que les générations contemporaines fussent ensevelies, et qu'il se passât quarante ans, avant que quelqu'un entreprît de revoir leur procès.

Après ce long intervalle, certains esprits se sont passionnés pour Robespierre et Saint-Just, et leur ont montré d'autant plus de faveur qu'ils les ont vus plus reniés. Alors, courant à un autre extrême, c'est au *Triumvirat jacobin* qu'ils ont sacrifié tous les hommes de la Révolution. Nul ne s'est trouvé pur et sans tache en comparaison des trois personnages canonisés de la légende jacobine ; et j'ai bien tort ici de dire légende, puisque cette superstition n'a pas été entretenue par les souvenirs du peuple. Il y est resté absolument étranger ; mais elle a reparu quarante ans après les événements, refaite par la science, l'érudition, les systèmes, c'est-à-dire par ce qu'il y a de plus contraire à l'inspiration des masses.

Voyant que la Révolution française ne réalise pas les espérances du monde, quelques-uns en vinrent à penser que tout le mal a pour cause la chute de Robespierre ; et donnant une immense place, dans leur philosophie, aux regrets et à la superstition, ils s'abandonnèrent à croire que Robespierre touchait au but lorsqu'il a été précipité. Encore quelques pas dans la même voie et, selon eux, la justice se réalisait sur la terre.

Il est vrai que Robespierre n'avait jamais tant parlé de vertu, de morale, de justice, de bonheur universel que dans les derniers mois de sa vie, soit que la politique lui échappât de plus en plus,

soit que le pressentiment de la mort ait donné à sa parole et à sa pensée une élévation inaccoutumée.

Ce testament purement moral a fasciné après coup ses disciples d'un autre siècle ; ils ont été pris de désespoir en pensant que cette vision de justice et de félicité universelles n'avait manqué de s'établir sur la terre que par le caprice de quelques circonstances.

Pesez une à une les fautes, sans parler des meurtres, vous verrez, au contraire, que jamais catastrophe ne fut plus inévitable. Robespierre et les siens avaient amené les choses au point qu'il était absolument impossible de sauver leur système et même leurs personnes. Les yeux fermés, ils allaient au gouffre ; et, comme tout ce qui est perdu d'avance, ils s'abîmèrent sans être défendus. Robespierre se trouva à la fin réduit à la même impuissance que Louis XVI à Varennes.

Un système qui aboutissait à faire tomber dans les derniers mois quatorze cents têtes à Paris, cette démence ne pouvait se soutenir. Elle allait directement contre les principes des gouvernements de terreur, qui veulent que les grands coups soient frappés d'une seule fois, et à l'origine. Ici, au contraire, les barbaries allaient croissant chaque jour ; la raison d'État était offensée non moins que l'humanité.

Le matin du 8 thermidor, Robespierre était

encore dans l'illusion naturelle à tous les orateurs politiques qui gouvernent un peuple par une assemblée et l'assemblée par la parole. Ces hommes ne voient, n'observent, ne craignent que les hommes qui parlent. Ce sont là les seuls rivaux qui les empêchent de dormir. Quant à tous les conspirateurs muets, ils les regardent comme alliés ou consentants. Robespierre aurait dû savoir que celui qui a fait trembler doit faire trembler toujours.

Les hommes n'étaient liés envers lui que par la peur ; il les en dégage par la plainte. Rien de plus conforme à l'éternelle logique. Dans tout cela, il n'y a ni à s'étonner ni à gémir.

Après la défaite du matin, est-il certain que Robespierre, s'il avait eu le génie de l'action, n'eût pu faire investir, pendant la nuit du 8 au 9, la salle de la Convention, arrêter dans leurs lits les principaux représentants du peuple, jeter en avant une accusation de complot, afficher dans Paris qu'il fallait sauver la République contre les projets des conjurés, former un semblant de législature qui eût proclamé le Dictateur? Est-il certain que Robespierre n'eût pu, en prenant les devants, précipiter la Convention dans cette embûche? Les projets de ce genre, quand ils ont été sérieusement médités, ont souvent été couronnés de succès. Mais pour cela, au lieu de haranguer les

Jacobins, le 8 au soir, il eût fallu les armer, arrêter le Comité de salut public, commander en son nom, s'entourer de l'*Ecole de Mars*, convoquer à domicile les sections dont on était sûr, désarmer, paralyser les autres, emprisonner, frapper, exiler, étonner, régner, et tout cela ensemble. Le 9 thermidor eût vu la Convention, cernée, décimée, acclamer Robespierre l'incorruptible, le sage, le sauveur ! il eût paru accepter malgré lui le pouvoir souverain.

Voilà une chance, faible, il est vrai, qui s'ouvrait au lieu de l'échafaud ; pourquoi ne l'a-t-il pas tentée ? Parce que de pareilles entreprises veulent être préparées de loin, et que jamais il n'était entré dans l'esprit de Robespierre d'usurper militairement, par la force ouverte. Après tant d'avances vers le pouvoir absolu, il n'y avait plus qu'à prendre ce pouvoir ou à périr.

Il s'était mis dans la situation, la plus cruelle de toutes, de ne pouvoir se sauver que par des principes opposés aux siens, et par les facultés et les vices qui lui manquaient le plus. Arrivé au terme, il se trouva que Robespierre n'était pas l'homme qu'on imaginait. Il s'emportait, parce qu'incapable d'action, on voulait le forcer à agir, c'est-à-dire à sortir de sa nature. On apprit alors qu'il n'était pas du tempérament des preneurs d'empire.

Il y eut cette différence entre la mort de Danton et celle de Robespierre : la mort de Danton ne se conçoit pas de la part des révolutionnaires ; Robespierre avait rendu la sienne inévitable en tuant les révolutionnaires, et bien plus encore en les menaçant.

Acceptez donc l'évidence. Le lendemain du 9 thermidor doit achever de démontrer aux plus aveugles que la France n'éprouva rien du désespoir qu'ils ressentent aujourd'hui ; que Robespierre n'avait rien fondé dans les esprits ; qu'excepté son petit groupe de fidèles retirés à la Commune, tous furent indifférents ou hostiles ; que, loin de s'approcher de son but, il s'en éloignait chaque jour davantage ; que ses partisans, au lieu d'augmenter, diminuaient ; que ses ennemis seuls s'accroissaient à vue d'œil ; que, voulant frapper des deux côtés, il n'avait frappé que lui-même ; que chez lui Marius détruisait Sylla, et Sylla Marius ; qu'au lieu d'être en état de restreindre la terreur, il était obligé de l'outrer chaque jour ; qu'en messidor son agent demandait trois mille têtes pour le seul département de Vaucluse ; qu'il ne pouvait ni maintenir l'horreur, ni en sortir ; qu'ainsi, par tous les côtés, le faux de son système éclatait et se tournait contre lui.

Donnez à Robespierre ce peu de mois qu'on réclame aujourd'hui pour lui, qu'en eût-il fait ? Il

eût envoyé à l'échafaud Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Bourdon de l'Oise, Carnot, une partie des Montagnards en mission. Soit. Après cela, voyez la suite. Il se serait trouvé plus seul encore plus à la merci de ceux qui détestaient en lui non-seulement la personne, mais la cause. Qu'opposer à cela ? Il se détruisit lui-même.

Une pensée du moins n'était jamais venue aux contemporains de Robespierre. C'est de le supposer étranger à la Terreur. Fausse réhabilitation ! Sans la hache, que devient cette figure ? Qui peut se la représenter ? Laissez-lui au moins sa grandeur sauvage ; elle doit faire peur encore à la postérité. N'avocassons pas avec de tels hommes. Ils sont là pour porter le fardeau de leur système [1], ou ils sont au-dessous de l'histoire. Ne plaidez pas pour eux comme pour un accusé ordinaire.

D'ailleurs, quelle idée plus insoutenable que d'absoudre de la Terreur celui qui a organisé la commission d'Orange, tramé sur ce modèle la loi de prairial, choisi un à un les accusateurs, les juges, les jurés ? Fallait-il donc aussi qu'il bâtît de ses mains l'échafaud ?

Qu'importait que Robespierre affectât de ne plus paraître dans les comités durant les deux der-

[1] Nous altérons également l'histoire quand nous ôtons aux terroristes la Terreur et quand nous faisons de Napoléon un libéral. Dans les deux cas, nous sommes aussi loin de la réalité.

niers mois ? Son atroce loi de prairial fonctionnait à sa place. Présente et souveraine au Comité, au tribunal, il n'avait qu'à la laisser faire. Comme elle dispensait l'accusateur de toute preuve et qu'elle avait supprimé la défense, les jugements étaient foudroyants. La mort se hâtait ; nul besoin que Robespierre fût là pour la hâter encore.

Quoique la mémoire de Robespierre et de Saint-Just ait été elle-même décapitée et interrompue pendant plusieurs générations, elle a laissé un héritage funeste que plus d'un esprit a recueilli sans en connaître l'origine. Cet héritage est l'idée de la *nécessité d'une dictature* pour fonder un état libre. Idée qui a frappé souvent dans la nuit à la porte du Comité de salut public, aux heures désespérées, et, éconduite, s'est répandue on ne sait par quels canaux dans la tradition vivante d'une partie de la démocratie française. Tantôt affichée ouvertement, tantôt déguisée, elle n'a cessé de reparaître çà et là comme la ressource suprême. Pensée de détresse chez tous ceux qui n'en font pas une pensée de domination. Et que servirait donc l'exemple de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon, si de toute leur destinée vous n'acceptiez pour guide que les visions du désespoir ?

Que nous apprennent les hommes de tous les partis dans la Révolution ? A mourir. Ils furent

maîtres accomplis dans cet art. Mais qui veut vivre librement doit regarder ailleurs. La liberté n'est à aucune époque de notre passé. Ne la cherchons pas en arrière.

LIVRE VINGTIÈME

LA RÉACTION

I

LES THERMIDORIENS

Renier ceux qui n'étaient plus fut le premier acte après le 9 thermidor. Bientôt une partie des hommes qui avaient le plus trempé dans la Terreur ne s'en tinrent pas là. Il ne leur suffit pas de se faire pardonner ; ils voulurent régner encore quand leur système était tombé. Avec la promptitude d'hommes qu'aucun engagement ne gêne, ils découvrirent bientôt que le moyen le plus sûr de faire oublier leurs fureurs était d'en montrer de nouvelles en sens opposé et de livrer leurs complices. Alors ils ne dénoncèrent plus seulement les morts, ils dénoncèrent les vivants de leur parti. A ce prix, ils se rachetèrent auprès de leurs propres victimes ; car plus ils revenaient de loin, plus ils étaient accueillis et fêtés par leurs anciens en-

nemis. On les avait tenus pour des monstres, maintenant ils passaient pour des sauveurs ; et comme, avant tout, ils étaient hommes de plaisir, ils eurent ainsi toutes les joies de la réaction, après avoir eu toutes les joies de la Terreur. Avec la faveur publique, ils rassasièrent en paix leurs passions nouvelles comme la récompense due à l'assouvissement de leurs passions anciennes.

Tallien, Fréron, Rovère, voilà les véritables rois de cette époque. On se met à l'ombre de leurs crimes passés ; ils étendent le manteau de leur sanglante renommée sur tous, excepté sur leurs anciens compagnons, amis, affidés de la veille. Pour ceux-ci, ils les haïrent doublement, comme des souvenirs vivants qu'ils eussent voulu ensevelir sous terre, et comme des reproches pour leur apostasie.

Au reste, l'intelligence fut plus rapide que l'éclair entre ces renégats de l'échafaud et les débris échappés de la contre-révolution. Les royalistes mêmes (il s'en trouvait déjà), voyant que Tallien, Fréron et leurs semblables étaient descendus de leur piédestal sanglant, s'imaginèrent les avoir gagnés. Du moins ils ne désespérèrent pas de les entraîner jusque dans leur cause. Tel fut ce parti des Thermidoriens, compromis incroyable entre les victimes pour applaudir les bourreaux, et les bourreaux pour changer de victimes. La Ter-

reur passe d'un camp dans l'autre, transformation à laquelle la pitié n'eut presque aucune part, la clémence n'y étant souvent qu'un raffinement de haines.

Tallien, dans un discours où il se met tout entier, fait le manifeste de son parti. Il parle du gouvernement de sang en homme qui le connaît pour l'avoir pratiqué. Rien ne manque à ses paroles que d'avoir été prononcées six mois plus tôt. Quoi de plus sage que la conclusion : « qu'il faut passer de la terreur à la justice ? » Mais n'est-ce là qu'un mot ? Le difficile est de le réaliser.

Comment les Thermidoriens entendirent-ils la justice ? Elle voulait qu'ils prissent leur part des actes passés dans lesquels ils avaient trempé leurs mains. Avouant leur solidarité avec leurs autres collègues, ils accuseraient la nécessité qui a pesé également sur tous ; faisant serment qu'ils ont sauvé la patrie [1], et comptant sur l'immense autorité que leur donnent la victoire et un reste de terreur, ils décréteraient l'oubli. Le supplice serait réservé pour celui-là seul qui chercherait à réveiller les furies. Voilà ce que demandait l'équité.

Jamais la puissance de la Convention n'avait été si grande. Elle héritait de l'obéissance sous la-

[1] « Plusieurs des représentants aux armées auraient pu répondre comme Scipion : « Je jure que j'ai contribué à remporter la victoire. » Hélas ! quelques-uns sont comme Bélisaire : « *Da mihi obolum.* » — Mémoires inédits de Baudot.

quelle tous avaient été courbés ; il s'y joignait un commencement d'espérance qui ne pouvait s'abriter que dans son sein. Ceux qui parlaient en son nom, comme Tallien, eurent un de ces moments uniques qui décident de l'avenir, presque tout-puissants pour le bien et pour le mal. Je ne sais si, après tant d'échafauds, il pouvait être donné à des hommes d'ordonner l'oubli et de se faire obéir ; je ne sais si cela ne dépasse pas la limite des choses humaines. Ce qu'il y a de certain, eux seuls pouvaient y réussir ; leur devoir était de le tenter. Ils firent tout le contraire.

Leur justice fut essentiellement pharisaïque, pis encore, elle ne fut que vengeance. Voilà pourquoi le nom de ce parti, qui s'arme de clémence, reste odieux à l'égal des plus féroces. Au terrorisme, ils ajoutent un vice inconnu jusque-là : l'hypocrisie. A tout propos, ils disent, en parlant de leurs complices de la veille : « Nous les connaissons, nous vous les livrons, ce sont des infâmes; pour nous, nous sommes doux et sensibles. » Rovère excellait à ce jeu de sensibilité ; il y était maître ; les autres s'en rapprochaient. Au milieu des amours et des galanteries de Tallien et de Fréron, ce fu un des traits dominants de ce parti.

Justice inique ! Assurément, rien ne dut exaspérer les ardents révolutionnaires autant que de pareilles accusations sorties de leur propre foyer.

Ils avouent qu'ils comprenaient les appétits de vengeance chez les Girondins ; mais se voir chaque jour dénoncés, livrés à la haine publique par leurs anciens compagnons de la Montagne, quoi de mieux fait pour renouveler toutes les anciennes fureurs ? Déjà des hommes de grand sens, mais véhéments dans leur indignation, tels que Cambon, regrettent ouvertement la victoire du 9 thermidor ; c'est trop de tomber du joug de Robespierre sous le joug de Fréron.

Ainsi la Terreur produisait chaque jour ses résultats. Si elle avait sauvé la République en 93, elle la perdait en 94, et plus sûrement encore la liberté.

Pour échapper à la haine publique, les uns, les pires de tous, Legendre, Bourdon de l'Oise, se précipitent tête baissée dans la réaction comme dans un refuge. D'autres, effrayés d'eux-mêmes, tels que Lecointre de Versailles, se joignent aux accusateurs par peur sincère de voir renaître la puissance à laquelle ils avaient trop bien obéi.

Le grand troupeau des timides et des honnêtes gens, rassurés en voyant à leur tête quelques hommes de sang, commençaient à reprendre goût à la pitié, à l'humanité ; mais d'abord ils voulaient exercer ces vertus en lavant le sang dans le sang, et en châtiant le crime par le crime.

Alors reparaissent, dans la Convention, les

mêmes luttes acharnées qu'avant le 31 mai. On se rachète d'un long silence de quinze mois, et chacun se choisit un adversaire. La lutte n'est plus entre les Girondins et les Montagnards ; elle se concentre entre des hommes qui, hier encore, non-seulement respiraient les mêmes colères, mais agissaient en commun, sans qu'aucun dissentiment eût pu éclater entre eux.

Vous démêlez alors qu'à travers toutes les révolutions qui se sont succédé dans la Révolution, une chose reste commune à tous les partis et survit dans chaque débris comme l'esprit même de cette époque : c'est l'impossibilité d'admettre une contradiction, une nuance dans les souvenirs, les projets, l'aversion, ou même dans l'espérance. Voilà le fond de l'homme dans toute la Révolution. Il veut la liberté, du moins il croit la vouloir. Mais l'idée qu'il s'en fait a été formée sous le despotisme de l'ancien régime. Elle est pleine encore du génie intraitable du passé. Chacun devenu roi dit royalement : « Tel est mon bon plaisir. » Malheur à qui pense et sent autrement ! Celui-là est un ennemi qu'il faut extirper comme rebelle.

En vain les partis se détruisent ; ils se transmettent en héritage cette même notion fausse et impossible, qui seule surnage au milieu de la guerre à mort que chaque homme livre contre tous.

Dès que les Thermidoriens eurent donné le branle dans la Convention et le signal de l'attaque contre les révolutionnaires, tout équilibre se rompt. Le désir de vengeance, n'étant plus arrêté par aucune peur, se donne carrière et se sent autorisé. Tel fut l'élan des représailles, que la Révolution entière parut être remise en cause.

Ce qui étonne dans ce changement, c'est l'attitude des Jacobins. Formés pour attaquer, leur audace avait été incomparable tant qu'ils avaient été à l'assaut des choses anciennes. Contraints de se défendre, leur génie tombe en un moment. Ils ont beau renier Robespierre et Saint-Just et renouveler chaque jour l'apostasie, cela ne leur sert de rien. Réduits à être prudents, ils se renient eux-mêmes. Le fanatisme qui devient circonspect est déjà converti. En injuriant le triumvirat robespierriste, ils ne persuadent personne ; ils perdent leur caractère.

Si du moins ils eussent pu se rattacher à Danton ! Mais nul n'osant encore relever cette figure [1],

[1] « L'ombre de Danton poursuivait sans cesse Robespierre et Saint-Just ; ils en parlaient perpétuellement. Dans leurs discours, à la tribune, ils l'accusaient toujours, comme s'il eût été présent. Leur grand argument était : *Qui oserait le défendre ?* Hélas ! non, personne n'osait le défendre, d'abord parce que la défense était inutile, puisqu'il n'était plus, ensuite parce que la Convention, si elle jugeait la défense intempestive, pouvait lancer un décret d'accusation contre le défenseur imprudent. Au reste, le même argument s'est reproduit contre Robespierre et Saint-Just. Qui a osé les défendre pendant trente ans? Personne

il arrivait ceci d'étrange, qu'en injuriant les meurtriers de Danton, on n'osait avouer la victime. Les Jacobins n'avaient plus l'audace de se rattacher à personne. C'était, dès lors, une société décapitée ; le tronc ne pouvait manquer de tomber dès qu'on le toucherait.

La Convention fait un premier essai ; elle refuse aux Jacobins, ce qui est pour eux la vie même, de correspondre avec les sociétés populaires des provinces. Qui l'eût cru ? toutes les sociétés jacobines applaudissent avec un ensemble qui donne à leur obéissance un caractère officiel, où la liberté manque. Se voyant obéie au delà de ses vœux, la Convention n'hésite plus. Elle interdit la société mère des Jacobins, longtemps sa rivale, souvent son maître absolu. Pas une plainte ne se fit entendre. L'antre des tempêtes se ferme. Il se rouvrira plus tard, mais ne retrouvera qu'un vain écho des anciennes colères.

Ainsi s'évanouissent ces formidables Jacobins. La terreur jacobine les avait glacés eux-mêmes. Sous Robespierre, ils ne discutaient plus, ils l'étonnaient par leur silence. Au 8 thermidor [1], il fit

assurément. Si aujourd'hui on ne les justifie pas, l'examen du moins n'est pas interdit. S'il est possible pour eux, qu'il le soit aussi pour Danton ! » — Mémoires inédits de Baudot.

[1] Au moment de franchir cette date, il est utile de recueillir et de peser le jugement qui suit, mûri par l'expérience :

« Robespierre et Saint-Just étaient certainement républicains, mais dans un sens trop sévère ; d'ailleurs intolérants, despotes,

un effort tardif pour les réveiller. Ce ne fut qu'une émotion d'un moment. Au premier mot du parti vainqueur, ils s'humilient et tombent en poussière. Leur vie exaltée, fiévreuse, venait de leur chef plus que d'eux-mêmes. Une chose qui s'est mon-

sans miséricorde pour les nuances faibles ; leur mission avait été haineuse, sanglante, implacable. Le cercle de Popilius était devenu si resserré qu'il n'y restait plus que quelques affidés ; ils n'avaient plus pour appui que des agents durs, rudes, insociables, en petit nombre. A force de menaces et de meurtres, ils étaient arrivés au point d'armer toutes les oppositions, toutes les vengeances. Ils n'avaient plus à combattre pour les doctrines, mais pour leur vie. Aussi dans la lutte du 9 thermidor il ne fut pas question de principes, mais de tuer. La mort de Robespierre était devenue une nécessité. En cas de succès de son côté, je suis persuadé qu'il n'aurait pas tardé à être mis à mort, au milieu des conflits d'une guerre civile.

« Il faut tout dire ; Robespierre n'a point été compris dans la Convention nationale et bien moins encore dans les départements. Ses discours pleins de sophismes et de mysticités politiques exigeaient de l'étude et de l'attention pour en saisir le sens. Il fallait à cette époque des doctrines toutes comprises. Ses partisans savaient seulement qu'il voulait le bonheur du peuple ; ils ne connaissaient que faiblement ses moyens ; mais ils se reposaient sur leur force populaire pour en opérer l'exécution. Ils avaient d'autant plus de fanatisme qu'ils comprenaient moins, comme ces chrétiens du Bas-Empire qui se battaient pour l'explication des mystères. Aujourd'hui même, il faudrait pour saisir ses principes une attention que peu de personnes sont disposées à lui prêter.

« Au reste, lors même que sa doctrine eût été bien comprise, elle ne lui aurait point assuré le grand nombre de partisans dont il avait besoin. Son système d'égalité dans les bienfaits de la Providence était une chimère. Les pauvres n'en auraient voulu que pour un jour seul, et toute la classe moyenne, industrielle et commerçante n'en aurait pas voulu pour une minute.

« Ainsi Robespierre, resté isolé dans ses conceptions, devait se donner ou recevoir la mort, plutôt que de voir l'exécution de son système. » — Mémoires inédits de Baudot.

trée à toutes les époques de la Révolution reparaît ici : les partis les plus puissants s'éteignent dès que les chefs ne sont plus là pour leur donner l'âme.

L'immense procès de Carrier, que les Thermidoriens commencent à dérouler devant la France, achève leur ouvrage.

La Révolution y restera pour longtemps plongée et abîmée. Satisfaction de la justice qui se tournait en opprobre pour les accusateurs autant que pour les accusés. Chacun se crut innocent, parce qu'il condamnait après avoir approuvé. Nul ne prit soin de la mémoire de tous.

Du sein de cette fausse et criminelle justice sort, pour la première fois, ce mot nouveau, étrange : *la Réaction*, que, depuis soixante et dix ans, nous voyons croître et retentir sans s'arrêter jamais. Depuis ce moment, la France a subi de prodigieuses vicissitudes ; dans toutes, l'espérance a été promptement réprimée comme une utopie ou un crime. Il a été impossible de trouver un seul point solide pour s'y attacher, sans avoir à craindre une chute nouvelle.

Transfuges de la Terreur, les Thermidoriens étaient un parti métamorphosé. Il pouvait se métamorphoser encore ; et jusqu'où ira le changement ? Derrière l'évêque Grégoire, je vois déjà M. de Maistre et l'ultramontanisme. Fouché de Nantes,

Cambacérès, Sieyès et leurs amis ex-jacobins projettent à leurs pieds, en s'abaissant, l'ombre prématurée des ducs d'Otrante, du prince archichancelier et de cette cohue que l'on a appelée « les comtes et les barons sans-culottes » du siècle nouveau.

II

LE PEUPLE FEMELLE. — 12 ET 13 GERMINAL

Au milieu de ces révolutions intérieures, que devenait le peuple ? Lui aussi se trouvait changé ; il l'était en effet plus que les chefs de parti. Il n'avait pas, comme eux, l'occupation incessante des ressentiments et des vengeances. A mesure que ses guides, ses tribuns lui avaient été enlevés et qu'il les avait laissés périr, convaincu de tous les crimes que chaque faction leur forgeait tour à tour, il se sentait seul et égaré dans la Révolution.

Sans doute aussi la confiance en lui-même et dans sa force commençait à lui manquer. A quoi se prendre désormais ? Toutes les idoles étaient tombées l'une après l'autre, et il les avait toutes foulées aux pieds. Les terroristes, tant qu'ils furent les maîtres, opérèrent le miracle d'empêcher la famine ; puis ils nourrirent le peuple d'espérances illimitées. Derrière le rideau sanglant, il vécut dans l'attente fiévreuse de je ne sais quelle terre promise. Quand après le 9 thermidor la vérité se montra et qu'il fallut tomber de ces hauteurs,

la chute fut d'autant plus grande pour le peuple qu'il avait cru avec plus d'ingénuité aux visions évoquées devant lui. Retiré de la place publique, loin des sections, des tribunes de la Convention, ou privé des échafauds, insulté déjà par la jeunesse dorée, découronné de sa royauté éphémère, il revint à son foyer. Il le trouva sanglant, triste, désert, misérable ; et il sentit qu'il avait faim.

En effet, le pain manquait ; c'était un des premiers résultats de la suppression du *maximum* par les Thermidoriens. A d'autres époques du monde, on avait déjà imaginé de fixer le prix des substances de première nécessité. Tibère avait taxé le pain ; Charles VII, pour soutenir la guerre contre les Anglais, avait taxé toutes les denrées alimentaires. Les historiens n'ajoutent pas que cette contrainte ait produit la famine, et ils ne font aucun reproche à ces princes d'avoir employé de tels moyens. Sans doute, sous un pouvoir absolu et durable qui restait maître de se relâcher par degré de l'arbitraire porté dans le commerce, le contre-coup se fit sentir moins violemment. D'ailleurs ni Tibère ni Charles VII n'étaient embarrassés d'assignats ; mais dans la République de 94, le retour subit à la liberté faillit être mortel. On put voir, là aussi, combien il est difficile à une démocratie de porter impunément dans le commerce l'arbi-

traire et les usages du pouvoir absolu ; le remède ne tarde pas à devenir le fléau.

Les vendeurs effarés refusaient de vendre, ou ils exigeaient, par représailles et par mépris des assignats, un prix inique. Là aussi, la violence passée enfantait la violence.

Chaque habitant de Paris était taxé à deux onces de pain par jour ; souvent on en manquait tout à fait. Alors ce furent les femmes qui donnèrent le signal : les hommes, après tant d'héroïsme, paraissaient hésiter à se soulever pour le seul désir de vivre. Longtemps ils restèrent muets, incertains de ce qu'ils avaient à faire, tant ils avaient perdu au milieu des passions publiques le soin des choses privées. Mais les femmes leur rappelaient sans relâche qu'après de si belles actions et d'immenses promesses, ils restaient affamés.

Jusqu'où irait leur patience ? Sans doute la peur les retenait ainsi enchaînés ! Mais qu'ils consentent seulement à se cacher derrière elles. Il n'en fallait pas davantage ; elles leur montreront le chemin, et ils n'auront rien à craindre derrière leurs femmes, leurs enfants, qui leur serviront de rempart et recevront le premier coup.

Le 12 germinal, Paris se réveille au cri perçant : « Du pain ! du pain ! » La Convention se trouve investie par un peuple de femmes. Elles forcent l'entrée, et un grand nombre traînent par

la main des enfants en bas âge. La distribution ayant manqué ce jour-là, tous souffraient véritablement de la faim. Elles se répandent en tumulte parmi les Conventionnels toujours avec le même cri : « Du pain ! » qui couvre tous les autres. D'ailleurs elles ne semblaient faire aucune différence entre les divers partis de l'Assemblée et reprochaient à tous l'ancienne misère changée maintenant en famine.

Un Montagnard, Choudieu, redemande sa place occupée par une de ces femmes : « Nous sommes ici chez nous! » répond-elle avec une audace que les hommes avaient perdue depuis longtemps.

La Terreur avait pesé sur elles beaucoup moins que sur leurs pères, leurs maris, ou leurs frères; elles n'en avaient pas été atteintes, et reparaissaient avec plus de fureur qu'au 6 octobre, quand elles allèrent chercher à Versailles « le boulanger et le petit mitron ».

Nulle peur, nul respect de cette formidable Convention qui essaye quelque temps de leur imposer par son silence et son immobilité. Elles insultaient, provoquaient, harcelaient le monstre aux sept cent cinquante têtes; elles se suspendaient à sa crinière et se moquaient témérairement par désespoir. Au lieu des harangues accoutumées, elles ne faisaient entendre que ces deux mots : « Du pain! » Mais

elles les répétaient sans relâche, les opposant à quiconque essayait de parler.

Au milieu de cette furie, les deux côtés de l'Assemblée se lèvent par moments et s'accusent l'un l'autre d'être ou les persécuteurs ou les complices de ces désespérées. Des hommes s'étaient joints à la foule de femmes. Ils portaient écrits sur leurs bonnets les mêmes mots : « Du pain ! » Quelques-uns y avaient ajouté : « La Constitution de 93, » voulant montrer ainsi que les angoisses de la faim ne leur faisaient pas oublier l'ancienne passion de la chose publique.

Les hommes se lassèrent les premiers de la révolte et rentrèrent dans l'obéissance. Ils se retirèrent sous la sommation éclatante de Barras, soit crainte, soit respect, soit effet des promesses qui leur furent faites. Pour les femmes, elles ne sortirent que lorsqu'elles se virent abandonnées par ceux qui les avaient accompagnées, et elles ne montrèrent aucune foi dans les paroles de l'Assemblée. Ce qu'elles avaient voulu, c'était le pain de la journée ; elles sortirent indignées de n'emporter que l'espérance.

Sitôt que l'Assemblée est rendue à elle-même, les accusations commencent. Chacun vint rapporter les paroles qu'il avait entendues de l'un de ses collègues dans le tumulte. On ne pardonne rien à l'émotion, à la pitié, à la douleur. Ce fut un crime

nouveau de s'être apitoyé ou de s'être indigné. Les Thermidoriens et les ex-Girondins restés dans l'Assemblée trouvaient enfin l'occasion attendue de se défaire de leurs ennemis, et ils luttèrent d'impatience et d'emportement. En un moment toutes les promesses des ex-Girondins, d'oublier leurs injures, sont effacées; ils ne se souviennent que de leur prison de dix-sept mois, du supplice de leurs amis, et se donnent à la hâte tumultueusement la joie de la vengeance.

Mais, ce jour-là, ils n'eurent pas besoin de se jeter eux-mêmes dans l'arène, ni de nommer ceux qu'ils voulaient proscrire. Les Thermidoriens se chargent de ce soin en dénonçant leurs anciens compagnons; la Plaine n'a qu'à approuver et à frapper silencieusement de son vote.

Pour bien montrer qu'on saisit l'occasion de satisfaire ses haines, les premiers atteints furent Barrère, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes; à peine nommés, on les condamne à la déportation, comme s'il y avait un lien quelconque entre leurs actes anciens et la famine de germinal! Avec tant d'autres motifs de justifier ses haines, on aima mieux une iniquité criante plutôt que d'attendre un moment le plaisir de terrasser des ennemis.

Après cette première satisfaction, la carrière est ouverte; tout le passé de la Révolution est remis en doute. Chacun se hâte de désigner celui qu'il

hait le plus, craignant de ne plus retrouver une journée si propice.

André Dumont, Bourdon de l'Oise, Fréron, demandent l'arrestation de Chales, Choudieu, Huguet, Léonard Bourdon. L'arrestation décrétée aussitôt que demandée, cette facilité devient un attrait auquel personne ne résiste. La liste de proscription s'allonge sans qu'aucune parole de défense soit prononcée. Enfin, lasse non de proscrire, mais de veiller, l'Assemblée se sépare à l'approche du matin.

Mais les vengeances ne sont que suspendues; dès que l'on se rassembla de nouveau, ce fut pour proscrire encore.

Moïse Bayle, Granet de Marseille, Hentz, Maignet, Levasseur de la Sarthe, Crassous, sont décrétés non parce qu'ils étaient les plus haïs, mais parce que le hasard amena leurs noms ou servit leurs ennemis privés. Bourdon de l'Oise allait partout vociférant « qu'il fallait les fusiller dans la salle de la Liberté [1]. » La Réaction ne pardonna pas même à Lecointre de Versailles, qui le premier avait donné l'exemple de dénoncer le Comité de salut public. Depuis il semblait se repentir de son accusation. Cela lui tint lieu de crime. Thuriot, qui présida le 9 thermidor et jugula Robespierre, est accusé comme robespierriste. Enfin Cambon,

[1] Mémoires inédits de Baudot.

l'organisateur des finances, qui faisait vivre la France depuis un an, ne put trouver grâce. Autant valait décapiter la République elle-même. Il avait blessé la vanité de Tallien. Tallien lui en fit un crime d'État.

Le mot d'ordre est d'en finir avec tout ce qui survit d'âmes fières et indomptées. Pourtant ce n'était encore que le commencement des représailles. Le 12 germinal n'avait été qu'un essai de révolte et de vengeance ; les vaincus restèrent aussi implacables que les vainqueurs.

III

1er PRAIRIAL

Dans l'intervalle du 12 germinal au 1er prairial, l'histoire ne dit rien des excitations, des reproches que les femmes insurgées adressèrent aux hommes qui les avaient abandonnées en face de la Convention, ou qui avaient refusé de les suivre ; mais ces jours d'un repos apparent ne furent pas perdus. A chaque foyer pauvre du faubourg Saint-Antoine, Saint-Marceau, de la Cité ou du Marais, les provocations du désespoir retentirent jour et nuit à l'oreille des misérables. Leurs mères, leurs femmes, leurs filles, ne cessèrent de rappeler les scènes du 12 germinal. A quoi servaient tant de promesses? c'était pour se moquer qu'on leur annonçait du riz et de la farine. Que pouvaient-elles en faire, quand le moule de bois coûtait vingt-quatre mille francs? Le pain était devenu plus rare et plus cher. Elles avaient pourtant assez répété que ce n'étaient là que de fausses paroles pour les amuser et les renvoyer affamées! Si on les eût suivies, la Convention eût été vaincue ; mais on les avait laissées aux

mains avec le gouvernement et l'Assemblée. Maintenant la faiblesse du peuple allait causer la mort du peuple, car elles ne pouvaient elles seules sauver des lâches. Encore une fois ils s'enfuiraient tête basse, à la première sommation d'un représentant qui cependant n'était rien que par leur propre volonté! Elles avaient beau veiller à la porte des boulangers. Qu'était-ce que le morceau de pain qu'elles rapportaient après une nuit d'attente? S'il ne suffit pas à des hommes, qu'ils aillent eux-mêmes arracher à la Convention la subsistance refusée au peuple. Ils auront alors pour eux et leurs enfants « du pain de députés ».

Ces cris des entrailles, ces invectives provoquées par la faim, telle est la véritable conspiration qui se tramait à chaque foyer populaire. La nécessité criait par la bouche des femmes. Elles furent les héroïnes de ces entreprises de désespoir, auxquelles la politique manqua presque entièrement; elles donnèrent à ces journées leur tempérament; elles finirent par communiquer leur furie aux hommes, qui sentirent à la fois et la faim et la honte. Voilà pourquoi le peuple parut plus effrayant qu'à aucune autre époque de la Révolution. Il fit peur à ses amis.

Le 1^er^ prairial s'annonce comme le 12 germinal; les mêmes cris perçants s'élèvent comme d'une ville qu'on égorge.

L'Assemblée reste muette, aux prises non plus seulement avec des passions, mais avec des nécessités physiques. Que répondre à tout un peuple qui crie : « J'ai faim ! » Quand les femmes, du haut des tribunes, eurent menacé pendant la première partie de la journée, les hommes arrivèrent, armés ce jour-là de piques, de fusils, de sabres. Longtemps ils frappent à la porte des séances, mêlant leurs cris à ceux qui partaient de l'intérieur. Vers trois heures et demie les portes sont enfoncées ; ils se précipitent dans la salle au pas de charge, au bruit des tambours ; et, dans cette première fureur, ils ne font aucune différence entre les diverses factions de l'Assemblée. Aucun nom n'est prononcé, aucune acclamation ne retentit. Partout ils voient des ennemis, tant ils sont las d'espérer.

Aussi leur premier cri est qu'il faut tout arrêter, sans dictinction de Montagne ou de Plaine, et former eux-mêmes une autre Convention. Il ne restait plus personne dans l'Assemblée dont le nom exerçât la moindre autorité sur les masses ; elles n'accordèrent pas un regret à leurs anciens favoris dont la place était vide.

Les insurgés tournoyaient sur eux-mèmes sans savoir à quel plan s'arrêter ; victorieux, ils étaient impuissants ; cela augmentait leur fureur,

Les défenseurs de la Convention entrent par la porte opposée ; baïonnette baissée, ils engagent

le combat. On vit alors une Assemblée assister immobile du haut des bancs à une lutte sanglante, au milieu des coups de fusil, entre ceux qui la couvraient de leur corps et ceux qui venaient l'assaillir comme une proie.

Les deux partis opposés de l'Assemblée se réjouissaient ou s'affligeaient selon que les chances de la victoire passaient des uns aux autres. Les insurgés restent maîtres sans songer encore à se chercher des alliés parmi les députés. D'un seul élan, ils courent à la tribune, et, pour terrifier l'Assemblée dans son chef, ils couchent en joue le président Boissy-d'Anglas. Pourtant ils n'osent le frapper, retenus par son impassible courage que l'histoire n'élèvera jamais assez haut. Peut-être aussi hésitèrent-ils à décapiter la Convention, par une de ces craintes soudaines qui se réveillent au moment où tous les freins sont brisés.

Mais la fureur tomba sur un membre inconnu, Féraud. On a dit qu'il fut victime de la ressemblance de son nom avec celui de Fréron [1], que le peuple haïssait doublement à cause de son apostasie et parce qu'il était le chef de la jeunesse dorée. Alors surgit la tête coupée de Féraud portée de main en main au haut d'une pique et promenée dans l'Assemblée ; elle est présentée au président qui s'incline et salue.

[1] Mémoires inédits de Baudot.

Ce moment fut le plus atroce de la Révolution ; la foule se mit à rire et à applaudir en même temps.

Le goût du sang s'étant éveillé, il était presque impossible que le massacre ne suivit pas, si cette frénésie ne trouvait un objet pour se concentrer, si un spectacle imprévu ne venait occuper les yeux et l'esprit du peuple. Dans ce chaos, au milieu du bruit des piques, des motions de toutes sortes qui se heurtaient confusément, un inconnu eut l'idée de se servir de la Convention comme d'un instrument de vote. Cette pensée, acceptée aussitôt par les insurgés, détourne les esprits des projets sanguinaires s'il y en avait. Elle fait luire une courte espérance qui suspend la fureur.

Au moment où le peuple viole toutes les lois, il donne ainsi un singulier exemple de superstition pour la loi. Au lieu de profiter de la surprise pour s'assurer la victoire, il imagine de faire délibérer sous ses piques les députés qu'il a retenus dans la salle ; en voyant ses volontés mises aux voix et approuvées dans un simulacre de vote, elles lui semblent déjà à demi réalisées. La première réflexion aurait montré combien on s'abusait en donnant ainsi aux Comités de gouvernement le temps de se reconnaître, de se rallier et de faire appel aux sections restées fidèles. Mais cette

réflexion ne se présenta au contraire que la dernière, lorsqu'il n'y avait plus matière à délibérer.

La faiblesse des démocrates, c'est qu'ils n'osent désobéir au peuple, même pour le sauver. Ils réputeraient lâcheté de ne pas se mettre à sa tête, dès qu'il lui plaît de périr.

Le peuple refoule devant lui les députés vers le bureau, et les tient emprisonnés pour les empêcher de sortir ; marquant ainsi qu'il n'attend plus rien de la complaisance de ses favoris, mais tout de la force et de la nécessité.

Alors commence la délibération qui devait coûter si cher à ceux qui y prirent part. Vernier la préside, un des ex-Girondins nouvellement rentrés dans l'Assemblée ; par sa présence, par ses paroles, il autorisait tout ce qui allait se décider. Entraînés, obsédés, quelques membres de la gauche firent eux-mêmes des propositions ; les uns crurent que, la victoire étant acquise au peuple, il fallait en profiter, quand déjà ce n'était qu'une ombre ; les autres furent aveuglés par la pitié pour de si grandes misères ; tous cédèrent au désir de garder ou d'acquérir une popularité qui semblait inestimable quand on la payait de la vie.

D'ailleurs, plutôt prisonniers que complices, n'étaient-ils pas autorisés par l'assentiment apparent de leurs propres adversaires, qui trouvaient leur salut dans cette diversion donnée aux pas-

sions de la foule? L'entraînement de l'exemple, l'irréflexion, le désir de tout ressaisir en un moment, firent le reste.

On s'essaya par des votes où la commisération semblait avoir seule part: la mise en liberté des patriotes, le pain assuré pour le lendemain, puis le réarmement de ceux qui avaient été désarmés.

Dans tout cela nul désir de représailles et de vengeance.

On s'excitait par le succès. Bourbotte réclame l'arrestation des *folliculaires*. Une voix répond par la demande de « l'abolition de la peine de mort ». La foule s'y oppose, se croyant maîtresse pour toujours parce qu'elle a obtenu une heure de victoire. On reprenait ainsi tout ce qu'on avait perdu depuis thermidor ; pourtant nul n'osait redemander la Terreur.

Au milieu de cette ivresse, un député retrouve son sang-froid. Duquesnoy, réveillé de ce songe, s'écrie que tous les votes sont illusoires, si l'on n'a pas la force pour les exécuter ; sans doute les Comités vont reparaître pour dissiper le peuple, s'il ne prend les devants. En effet, le bruit des armes se faisait entendre dans les salles voisines ; les défenseurs de la Convention entrent comme la délibération s'achevait ; ils surprennent la multitude déjà endormie dans son faux triomphe.

Ce fut à son tour de céder. Comme elle s'était crue un moment au comble de ses vœux, elle retomba avec violence dans le découragement et le désespoir ; elle s'enfuit par toutes les issues pour ne plus reparaître pendant trente-cinq ans sur la place publique.

Mais elle laisse en otage ceux qui s'étaient fiés à sa fidélité, à sa force ou à son bon droit. Duquesnoy, Soubrany, Bourbotte, Goujon, Romme sont presque en même temps saisis et décrétés d'arrestation.

Romme était parvenu à se dérober ; Bourdon de l'Oise le désigne du doigt à ceux qui le cherchent. Tallien, dont les paroles étaient alors des ordres, répète les mêmes mots qu'il a déjà tant de fois prononcés contre les vaincus de tous les régimes : « Il ne faut pas que le soleil se lève, et que les scélérats existent encore... »

Dans toute cette journée du 1er prairial, la foule ne montra que mépris pour les députés. Un homme criait sans cesse : « Allez-vous-en tous ! Nous allons former la Convention nous-mêmes ! » — Un autre : « L'arrestation des députés ! l'arrestation de tous ! » Le président voulut intervenir. — La foule : « Du pain, coquin ! Qu'as-tu fait de notre argent ? »

Voilà ce qu'était devenu l'ancien respect ! Où était le temps où un simple ruban tricolore con-

tenait la multitude et l'empêchait de franchir cette barrière? Je pense que les hommes, s'étant vus pendant dix-sept mois soumis au joug de la peur, avaient perdu dans cette épreuve toute estime les uns pour les autres. Nivelés par une même crainte, ils sortaient de là méprisant ce qu'ils ne redoutaient pas.

Il est si vrai que la Terreur a changé le tempérament du peuple, qu'il semble que l'on ait affaire à une autre nation. On ne trouve plus de traces de l'espèce de discipline qui avait marqué les journées du 20 juin, du 10 août. Ceux qui avaient su imposer au peuple une ombre d'obéissance jusque dans l'insurrection, ne sont plus à sa tête ; les sentiments mêmes de cette masse ne sont plus homogènes. On entendit le cri : « Donnez-nous un roi et un morceau de pain ! » Quand la Terreur eut ramené l'âme humaine à ce qu'il y a de plus personnel, la crainte de la mort, quand ceux qui avaient, au milieu de cette Terreur, porté le plus haut l'idée de la félicité promise à tous, eurent disparu au 9 thermidor, et que le mirage de la Révolution commença à s'évanouir, chacun, tombé de ses espérances gigantesques, se trouva seul avec lui-même. Le peuple perd son unité ; il n'a plus de lien que la famine ; mais c'est une loi cruelle de notre nature que l'appétit de la proie est sans puissance. Toute Révolution, consommée

au seul nom de la famine, manque de force, parce qu'elle manque de tête.

Ainsi, les journées de germinal et de prairial sont les journées du désespoir ; il a tout envahi. Le peuple ne croit plus au peuple, d'où ce mélange de férocité et de stupeur ; point de plan, point de chef, ni même de but ; point d'avenir, un peuple femelle ; une cohue misérable, sans tête, sans guide, anonyme, furieuse et impuissante. Après tant de journées, celle de prairial fut, dans la Révolution, la lie au fond de la coupe. Les terroristes eux-mêmes eurent peur de ce peuple qu'ils ne reconnaissaient plus, livide, affamé depuis que l'espérance était perdue. Suprême effort ! On veut jouer le tout sur un acte furieux ; et qu'a-t-on à perdre ? Rien. Et à gagner ? Tout ce que le hasard possède. Il n'y a donc pas à hésiter ; il faut se jeter dans le gouffre, puisque le gouffre est l'inconnu, et que tout ce que l'on connaît est misère, douleur, angoisse, torture.

La démence naît ainsi de l'impossibilité d'attendre davantage. On sait que la Révolution n'aboutira pas par le chemin choisi jusque-là. On renonce à la patience, à la raison, et l'on embrasse la fureur, seule conseillère qui n'ait pas encore trompé. Mais, comme au fond de ce désespoir et dans ce trouble d'idées la grande énergie a disparu, on se montre odieux et l'on ne sait plus se faire craindre.

Une puissance nouvelle, qui était rentrée sous terre, apparaît subitement, la jeunesse dorée. Elle envahit les tribunes de la Convention, et chasse à coups de fouet de poste ce reste de peuple qui, hier encore, faisait trembler le monde, spectre en haillons du peuple évanoui de 1792.

Depuis ce jour se fait la grande scission entre les classes nées de la Révolution. Le peuple retourne à son obscur labeur ; les classes nouvellement enrichies, ou qui l'étaient déjà, s'éloignent chaque jour de lui. Il sort de la vie publique et disparaît. Elles la continuèrent seules ; mais elles la sentaient échapper et ne devaient plus faire que de médiocres efforts pour la retenir.

IV

« LES DERNIERS DES ROMAINS. » MORT DE SOUBRANY, ROMME, GOUJON

La Convention thermidorienne et ex-girondine vit en prairial à quel point elle avait cessé d'être respectée. Mais elle savait, par une longue expérience, que le respect peut se recouvrer quelquefois par le sang : elle revint à ce tempérament ; chacun se fit sa liste de condamnés.

Le 1er prairial, l'Assemblée avait voté avec l'insurrection. Celle-ci vaincue, l'Assemblée se venge de son vote. La peur exploite le 1er prairial pour faire contre la gauche un 31 mai. Y eut-il plus de justice ?

La fureur fut d'autant plus aveugle, qu'elle s'appela modération. En quelques jours, dix mille révolutionnaires sont emprisonnés.

L'échafaud frappa obscurément, et à la hâte, les hommes du peuple. Mais c'est contre la Convention que la Convention était impatiente de se ruer. D'abord elle se repentit de la déportation des trois membres du Comité, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Barrère, et fit ce qu'elle put pour changer

cette mort lente en mort rapide. Mais le vaisseau était parti, elle ne put reprendre ses victimes à l'Océan.

Alors elle se rejette en aveugle sur ceux qui étaient proches et sous sa main. Soixante-deux députés de la gauche sont dénoncés et décrétés. Quiconque avait rendu quelque service éclatant à la République dut trembler. Les séances se passaient à chercher s'il restait encore quelqu'un à dénoncer et à livrer.

Robert Lindet, que ses immenses travaux d'administration et son magnifique rapport devaient rendre invulnérable, fut arrêté un des premiers. De tout le Comité de salut public, il n'y avait plus que Carnot à frapper. On en fit la demande. Un reste de honte empêcha de punir celui qui avait organisé la victoire. On crut s'acquitter de tout envers lui en l'oubliant ; mais la haine alla chercher jusque sur les frontières les députés en mission aux armées. Huit d'entre eux sont décrétés ; quelques-uns se dérobèrent. On en vit arriver déguisés, errants, à Vérone [1] ; ceux-là échappèrent aux proscriptions de la Convention, en s'abritant dans les proscriptions de Louis XVIII.

Mais surtout le moment ne pouvait tarder plus longtemps de se venger des députés qui avaient délibéré avec le peuple, dans la nuit de prairial.

[1] Mémoires inédits de Baudot.

C'étaient Rhul, Romme, Duquesnoy, Duroy, Soubrany, Bourbotte, Peyssard, Forestier, Albitte, Prieur de la Marne.

Le premier s'était poignardé, les deux derniers avaient fui. Il ne restait que sept victimes assurées sous la main de l'Assemblée. Pour ôter à leurs amis toute espérance de les sauver ou même de correspondre avec eux, ils sont transportés en secret à l'autre bout de la France, au château du Taureau, en Bretagne ; on désoriente ainsi la pitié et les supplications. Puis, par un changement soudain, ils sont ramenés précipitamment à Paris ; et, dans tout cet intervalle qui laissait place à la réflexion, la cruauté des Thermidoriens ne fit que croître, plus implacables que les auteurs de la loi de prairial. Car les accusés furent livrés non à des juges, à des jurés, mais à un tribunal de soldats, innovation qui devait prendre une si horrible place dans la suite de notre histoire. Ils ne purent lire les défenses qu'ils avaient préparées, ni demander pourquoi ils étaient coupables, quand d'autres, qui avaient délibéré avec eux, étaient maintenant les accusateurs. Était-ce donc pour les perdre que le girondin Vernier les avait invités tant de fois à faire leurs motions ? Comment ce qui était innocent chez les autres, était-il criminel chez eux ? Mais ces discours parurent trop longs à des hommes accoutumés à commander et à obéir

dans les camps ; d'ailleurs, ils avaient reçu leur instruction. Pendant que les Thermidoriens laissaient à Carrier, à Fouquier-Tinville, des mois entiers pour prolonger leurs procès, où la Révolution était déshonorée, il ne fut pas permis aux derniers amis de la République, Soubrany, Romme, de défendre leur vie et leur mémoire pendant plus de vingt-quatre heures.

En effet, chaque mot qui sortait de leur bouche tombait de haut. C'étaient les dernières âmes héroïques qui faisaient à leur cause le sacrifice de la vie. Leurs morts, acceptées sans colère, furent peut-être les plus belles dans un temps si fertile en ce genre de beautés. Des vœux, des prières pour la patrie ; point de haines ; des entrailles vraiment humaines, et l'immortalité qui plane sur eux tous. Ils se souvinrent, devant leurs juges, de leurs parents, de leurs mères, de leurs femmes, mêlant ces adieux à leurs vœux pour la République, comme si c'était là encore leur famille. Au milieu de ces adieux si calmes, rien n'annonçait leur dessein ; leur contenance était si sereine, que personne ne pressentit qu'à ce moment même ils se préparaient à devancer l'échafaud. Aussi les laissa-t-on se retirer sans défiance.

Comme ils descendaient l'escalier, Duquesnoy se frappe le premier d'un couteau, et il le tend à Romme, qui s'en frappe à son tour et le tend à

Goujon. Ce même couteau sanglant servit encore à Soubrany et Duroy. Leurs volontés furent si fortes, que tout se passa sans que les gardiens qui les accompagnaient s'en aperçussent. Quand les gardiens se retournèrent, Duquesnoy, Romme, Goujon, étaient morts ; Soubrany et Duroy n'étaient que mourants ; et on n'avait pas entendu un soupir. Pour profiter de ce qui leur restait de vie, on se hâta de les traîner à l'échafaud ; on banda leur plaie, quoique Soubrany répétât : « Laissez-moi mourir ! »

Bourbotte seul arriva tout vivant. Il parla au peuple au nom de tous jusque sous le couteau. Pour la première fois les spectateurs étaient rares, soit indifférence, soit satiété, soit horreur. Il ne restait pas de plus noble sang à verser [1].

[1] « Je suis bien près de la mort ; je veux me survivre si je puis, non pas tel que les autres m'ont fait dans leur pensée, mais tel que j'ai toujours été dans la mienne. J'ai été proscrit trois ou quatre fois. Si je gardais le silence en présence de mes proscripteurs, je paraîtrais accepter la proscription, faire des concessions à la fortune, au succès ; je n'en veux faire sur rien ; je me réfugie dans le sein de la vérité, et je laisse juger.

« On nous dit que les membres de la Convention nationale doivent rester unis entre eux, qu'ils ont tous subi le même sort, qu'ils ont assez d'ennemis de leur cause et de leur personne, sans donner le spectacle de leurs divisions particulières. Cela est fort bon pour ceux qui ont pu arriver jusqu'à la fin de cette terrible assemblée, sans persécution, sans proscription. Mais nous, dévoués à la République, proscrits pour notre zèle, nos amis envoyés à la mort, notre silence serait un assentiment ; les mânes de Romme, de Goujon, de Soubrany, se soulèveraient

Ces victimes de prairial furent, dans la Révolution, « *les derniers des Romains* ». Après eux, ne cherchez plus d'âmes de cette trempe. Soubrany portait dans la démocratie la fierté du gentilhomme; Romme, l'esprit encyclopédique des sciences ; Duquesnoy, Bourbotte, Duroy, l'âpreté des stoïciens ; Goujon la foi dans l'immortalité. Ses dernières paroles sont les plus hautes qui aient été prononcées par aucun parti : « Adieu ! écrivait-il aux siens. Nous nous retrouverons, nous nous reverrons tous. La vie ne peut finir ainsi, et la justice éternelle a encore quelque chose à accomplir, alors qu'elle me laisse sous le coup de l'ignominie. Le triomphe insolent des méchants ne peut être la honteuse fin d'un si bel ouvrage. La nature, si belle, si bien ordonnée, ne peut manquer en ce seul point. » Goujon invoqua le sentiment de justice auprès des Girondins. Il leur rappela leurs malheurs et essaya de les attendrir sur les siens et sur ceux de ses compagnons. Les ex-Girondins restèrent sourds, implacables ; ils n'avaient rien

contre notre faiblesse, et invoqueraient notre appui auprès de la postérité. Ce n'est pas nous qui nous sommes séparés de la Convention; c'est la Convention qui s'est séparée de nous, qui, jusqu'au dernier moment, nous a proscrits, dans sa fureur insensée. Notre devoir est au moins de nous défendre, de remettre le procès en présence de l'avenir. Ce n'est plus le temps où les réacteurs disaient : « Silence aux victimes ! » Le temps prononcera entre les persécuteurs et les opprimés. Je parlerai donc, et, si on m'en ôtait la faculté, je ferais parler les roseaux. » — Mémoires inédits de Baudot.

gardé de l'humanité de Vergniaud. Ce n'étaient plus les mêmes hommes, ils étaient devenus d'airain.

En général, les Montagnards ne montrèrent pas en tombant les mêmes éclats de désespoir que les Girondins. Ils semblent léguer à leur postérité une énigme. Ils ne maudissaient pas l'espérance. Ils cédaient à la force, sans s'avouer vaincus; soit qu'il y eût chez eux plus de stoïcisme, une force d'âme plus indomptable, ou plus d'orgueil, ou peut-être, en effet, un reste d'espérance, soit, qu'ayant déjà vu tant de partis accablés, tant de victimes, tant de morts accumulées, ils se fussent accoutumés de loin à leur supplice par les supplices des autres. Beaucoup de choses étant déjà ruinées, ils tombèrent de moins haut, et ils étaient mieux préparés à la chute par l'exemple de tant de chutes. L'étonnement leur fut épargné. Madame Roland, Barbaroux jettent un cri de désespoir qui traversera et désolera l'avenir. Saint-Just se tait. Soubrany, Romme, Duquesnoy, se turent aussi. Ils parurent se réserver l'avenir, plutôt que le déshériter. Après tant de meurtres, ceux-ci furent les plus odieux, car le fanatisme ne les couvrait pas. Deux choses excitèrent un sentiment perdu, la pitié. On tuait ces hommes pour quelques paroles prononcées dans la mêlée. On les tuait au nom de la modération. On les tuait, après avoir ré-

pété cent fois que l'on ne voulait plus de carnage.

La Convention n'était-elle donc pas rassasiée de meurtres ! Et c'étaient les modérés qui rouvraient la veine, tant le même tempérament se retrouve dans les factions les plus opposées. Ce dernier sang combla la mesure ; il fit déborder le vase. Pour la première fois, l'humanité osa se montrer.

Quel tableau que cette mort ! et comment n'a-t-elle tenté jusqu'ici aucun peintre ? David y eût trouvé ce qui lui a le plus manqué : la nature.

David fut incarcéré aux *Quatre-Nations*. Il racontait plus tard [1] que, pendant la nuit, la guillotine avait été dressée sous sa fenêtre, dans la cour. Était-ce une vision du peintre de Léonidas, ou un raffinement de cruauté ? C'est ce que l'on n'a jamais su avec certitude.

[1] Mémoires inédits de Baudot.

V

LES MASSACRES DU MIDI. — THÉORIE DE LA RÉACTION

La Convention avait donné l'exemple des vengeances ; sitôt que l'on crut pouvoir compter sur l'impunité, les massacres des Républicains commencèrent. Les modérés, en assassinant, se vantaient encore d'obéir.

Lyon se rua le premier sur les prisons, et en un moment massacra ou brûla tout ce qu'elles renfermaient. Faibles représailles, disait-on, des fusillades des Brotteaux ! Les tueurs furent couronnés de fleurs et applaudis dans les théâtres. Sous le nom de *Mathevons*, les Républicains étaient jetés dans le Rhône. A Bourg, on attendait les charrettes au pont de Jugnon, où les prisonniers garrottés étaient assommés à coups de bâton.

Tarascon fit son massacre, le 5 prairial, dans la nuit ; en entrant, le matin, les gardes trouvèrent les cellules vides de cadavres ; ils avaient été jetés dans le Rhône du haut de la tour bâtie sur le roc ; et, comme aucun des assassins ne fut poursuivi et que la prison se remplit de nouveau, le second

massacre se fit le 20 juin ; un troisième fut tenté le 10 août, sans doute en commémoration de la journée qui porte ce nom. On se lavait les mains dans le Rhône et tout était oublié. Toulon, Aix, Marseille, le reste du midi, exécutent à leur tour leurs septembrisades : Toulon, les 28, 29, 30 floréal ; Aix, le 23 floréal ; Marseille, le 18 prairial. Partout ce sont à peu près les mêmes spectacles : des compagnies de tueurs, régulièrement organisées, de Jéhu et du Soleil, qui, au grand jour, égorgent les prisonniers ; les populations sourdes aux cris des victimes ; les égorgeurs faisant leur œuvre de mort, non à la hâte, mais en pleine sécurité, lentement et parmi des repas prolongés par des chansons ; les administrateurs ne paraissant que lorsque tout est fini, et ordonnant de s'arrêter quand il n'y a plus personne à sauver.

Quelquefois, comme à Marseille, on affaiblit les prisonniers plusieurs jours d'avance par la famine ; épuisés, ils seront incapables de résister ou même d'échapper. On prépare le soufre pour ensoufrer les cachots de ceux qui refusent d'ouvrir.

Ce fut, a-t-on dit, un long *deux septembre ;* mais on s'épargna le simulacre de la justice populaire. Personne n'imagina qu'il pût y avoir un plaisir à sauver une victime au milieu du plaisir de ces longues tueries ; car on y cherchait la joie, on la savourait lentement. C'est par là que les boucheries

de la Réaction se distinguent le mieux des boucheries des révolutionnaires et de celles du *deux septembre*, qui, du moins, n'étaient pas mêlées de rires et de chansons.

Les villes rassasiées de meurtres, ce fut le tour des campagnes : chaque village imite la ville. Là, on ne put égorger en masse ; mais on tue isolément, selon que l'occasion s'offre, dans les champs, dans l'intérieur des maisons, sur le seuil, de loin à coups de fusil, ou avant que la victime ait pu gagner la prison, ou si elle se montre à la fenêtre. On tue pendant l'interrogatoire ; on tue avant et après le jugement ; car le trait particulier des réacteurs de ce temps, c'est qu'on n'eût pas été satisfait par l'échafaud ; il eût trop manqué à la vengeance, si l'on ne se fût défait soi-même de son ennemi.

Voilà pourquoi nul ne se fie à la guillotine du soin de punir les vaincus ; chacun veut y mettre la main. On « assassine sans autre forme que l'assassinat », et les meurtriers ne se contentent pas de tuer ; ils s'acharnent sur les cadavres ; le plus souvent on ne les abandonne qu'après les avoir rendus méconnaissables.

Que des hommes se soient vengés eux-mêmes et que la Terreur rouge ait même amené la Terreur blanche, cela ne peut étonner. Ce qui surprendra toujours, c'est l'indifférence de la Con-

vention thermidorienne au cri des victimes ; c'est son refus de poursuivre ou d'arrêter les assassins. A vrai dire, ses membres en mission, Isnard, Cadroy, Chambon, Durand-Maillane, parurent plutôt présider aux massacres que les empêcher. Le système d'extermination avait changé de mains, il était resté le même.

Quand on songe que cette assemblée, qui savait si bien frapper, ne fit sérieusement le procès à aucun des égorgeurs, qu'elle attendit patiemment qu'ils fussent eux-mêmes fatigués de meurtres, il faut reconnaître que les modérés surpassèrent de beaucoup les terroristes dans l'art d'extirper froidement leurs adversaires. Ils se contentèrent de demander des rapports, des correspondances, des pièces officielles, et par là ils prenaient un masque de justice. En attendant, ils laissaient couler le sang à flots, ne se jugeant jamais assez éclairés pour arrêter le carnage.

Il arriva ainsi que, sans tenir la hache, et même avec une apparence de pitié illusoire, ils laissèrent exterminer par d'autres leurs ennemis ; ce qui est le chef-d'œuvre dans l'art de se venger.

Quand enfin les massacres s'arrêtèrent d'eux-mêmes par lassitude, par dégoût, ou faute de victimes, que vit-on alors ? Personne n'était responsable des meurtres. Aucun nom n'était prononcé ; l'horreur ne s'attachait à aucun individu.

La Réaction, œuvre anonyme, était toute-puissante ; ses barbaries, ne remontant à personne, ne se retournèrent jamais contre elle. Bientôt on nia, plus tard on oublia.

Le peuple n'a pas gardé la mémoire vivante des barbaries des modérés, parce qu'ils ont eu la sagesse de ne pas se dénoncer eux-mêmes ; d'ailleurs le succès, selon l'ordinaire, a tout couvert. C'est le contraire de la Terreur jacobine, qui avait pris soin de constater et d'afficher ses cruautés.

Les modérés savaient ce qu'avaient ignoré les terroristes, que, pour la plupart des hommes, le châtiment seul fait le crime, et qu'une scélératesse impunie cesse bientôt d'être une scélératesse. Aussi, en tuant, ils évitent le bruit, recommandent le silence, enfouissent sous terre le cri des victimes. Aujourd'hui l'histoire arrive trop tard pour elles ; leur mémoire a péri. On fait d'inutiles efforts pour la retrouver, heureuses encore quand on ne les charge pas du crime de leurs assassins.

Ces tueries exécutées par les Jacobins blancs achèvent de prouver ce qui a été établi plus haut, que quiconque veut faire de la Terreur doit être sûr d'en pouvoir faire toujours. Car les terroristes, ayant été désarmés, ne pouvaient manquer d'être massacrés. Il s'ensuivit un silence prodigieux pendant lequel l'histoire de ces temps fut si

bien engloutie, que tous les efforts faits aujourd'hui pour rétablir la vérité et la justice profitent à l'érudition de quelques-uns et restent nuls auprès du plus grand nombre. Quant aux masses du peuple, les terroristes ont obtenu ce triste résultat, d'être reniés deux fois : premièrement, pour avoir été cruels en affichant leurs meurtres ; secondement, pour avoir été vaincus, même en barbaries. Longtemps le peuple ne garda qu'un nom de la Révolution, Robespierre ; et ce fut pour maudire celui qui, en effet, lui avait sacrifié sa mémoire.

Une chose fit aussi que la Terreur blanche a été si vite oubliée. Beaucoup de gens y virent la justice du talion. Les modérés montrèrent souvent une âme aussi atroce que les terroristes ; mais ils paraissaient se venger. Leurs barbaries semblèrent légitimes, et l'oubli complaisant finit par tout confondre, la victime et le bourreau.

Autre caractère de la Terreur blanche : la frivolité, la moquerie jointe à la férocité. On découvrit des supplices ingénieux, comme d'ensoufrer les cachots. Le peuple avait été sérieux dans ses massacres ; les honnêtes gens ajoutèrent aux leurs les chansons et le ricanement. Ils bafouaient ceux qu'ils massacraient ; ils allaient joyeusement à l'assassinat ; ils tuaient avec égard, ou avec élégance, ou avec luxe, comme à une partie de chasse.

Quel fut le nombre des victimes de la Réaction

thermidorienne? Vous ne le saurez jamais. Les réacteurs n'eurent pas la folie d'afficher les listes de ceux qu'ils tuaient, ils ont su se soustraire à l'histoire; point de tribunaux ni même de simulacres, point de procédure, de documents écrits. Aucun moyen à la postérité de constater et de retrouver le vrai. Des meurtres, des boucheries, puis le silence et l'oubli; un retentissement vague, bientôt étouffé; les ossements même, épars, semés à de grandes distances dans toute une contrée.

D'ailleurs qu'importe le nombre! Ce n'est pas sur le nombre que se mesurent les reproches de la conscience humaine. Les proscriptions d'Octave et d'Antoine n'ont pas été au delà de deux mille trois cents hommes. (Qu'est-ce que cela auprès de ce que nous avons vu?) La terre en retentit depuis dix-huit siècles.

La merveille chez les réacteurs de l'an III, c'est que, rassasiés de meurtres, ils s'attribuèrent encore la modération et la clémence. Il y avait parmi eux un homme qui avait déchaîné les fureurs plus que personne, et que l'on disait chargé de la *lèpre du crime*, Fréron. C'est lui qu'ils envoyèrent en mission pour porter la paix aux morts. Il s'assura qu'il n'y avait plus personne à tuer. Sur sa parole d'exterminateur, on le crut; elle passa pour clémence.

Une telle science de se défaire de ses ennemis

semblait annoncer, dans les partis modérés, une furie de domination, et que, maîtres absolus, ils sauraient former une classe gouvernante. Mais non ; ils ne conquéraient la domination que pour la céder à un maître.

Plus tard, cet aveu leur échappa : s'ils furent à ce point impitoyables, c'est qu'ils avaient peur encore. Comme toujours, ils ne craignirent que ceux qui étaient sous leurs yeux, c'est-à-dire les Républicains ardents. Quant aux autres dangers, tels que les terroristes royaux, ils s'obstinaient à les dédaigner, ou même à s'en faire un appui.

Ainsi nulle hauteur de vue, nul pressentiment, nul coup d'œil jeté sur l'avenir prochain ; la haine de ce qui était le plus près d'eux occupant leur âme entière et n'y laissant place pour aucune autre pensée. Tout au présent, ils ramenaient la monarchie et ne la voyaient pas.

La barbarie n'est pas seulement le saccagement des villes, des propriétés et le meurtre des hommes. Il y a un autre dommage pour l'espèce humaine quand les honnêtes gens, les « *boni viri*, » approuvent les rapines, les exils, les assassinats, parce qu'ils croient y trouver la sécurité dans le bien-être ou un plaisir de vengeance. Là est la véritable barbarie, puisque c'est l'extirpation totale de la conscience du genre humain. Il en restait, au

moins, un vestige sous les cendres et la sanie des villes incendiées et prises d'assaut.

Avouons que la position devenait terrible pour les amis de la République. Ils la voyaient périr sous leurs yeux et tomber pièce à pièce. Laissaient-ils faire, c'étaient des hommes sages, respectables. Ouvraient-ils les yeux a l'évidence, c'étaient des maniaques et des furieux. En modifiant les mots, cette situation à presque toujours été celle des amis de la liberté. Être sincère dans un système faux passera toujours pour un commencement de rébellion.

L'éducation que le peuple recevait du spectacle de l'Assemblée achevait aussi de le troubler. On avait voté une constitution. Demander qu'on s'y soumît et qu'elle fût prise au sérieux était devenu une forfaiture. D'après les journaux du temps, la constitution n'est qu'une œuvre de scélérats. La majorité qui l'a délibérée, votée, est de cet avis. Quelle école étrange du respect des lois !

Une chose merveilleuse fut de conserver tous les noms révolutionnaires : Comité de sûreté générale, Comité de salut public. En y faisant entrer la contre-révolution, on était à peu près sûr d'avoir tout le monde pour soi.

D'ailleurs quelle patience ! quel savoir-faire ! et pas un jour perdu ! On ne devance pas l'occasion ; mais elle ne se présente pas qu'on ne la saisisse

aussitôt. Tour à tour passive et furieuse, la Réaction sait ajourner ses prétentions comme si elle était sûre de réussir. Elle n'affiche pas de loin son but ; mais chaque jour elle fait un pas. Pour revenir en arrière, mille chemins s'ouvrent ; les hommes qui s'y engagent y trouvent une voie facile qu'ils ne connaissaient plus ; eux seuls semblent avoir profité de l'expérience. Prudents, avisés, vieillis d'un siècle en peu d'années, ils ne se perdront pas par l'excès de la victoire.

Dans la révolution anglaise, Hobbes est le théoricien de la réaction qui n'a plus besoin de dissimuler. Du premier pas, il marque l'extrême de l'esclavage où la pensée humaine soit arrivée. C'est qu'en effet il est de l'essence de la réaction d'être le produit de la peur ; et la peur pousse l'homme à fuir par delà toutes les bornes connues de la servitude ; il n'achève de se rassurer que dans la mort politique et civile. M. de Maistre, qui commence à se révéler dans les années de 1794 à 1800, est le Hobbes catholique de la Révolution française.

VI

PROCÈS DES TERRORISTES

La Terreur avait été une première calamité ; une seconde qui perdit la République fut le procès fait à la Terreur.

Celui de Fouquier-Tinville acheva le triomphe de la Réaction. La Révolution devait nécessairement sortir de là coupable, hideuse, horrible, et c'est ce qui arriva. Bientôt l'horreur retomba sur tous les membres de la Convention ; ceux-là seuls devaient y échapper qui, à force de servilité, iraient se cacher sous leurs blasons dans la domesticité nouvelle du pouvoir absolu.

« Tout est coupable ici, jusqu'à la sonnette du président, » avait dit Carrier à ses juges. « La postérité nous jugera, » ajoute Fouquier-Tinville. La postérité dira que les premiers coupables étaient ceux qui avaient voté des lois de sang. Que pouvaient-ils reprocher à Fouquier-Tinville qu'ils n'eussent fait eux-mêmes ?

Croyez-vous que l'aristocratie de Venise eût pu vivre, si elle eût raconté elle-même ses noyades sous le pont des Soupirs ?

Que serait devenue la monarchie d'Espagne si, dans une immense procédure, étalée aux regards des deux mondes, elle eût affiché et condamné tous ceux qui avaient massacré par ses ordres les Indiens d'Amérique, les habitants des Pays-Bas ? La monarchie d'Espagne eût été déshonorée par ses propres mains.

En France, Louis XI a-t-il fait lui-même le procès à Tristan-l'Hermite ? Les Valois ont-ils compté eux-mêmes les coups de poignard et les arquebusades de la Saint-Barthélemy ? Que fût-il arrivé de Richelieu si, sous sa soutane rouge, il eût dû montrer goutte à goutte à la postérité le sang de la noblesse de France?

Louis XIV a-t-il fait amplifier par ses historiographes les proscriptions et les meurtres de la Révocation ? Ces exils, ces morts, ont été enveloppés dans le même silence ; ils n'ont point importuné la postérité.

La royauté s'était couverte pendant des siècles de la raison d'État, et on l'avait admis ; quand les républicains proposèrent de s'en couvrir à leur tour, ce furent des monstres.

Les royalistes se sont bien gardés d'intenter le procès à Charette pour les deux cent cinquante hommes qu'il fit massacrer sur le préau pendant qu'il entendait la messe. Ils l'ont pris pour leur héros ; ses carnages sont oubliés ; en l'ab-

solvant du châtiment, ils ont ennobli le crime.

Au contraire la Convention parut tout entière sur la sellette avec Carrier, Fouquier et ses autres agents : deux fois condamnée et par les œuvres commises en son nom et par la condamnation qu'elle en porta.

Nouvelle preuve que la terreur ne peut profiter à la liberté ; dès que celle-ci se réveille, elle accuse la terreur ; elle la replace sous les yeux de tous et prend le monde pour juge. Après avoir eu peur on rougit d'avoir eu peur ; et la liberté semble complice des actes qu'elle châtie. Quand elle eut fait crier le sang versé, elle fut irrémédiablement perdue. Elle ne parut plus valoir le prix dont on l'avait payée.

Dès que les terroristes sont devant les juges, ils semblent sortir d'un songe. Leur fanatisme les abandonne incontinent. Aussi, ils plaident, ils se défendent comme des inculpés ordinaires. Ils ont été trompés, ils rejettent leurs œuvres les uns sur les autres. Surtout, ils accusent leur idole d'hier ; c'est elle qui les a abusés ; ils ne savaient pas que ce fût un traître. Robespierre, en tombant, a perdu à leurs yeux toutes ses vertus.

Je n'en vois aucun qui assume sur lui les échafauds dressés et qui dise : « Moi, moi seul j'ai tout fait ! » C'est là le langage altier des aristocraties barbares. Le Jacobinisme français ne pouvait en

faire le sien. Les terroristes cherchent désormais à éloigner d'eux la responsabilité de la Terreur ; nul ne l'a faite, nul ne l'a voulue ; ils n'en acceptent pas le fardeau devant la postérité.

Disciples, en cela, ou plutôt ombres de Robespierre, qui élève la machine, tend le ressort par la loi de prairial et s'éloigne. Il peut dire qu'il est étranger à tout ce qui se passe ; le sang coule, mais il s'en lave les mains. Il lui a manqué dans l'extermination l'audace de l'homme antique, qui assume sur soi toutes les cruautés d'une époque ou d'une classe, en réclame l'honneur, et se fait de la barbarie une gloire inviolable que personne n'ose discuter ou nier ; il n'est pas de la race de ceux que l'on hait et que l'on admire en même temps. Voilà pourquoi les efforts sont vains pour le maintenir sur le piédestal.

Sylla, Marius, jettent encore aujourd'hui le défi à l'historien. Je me sens maîtrisé par la hauteur de ces âmes. Elles menacent, elles accusent, elles épouvantent la postérité ; loin de nier le sang versé, elles en tirent gloire. Elles semblent régner au-dessus de leurs crimes mêmes, tant elles les portent avec orgueil. La Terreur de Sylla, de Marius vit encore ; la Terreur de Robespierre est morte avec lui.

Ainsi cette grandeur manque à la Convention, d'oser répondre pour tout un peuple, et de couvrir

de son nom les fureurs passées. Elle n'avait qu'un moyen de sauver la mémoire de tous : c'était de dire à la postérité, à la manière de Sylla, pendant qu'on entendait les cris de ceux qu'on égorgeait dans le cirque : « Ce n'est rien, ce sont des esclaves qu'on châtie. Je vous ai sauvés, et j'abdique. » La Convention n'osa prendre sur elle les choses qu'elle avait commandées ; elle les rejette sur les comités, sur les individus, qui à leur tour plaident pour eux, et condamnent les morts. Que pouvait répondre l'Assemblée quand Carrier, Lebon, répétaient : « C'est vous qui avez tout ordonné, sanctionné, approuvé ; vous nous tuez parce que nous vous avons obéi ? » L'Assemblée n'avait qu'à baisser la tête.

Voilà pourquoi la Convention n'entre pas dans l'histoire à la manière des tyrans de vieille race ; elle n'a pas su imposer silence à la postérité. La Convention de 1795 n'a pas eu l'orgueil de la Convention ; il lui a manqué la fierté patricienne d'un sénat qui met au-dessus de tout la conservation de sa propre mémoire. On avait imité le monde antique, mais on ne lui avait pas pris son orgueil inflexible. Les âmes restaient modernes et bourgeoises en dépit de tout ; elles pliaient sous le faix, et les individus le rejetaient loin d'eux, sans se soucier de l'infamie qui allait retomber sur le corps dont ils faisaient partie.

Il était impossible que le sentiment général résistât au spectacle de tant de cadavres que l'on rapportait de toutes parts sur la place publique. Pour enchaîner les Romains, il n'avait fallu que montrer les plaies d'un seul homme ; maintenant c'étaient les plaies d'une foule qu'on montrait à la foule. Ce fut, en quelque sorte, la fin de la Révolution ; elle périssait comme elle avait commencé, par la justice.

Ceci achève de mettre dans tout son jour ce que j'ai établi plus haut : la terreur ne réussit pas à la démocratie, parce que la démocratie a besoin de justice, et que l'aristocratie et la monarchie peuvent s'en passer. Non-seulement les sénats de Rome et de Venise n'ont jamais renié leurs œuvres ; mais ils se sont toujours montrés prêts à refaire ce qu'ils avaient fait un jour.

Après s'être abandonnée à la fureur, la démocratie s'abandonne au repentir ; elle relève alors ce qu'elle a détruit. Erreur où ne tombe jamais un patriciat, elle pardonne.

Ce n'est pas une démocratie qui eût su extirper les Ilotes, Carthage, les Albigeois, les Maures d'Espagne ; pour ces sortes d'extermination, il faut un génie non-seulement plus persévérant, mais plus haineux que le sien. Elle ne vaut rien dans toutes les œuvres où le principal est de mépriser et de haïr.

C'est la raison pour laquelle la réaction contre les œuvres de l'aristocratie n'est jamais si prompte ni si complète. Celle-ci, quand elle a vaincu, sait ôter à l'ennemi jusqu'à l'espérance.

La démocratie d'Athènes pardonne à ceux de Mytilène; l'aristocratie de Sparte n'a jamais pardonné à personne.

Le plus grand nombre des conventionnels avaient voté les barbaries par faiblesse ; ils les punirent par une autre faiblesse. Peut-être aussi eussent-ils mieux aimé qu'on oubliât ; mais ils n'osèrent l'ordonner et ils n'auraient plus eu la force de se faire obéir. Ceci échappe entièrement au pouvoir d'une démocratie. Quand elle a commis des barbaries, elle les dénonce elle-même; une fois dénoncées, il faut qu'elle les expie. Ce qui fait le salut des autres gouvernements fait sa ruine.

VII

QUEL FUT LE PREMIER EFFET DE LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT EN 1795

Nous touchons au moment où tout ce qui a été obscur dans les événements va s'éclairer. Le 20 septembre 1794, la Convention avait aboli le salaire des cultes. Quoi de mieux ? C'était le grand principe du monde moderne, la séparation de l'Église et de l'État. Le 3 ventôse an III, nouveau progrès dans la loi. La Convention proclame solennellement la liberté de conscience. Au point de vue juridique, qui n'applaudira ? Ces lois serviront de modèles à l'avenir, quand il établira la liberté réelle, en affranchissant l'une de l'autre la religion et la politique.

La formule est trouvée ; elle est claire, décisive, complète. C'est tout un code lumineux en peu de mots. Il n'y a qu'à le reprendre des mains de la Convention à sa dernière heure comme son testament religieux. Rien de plus vrai. Et pourtant, voyez le résultat. Que s'en est-il suivi ? Qu'à travers ces lois si libérales, l'ancien esprit a reparu aussitôt ; qu'à la nouvelle de l'affranchissement de

consciences, quarante mille communes, c'est-à-dire la France entière est revenue à l'esprit du moyen âge ; que la formule de tolérance a ramené incontinent la religion de l'intolérance ; que par la porte triomphale de la liberté est rentré le génie de l'ancienne servitude. Voilà les faits dans leur réalité. D'un côté une loi magnanime, de l'autre, la Réaction qui triomphe et la Révolution qui se livre.

Cette expérience est si grave, si étrange, qu'il vaut la peine de l'examiner de plus près. Elle veut dire que des idées libérales, aux prises avec des croyances et des mœurs absolutistes, se dénaturent bientôt et ne gardent que la superficie, jusqu'à ce que le pouvoir absolu les accorde toutes ensemble. Par les lois conciliantes de l'an III, la nation presque entière étant ramenée à la religion de l'ancien régime, la matière de la servitude se trouva toute préparée. A travers cette législation si éclairée, la nation française avait trouvé moyen d'éviter l'esprit moderne et de se river à l'Église du moyen âge. Une religion étant rétablie chez un peuple, il est à peu près immanquable qu'elle reprenne au bout de peu de temps son caractère et son génie propres. Quand viendra Napoléon, il aura besoin de peu d'efforts pour rendre au catholicisme son ancien tempérament. Ce sera la ruine de la Révolution. Mais cette ruine

a été préparée dès 1795 par le retour spontané, volontaire, libre, des masses du peuple à la religion, qui contredit et condamne tout ce qui s'est fait depuis 1789. La nation revient librement à la glèbe et au servage spirituels ; c'est la grande signification de l'année 1795.

Il est vrai que ce servage fut d'abord admirablement dissimulé ; c'est à quoi servit l'Église constitutionnelle. Comment n'a-t-on pas encore décrit le rôle étrange qu'elle joua de 1795 à 1802 ? C'est par elle que la France de la Révolution, croyant embrasser une réforme, retomba dans le servage spirituel de l'ancien régime religieux. Tout est à dire sur ce point.

Les innocents de l'Église constitutionnelle depuis 1795, tels que Grégoire, ne travaillent jour et nuit que pour leurs ennemis acharnés, implacables, les non-assermentés ; et ils ne s'en aperçoivent pas, ce qui diminue beaucoup le mérite qu'ils ont de se livrer eux-mêmes. Au nom de la liberté, de la constitution civile et des serments de 1789, ils supplient la France de se rengager dans l'Église catholique. La France, attirée par ces voix de sirènes, les suit, passe le seuil, rentre dans le sanctuaire, s'y assied pleine d'espérance. En même temps les évêques, les prêtres de cette même Église constitutionnelle ne parlent que de leur soumission au pape ; ils gardent tous leurs liens avec le saint-

siége, et croient l'attirer à eux, ce qui montre plus de simplicité d'âme que de perspicacité et d'esprit. Les vrais saints n'ont jamais été dupes.

Depuis 1795 jusqu'à 1802, tel est le rôle aveugle de l'Église constitutionnelle. Ses prêtres se prennent au sérieux, sans se douter un moment du personnage qu'ils jouent. Ils rédigent des encycliques, ils adjurent le clergé réfractaire, ils en appellent au pape qui les tient au bout de sa chaîne. Après cela, que voyez-vous ? Tout ce libéralisme dure aussi longtemps que la Révolution reste puissante et redoutée. Dès qu'elle est désarmée, la scène change. Les assermentés en ont appelé au pape ! Le pape les a entendus ; il se redresse, fait un signe. A ce signe tombent et s'évanouissent pour jamais ces fantasmagories d'Églises constitutionnelles, libérales, républicaines, révolutionnaires, faux évêques, faux synodes, faux conciles, fausses encycliques. Tout cela n'était qu'une ombre, un appât. Reste l'ancien absolutisme spirituel qui, avec Pie VII, d'accord avec Napoléon, rejette dans l'ombre ces songes décevants. Le peuple ne les connaît plus. La France est reconquise. Voilà l'histoire ecclésiastique de 1795 à la fin du siècle.

Dès que le catholicisme se montra, il retrouva sa place ancienne ; il régna seul, sans partage, sans examen, comme par le passé. Les révolutionnaires veulent poursuivre les prêtres qui « formaient des

convocations au son des cloches ». Tentative vaine! Le tintement rustique de cette petite cloche suffisait pour éveiller de tous les bouts de l'horizon l'ancien écho. Au nom de la tolérance, la nation entière rentre volontairement dans la religion de l'intolérance. La porte de l'Église se ferme ; la Révolution est prisonnière.

Remarquez ici le tempérament du libéralisme, tel qu'il s'est montré bien souvent parmi nous. C'est Boissy d'Anglas qui, le 3 ventôse an III, a proposé de décréter la liberté des cultes ; il affecte de répéter que sa proposition est faite en mépris du catholicisme, que la liberté achèvera de l'extirper, que sa motion est destinée à ramener la religion de Socrate, de Cicéron, de Marc-Aurèle. Voilà ce que Boissy d'Anglas ne se lasse de redire. Sa motion eut aussitôt l'effet tout contraire ; et quand, au lieu du culte philosophique qu'il annonçait, il vit renaître et refleurir l'ancien catholicisme, il n'en montra ni surprise ni mécontentement.

Ce stratagème a été trop souvent celui des amis de la liberté en France. Ils jouent trop aisément avec les grandes choses ; le dénoûment est presque toujours le même, duperie ; seulement il faut croire qu'ils ne sont dupes qu'à moitié. Après avoir évoqué solennellement la religion de Socrate et de Marc-Aurèle, ils se réconcilient sur-le-champ avec celle de l'abbé Maury, si c'est elle qui apparaît.

Au fond, les hommes qui proclamèrent ces nobles lois [1] de tolérance appartenaient en majorité au parti qui n'aspirait plus qu'au repos ; et les dons de la Réaction enfantèrent la Réaction. On eut la forme de la liberté dans la loi, et le fond de l'absolutisme renaissant dans les croyances. C'est le moment où vous pouvez, si vous le voulez, toucher du doigt les plaies de la Révolution française et le cercle vicieux dans lequel elle se meut en désespérée. Elle n'avait rien fondé dans les âmes qui, à la première occasion, se livrent au premier occupant. L'arc se détend et revient à son premier état. En retournant au droit, on retourne au passé. Impuissance des législations les meilleures, quand le fond de l'homme n'est pas changé !

Il est donc vrai qu'on a beau faire les lois les plus sages du monde ; tout cela est néant, si l'esprit lui-même n'est de moitié dans l'œuvre. Vous arrivez ainsi aux plus surprenants mécomptes. La liberté ouvre la porte à l'esclavage, la philosophie à la théocratie, l'Église constitutionnelle à l'Église ultramontaine, l'abbé Grégoire à M. de Maistre. Vous ne touchez que des surfaces, des écorces, sans atteindre à la vie. Mais l'âme de la nation vous échappe et se dérobe ; elle se garrotte avec vos formules d'émancipation. Vous croyez l'avoir

[1] 20 septembre 1794, 3 ventôse an III (21 février 1795), 22 fructidor an III (8 septembre 1795).

sauvée par des mots magnifiques ; ces mots deviennent des chaînes d'airain. Le Concordat le montrera bientôt.

Quand un peuple a tenté une réforme religieuse et qu'il l'abandonne, son découragement est pour ainsi dire infini. C'est la chute des Titans précipités sur la terre ; ils désespèrent d'escalader les cieux, et ils se creusent de grands tombeaux jusqu'au fond des enfers.

VIII

LES MUETS RETROUVENT LA PAROLE. — LE 13 VENDÉMIAIRE. LE SOLDAT SE SUBSTITUE AU PEUPLE

Le 8 décembre 1794, la Convention avait rappelé dans son sein les soixante-treize députés qu'elle avait fait incarcérer en 1793. On rappela ceux-là mêmes qui avaient perdu le droit de siéger. Rien de plus juste, en apparence ; pourtant que devait-il s'ensuivre ? Au lieu de la justice, on fit entrer la vengeance.

Une assemblée qui, après avoir proscrit une partie de ses membres, les rétablit pour leur donner non-seulement la majorité, mais la toute-puissance, ne corrige-t-elle pas un attentat par une faiblesse ? On parle toujours de la Convention comme si elle avait l'unité de caractère d'un individu, sans considérer que, par des révolutions intérieures, ce caractère varie absolument, suivant les différentes époques.

La Convention ainsi changeante donne plutôt l'idée de plusieurs assemblées essentiellement diverses, qui se détruisent l'une l'autre : successivement girondine, dantoniste, robespierriste, anti-

jacobine, thermidorienne, puis, comme un volcan qui s'affaisse et s'éteint, descendue brusquement de la Montagne à la Plaine, et maintenant, avec Sieyès, rendant la parole aux muets, mais à des muets las de tout, principalement d'eux-mêmes, croyant à peine encore à la liberté, déjà tout à fait incrédules à la République. Était-ce un fondement solide à l'avenir que le spectacle et l'héritage de tant de chocs opposés et d'éléments inconciliables entre eux? Ce grand corps s'était continuellement ravagé, détruit, refait lui-même. En avait-il acquis plus de maturité et de vigueur? Ses métamorphoses avaient toutes été des mutilations ; et depuis qu'il s'était rattaché quatre-vingts membres ex-girondins, il semblait n'avoir acquis, dans sa vieillesse, que de nouveaux ressentiments, une nouvelle ardeur à se combattre, et de nouveaux bras pour se déchirer.

Les muets de la Convention remplissent la tribune ; leurs langues se sont déliées depuis qu'ils ont cessé de craindre. Mais quel service politique rendront-ils désormais? Il est presque impossible que des hommes qui ont cédé à la peur puissent encore servir la liberté. Après cette épreuve, ils ne comptent plus sur eux-mêmes ; ils savent leur propre mesure, ce sentiment les anéantit. D'eux, il ne reste que l'ombre.

Les Sieyès, les Cambacérès ont beau retrouver

la parole ; qu'en feront-ils ? elle a perdu chez eux sa puissance et sa fécondité. D'un mot, ils auraient pu, en 1793, écraser le pouvoir terroriste qui leur laissait la tête pour avoir leur vote ; ils l'avaient maudit en secret et servi publiquement jusqu'au bout dans toutes ses barbaries. Jugez par là du peu d'estime que ces hommes gardaient d'eux-mêmes ; la plupart étaient pis que morts ; ils étaient décapités de leur honneur.

Déjà ils redoutaient, comme l'agonie, tout péril, tout orage, même toute agitation. L'expérience leur avait appris qu'ils y laissaient leur cœur. On n'a pas assez vu combien ce fut une excellente préparation au pouvoir absolu que ces âmes auxquelles la peur avait ôté la fierté. « Sieyès n'aimait ni les peuples, ni les rois, ni les hommes, ni les femmes ; il n'aimait que lui et l'argent ; d'autres disent : l'argent et lui[1] . » Ces mots, qui eussent été une médisance en 1789, commencent à être vrais en 1795.

Il était difficile que la Convention ainsi vieillie enfantât une constitution durable. Celle de 1795 fut le testament des conventionnels ; elle plut d'abord parce qu'elle annonçait la fin de ce pouvoir gigantesque, qui semblait se survivre et dont ses membres mêmes étaient impatients de voir le terme. La prévoyance humaine crut avoir

[1] Mémoires inédits de Baudot.

atteint le comble de la sagesse, surtout par deux précautions : le pouvoir était divisé en parts égales entre cinq personnes, ce qui devait couper court à tout projet d'usurpation et de dictature. La Convention, effrayée d'elle-même, voulut empêcher que rien de semblable à ce qu'elle avait été ne se renouvelât jamais, et elle partagea le pouvoir législatif entre deux assemblées (Conseil des Cinq-Cents, Conseil des Anciens). Ceci devait maintenir un savant équilibre dans l'État. Vanité des prévisions humaines de ce genre, quand les mœurs ne les sanctionnent pas ! Personne ne pressentait alors que tout ce que l'on tirerait de ces deux assemblées, c'est que l'une vendrait l'autre, et que sur les cinq Directeurs trois livreraient le Directoire. On devait périr par les précautions que l'on prenait pour se sauver [1].

Les partis royalistes croyaient à la caducité de la Convention ; ils furent consternés du moyen qu'elle employa pour se survivre. Instruite par l'exemple de la Constituante, elle décrète que les deux tiers des conventionnels continueront de siéger dans les nouvelles assemblées. Ainsi elle voulait se perpétuer ; et, si on la laissait faire, sa dictature n'aurait pas de terme ; on croyait assister à

[1] « La Constitution de l'an III était une pure abstration, une œuvre scolastique, une hypothèse idéale avec laquelle on prétendait faire de l'ordre et du bonheur, comme Procuste faisait de l'égalité avec son lit. » — Mémoires inédits de Baudot.

la mort du vieux lion, et tout à coup il osait menacer de nouveau. L'étonnement, l'indignation, le désespoir et un commencement de mépris unirent les royalistes. D'ailleurs ils s'étaient accoutumés depuis longtemps à venir harceler le monstre dans sa bauge, à le provoquer de pétitions insultantes. Sans doute ils n'auraient qu'à se montrer pour l'achever ; il suffira de faire contre la Convention un 10 août royaliste. Tel fut le caractère du 13 vendémiaire.

Les sectionnaires ne paraissent pas douter de la victoire. Ils entourent les Tuileries avec une audace imprévoyante, et viennent sommer les sept cent cinquante rois de se démettre. Mais cette royauté fut plus intrépide que l'ancienne. Ce n'est pas comme au 14 juillet, au 6 octobre, au 20 juin, au 10 août, un pouvoir timide qui se voit envelopper sans oser se défendre. Si on laisse approcher l'insurrection royaliste, c'est pour qu'elle ait l'odieux des premiers coups ; et en effet, ses tirailleurs s'étendent jusque sur le Carrousel. Mais aussitôt, tout change. La Convention se hérisse d'artillerie ; au centre du vaste carré qui la couvre est un homme de bronze, Napoléon Bonaparte. Sous la main de l'Assemblée sont formés en faisceaux huit cents fusils, pour qu'elle soit à elle-même sa propre réserve. Elle ne se contente pas, comme la royauté de Louis XVI, de se défendre par les fenêtres du palais. Ses co-

lonnes militaires, précédées des patriotes, débouchent des Tuileries dans tous les sens. Elles prennent audacieusement l'offensive. De loin, elles canonnent sur le quai Malaquais les sections du faubourg Saint-Germain. Sur la rive droite, même impétuosité. L'artillerie balaye la rue Saint-Honoré et le perron de Saint-Roch. Le reste des insurgés est enveloppé. On ne vit là rien du tâtonnement ordinaire des guerres civiles.

La stratégie qui devait être employée, plus tard, contre les Autrichiens, les Russes, éclate sur ce premier échiquier comme dans les plaines de Marengo et d'Austerlitz. Ni hésitation, ni colère, ni haine, ni pitié, mais le seul élan de l'esprit militaire. Les combats de rue sont régis avec la sûreté de plan qui préside à une bataille en rase campagne. A ces premiers coups foudroyants, connaissez Bonaparte.

Barras veut usurper cette gloire, mais il faut qu'il la cède à son second. On a vu Bonaparte impassible dans cette mêlée de citoyens, comme il le sera dans la guerre étrangère. C'est là une figure qui ne ressemble en rien à celles qui se sont montrées jusqu'à ce jour dans la Révolution. Le citoyen fait place au militaire.

Le 13 vendémiaire an III est, en effet, le premier avénement public du militarisme, le soldat substitué au peuple. C'est le soldat qui a défendu

la République ; il apprend par là qu'il peut la détruire.

Cependant, à mesure que la Convention approchait de sa fin, elle essayait de la clémence ; elle accorda une amnistie quand le pouvoir lui échappa. Se sentant près de comparaître devant ses juges, elle pensa que les peuples ne se souviennent que de la dernière scène, et qu'ils jugent les gouvernements sur leur manière de quitter la partie.

La misère héroïque se mêlait à tout. Un des députés de la Montagne proscrit, qui avait couru risque de la tête, et dont le domicile avait été dévasté, la mémoire condamnée, les biens séquestrés, reçut en rentrant chez lui, sur un mandat de Lanjuinais, « deux aunes de drap, pour se faire un habit, quelques livres de chandelle, un pot d'huile. » Était-ce là le prix que l'on mettait à la vie ? Je cite ce fait, écrit ce conventionnel [1], à cause de la singularité du dédommagement, quand il y allait de la tête.

Enfin, le 26 octobre 1795, l'immortelle Assemblée consentit à finir. « Quelle heure est-il ? demanda un député.—L'heure de la justice, » répond une voix inconnue. Et sur cela se disperse la Convention. Cette âme terrible s'évanouit en un instant, sans se transmettre à personne ; elle meurt sans renaître. Les membres en qui elle a vécu, ne

[1] Mémoires inédits de Baudot.

savent plus qu'en penser ; ils ont pour la Convention tout à la fois de l'admiration, de la colère, de l'amour, de la haine ; ils la bénissent et la maudissent, suivant que le Protée a changé de tête. Dans le fond, ils en sont fiers. Ils se glorifient de ses périls, de ses audaces, de ses fureurs plus qu'humaines ; quelquefois ils s'étonnent d'avoir fait partie du monstre.

Bientôt aussi les petites passions firent oublier les grandes. J'ai vu des conventionnels passer le reste de leur vie dans l'intimité avec d'autres personnes et ne communiquer avec elles que sur le terrain commun de la frivolité. Jugeant les autres plus légers que le vent, ils eussent craint de commettre leurs souvenirs en les confiant. Ils eussent pu dire avec Bossuet qu'ils avaient voulu murer la caverne des cinq rois, « *pour mémorial éternel de la postérité* ». Mais leurs œuvres sans doute leur semblèrent parler assez haut ; ils mirent un doigt sur leur bouche ; et l'âme pleine d'échos tragiques, ils se turent pour toujours.

La justice ! nous l'attendons encore. Dans les histoires terroristes, la pitié est violée. Dans les histoires écrites au nom de la Réaction, c'est la vérité qui manque : autant d'insurrections populaires, autant de monstruosités ; mais l'insurrection de vendémiaire, par exemple, est la justice même. Le crime est de s'y opposer. Ceux qui défendent la

Convention et les lois, voilà les indignes. Tout devient légitime pour attaquer, ruses, violence, embûches. Si la Révolution entreprend de se défendre, malédiction ! c'est l'enfer.

Suivez le raisonnement des historiens contre-révolutionnaires : l'intérêt de la République, disent-ils, commandait de donner la direction aux modérés. Mais les modérés étaient les ennemis irréconciliables de l'esprit républicain ; ainsi la République eut tort de ne pas se livrer aveuglément à ses plus grands ennemis. Appliquez une logique et un langage de ce genre à des questions désintéressées, ne sera-ce pas le comble de la déraison ?

Soutenir que, pour établir une république, il faut des gens qui n'en veulent pas, l'absurdité ne peut guère aller plus loin.

On dit encore : ce n'est pas le royalisme qui se montrait, car ce n'était pas en son nom que se faisait la Réaction. Mais l'exécration excitée contre tous les hommes qui avaient fait la République, n'était-ce pas le commencement de la destruction de la République ? N'y a-t-il donc aucun moyen d'écrire cette histoire sans accepter, l'un après l'autre, tous les sophismes, tous les mots d'ordre, royalistes ou terroristes, de l'esprit de parti d'il y a soixante-sept ans ? Ne pouvons-nous nous affranchir au moins des thèmes convenus, des masques

de haines et des iniquités passées? Quand donc viendra la vérité? Déjà pour la République, c'était une forfaiture de se défendre. Pour soumettre la Réaction, il fallait se laisser battre par elle ; et l'on faisait à la Convention expirante les mêmes reproches de faiblesse et d'incapacité dont on va accueillir le Directoire à sa naissance.

Concluons que la Réaction de 1795 à 1800 peut être présentée comme la règle à suivre dans tous les cas semblables, où l'important, pour parvenir à un résultat, est de paraître s'en éloigner. Aucune réaction ne s'est trouvée dans des temps plus difficiles, puisque la Révolution avait encore des forces vives à lui opposer. Tout se fit par une puissance cachée qui se reniait elle-même. Jamais le nom de la chose à laquelle on allait aboutir n'était prononcé. A mesure que le parti terroriste présentait moins de dangers, on s'acharna contre lui. A mesure que le parti de la servitude fut plus à redouter, il fut plus respecté. La Réaction sut se contenir (ce que n'avaient jamais su les révolutionnaires), d'autant plus irrésistible qu'elle n'avait pas une solution unique, mais qu'elle acceptait d'avance toutes celles qui la délivraient du droit nouveau. Par tout cela, il est permis de dire que la Réaction de 1795 peut servir de modèle aux réactionnaires de tous les temps, bien plus que la Révolution aux révolutionnaires. A la fin, la liberté

passa pour le joug le plus insupportable; elle se trouva minée quatre ans avant qu'il se rencontrât un maître [1].

[1] Ici trouve naturellement sa place le testament politique d'un conventionnel de la Montagne :

« Lecteur, voici sur la Convention nationale mon testament de bonne foi.

« On m'a dit et l'on me dira sans doute que je n'en fais pas toujours l'éloge. Non certes, je ne suis pas payé pour cela.

« J'ai été de l'avis de la Convention lorsqu'elle a renversé le système des Girondins qui la détruisait et lorsqu'elle a créé la République. J'ai été de l'avis de la Convention au 9 thermidor, pour renverser Robespierre qui aspirait à la dictature et dont les moyens d'ailleurs étaient odieux, insupportables, lors même que ses intentions républicaines eussent été pures. Mais huit jours après, lorsqu'il devint visible que cette journée était un prétexte pour produire une horrible réaction, je me séparai des réacteurs ; et je n'étais certes pas avec la Convention lorsqu'elle a souffert que les hommes de Lyon désignés sous le nom de *Mathevons* fussent impitoyablement jetés dans le Rhône et dans la Saône, sans autre forme de procès.

« Je n'ai pas été de l'avis de la Convention lorsque les réacteurs, fâchés de voir les événements de vendémiaire soustraire leur collègues aux cris de la vengeance, proposèrent et adoptèrent une proscription morale, faute de mieux.

« De glorieux dangers ne manquaient point aux membres de la Convention. Les séances du forum en offraient autant que les champs de bataille. Nous n'avions rien à envier aux braves des frontières; nous payions de plus d'une manière notre dette à la patrie.

« La Convention nationale n'a besoin d'autre justification que le temps. Plus nous avançons, plus le temps prend soin de notre gloire. Que pourrions-nous dire que le retour du même ton, des mêmes usages, des mêmes mœurs et des mêmes abus ne dise plus hautement que nous ?

« La part de la Convention faite en blâme et aussi large qu'on voudra, il reste assez de place pour l'admiration. On sent qu'on serait fier d'avoir siégé dans cette assemblée qui bravait les poignards de l'aristocratie et de l'Europe conjurée. Les ambassadeurs se vantaient à leurs souverains d'avoir assisté aux séances : « Et nous aussi, disaient-ils, nous y étions ! »

« La grande question est de savoir si la Convention nationale pouvait être moins terrible sans risquer la victoire. Je suis tenté de croire que la haine qui nous a poursuivis n'est que le fruit de nos succès d'alors.

« La République, comme nous l'entendions, reposait sur le travail. Le peuple illettré accomplissait ce devoir avec ses bras, les gens de savoir avec leur intelligence; il n'était point question de palingénésie et de système abstrait. Notre donnée était positive. Nous prenions la société dans son existence actuelle.

« J'ai voulu la république de Périclès et non celle de Lycurgue. Comme toute la religion n'est pas dans la règle des moines de la Trappe, toute la république n'est pas dans les lois de Sparte.

« Nous voulions appliquer à la politique l'égalité que l'Evangile accorde aux chrétiens. Nous ne voulions pas pour cela l'égalité des biens, ni la loi agraire. Le grand mal du temps c'est que nous n'avons pas été compris. Nous avons été martyrs de nos croyances comme les apôtres le furent de la leur. Plus tard ils ont été sanctifiés. Nous n'arriverons pas jusque-là sans doute; mais on nous rendra justice et nous ne voulons que cela.

« Les uns fixent la décadence et la perte de la République au 9 thermidor; d'autres pensent qu'elle n'a réellement périclité qu'à la mort de Romme et de Soubrany. Je suis de ce nombre; jusque-là il restait encore des hommes de vertu et de caractère.

« Ils nous parlent de regrets; qu'ils s'examinent et qu'ils nous disent si nous devons avoir des regrets ! » — Mémoires inédits de Baudot.

LIVRE VINGT ET UNIÈME

LA GUERRE

I

QUE C'EST L'ART DE LA GUERRE ET NON PAS LA TERREUR QUI A SAUVÉ LA FRANCE

Ne parlons plus tant de nos gloires ; nos héros nous ont coûté trop cher. Cependant, il est temps d'embrasser ici, d'un regard, l'esprit des guerres de la Révolution, au plus fort de la crise.

En 1792, on avait eu contre soi la Prusse et l'Autriche. 1793 déchaîne l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne.

Le caractère que montra la Convention à l'Europe est au-dessus de l'éloge : Toulon livré, Lyon révolté, Mayence tombée, la Vendée soulevée, les armées du Nord, des Alpes, du Rhin, des Pyrénées partout battues, l'Assemblée plus fière que jamais ; il ne s'était rien vu d'aussi grand depuis Annibal. Ceux qui ont donné l'idée la plus haute du Comité de salut public, ce sont ses ennemis :

de Maistre, Mallet-Dupan, Jomini. A travers leurs haines, quelle admiration pour ce prodige de force! Le duc de Brunswick fit plus; il se démit devant ce pouvoir qu'il jugea invincible, après l'avoir bravé.

Ce fut d'abord une guerre de tirailleurs. Tant de mouvements incertains dans les commencements de 1793 ôteraient quelque intérêt à ces campagnes, si la grandeur de la cause ne rachetait les fautes et les indécisions des militaires. Avec quatorze grandes armées, on faisait partout la petite guerre; les idées nouvelles se montraient en chaque chose, excepté dans les armes. Les généraux, aussi inexpérimentés que les soldats, s'ignoraient encore. Ils sont découverts à eux-mêmes par les représentants en mission ou par le Comité.

Parmi les causes de la Terreur, comptez cette ignorance des grands secrets de la guerre. Tant de sacrifices magnanimes, et si peu de résultats, cela portait le trouble dans les esprits. Chacun était tenté de croire que de tels efforts ne pouvaient être stérilisés que par la trahison.

Combien un seul homme de plus ou de moins change la face des choses! On pourrait diviser la campagne de 1793 en deux époques, avant et après l'entrée de Carnot dans le gouvernement. Avant lui, tous les mouvements sont indécis; la fureur

n'aboutit qu'à des chocs de détail, sans plan et sans ensemble. Depuis le 14 août 1793, la fureur devient art. Et c'est l'art, et non pas la Terreur, qui a sauvé la France. De la défensive on passe à l'offensive. Auparavant la plupart croyaient qu'il fallait s'étendre sur des lignes immenses, pour tout occuper à la fois. On apprend subitement à se resserrer pour se précipiter en force supérieure et faire la trouée sur un point. La tradition des Turenne, des Frédéric, revit chez les révolutionnaires ; cette tradition fit plus pour l'affranchissement du territoire que tous les échafauds du monde. Les grands résultats sont immédiats : Hondschoot, Watignies, Fleurus.

Le moment le plus périlleux, sans contredit, avait été 1792, puisqu'on ne comptait alors que des volontaires sans discipline. Pourtant l'art, même imparfait, vainquit sans guillotine dans l'Argonne. Depuis le milieu de 1794, les armées françaises atteignent une perfection qu'elles n'ont plus jamais dépassée. Elles opposent dès lors, par leur organisation, une barrière que l'étranger est incapable de rompre.

Et, dans cet intervalle, qui a vaincu à Watignies, le 16 octobre 1793 ? Ce n'est pas le décret exterminateur du 9 décembre ; c'est le plan de Carnot.

Qui a pris Toulon, le 19 décembre 1793 ? Ce ne

sont pas les mitraillades et les funérailles ordonnées par Fréron. C'est l'idée de placer la batterie au fort de l'Éguillette.

Qui a vaincu le 8 messidor 1794 à Fleurus ? Ce n'est pas la loi du 22 prairial et le redoublement des échafauds. C'est l'idée de la concentration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse.

Jusque-là harcelée dans ses lignes et faisant tête de tous côtés, la Révolution s'épuisait en mille combats. Elle débouche, enfin, en masse par la bataille de Fleurus ; cette grande brèche une fois faite, il en sort la campagne de Hollande. L'armée française, sous Pichegru, se trouve portée par les glaces à Amsterdam ; premier pas vers la conquête.

Napoléon viendra trop tard. Il voudra en vain contester l'évidence et tout dater de lui. Les choses ont parlé plus haut et le doute aujourd'hui est impossible. Ce n'est pas lui qui retrouvera le premier le secret des grandes guerres modernes. Ce secret a été retrouvé dès 1794 par Carnot et par les généraux républicains qui viennent de surgir.

Le militarisme suffit pour porter la guerre au loin et faire des conquêtes. Mais quand l'étranger est déjà assis à votre foyer et qu'il y a des points d'appui, soit par une possession antique, soit par la complicité de quelques-uns, les troupes de ligne sont impuissantes à le chasser. Comme l'ennemi

est partout, c'est partout qu'il faut lui susciter des adversaires et il n'y a que le peuple entier qui puisse délivrer le peuple ; l'armée seule succombe à cette tâche. Voilà pourquoi le plus grand mal que vous puissiez faire à une nation est d'y nourrir la jalousie ou la haine entre les volontaires et les troupes réglées. Mieux vaudrait pour elle lui faire perdre une bataille.

Il n'est pas de nation qui ait été affranchie d'une invasion déjà ancienne sans qu'on y ait fait appel à toutes les forces spontanées ; c'est en quoi l'exemple de la France peut servir à tous les peuples. Ils y verront que la première règle, pour délivrer un pays envahi par l'étranger, est d'établir une union parfaite entre les troupes de ligne et les troupes de volontaires. Jamais union plus intime que dans les guerres de la Révolution. La fusion de la ligne et des milices s'accomplit sans provoquer un sentiment de jalousie et de répugnance d'aucun côté. Le bataillon des volontaires de l'Ain devint plus tard la fameuse trente-deuxième demi-brigade ; et l'histoire de ce bataillon se répéta pour tous les autres.

II

COMMENT LA FRANCE EN 1793 ET 1794 ÉCHAPPA AU MILITARISME. MORAL DES ARMÉES DE LA RÉVOLUTION

Par la création des quatorze armées, la Convention avait assuré le salut de la France. Mais dans le salut était le péril, s'il est vrai qu'après le malheur d'être envahi par l'étranger, le plus grand danger pour un peuple est de devenir la proie de ses propres soldats. C'était la première fois que la France avait armé de si grandes forces militaires. Comment maintiendra-t-elle le citoyen dans le soldat ? Comment portera-t-elle la cité dans l'armée ? Après que les quatorze armées auront repoussé l'ennemi, qui empêchera que, selon l'habitude des victorieux, elles ne traitent leur pays en maîtres ?

Dans un jour d'enthousiasme, elles s'étaient levées et avaient affranchi le sol. Mais l'enthousiasme passé, résisteront-elles à leur pente naturelle ? Ne prendront-elles pas un esprit particulier de corps ? Après tant de victoires ne mépriseront-elles pas les autorités civiles, sitôt qu'elles les verront sans défense ? L'habitude de commander au

dehors ne leur inspirera-t-elle pas le désir de commander au dedans ? Le succès même les corrompra ; et ce jour-là, qui pourra leur résister ? On n'aura donc vaincu que pour être dépouillé du prix de la victoire. Tombée sous le joug de ses libérateurs, la France aura conquis l'indépendance et perdu la liberté.

Les pays qui dans le monde sont restés libres ont pris contre leurs propres armées des précautions presque aussi défiantes que contre l'ennemi. Chez les Romains, elles ne pouvaient s'approcher de Rome au delà du Rubicon. A Venise, il était défendu aux flottes et aux équipages d'entrer dans le port intérieur sous peine de mort. Quel fut le Rubicon que la Convention assigna pour limite à ses armées ?

Ce Rubicon fut la Terreur, jointe au sentiment exalté de la patrie. Il est certain que ces hommes si intrépides devant l'ennemi osaient à peine regarder en arrière dans l'intérieur de la France. Pour un grand nombre, l'armée fut un refuge autant qu'une occasion de gloire ; et, à ce point de vue, le régime de 1793, funeste au dedans, nuisit moins qu'ailleurs sur les champs de bataille. A des troupes formées d'hier, il tint lieu de discipline. La fureur de l'avancement, par où se corrompent si vite les armées, était impossible là où il y allait de la tête pour une simple erreur de dé-

tail. En ramenant les maximes impitoyables des Romains aux temps des Brutus et des Manlius, on se fit de nouvelles armées romaines, non moins dociles que les anciennes.

Les généraux y étaient plus modestes que les soldats. Joubert, Ney, Gouvion-Saint-Cyr, refusaient leur avancement. Par là se retrouvèrent les vieilles vertus militaires que les modernes ne connaissaient plus, religion de la loi, abnégation, scrupule, soumission de la force au droit, véritable héroïsme patriotique qui ne peut guère se passer de la crainte civile.

Si ces masses énormes allaient un jour retomber de tout leur poids sur la liberté intérieure ; si les volontaires de 1792 rentraient dans leur pays, chargés de gloire, pour y établir le régime militaire et chasser de leurs siéges les représentants du peuple !... Peu d'hommes avaient alors des appréhensions de ce genre. C'est l'honneur de Saint-Just d'avoir clairement aperçu l'avenir à travers tant de trophées : « Tu fais trop mousser les victoires, » avait-il dit à Barrère.

Pour moi, ce que j'admire autant que la victoire, ce fut la modestie imposée aux vainqueurs. De toutes les œuvres de la Convention, la plus belle, selon moi, a été de mettre le frein à ces invincibles. C'est à quoi servirent merveilleusement les représentants envoyés en mission. Ils person-

nifiaient ce que l'on est trop tenté d'oublier dans le sang et la mêlée : l'autorité du magistrat et la crainte de la loi. Ils tenaient fièrement et continuellement en bride ces impétueux et les empêchaient de s'emporter.

C'est ainsi qu'ils ôtèrent à l'héroïsme l'occasion de dégénérer, comme il arrive presque toujours, en militarisme ; deux choses que confondent d'ordinaire les contemporains, et que la postérité seule distingue, quand elle n'est plus éblouie par l'épée.

L'héroïsme est de tous les moments, de toutes les situations, parce qu'il a son siége dans l'âme ; il ne connaît ni fatigues, ni découragement, ni dégoût ; toujours le même, toujours prêt, toujours en éveil.

Le militarisme, au contraire, a ses moments, ses heures, tantôt exalté, tantôt abattu. C'est une profession, le métier des armes, non pas un état de l'âme ; et de là, il est soumis aux divers changements que tout métier entraîne avec lui ; il se lasse, il s'use, il se dépite. Il n'est pas au-dessus des découragements qui suivent les désastres.

Dans les campagnes de 1793, vous voyez, au début, des armées presque toujours battues, qui s'effrayent d'elles-mêmes, tant elles sont novices. Ce que vous ne voyez jamais, au milieu des défaites, des maladies, de la famine, de la mort, c'est une armée découragée.

Il faut être bien aveugle pour ne pas reconnaître que les soixante représentants en mission, hier inconnus, et demain retombés dans l'oubli, ont soutenu, comme le destin, les armées contre toutes les causes qui les ruinent ordinairement. Comme ils parlaient de haut, en souverains[1], à cette plèbe de fer! Louis XIV ne fut pas plus altier dans les camps. « Nous avions, disaient-ils[2], le pouvoir de l'éloquence et les baïonnettes au bout. » Avec eux, il n'y eut plus de différence dans les saisons. L'hiver ne fut plus une barrière. Leur conseil stratégique ne fut pas toujours le meilleur, quoiqu'à n'en pas douter, on l'ait trop rabaissé systématiquement dans la plupart des cas. Mais ce qui est impossible au militarisme, ils le firent. Merlin de Thionville, Saint-Just, Baudot à la tête des colonnes, ne souffrirent pas qu'il y eût dans le moral des armées, du haut et du bas, du fort et du faible ; ils imprimèrent un mouvement toujours égal, ne permettant ni hésitation dans le péril, ni abattement après les revers, ni lassitude après la victoire. Dans un temps où la science de

[1] « L'auteur de la réfutation de l'histoire de l'abbé Montgaillard parle sans cesse des instructions données aux représentants du peuple et que souvent ils dépassaient. C'est une erreur. J'ai été plus de deux ans en mission près des armées ou dans les départements. Je n'ai jamais eu une instruction d'une ligne. Les pouvoirs étaient illimités en fait et à la lettre. » — Mémoires inédits de Baudot.

[2] *Ibid.*

la grande guerre était perdue, le salut se trouva dans cette nécessité de vaincre que personnifiaient les représentants en mission.

Des armées qui ne connaissent ni la faim, ni le sommeil, ni le chaud, ni le froid, ni la fatigue, ni la maladie, c'est là un miracle que le militarisme seul ne produit jamais, et ce prodige se faisait chaque jour. Aussi n'a-t-on vu aucun désastre véritable dans ces troupes ; elles pouvaient être battues, elles ne pouvaient être désorganisées ; les revers doublaient leur audace, plus nombreuses plus elles étaient décimées. Jamais une seule ne se fondit par les marches ou par les hôpitaux, comme cela se vit plus tard. « Un grenadier est malheureux, écrivait Joubert, quand il est réduit au quart de la ration de pain ; » mais tout malheureux qu'il était, ce grenadier se savait invincible.

La désertion était chose inouïe. On n'apprit à la connaître qu'après la Convention. Un homme qui en 1793 ou 1794 eût quitté les rangs, eût trouvé derrière lui toute une nation indignée qui l'eût rejeté dans la mêlée. La France aurait fait comme cette mère roumaine d'Étienne le Grand, qui, le voyant fuir, le rejeta dans les bras de l'ennemi.

Ainsi, non-seulement les armées étaient indestructibles, mais elles se sentaient dans la main de la loi. Les terribles baïonnettes qui refoulaient

l'Europe s'inclinaient devant le plus obscur, le plus désarmé des hommes s'il représentait l'autorité civile ; et indépendamment de leur héroïsme, c'est cette religion du droit, au milieu de l'ivresse de la force, qui donne aux armées de la République un caractère unique de grandeur.

Les représentants en mission revenaient quelquefois aux mœurs antiques bien plus qu'ils ne le croyaient eux-mêmes. Saint-Just ordonne un jour aux Strasbourgeois de donner leurs manteaux et leurs souliers aux soldats en haillons de l'armée du Rhin. Le scandale en dure encore. Et pourtant Saint-Just n'avait rien ordonné que ce que les gens de Smyrme avaient fait spontanément en pleine assemblée pour une armée romaine[1].

Quand les représentants avaient communiqué leur première ardeur, ils rentraient entre deux combats dans la Convention. Là ils se retrempaient de nouveau dans le fanatisme de l'Assemblée et du Comité. Ils allumaient leurs colères, leurs passions de vaincre à ce brasier ; et, courant à la frontière, ils y portaient l'étincelle nouvelle qu'ils venaient de puiser ; ainsi était continuellement entretenue et portée du centre aux extrémités la flamme inextinguible. Les généraux tentaient de reprendre haleine ou de suivre les anciennes rè-

[1] « Omnes qui adstabant, detraxisse corpori tegmina, nostrisque legionibus misisse. » Tac., *Annal.* IV, 56.

gles méthodiques. Ils étaient tout à coup soulevés, emportés au combat par les représentants, que leur inexpérience même de la guerre affranchissait de tout esprit de routine.

Les conventionnels changeaient souvent les généraux; par là ils obtinrent ces deux résultats : d'empêcher les incapables d'aggraver leurs fautes, et les habiles de devenir les idoles de leurs soldats, c'est-à-dire de la patrie; double écueil qui se rencontrait à chaque pas entre Luckner et Dumouriez, entre Dumouriez et Pichegru, entre Pichegru et Bonaparte.

Les hommes du métier s'étonnaient, frémissaient; mais ils obéissaient. Un art supérieur se formait de l'inspiration et de l'instinct qui, plus tard seulement, devait se traduire en règles.

Les campagnes de 1793 marquent ainsi le moment où, les anciennes méthodes tombant en ruine, et la science nouvelle n'étant pas encore clairement aperçue, la guerre fut surtout chose d'inspiration. L'enthousiasme dut tenir la place de l'expérience. Un enthousiasme nouveau, tel que celui du Coran, régla les batailles.

En 1838, je me trouvai au lit de mort de l'un de ces survivants de la Convention qui avait le plus agi dans les missions aux armées. C'était Baudot. Il me dit qu'avant de mourir il avait voulu me voir pour me confier ses Mémoires,

qu'on y verrait un commentaire des actes et des pensées les plus secrètes des divers partis dans la Convention ; me retenant par le bras et réunissant toutes ses forces dans un dernier regard, il ajouta : « Croyez que le premier mot de notre histoire n'a pas encore été écrit. Saint-Just et moi nous mettions le feu aux batteries de Wissembourg. On nous en savait beaucoup de gré. Eh bien, nous n'y avions aucun mérite. Nous savions parfaitement que les boulets ne nous pouvaient rien. » Sur cela, il se tut, et je pris congé de lui pour toujours.

En réfléchissant plus tard à ces étranges paroles, je me suis expliqué bien des faits que je ne pouvais saisir auparavant. Ce qui me surprit quand je les répétai, elles n'étaient plus comprises par nos contemporains. Même les révolutionnaires les plus ardents les rejetaient comme une superstition vaine. Le mot que ce mourant trouvait si simple devenait une risée pour les hommes les plus emportés de notre âge.

« Nous savions que les boulets ne nous pouvaient rien. » Quelle foi dans ce qu'ils appelaient les principes! Comme ils sentaient que c'était là une armure invincible non pour eux, mais pour la France! Cette foi, cette armure magique, devint celle des armées. Ce fut d'abord toute leur stratégie, quand, vaincues, brisées, elles

rentraient en ligne, invulnérables et immortelles.

Dans l'homme qui me parlait, cinquante ans de désastres privés, de reniements, d'exils, de malédictions n'avaient pas extirpé cette foi. Elle avait dû se cacher, s'ensevelir sous mille déguisements et surtout dans le silence. Mais à ce dernier moment elle éclatait de nouveau, comme le fond de la conscience, en présence de la mort imminente. Par là, je compris que ces hommes n'avaient été altérés qu'à la surface par le changement des idées et des passions d'un autre temps, comme le granit qui s'écaille au contact de l'atmosphère. L'ancien foyer qui semblait si bien éteint se rallumait et jetait encore des flammes sitôt que disparaissait l'oppression du monde. On trouve des paroles de ce genre dans le Coran ; elles ne surprennent pas, venant d'intelligences mystiques. Mais de la part d'hommes d'affaires et d'intelligences moqueuses, quelle merveille ! Mahomet et Voltaire, Jeanne d'Arc et Candide ! Qui eût cru que des mondes si opposés pouvaient se réunir et se fondre dans un même esprit ? Voilà un des traits uniques de la Révolution française ; et combien nous en sommes loin, aujourd'hui, puisqu'il nous faut expliquer ce qui était l'évidence même pour nos pères ! Leur héroïsme nous scandalise.

Dans la campagne de 1794, l'attaque des Fran-

çais se fit sur la ligne des Vosges, où tout se décidait par l'infanterie ; la supériorité des ennemis en cavalerie n'y était pas à craindre. La droite française, sous Desaix, longeait la plaine du Rhin et contenait les Autrichiens pendant que les vrais coups se portaient de Kaiserslautern à Hombourg et Durkheim. Les Autrichiens furent ainsi rejetés sur Manheim et les Prussiens sur Mayence.

Saint-Just punit Hoche d'avoir osé accepter, de la main de ses collègues Baudot et Lacoste, un commandement en chef qu'il réservait à Pichegru. Ne cherchez pas ailleurs la cause réelle de l'arrestation du vainqueur de Geisberg. La conquête de la rive gauche du Rhin ne put faire pardonner à Hoche d'avoir négligé la faveur de Saint-Just. Celui-ci l'eût poursuivi jusqu'aux enfers, de son orgueil et de son ressentiment.

Les Français souffrirent de l'hiver sous Mayence autant que l'armée de Russie en 1812 ; mais l'ordre, la discipline résistèrent à tout. Ce même froid qui a détruit l'armée impériale de 1812, ne put rien contre l'armée républicaine de 1795.

Après que tant de généraux avaient été arrachés à l'armée du Rhin, Custines, Beauharnais, Meunier, Laudermont, il arriva que le commandement de cette armée fut regardé comme une préparation certaine à l'échafaud. Les héros tremblaient devant leur gloire ; tous voulaient obéir, nul ne voulait

commander. On vit des généraux contraints d'accepter le titre de général en chef (Meunier), se refuser à donner aucun ordre, même au cœur des batailles. Ce mélange de terreur et de patriotisme donna à cette armée un tempérament qui la distingua longtemps de toutes les autres. On y regardait l'avancement comme une calamité. L'ambition y était si bien extirpée, qu'elle y paraissait tout à la fois un vice et une extravagance.

Cette armée était composée, pour les deux tiers, de volontaires. Partis pour défendre le territoire, nul péril ne les arrêta, aussi longtemps qu'ils sentirent la France sous leurs pieds. Mais lorsqu'ils eurent touché les bords du Rhin, leur tâche sacrée leur parut accomplie. Par delà, ils ne virent que l'esprit de domination et de conquête, et ils refusèrent d'aller plus loin, craignant de servir les desseins d'un maître, et non plus les intérêts de la cause pour laquelle ils s'étaient armés. Leur répugnance fut telle à franchir ces frontières redoutables, qu'on dut la respecter. Et ne croyez pas que, dans ce refus de porter plus loin la guerre, il n'y eût que de la lassitude et le désir de revoir leurs foyers. Chez un grand nombre, il y eut aussi cet instinct que la vraie gloire est dans la justice, qu'en poursuivant de loin, dans les plaines d'Allemagne, un fantôme de bruit, on risquait de perdre les biens réels que l'on venait d'acquérir.

Ainsi l'armée du Rhin s'imposa le frein elle-même ; elle se bride, craignant qu'on n'abuse de sa victoire. Exemple unique de modération dans l'histoire militaire. Et qui oserait dire aujourd'hui qu'il n'eût pas mieux valu cent fois pour la postérité que cet instinct de justice eût prévalu dans tous, et que cette borne, un moment respectée, n'eût pas été franchie ?

III

LES TRAHISONS MILITAIRES. — PICHEGRU

Deux fois, dans la campagne suivante, l'armée de Sambre-et-Meuse arrive trop tard pour faire sa jonction avec celle du Rhin. Celle-ci, livrée à elle seule, est forcée dans ses lignes, qu'elle abandonne. Après la bataille de Pfrim, un armistice est conclu. Qui eût cru que c'était là le plus grand danger pour cette armée ? Son propre général entreprend de la détruire dans cette fausse paix.

Les lignes de Mayence forcées par les Autrichiens, Manheim repris par eux, le Palatinat abandonné, ce n'était pas assez de désastres. Pichegru enferme son armée de Rhin-et-Moselle dans des cantonnements homicides pour l'affamer, la ruiner, la désespérer, la pousser ainsi à la révolte contre la République ou encore pour la livrer sans défense à la première démonstration de l'ennemi.

Il avait beau dire qu'il ne voulait pas être le second tome de Dumouriez. Il le fut néanmoins avec un degré de noirceur de plus. Seulement il garda mieux son secret, qui ne lui échappa que

par la faute du prince de Condé, et par un hasard de fortune auquel il était difficile de parer : les papiers qui renfermaient les preuves de sa trahison furent saisis dans un fourgon dont Moreau s'empara. Appeler l'armée autrichienne et les corps d'émigrés sur la rive gauche du Rhin, faire battre volontairement ses troupes, les mater à force de défaites, profiter de leur découragement pour les corrompre, par des distributions de vin et d'argent, les entraîner à marcher de concert avec les Autrichiens contre la France républicaine, pénétrer avec cette masse dans Paris, disperser les assemblées, proclamer la contre-révolution avec la monarchie des Bourbons, tel était le système. Le général croit pouvoir faire de ses soldats tout ce qu'il veut. « La royauté, disait-il, est pour eux dans une bouteille de vin. » Par cette entreprise, Pichegru ne réussit qu'à excuser encore une fois, après Dumouriez, les sévérités exercées contre les généraux en chef. Au moment même où finissait la Convention, il prit soin de l'absoudre d'une partie de ses échafauds.

On a vu plus d'une fois des armées étouffer en un jour la liberté de leur pays, et y substituer l'esclavage. En se proposant ce but, Pichegru a tenté une chose qui a été exécutée par beaucoup d'autres, sans qu'ils aient été châtiés par la conscience générale. Mais ces révolutions militaires

s'accomplissaient sans le concours des armées étrangères. Pichegru voulut quelque chose de plus ; il voulut tourner contre son pays les armes de ses soldats, de concert avec l'ennemi ; ce qui jusqu'ici n'a réussi à personne. Les yeux sont trop ouverts ; la vue, le voisinage de l'ennemi retiendront toujours les troupes dans le devoir. C'est loin des frontières, à l'intérieur, dans l'oisiveté de la paix, et non pas en face des bivacs étrangers, que de pareils projets ont chance de réussir, je ne dis pas seulement avec impunité, mais avec une certaine gloire, puisqu'il est si facile de couvrir de ce mot les plus mauvaises actions, dès qu'elles ont réussi. Le projet de Pichegru était en soi si mal conçu, que beaucoup d'habiles gens l'ont soupçonné de n'avoir pas été sérieux. Suivant eux, ce n'était qu'un moyen de se faire acheter par le prince de Condé et par les Anglais. Mais tout ce qui a suivi a montré que la haine de la liberté et des choses nouvelles y entrait pour une aussi grande part.

Au reste, plus on suit sa trahison, plus elle étonne par le sang-froid, la persévérance, l'audace souterraine, les mille replis qui s'engendrent l'un l'autre. D'abord, il veut détruire son armée par le feu ennemi et par la famine dans les cantonnements. Plus tard, quand le commandement lui est ôté, il ne se décourage pas. Il s'établit auprès de

son successeur Moreau pour le perdre par ses conseils. Il réunit à sa table les généraux fidèles à la République et les espions de Wurmser ; et tout cela, au milieu d'éclats de rire à la Iago, sur un fond incroyable de dissimulation et de taciturnité. Il établit un *bureau d'espionnage* autour de Moreau et de Desaix. Après chaque affaire, il fait dire au général autrichien où ses coups ont porté, où il convient de redoubler, tantôt caché, enterré dans ses piéges, tantôt hardi, téméraire jusqu'à la folie.

Ses secrets étaient déjà surpris, qu'il continuait encore de présider en taciturne le conseil des Cinq-Cents. Cette confiance ne s'explique que parce qu'il comptait assez sur l'aveuglement ou la complaisance de la Réaction pour lui faire voir tout ce qu'il voudrait, et s'en faire un complice. Au moins est-il sûr qu'il aurait continué impunément sa trame infernale, si le Directoire n'eût pris le parti de l'arrêter. Car Moreau, Desaix, Régnier connaissaient sa trahison ; ils n'en dirent rien qu'après sa déportation, soit reconnaissance pour d'anciens services, soit crainte de ternir leurs armes, en montrant dans leur rang un si grand coupable.

Je m'étonne que des hommes qui risquaient, comme Dumouriez et Pichegru, un si gros jeu, n'aient pas été tentés de jouer pour leur compte,

et de se proclamer eux-mêmes. Ils ne goûtèrent qu'une ambition, disons mieux, un crime de second ordre, et ne songèrent jamais à se porter sur le pavois ; ce qui ne leur eût pas été plus difficile, en 1793 et 1795, que de rappeler les Bourbons.

Quel si grand mal avaient donc fait à Pichegru la Révolution et la République ? Il était fils d'un vigneron d'Arbois ; sans la Révolution il restait à la glèbe. La République le combla, elle le prit maître d'école et le fit général d'armée ; elle lui donna une gloire longtemps sans rivale. Quand elle lui eut tout donné, Pichegru n'eut qu'une pensée, la détruire : il se fait son ennemi implacable. De gaieté de cœur, ce plébéien au pinacle n'aspire qu'à renverser les plébéiens. Il joue sa fortune pour le plaisir de rétablir l'ancien régime avec la royauté féodale de Coblentz.

A cette entreprise il met l'obstination sournoise, la ruse, le silence, que le paysan met à tout ce qu'il convoite.

Chose remarquable ! nous n'avons pu avoir de Marius en France. Nos paysans d'Arpinum, dès qu'ils ont eu la renommée ou la puissance militaire entre leurs mains, ont singé l'aristocratie de Sylla.

IV

EN QUOI LA RETRAITE DE MOREAU FUT UN TRIOMPHE

Moreau, à son arrivée en 1796 à Strasbourg, voyant le dénûment des troupes, ne put se défendre d'une inquiétude qui risquait de paralyser tous ses projets. Desaix le rassura ; il lui dit qu'avec l'armée qu'il allait commander, sans solde, sans équipements, nue, misérable, il pouvait tout entreprendre, qu'elle ferait aisément l'impossible ; d'ailleurs, si elle avait des revers, elle s'en tirerait d'elle-même. Sous ces auspices s'ouvre la campagne de 1796.

Les Français franchissent la frontière sous Jourdan et Moreau, et s'enfoncent au cœur de l'Allemagne et de l'Autriche. C'était là encore une guerre défensive, puisqu'il s'agissait non pas de conquérir, mais de porter la guerre chez l'ennemi pour l'obliger de lâcher prise sur notre propre territoire. Au fond, cette première guerre lointaine sur la Vistritz, le Danube, le Lech, l'Ilm, n'était en réalité qu'un suprême effort pour nous dégager sur le Rhin.

L'armée de Jourdan et celle de Moreau, parties l'une de Düsseldorf, l'autre de Strasbourg, étaient si éloignées à leur base, qu'elles pouvaient difficilement se joindre ; il aurait fallu que les deux généraux eussent désiré cette jonction par-dessus tout ; au contraire, chacun craignait, par la réunion des deux armées, une diminution d'autorité ou de gloire.

D'ailleurs la campagne de 1796 paraît comme une menace au cœur de l'Europe, et cela suffisait au génie d'une république. C'était assez de se montrer si loin impunément sur le Danube. Qu'avait-elle besoin de conquérir? Voilà pourquoi la retraite de Moreau lui compta pour une victoire. C'en était une, en effet, que d'avoir montré l'armée républicaine à travers les montagnes Noires, sur le haut Necker, à Stuttgard, à Neresheim, deux fois sur le Danube, et aux portes de Munich, pour la détourner ensuite par Augsbourg, Ulm, sur l'Iller, l'appuyer au lac de Constance, aux gorges qu'on jugeait infranchissables du val d'Enfer, et la ramener à Huningue, derrière le Rhin qu'elle avait passé à Strasbourg.

Les contemporains regardèrent cette retraite comme une marche triomphale à travers les ennemis qui ne purent l'entraver. Nulle part ce ne fut une prise d'occupation. Peut-être est-ce la seule

armée qui dans une si grande campagne soit restée absolument la même dans la victoire et dans les revers, et qui ait montré autant de résolution et de fierté en se retirant qu'en marchant en avant. Le patriotisme, l'âme d'airain de ces armées expliquent seuls ce prodige militaire que l'on n'a revu dans aucune de nos guerres.

En réalité, ce fut l'apparition du génie de la nouvelle République à des contrées éloignées qui en doutaient encore. Et qu'était-il besoin de s'imposer en maîtres à des peuples si reculés ? N'était-ce pas assez de se montrer à la Bavière et aux cercles d'Autriche ? On n'avait pas alors attiré contre soi la passion de vengeance des peuples envahis. Ils avaient osé attaquer le territoire de la France ; la France républicaine les châtiait, en parcourant, au mépris de l'archiduc Charles, les États héréditaires de l'Autriche ; puis, contente de ces représailles, elle revenait dans ses foyers. Voilà une expédition essentiellement conforme à l'esprit républicain.

Plus tard, on rentrera, en 1805, sur les pas de la République, à Augsbourg et à Ulm ; on verra des journée plus éclatantes, faites davantage pour éblouir, et qui pourtant devront finir par des retraites plus précipitées. On recueillera plus de butin, on portera plus haut ce qui s'appelle la gloire ; mais je doute, malgré cela, qu'on revoie un spectacle plus

grand, mieux fait pour honorer à jamais une nation que celui que présenta l'armée, lorsqu'au retour de la campagne de 1796 elle défila sur le pont d'Huningue. Elle n'était pas chargée de trophées, de décorations, de titres féodaux, de blasons d'anoblis. Les hommes exténués par six mois de bivac ; plus d'habillement militaire, ni de chaussure ; nul autre vestige d'uniforme que la buffleterie ; nulle défense contre le froid et la pluie que des haillons de paysans ; les pieds nus, la tête nue, protégés seulement par des fusils et des sabres ; mais dans cette nudité, une démarche imposante, des regards fiers et même farouches, un aspect plus martial qu'après aucune victoire ; une âme de fer, qui défiait la fortune ; jamais vertu militaire n'avait été portée plus loin ; dans chacun de ces soldats était un citoyen. Ils avaient réalisé la cité dans les camps.

Lorsque pour la première fois se montra à cette armée un général de l'armée d'Italie, chamarré d'or jusque sur ses bottes, ce fut une stupéfaction universelle. Les soldats demi-nus de Rhin-et-Moselle accouraient comme à un spectacle sur les pas d'Augereau ; mais de la surprise on devait passer trop vite au désir d'imiter une si belle merveille.

LIVRE VINGT-DEUXIÈME

LE DIRECTOIRE

I

EN QUOI CONSISTAIT LA CORRUPTION SOUS LE DIRECTOIRE

Après avoir tremblé sous la Convention, les hommes prirent leur revanche sur le Directoire. Le premier gouvernement qui renonça à faire peur, on le méprisa. C'est là le sens de la faiblesse du gouvernement directorial. Il eût rassemblé en lui toutes les vertus qu'il n'eût pas évité le dédain public, par cela seulement qu'il crut d'abord pouvoir se passer de la crainte.

Les peuples habitués à être régis par elle, quand ils rencontrent un pouvoir qui leur permet de le regarder en face et même de le discuter, commencent infailliblement par le prendre en pitié. Car ils ne peuvent se figurer que cette modération à leur égard ne vient pas de faiblesse. Dès qu'ils ont cessé de trembler, ils se persuadent que c'est le

gouvernement qui a peur d'eux et, n'ayant plus à le redouter, ils le méprisent.

D'un autre côté, tout ce qui a été comprimé chez eux par un pouvoir fort est impatient d'éclater ; ils se vengent du régime violent qu'ils ont subi sans murmurer sur le premier régime tempéré qui les autorise à se plaindre. Plus ils ont été obséquieux envers le premier, plus ils sont exigeants envers le second. Tout ce qu'ils ont souffert de l'un, ils le reprochent à l'autre.

Le Directoire, accordant le premier la liberté et la parole à des hommes mourant de peur, ne pouvait guère manquer de devenir le bouc émissaire de la Révolution. C'est l'histoire de Soderini à Florence, après un long règne de terreur. Tout le monde lui fit expier ce que l'on avait subi de ses prédécesseurs sans se plaindre ou même avec complaisance.

Même les terroristes, en qui on avait honoré une fermeté héroïque, dès qu'ils eurent quitté la hache, on ne voulut plus voir en eux que de la faiblesse ou de l'impuissance. Carnot n'était plus l'organisateur de la victoire, mais la dupe de la Terreur ; lui-même se livrait par ces mots : « La France a en horreur l'époque de la Convention. »

Les langues qui s'étaient tues en 1793 se mirent aussitôt à railler, insulter, vilipender le premier gouvernement qui les délia. Conjuration presque

universelle qui rendait inévitable la chute violente du Directoire. Les langues préparaient ce que devait achever l'épée de Bonaparte.

En soixante et dix ans, on peut compter trois gouvernements qui, à des degrés divers, ont essayé de donner la liberté aux Français, le Directoire, la monarchie de 1830, la république de 1848. Il est à remarquer que ces trois gouvernements n'ont guère recueilli que l'insulte des contemporains et le dédain de la postérité. L'injure et à la fois le mépris les ont si aisément accablés, qu'ils ont fini par être renversés sans pouvoir opposer de résistance. Ce sont les seuls qui soient tombés presque sans combat.

Celui qui ira au fond de ces expériences, verra que ce qu'il y a de plus difficile au monde est de faire passer un peuple du régime de la crainte au régime de la liberté ; et, pour ce qui touche les Français, il conclura que si le premier point est de la leur rendre, le second, et incontestablement le plus grave, est d'empêcher qu'ils ne la méprisent.

Les révolutionnaires, depuis la Constituante jusqu'à la Convention, avaient osé prendre en tout l'initiative. Ils avaient assumé sur eux la responsabilité des choses nouvelles.

Chez les hommes qui ont survécu, l'âme est moins haute. Ne pas engager leur responsabilité, est le premier de leurs principes. Mais ce n'est pas

avec cette pusillanimité de cœur que se fondent les États. Les deux conseils des Anciens et des Cinq-Cents étaient remplis de cette sorte d'hommes. « Nous devions, disaient-ils, être bien heureux d'avoir la paix. » Qu'est-ce que cette paix sans les résultats pour lesquels on a combattu ?

Si, au XVI^e^ siècle, les auteurs de la Réforme eussent dit : « Après tant de luttes à outrance contre la vieille Église, tant de sang versé, nous sommes trop heureux d'avoir la paix et de rentrer à ce prix dans le catholicisme, que nous avons mis un demi-siècle à combattre ! » ce raisonnement eût été, en partie, celui des modérés sous le Directoire.

Supposez encore que les Réformateurs du XVI^e^ siècle, voyant combien était lourde la tâche de régénérer la conscience humaine, y eussent renoncé, et qu'ils fussent rentrés sous l'ancien joug silencieusement et volontairement, à condition toutefois de conserver les positions matérielles acquises, fortunes subites, ventes, achats, transferts de biens, la révolution morale, intellectuelle, eût avorté. Pour obtenir la paix, on eût renoncé à toutes les espérances pour lesquelles on l'avait rompue. L'humanité eût été fraudée. Et quelle démoralisation s'en serait suivie ! Ce moment de reniement eût engendré pour le monde un siècle de honte et de cynisme.

C'est précisément en cela que consiste la re-

nommée de corruption du Directoire. N'en cherchez la cause, ni dans la vie dissolue de Barras, ni dans l'avarice de Sieyès. Cette corruption descend de plus haut ; elle réside tout entière dans le reniement de chaque jour. Une révolution magnanime qui commence à se renier, une immense faillite de serments et de promesses, là est le principe de toutes les chutes ; on ne s'estime plus assez. On s'est engagé pour le monde, et l'on commence à se dégoûter de cet engagement pris à la face de la terre. Tel a donné sa parole de régénérer l'univers, et voit combien la régénération de soi-même est difficile et coûteuse. Qu'il serait plus commode d'y renoncer ! Quand on s'est fait cet aveu, toutes les barrières sont levées, la corruption contenue déborde. C'est le moment où une nation perd la pudeur. Qu'est-ce après cela que la servitude ? Vous en avez goûté la lie par avance. Raison principale pour laquelle l'accusation de corruption pèse sur l'époque du Directoire et se confond avec lui.

Avant de tenter une révolution, peuples, sondez vos reins ; car le mal que vous faites aux hommes, en abandonnant la cause dont vous êtes chargés, ce mal-là est aussi grand que tous les biens qu'une révolution peut amener avec elle. Il détruit la foi, la vie ; ainsi se consomment les grandes chutes dans l'histoire.

Un peuple qui se renie, après avoir pris sur lui l'affaire de tous les autres, il n'est rien de pis au monde. Premier terme des époques de corruption : l'exemple d'un État devient la loi de tous ; et la honte d'un seul, la honte de l'espèce humaine.

Si le cœur vous manque, tout ce que vous avez tenté pour régénérer les hommes ne sert qu'à les dépraver. Le spectacle de la faiblesse de cœur, donné de si haut, est fait pour pervertir l'univers entier.

En sortant de la Terreur, on se mit à jouir avec une folle ardeur du plaisir de n'avoir plus peur ; on se précipitait sur les pas de madame Tallien, de madame Récamier, avide de beauté, de fêtes, de tout ce qui brillait. Des écrivains sérieux voient dans cette ardeur de fêtes la preuve du désespoir de la France. Mais quoi ! il fallait accuser le Directoire même des joies qui naissaient après des temps d'épouvante.

La France, depuis 1796, rentre dans la légèreté, la frivolité, comme dans sa nature propre qu'elle avait dépouillée par surprise et par force. Chacun jouissait avec exaltation de ce qu'il avait conservé, avec inquiétude de ce qu'il avait acquis ; surtout on évitait de prévoir.

En donnant carrière à toutes ses convoitises privées, il semblait qu'on rentrât en possession de soi-même et qu'on exerçât la seule liberté que l'on

tînt à conserver. Avouons cependant qu'entre cette corruption et celle que nous avons vue depuis, il y a une grande différence.

En dépit des prétentions nouvelles, la vie était restée simple. Les prodiges de luxe dont on nous parle en 1797 seraient aujourd'hui un véritable dénûment. Les âmes revenaient de toutes parts à la mollesse ; mais les choses ne s'y prêtaient pas encore ; il y avait dans la pauvreté de tous un obstacle qui retenait les hommes à moitié chemin sur la pente de leurs vices.

On avait le désir effréné d'en finir avec la conscience ; mais il n'était pas toujours facile d'y réussir. Une société encore bouleversée où chacun avait peine à retrouver ses habitudes, ses aises, ses goûts, obligeait les hommes de mêler à leurs plus molles passions quelques restes ou quelques semblants d'énergie. Il y avait forcément de la simplicité dans leur luxe, de la frugalité dans leur intempérance, de la médiocrité dans leurs déprédations, et un reste d'épouvante dans le plaisir. On recherchait l'amusement avec fureur, mais on sortait à peine de la tragédie.

D'ailleurs les âmes si puissamment ébranlées n'étaient pas mortes ; elles restaient capables de curiosité, de passions, d'aventures ; elles n'étaient pas ensevelies sous une société toute matérielle.

Ce que l'on retrouva d'abord c'est l'esprit ; il fut

le point commun où les Français sortis de factions opposées se reconnurent en souriant. Au milieu des ruines, il resta un trépied pour Delphine.

Le langage ordinaire, sans doute, était exagéré. Mais souvent cette exagération couvrait d'un voile la laideur des pensées. Quand les hommes, après avoir perdu l'estime d'eux-mêmes, abaissent leur langage à leur niveau et qu'ils renoncent à se déguiser sous les mots, la vérité ne gagne rien à ce cynisme. Nous avons appris qu'on peut tout à la fois manquer de franchise et de pudeur.

La corruption sous le Directoire était intempérante et comme à la surface des âmes. Mais elle était sans art; on ignorait qu'elle pût devenir science.

Cette époque est la seule où les Français aient connu l'égalité dans les mœurs. Les émigrés, rentrés obscurément, avaient laissé leurs titres à la frontière. Cachés dans les rangs de la société nouvelle, ils effaçaient eux-mêmes les traces de leur passé. La morgue avait disparu. Elle ne revint que lorsqu'ils virent les hommes nouveaux contrefaire l'ancienne noblesse et singer ses blasons. Alors les anciens nobles sentirent que dans la vie sociale le droit de dédaigner vivait encore; ils le reconquirent.

Des historiens font un crime et un ridicule au Directoire de ce qu'il assistait aux fêtes de la Répu-

blique et en célébrait l'anniversaire. Fallait-il donc que le gouvernement républicain revînt déjà aux fêtes de la monarchie ?

Tout se tournait contre lui. S'il adoucissait dans l'application la sévérité des lois, c'était une indigne faiblesse ; s'il était sévère, c'était pis que la Terreur ; s'il n'atteignait pas tous ceux qu'il poursuivait, c'était ineptie ; s'il voulait administrer, tyrannie ; s'il laissait les citoyens intervenir dans leurs affaires, incapacité ; si la France s'amusait, désespoir. Et ces accusations s'amassaient à la fois sur la tête de cinq hommes, La Réveillère-Lepaux, Rewbel, Letourneur, Barras, Carnot. En vain faisaient-ils place à d'autres. Le même cri poursuivait des hommes qui différaient en tout. Ils avaient beau changer, la même haine s'attachait à eux comme s'ils n'étaient qu'une seule et même personne. Actifs, c'étaient des despotes ; modestes, des hommes vulgaires. Ce que l'on condamnait en eux, ce n'était ni leurs personnes ni leurs actions : c'était le système de gouvernement qu'ils représentaient ; et comme toute accusation était d'avance admise contre eux, toute voie semblait bonne pour rentrer dans la vieille dépendance à laquelle on demandait seulement de changer de nom.

Ceux du Directoire que l'injure épargnait, on les tuait par le ridicule. Un homme de bien, La Réveillère-Lepaux, avait eu la pensée qu'il pouvait

se trouver, en dehors du catholicisme, une règle morale, religieuse. La moquerie en fit justice, les uns l'attaquant au nom de la foi, les autres au nom de l'incrédulité ; quiconque tenterait de réhabiliter aujourd'hui cette mémoire se perdrait sans la sauver.

Les royalistes chouannaient ; ils excitaient partout le désordre, et ils accusaient le Directoire de ne pas savoir assurer l'ordre qu'ils s'acharnaient à détruire. Ainsi ce que l'on condamnait en lui, ce n'était pas seulement ses fautes, c'étaient les attentats de ses adversaires. Outre ses vices, on le chargeait des vices de la nation entière. Je vois, par les correspondances intimes des généraux, que les conscrits désertaient en grand nombre ; ce qui augmentait le mal, les administrations locales, toutes hostiles au Directoire, prenaient les déserteurs sous leur protection. Cela n'empêchait pas les ennemis du Directoire de l'accuser de ces désertions qu'ils excitaient et favorisaient eux-mêmes, tant il semblait que tout moyen fût légitime pour l'attaquer et le détruire.

C'est que les crimes du Directoire étaient renfermés dans ce seul crime irrémissible : il voulait encore la République, quand un grand nombre d'hommes fatigués, usés, n'en voulaient plus. Il était la tête du système républicain ; tous les coups devaient être dirigés contre lui ; on se vengeait

sur lui de la peur qu'on avait éprouvée par d'autres.

Assurément, une partie des modérés contre-révolutionnaires ne se rendaient pas compte qu'au bout de leurs opinions était l'extrême servitude. Mais elle y était en réalité. Car on oublie trop chez nous que les formes politiques ne sont pas en nombre infini. Pour ceux qui rejetaient la République, il ne restait plus en fait que la restauration des Bourbons, ou le pouvoir militaire, et, dans tous les cas, le despotisme. La République renversée, il fallait mettre le frein aux républicains, trop dangereux si on les eût laissés dans le droit commun. Royauté ancienne ou nouvelle exigeait, pour s'établir, le pouvoir absolu. C'est ainsi que, dès que l'on sortait de la démocratie, on rentrait de toutes parts dans l'ancien régime politique.

Dans une réaction, il n'est rien de plus important que le nom que vous vous donnez. Bien choisi, il fait la moitié de votre victoire. Les contre-révolutionnaires prirent tantôt celui de modérés, tantôt celui de constitutionnels ; ils ne pouvaient mieux faire. Celui de modérés permettait, surtout, sous son abri, toutes les haines, toutes les représailles, et même toutes les atrocités. Les « honnêtes gens, » avides de meurtres légaux, s'en couvrirent. Pour mieux détruire sans danger la

constitution, Suard, Fontanes, se disaient les premiers alliés de la constitution. Voilà le commencement de la dépravation véritable ; on ne combat plus à armes franches ; chaque mot est une fraude.

Les républicains gardaient le nom de républicains ; par là ils ne se ménageaient ni déguisements, ni retraites. Aussi ce parti diminua-t-il de jour en jour ; c'était se compromettre avec le lendemain que de porter ce nom. Bientôt il devint un embarras, en attendant d'être une cause de persécutions et de ruine.

II

LA NATION SE REFUSE A SE GOUVERNER ELLE-MÊME. LA DÉCENTRALISATION

Il est vrai que l'administration, telle qu'on l'a connue plus tard, n'existant pas, les individus se trouvèrent chargés du soin de veiller eux-mêmes à leurs intérêts, situation qui eût pu être propice à l'établissement des libertés individuelles et communales. Mais cette occasion de s'affranchir de la tutelle de l'État ne servit qu'à exciter un nouveau cri contre le Directoire.

Pourquoi laissait-il aux individus, aux communes, une si grande indépendance ? Il ne gouvernait pas, puisque l'on ne sentait pas la main du pouvoir dans toute affaire privée, et que chacun était tenu de prendre lui-même sa part d'initiative dans son village ou dans son bourg ; il faudrait donc, désormais, s'occuper soi-même des intérêts les plus immédiats ? Il ne suffisait plus de s'en remettre du soin de chaque chose à une autorité lointaine, irresponsable. Et qu'est-ce que cela, sinon l'anarchie administrative ajoutée à l'anarchie dans le gouvernement ?

Voilà la plainte universelle qui s'élève de chaque point du territoire ; la centralisation de l'ancien régime est déjà réclamée de toutes parts. Et cette portion de liberté, que les institutions nouvelles ou la faiblesse de l'autorité ou l'occasion abandonnent aux individus et aux communes, apparaît comme un chaos stérile, d'où personne ne voit rien surgir. Si le gouvernement manque à la nation, la nation manque bien plus à son gouvernement, puisqu'en toutes choses elle ne voit pour remède que de s'effacer sous la volonté d'autrui. Elle avait été transportée violemment d'un rivage sur un autre rivage, de la région de l'obéissance absolue à la région de la liberté ; mais dans ce bouleversement elle n'avait pas changé de tempérament, et elle ne savait encore respirer et vivre dans ces conditions trop nouvelles.

Ne voulant pas rentrer dans le passé, et n'apercevant pas encore d'issue vers un autre genre de dépendance, elle n'avait foi ni dans son gouvernement, ni dans elle-même. Le sentiment de l'impuissance envahissait de plus en plus les esprits. Qui croirait que vingt millions d'hommes se laissaient chouanner, d'un bout à l'autre du territoire, les bras croisés, sans que personne s'avisât de se défendre « en l'absence des Autorités » ?

Déjà chacun était las de se gouverner lui-même et aspirait à se démettre. Il semblait qu'on serait délivré d'un fardeau insupportable dès que l'on serait rentré en tutelle, dans la politique, sous un maître ; dans les affaires, sous la centralisation ; dans la conduite de soi-même et dans son for intérieur, sous le catholicisme. Le despotisme rentrait de toutes parts dans les cœurs, longtemps avant que le despote eût paru.

Même aujourd'hui encore, nous repoussons l'évidence. Il est un point sur lequel la Constituante et la Convention se sont pleinement accordées, et qui semblait acquis à la conscience publique. Elles ont voulu, l'une et l'autre, renouveler la vieille France, en la décentralisant par des administrations municipales, dont la garantie était l'élection à bref délai par le peuple. Le système administratif des intendants de la vieille monarchie était renversé par cette diffusion de la vie publique à chaque point du territoire, et par ces tribunes rurales établies dans le moindre canton.

Montagnards[1] et Girondins avaient également

[1] Les lignes suivantes disent assez que la pensée de décentraliser n'était pas étrangère à la tradition des Montagnards.

« Il a manqué trois choses au maintien de la République : 1° les législateurs ne donnèrent point d'institutions au peuple et formèrent une République avec les débris d'une vieille monarchie, toute composée de vices, de préjugés, de haines et de despotisme ; 2° ils ne lui donnèrent aucune garantie ni dans la force armée des citoyens, ni dans une magistrature spéciale,

vu le salut de la République dans le développement de la commune. Mais ce legs de la Révolution fut abandonné comme beaucoup d'autres. Le temps manqua pour que la restauration communale, qui est au fond des constitutions de 1791, de 1793 et de 1795, entrât profondément dans les esprits et dans les choses. La trace s'en effaça, au premier ordre de Napoléon ; et c'est sans doute la cause des préjugés tenaces par lesquels tant d'hommes, chez nous, confondent encore la Révolution, qui a appelé les communes à la vie, avec la centralisation impériale qui les a anéanties.

ni *dans l'intérêt permanent des communes ;* 3° ils donnèrent la direction des affaires à des hommes en discrédit, au lieu de la confier à la vertu. C'était tout perdre. » Mémoires inédits de Baudot.

III

PROGRÈS DU MILITARISME DEPUIS LA CONVENTION

Par quelle suite de sentiments ont passé les volontaires de 1792 pour devenir les hommes de 1800 ? On ne répond à cette question qu'en suivant leurs correspondances privées. D'abord, tout à la nation, certains que rien n'est impossible, ils jettent le cri du « Ça ira » jusque sur les glaciers des Alpes. La Terreur venue, les plus intrépides des hommes n'osent regarder en arrière vers l'intérieur. L'ennemi seul occupe les yeux. On ne veut voir que devant soi ; le reste, on veut l'oublier ou l'ignorer ; puis, la grande crise passée, le danger surmonté, vient une prompte lassitude de gloire, le mépris de tout ce qui n'est pas l'armée. Le volontaire, devenu général, ne se soucie plus que du jugement du militaire. Là est son univers. Tout ce qui est en dehors disparaît. L'armée devient le tout, et dans l'armée on ne voit que le général en chef. Quand ce pas aura été fait, il ne restera plus rien du citoyen. La profession absorbe l'homme, le militaire absorbe le héros.

Vers le même temps, Joubert écrivait d'Italie : « La lâcheté et l'absence de principes que je vois professer à tous ceux qui viennent de France. » Par ces lignes, il est clair que l'armée, qui ne connaissait pas le travail de dissolution morale de l'intérieur, se maintenait dans ses opinions républicaines, quand déjà elles étaient minées au dedans. Mais il est contraire à la nature des choses que les principes de liberté se sauvent dans les camps. Si cela arrive, ce ne peut être que pour un jour. D'ailleurs, ce qu'on appelait, dans les camps, la Révolution, était déjà, pour un grand nombre, le grade, la crainte de le perdre, l'espérance d'en acquérir un nouveau.

Cependant, les propositions d'usurper viennent presque toutes de l'intérieur. Tandis que Joubert s'étonnait encore d'être général en chef, son père, petit juge de bailliage à Pont-de-Vaux, le gourmande incessamment de ce trop de modestie. Il n'est aucune position, même la toute-puissance, dictature, souveraineté, que ce petit juge ne rêve pour son fils. Qui s'attendrait à cette royale ambition dans ce ver de terre? La bourgeoisie, ne voyant plus d'obstacle devant elle, eut un moment la haute ambition de gouverner l'État : moment d'orgueil qui semblait devoir enfanter une classe digne de commander. Ces grandes visées furent bientôt rabattues quand un seul s'éleva et prit

la place des autres. La fierté de tous tomba en un instant, la vanité seule surnagea comme par le passé. Officiers et généraux rentraient en France républicains, ils en sortaient despotes. Ainsi la nation de 1797 à 1800 corrompait l'armée et l'armée se substituait à la nation. Telle fut l'histoire militaire des trois dernières années du siècle.

C'est alors que les généraux prennent sur le Directoire une revanche éclatante de leur obéissance au Comité de salut public. Au lieu de l'homme de parti, le militaire paraît avec toutes ses prétentions croissantes chaque jour ; il s'indigne d'obéir à autre chose qu'à l'épée. Comment, en si peu de temps, ces mêmes officiers, volontaires de 1792, si souples hier encore sous la Convention, qui refusaient tout avancement et ne s'en croyaient pas dignes, deviennent-ils maintenant les plus exigeants des hommes? Le Directoire veut-il administrer par des agents civils les pays conquis, la Hollande, la Suisse, Naples, le Piémont, les militaires se soulèvent d'orgueil. C'était, disaient-ils, les déshonorer. Brune, Championnet, désobéissent ouvertement ; les meilleurs, tels que Joubert, deviennent intraitables. Aucun d'eux ne veut plus sentir en rien le frein de l'autorité civile. Que cela ressemble peu aux armées romaines de 1793! Tous ces roseaux de fer qui s'étaient pliés avec tant de complaisance sous la main de Saint-

Just, se relèvent insolemment sous celle de Merlin de Douai, de La Reveillère, de Rebwel, de Gohier ; probité, droiture, rien ne désarme la haine et le mépris. Lincoln, à leur place, en habit noir, avocat, bûcheron, batelier, grand citoyen, mais sans grade, sans épaulette, n'eût pas mieux conquis que les Directeurs le respect ou l'obéissance.

Un témoin oculaire m'a raconté que, dans la campagne de 1797, le général Bonaparte reprochait à Joubert de n'avoir pas exécuté un ordre qu'il disait lui avoir envoyé par un aide de camp. Celui-ci répondit, avec l'ancienne liberté républicaine, qu'il n'avait pas eu connaissance de cet ordre, qu'il n'avait pas été chargé de le porter. Bonaparte l'interrompit, et, se tournant vers Joubert : « Vous avez là, général, un aide de camp qui n'est pas militaire, il faut vous en défaire. » De ce jour, en effet, la carrière de cet officier fut brisée. Voilà le commencement du militarisme.

IV

LES PARVENUS DE LA RÉVOLUTION. EXPLOITATION DES BIENS NATIONAUX. — POURQUOI LA PROPRIÉTÉ EST INQUIÈTE

Quand Sylla et après lui César, Auguste, distribuèrent des terres à leurs partisans, quelle révolution s'ensuivit dans les esprits? Les propriétaires nouveaux ne contractèrent point, par la possession, l'esprit d'indépendance qui avait été le génie des anciens possesseurs, d'où était née la république. Au contraire, à peine entrés dans leurs domaines, les nouveaux maîtres n'eurent qu'une pensée, la crainte; ils eurent peur d'être dépossédés. Pour se garantir, ils se donnèrent, corps et âme, à quiconque leur promit la conservation de ces biens si rapidement acquis. Ainsi se forma le besoin d'un maître, c'est-à-dire l'empire. Il naquit de la distribution des mêmes biens qui, en d'autres mains, avaient entretenu si longtemps la passion de l'indépendance. La servitude eut pour cause ce qui avait été, pendant des siècles, le fondement de la liberté.

La distribution nouvelle des terres dans la Révolution française produisit à quelques égards

des effets semblables. Dans le court intervalle de 1791 à 1800, les possesseurs nouveaux ne prirent pas, par cette jouissance rapide, ce qui est ordinairement le caractère des propriétaires terriens, un esprit de fierté jalouse. En acquérant ces biens, ils acquirent un sentiment de crainte qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Ce fut la peur continuelle d'être dépouillés. Soit qu'ils doutassent injustement de la validité de leurs titres, soit qu'ayant vu déjà beaucoup de changements, ils s'attendissent à en voir de nouveaux, une chose est certaine : leur possession fut inquiète et tremblante.

Au lieu de prêter de la force au gouvernement, c'est du gouvernement qu'ils attendaient le droit de vivre. Loin de songer à limiter le pouvoir politique, ou à s'en emparer, ils conjuraient le pouvoir de leur donner la stabilité qui manquait à leurs origines.

D'où il arriva qu'ils demandèrent pour seule grâce, qu'on leur garantît, non la liberté, mais la propriété ; et comme un maître leur parut plus propre à cela qu'un gouvernement de discussion, ils appelèrent bientôt, dès 1799, et cherchèrent de tous côtés ce maître, auquel ils s'engageraient à obéir aveuglément, pourvu qu'il les couvrît de son épée contre les anciens possesseurs. Faut-il donc s'étonner si les biens nationaux, en passant à

d'autres mains, ne représentèrent plus les principes élevés et moraux de la Révolution ? Tout se réduisit à un point seul : conserver. La propriété, dont l'essence est de porter avec elle un sentiment de stabilité et de confiance en soi, produisit des sentiments tout opposés. Plus on se défiait de soi et de son établissement, plus on invoquait le secours d'une autorité puissante. Les détenteurs des biens nationaux ne respirèrent que lorsqu'ils virent au-dessus de leurs têtes un gouvernement despotique. Ils lui livrèrent les conquêtes morales de la Révolution en échange des conquêtes matérielles pour lesquelles on tremblait chaque jour et qui dès lors cessèrent de représenter aucune idée générale.

Dans la plupart des États, les gouvernements s'appuient sur les tenanciers du sol ; ici, c'étaient les tenanciers du sol qui devaient s'appuyer sur le gouvernement. Aussi ne le crut-on jamais assez fort, avant qu'il eût absorbé en lui toute la vie publique et privée. Cette distribution nouvelle de la propriété explique, de 1795 à 1800, l'impatience fébrile de se donner un maître ; car l'on n'attendit pas d'être ébloui par la gloire. Pichegru, Bernadotte, Moreau, Joubert, semblaient suffire. L'achat à vil prix des biens nationaux fut ainsi ce qu'avait été le *Donativum* dans les derniers temps de la république romaine, un lien entre les

propriétaires récents et le pouvoir quelconque qui leur garantirait la possession. Toute autre idée s'en effaça bientôt.

En 1799, on voyait déjà que les hommes nouveaux, enrichis peut-être trop subitement par la Révolution, avaient accepté le butin, sans aucun des principes magnanimes que cette révolution avait proclamés. Ils cherchaient des yeux le despotisme comme un refuge pour y abriter leur proie.

A la seconde génération se montra une chose plus extraordinaire : pour mieux cacher l'origine de leurs richesses, il arriva souvent que les petits-fils des acheteurs de biens nationaux se firent ardents royalistes. Dans les vieux manoirs que la Révolution leur avait abandonnés, ils hantèrent les vieilles idées. Quelques-uns semblèrent avoir acquis avec les biens des émigrés le fantôme de leurs opinions et de leurs croyances.

Pourquoi cette pusillanimité dans la propriété nouvellement conquise? Serait-ce que les propriétaires ne sentent pas derrière eux une longue suite d'aïeux qui représente le *genius loci*, l'immuable dieu Terme? Peut-être faut-il que la terre se confonde avec le berceau, pour que l'homme se sente lié à elle par un lien indestructible. Une possession nouvelle, née de la guerre civile, ne peut guère donner ce sentiment de sécurité qui plane au-des-

sus de tous les événements humains. Quand vous avez reçu le patrimoine de vos pères, vous êtes enraciné dans chaque arbre, dans chaque brin d'herbe, qui semble une partie de vous-même. Là est le vrai génie de la propriété, échange continu entre les objets et vous ; vous vivez dans les choses, elles vivent en vous ; comment pourriez-vous craindre qu'on vienne vous les arracher ?

Il paraît qu'il n'en est point ainsi quand la possession date d'hier. Au lieu du sentiment de l'irrévocable, c'est le contraire qu'elle inspire. Vous vous souvenez qu'hier la terre ne vous appartenait pas ; elle pourrait donc cesser de vous appartenir demain !

Il n'est pas au pouvoir des hommes de créer en un moment la sécurité que produit la tradition séculaire. Ils tremblent que la terre ne leur soit enlevée au premier souffle de la tempête. Ils n'ont point contracté avec le sol cette alliance intime, cette parenté mystérieuse qui fait, au contraire, que l'idée de la dépossession est la dernière à entrer dans l'esprit de celui qui, ayant reçu son patrimoine de ses pères ou de son propre travail, sent son droit enraciné de génération en génération dans les entrailles mêmes de la terre.

J'ai toujours vu les parvenus agités, tourmentés, et les nouveaux enrichis tremblants sur leurs richesses. Un souffle les leur a apportées, un souffle

ne peut-il pas les leur reprendre? Quelle cause perpétuelle de perplexité au moindre accident! Imaginez une société entière de parvenus, et dites, si vous le pouvez, jusqu'où la pusillanimité, le soupçon, la peur, s'étendront parmi eux.

Dans les États-Unis d'Amérique, la propriété est toute nouvelle, et elle ne produit pas ce sentiment d'instabilité. Au contraire, le pionnier des Montagnes-Rocheuses qui a défriché la forêt ou la savane se sent, dès la première heure, suzerain et détenteur inviolable du sol. Il ne craint rien, il n'a peur ni des hommes ni du sort. Pourquoi? C'est qu'il a fait lui-même la terre; avant lui, elle n'avait pas de maître. Il la tient de Dieu lui-même. Il ne craint pas qu'un maître plus ancien la lui reprenne; le travail crée chez lui la sécurité que la possession séculaire crée chez les aristocraties terriennes. Combien nous étions loin de cette confiance au commencement du siècle! Dès 1799, les paysans de France, toujours craignant qu'on ne leur enlevât la terre, ne comptaient plus que sur le général Bonaparte. Cette crainte aussi fera l'Empire.

Loin de s'occuper du bonheur commun, à la manière de Babeuf, quelques-uns des conventionnels de la Montagne, désabusés, repoussés de tout, cherchèrent à spéculer sur les biens nationaux. Dans le naufrage des grandes pensées ils s'attachèrent à cette planche; mais ceux-ci furent en

petit nombre ; ce ne sont pas les révolutionnaires qui s'enrichirent des dépouilles de la Révolution.

D'ailleurs, les biens nationaux étaient grevés de dettes. A mesure que le gouvernement les vendit, il acquitta les dettes des anciens possesseurs. De 1799 à 1815, les terres qui n'avaient pas été vendues revinrent à la noblesse affranchies de toutes charges ; plus tard, la Révolution rendit gorge par le milliard de l'indemnité. C'est tout au plus si l'État a retiré des biens nationaux des émigrés ce qu'il a payé aux créanciers des anciens propriétaires.

V

LE PREMIER SPECTRE ROUGE. — GRACCHUS BABEUF

Les journées de germinal, de prairial, avaient révélé l'impuissance de la foule. Rien ne fut plus amer pour les partis les plus violents que la découverte qu'ils venaient de faire. La Révolution n'avait pu réussir à former un peuple politique. L'œuvre de la Terreur était manquée, puisqu'au sortir des supplices, ce qui se montrait partout était une foule timide, tremblante, prête à renier ceux qui s'étaient livrés pour elle. Dans cette décadence rapide, la plupart des mobiles qui ébranlent les masses avaient déjà perdu leur puissance. Signe immanquable d'abâtardissement, le grand nombre répétait qu'il ne remuerait plus que pour un profit immédiat et palpable. Des trois termes de la Révolution, liberté, fraternité, égalité, les deux premiers n'exerçaient plus aucun prestige; le troisième seul avait gardé le sien.

Babeuf avait été arrêté après le 9 thermidor. Ces mots : « Du pain et la Constitution de 1793, » dernier écho de germinal et de prairial, arrivèrent

jusqu'à ses oreilles et furent pour lui et ses compagnons toute une révélation. Ils sentirent que, s'il restait un moyen de ranimer la masse abattue, muette, c'était de lui offrir une immense proie, telle qu'aucune n'eût été encore présentée à l'avidité d'une multitude affamée depuis quinze siècles.

Ainsi naquit le système de Babeuf. Il eut pour première cause le désespoir. Quelques révolutionnaires virent là un remède à la dégénération précoce des masses, chez lesquelles la misère physique se faisait d'autant mieux sentir que la nudité morale était entière. En Italie, le système communiste de Campanella était né dans les cachots, sous la terre, alors que, la liberté publique étant perdue, il ne restait plus rien à espérer de raisonnable. De même, l'utopie de Babeuf est née dans les prisons de la Réaction, loin de tout commerce avec la réalité, dans la solitude des cachots, alors que la force et la puissance s'éloignaient chaque jour des hommes de la Révolution, et que leur défaite devenait, à chaque moment, plus irrémédiable.

Ainsi qu'il arrive aux partis vaincus, quand le sentiment de leur désastre est porté au comble, les démocrates de germinal et de prairial an III jugèrent qu'ils n'avaient plus rien à compromettre; dès lors, ils se jetèrent à corps perdu dans les

chimères. A mesure que la terre leur échappait, ils s'élancèrent de sang-froid en pleine vision.

On vit une conspiration d'hommes qui s'accordaient à mettre immédiatement en pratique des idées telles que celles-ci : abolition de la propriété individuelle; distribution, par portion égale, des richesses ; plus de capitales, plus de grandes villes, mais seulement des villages et des hameaux ; chaque homme enchaîné à un genre de travail imposé; la jeunesse constamment campée aux frontières ; la France fermée aux étrangers. Et ce n'était pas simplement des théories d'avenir ; c'était un plan que l'on se proposait d'établir en quelques jours. La Constitution de 1793, dont on se couvrait, ne devait être qu'un moyen ou un prétexte pour arriver d'un bond à l'établissement définitif de la « société des Égaux ». « La faim, la sainte faim, » était prise pour étendard. Et ce qui serait sublime, si le bon sens n'était pas une condition de la grandeur, les conjurés, pour consommer de tels desseins et acheter la fortune, avaient réuni une somme de deux cent quarante francs.

Au moment où la police vint surprendre les conjurés, une voix s'écria qu'il s'agissait d'arrêter des voleurs. Le peuple n'en demanda pas davantage. Il resta indifférent au supplice de ces songeurs. La Révolution allait au désert. Le temps n'était pas encore venu où le mirage de la distri-

bution égale des richesses frapperait les esprits par la peur ou par l'espérance. Tous n'y virent alors que la convulsion suprême d'une cause perdue.

Babeuf se reconnaissait si peu dans Robespierre et Saint-Just, qu'il fut leur ennemi tant qu'ils vécurent. C'est seulement après leur mort qu'il s'appuya de leur popularité bien plus que de leur système. Lorsqu'il chercha dans leurs discours quelques précédents à ses doctrines, il ne put trouver que des mots vagues dont il se couvrit ; par exemple, celui de Saint-Just : « Le bonheur est une idée neuve en Europe. » Mais que le bonheur rêvé par Babeuf est déjà loin de celui de Saint-Just ! Ce n'est plus la frugalité qu'on promet aux soldats et au peuple, c'est l'abondance. Puis Babeuf a horreur de la liberté ; il porte aux nues la Terreur qu'il avait exécrée tant qu'elle avait duré. Cette histoire est celle de bien des gens.

Nul des Jacobins [1] de la Convention ne parais-

[1] « Jusqu'à l'apparition du livre de Buonarotti (1828), j'avais toujours pensé que la conspiration de Babeuf était une chimère créée, comme tant d'autres, par l'imagination du Directoire.

« J'ai dit plusieurs fois que la Convention nationale posa toujours en principe le respect des propriétés. Tout ce qui s'est éloigné de cette doctrine est postérieur à la Convention et en dehors d'elle. Lorsque l'ex-conventionnel Ricord se présenta aux sectateurs de Babeuf, son admission fut rejetée ; il fallut que Rossignol et Fyon fissent observer que, si l'on n'admettait pas des noms connus et aimés du peuple, ils ne pouvaient répondre de rien. Alors les scrupules cédèrent, et Ricord

sait à la hauteur des conceptions de Gracchus. S'il admit dans son secret Ricord et Drouet, ce fut pour s'aider de leurs noms, et surtout de leurs haines, contre le Directoire. Mais en se servant d'eux, Babeuf les tenait pour indignes. Après la victoire, il se promettait de livrer en masse tous les conventionnels survivants, affiliés ou non, au grand jugement du peuple. Jusque-là tous lui étaient suspects.

Jamais conspiration plus paperassière. Les conjurés croient refaire une nation avec des monceaux de petits écrits clandestins. Sur quoi je remarque combien une révolution matérielle, quand elle n'est plus vivifiée par une révolution morale, s'épuise vite, et manque complétement de substance. Que les masses du peuple, qui n'avaient rien à perdre, se sont promptement lassées de la Révolution, puisque, pour les y ramener et les rallier, il a fallu recourir à des moyens aussi désespérés que ceux des conjurés de l'an IV ! La nature humaine se fatiguait chez le peuple à voir le travail stérile des partis. Il se jugeait de plus en plus impuissant, et ne se fiait plus aux promesses qu'il devait garantir.

fut admis. Mais il fut arrêté que tous les membres de la Convention, même ceux de l'association, seraient, après le succès de la conspiration, soumis au grand jugement du peuple. Ces sectaires du « Bonheur commun » trouvaient que la Convention nationale n'avait pas assez fait. » Mémoires inédits de Baudot.

La Terreur avait cessé ; mais ses suites se montraient ; elle avait vieilli la nation en peu de temps. Si de pareils moyens étaient demeurés sans effet, que restait-il donc à entreprendre ? L'échafaud avait brisé les classes laborieuses autant que les autres ; car au spectacle de ces immenses sacrifices qui changeaient si peu l'ancienne nature des choses, le peuple perdit le plus grand bien qu'il eût acquis, l'espérance.

« Par la prédication de cette doctrine, dit Babeuf devant le tribunal de Vendôme qui allait le condamner à mort, j'ai voulu rattacher à la République le peuple de Paris fatigué de révolutions. » Ainsi, c'était un Eldorado qu'il s'agissait de faire briller aux yeux, après la Terreur. Le peuple peut bien être attiré un moment par le mirage dans le désert. Mais il ne tarde pas à se lasser de poursuivre ces ombres gigantesques. Elles ne laissent en lui qu'un vide démesuré, une impuissance d'espérer, qui le détachent de toute pensée d'avenir comme d'une embûche.

C'est un jeu trop dangereux de dépenser, sur une seule carte, l'imagination d'un peuple et de lui faire tout perdre après lui avoir fait tout posséder en rêve. Car après un si grand mécompte, il enveloppe dans le même mépris les vérités et les chimères. La force seule lui paraît respectable ; n'ayant plus rien à sauver, même un songe, il se

donne sans réserve à qui la possède un moment.

La conspiration et le nom de Babeuf doivent surtout être présentés comme un exemple du parti qu'un gouvernement peut tirer d'une conspiration obscure et de l'extravagance de quelques-uns pour enchaîner l'avenir. Quelles proportions démesurées le Directoire, et avec lui la Réaction, n'ont-ils pas données à cette conspiration ! Babeuf et son journal, voilà l'unique danger. Mais le passé de quinze siècles, la Vendée, Charette, Quiberon, Pichegru, le catholicisme renaissant et déjà acharné à se venger, la royauté sur le seuil, l'émigration, le despotisme, tout cela est oublié.

Des liasses d'écritures, un Catilina arrêté et exécuté avant toute prise d'armes, dès que l'on a voulu mettre la main sur lui ; nul mouvement au dehors pour le secourir ; nulle sympathie visible dans le peuple. Et c'est là ce qui remplit les histoires, épouvantail jeté dans les esprits, excuse de toutes les oppressions, justification anticipée de tous les despotismes futurs. L'avenir sera rendu responsable de cette conjuration de scribes ; elle prendra autant de place que les victoires sur le Rhin et l'Adige ; et ce monstre, on l'appellera démocratie.

Comment entrer dans la liberté si, pour nous faire évoquer l'absolutisme, il suffit de nous montrer quelque part un utopiste ? Quand et où cette espèce d'hommes a-t-elle manqué au monde ?

VI

COMMENT LA RÉACTION DEVIENT LA CONTRE-RÉVOLUTION

J'ai parlé de la corruption du Directoire ; parlons de celle de ses adversaires.

La Terreur avait brisé les âmes sans les souiller. La réaction de 1797 à 1799 corrompit la nation jusqu'à la moelle. Auparavant on avait combattu franchement ; depuis cette époque, le mensonge devient l'arme principale. C'est en louant la Constitution qu'on se dispose à la renverser. On prête serment de haine à la royauté ; mais, comme le disent les historiens royalistes, le serment n'est déjà plus qu'une formalité vaine. Tout devenait duplicité. Les Français se défirent de la véracité ancienne. Les passions, en se repliant, se cachaient pour mieux frapper. On n'avait pas réussi à accabler la liberté républicaine par une guerre ouverte. Il s'agissait maintenant de prendre le masque de ce que l'on voulait ruiner ; cette dépravation était au fond la meilleure préparation pour recouvrer la servitude perdue. Et que de gens appelaient cela d'avance : ordre, pacification ! Déjà la

Révolution n'était plus que « la faction révolutionnaire. »

Après soixante et dix ans, nous pouvons remettre la vérité à la place des fictions. Déshonorer tous les hommes de la Révolution, sans dire vers quel but on tendait ; ne pas prononcer encore le mot de monarchie, mais la rendre inévitable par une république sans républicains : cette tactique est éternelle; elle fut celle de 1797.

Le Directoire désarmé, impuissant, que de braves l'attaquent maintenant, magistrats, électeurs, écrivains ! C'est le hallali contre une Révolution exténuée et livrée. Que de Catons inébranlables qui s'étaient tus profondément quand la République était armée, et qui tonnent sur leurs chaises curules depuis que la République n'existe plus que de nom ! quelles sublimes audaces contre cette agonie ! Tous les coryphées futurs de l'Empire et de la Royauté sont là debout. Ce fut le réveil des Romains.

Le Directoire n'avait à donner que des places peu rétribuées et par là il demeurait sans influence sur les élections. Dans celles de l'an v, le principal titre aux faveurs de l'opinion était de saper la République. On prend pour mot d'ordre de n'accepter que des hommes étrangers à la Révolution, depuis le 10 août. Paris nomme des royalistes déclarés.

Un des directeurs étant à élire, les modérés choisissent Barthélemy ; la Révolution lui inspirait tant d'horreur qu'il refusait de s'asseoir à côté de Rewbel et de ses autres collègues. Partout s'établissait légalement l'ennemi dans la place. Le conseil des Cinq-Cents se fait présider par Pichegru ; belle occasion pour lui de couvrir ses trames, et de tenir loyalement sa parole au prince de Condé. Barras le devance, il correspond avec Louis XVIII. La contre-révolution entrait dans le pouvoir exécutif, tenait dans sa main le pouvoir législatif, régnait dans le pouvoir judiciaire. Restait l'armée, c'est-à-dire, après un peu de temps, le despotisme militaire.

Chez les constitutionnels, les plus sincères étaient les plus inconséquents. Il y avait parmi eux bien des hommes qui n'avaient pas un parti pris d'extirper sciemment la liberté dans le présent et dans l'avenir ; ils le croyaient, ils le répétaient. Mais ils étaient si impatients, si aveugles, qu'ils ne faisaient plus un pas qui ne fût une avance vers le despotisme d'un soldat. Corrigés de leur exaltation, l'ancienne servitude renaissait d'elle-même dans ces esprits légers.

La grande affaire était de ramener en masse les émigrés ; elle fut conduite avec prudence.

Puis, il s'agissait de relever le catholicisme. Les hommes les plus affamés de repos et d'obéis-

sance étaient peu religieux. Mais l'expérience leur avait montré que le catholicisme devait être la pierre de fondation de toute contre-révolution, en France. Chacun voyait alors très-clair dans cette question capitale ; la subtilité ne s'y était pas encore mêlée. Amis et ennemis pouvaient se reconnaître à ce signe. Sur cela, les républicains avaient des idées justes que beaucoup ont perdues. Au contraire, les réactionnaires sont restés identiques à eux-mêmes, à soixante et dix ans d'intervalle.

Il ne manquait presque plus rien au filet pour enlacer la France : la contre-révolution dans les assemblées et dans le pouvoir ; le catholicisme à la fois humble et menaçant ; Pichegru président, la main dans la main du prince de Condé ; les émigrés rentrés en foule ; tous les hommes de la Révolution exclus et insultés ; la presse entière royaliste, acharnée à restaurer le joug ; et pour faire tête à ces dangers, pour défendre la République, trois ombres discréditées, Rewbel, Barras, La Reveillère ! La science politique fournissait-elle un moyen de sauver légalement la liberté ? Y en a-t-il un de forcer un peuple à rester libre ? La Terreur l'avait essayé, et le moyen s'était retourné contre le but. Qu'y avait-il donc à faire ?

Les caractères fiers n'existaient plus ; le personnel de la Révolution était détruit ; restaient des hommes qui, comme Sieyès, avaient répondu : J'ai

vécu. Ceux-là étaient bien décidés à vivre encore à la même condition, c'est-à-dire en se taisant sous un maître. Ils le cherchaient des yeux ; ils ne pouvaient manquer de le trouver.

Celui qui veut étudier la loi des réactions ne peut trop étudier ce temps ; ce sera toujours un modèle à suivre pour les temps à venir. Une république étant donnée, comment peut-on la détruire sans lui déclarer la guerre et même en lui jurant obéissance ? Ce problème reçoit là toutes les solutions qu'il comporte ; je ne pense pas que l'avenir y puisse rien ajouter.

La plupart des hommes, quand ils sont arrivés au but personnel de leurs désirs, s'arrêtent dans la jouissance, dont ils font la chose sacrée. Alors ils prennent en horreur ceux qui persévèrent dans la justice et l'humanité. La haine intelligente des partis pharisiens contre les amis de la liberté vivante ne peut être désarmée. Le temps, le dévouement, le malheur, les anciens services rendus ne font que l'aviver davantage. C'est l'aversion éternelle de la mort contre la vie, du faux contre le vrai.

Il n'y avait pourtant pas d'hommes dans la Réaction doués d'un génie extraordinaire. Mais l'instinct les conduisait admirablement ; ajoutons que la longue tradition du pouvoir absolu leur enseigna tous les chemins pour y rentrer.

Entre les amis et les ennemis de la liberté, la partie devenait, de jour en jour, plus inégale. Les premiers avaient tout à innover ; comment ne se seraient-ils pas fréquemment égarés ? Les autres, au contraire, n'avaient rien à créer ; ils trouvaient sous leurs mains les pièces toutes préparées de l'ancienne servitude. Elles se tenaient par un lien intime. En ressaisir une, c'était les ressaisir toutes. Le système était éprouvé par les siècles. Ils pouvaient y rentrer par mille voies. Aussi, dès qu'ils se mirent à rebâtir l'ancien édifice du pouvoir absolu, ils l'achevèrent en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour le détruire.

L'art que l'on mit à empoisonner la liberté au nom de la liberté est tout d'abord achevé. La théorie n'a rien à enseigner à une pratique qui se montra d'emblée si accomplie. Pas un mouvement perdu ; pas une décision qui ne serve au résultat ; les plus honnêtes se prêtant au mensonge avec une simplicité qui aida beaucoup à l'embûche. Dans une seule chose ils devaient être trompés. Ils voulaient l'ancienne dépendance sous un nom nouveau ; ils l'obtinrent ; mais ils voulaient de plus la paix ; et dès qu'ils eurent un maître et qu'il leur prescrivit la guerre, ils se passionnèrent pour la guerre.

Pendant que la Réaction suivait ainsi la grande route royale, tout était obstacle aux républicains ;

l'accusation la plus fréquente contre eux est qu'ils voulaient faire un peuple pour la République. Il n'est que trop vrai que, pour retenir la liberté, il fallait contrarier les habitudes des Français, puisqu'ils n'avaient pu contracter d'autres mœurs que celles de la dépendance. A ce point de vue, le raisonnement des ennemis de la Révolution était certainement sans réplique. La nation française avait les mœurs d'une servitude immémoriale ; c'était violer les coutumes les plus sacrées que de la convier à être libre. Que répondre à cela ? Encore aujourd'hui, ce raisonnement, si l'on s'en tient aux mots, a toute sa force. Mais l'on pourrait dire également que, chez un peuple corrompu, vouloir corriger sa corruption, c'est le tyranniser.

Après que la Terreur a cessé, je m'attends à trouver un peuple libre. Tout au contraire, il ne reste que des débris de partis, une nation disloquée par la torture, des membres disjoints et épars, des caractères brisés, méconnaissables, qui s'échappent par lambeaux. Dans cette déroute morale, quand les anciens conventionnels de la Montagne, traqués par le Directoire, séparés par leurs propres mécomptes, se rencontraient, ils s'abordaient avec le ricanement de Hamlet parmi les fossoyeurs du cimetière [1].

[1] « Quelque temps après la Convention nationale, je rencontrai Legendre à la promenade des Champs Élysées, marchant

VII

LE 18 FRUCTIDOR
POUVAIT-ON SAUVER LÉGALEMENT LA LIBERTÉ ?

Fallait-il donc laisser étouffer la République sans résistance ? Un gouvernement qui se fût livré sans défense eût été déshonoré. Comment résister ? Tous les pouvoirs légaux étaient ennemis. La cruauté fut de trop, dites-vous. Oui, assurément. Mais on avait rendu le Directoire ridicule et il se fit barbare pour être pris au sérieux. Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, soit que l'on agisse, soit que l'on n'agisse pas, soit que l'on use de rigueur ou de clémence, le danger est presque égal pour la chose publique. Le mal venait de plus loin ; il était irréparable aux yeux même de ceux qui prétendaient le guérir.

Souvent on fait aux hommes un reproche de n'avoir pas sauvé une situation politique à tel mo-

comme un homme qui n'a plus que quelques jours à vivre. Comme il ne m'avait point offensé personnellement, j'allai au-devant de lui. C'était un spectacle à fendre le cœur, de voir ce bœuf furieux à la Convention, versant des larmes de repentir en présence de la tombe prête à s'ouvrir. Il mourut peu de temps après, laissant son corps à la France, legs de vanité qui n'a été accepté que par les vers. » Mémoires inédits de Baudot.

ment donné. Presque toujours, quand la crise éclate, il est trop tard pour y porter remède. La faute est d'avoir laissé s'accumuler les dangers, jusqu'à ce qu'il soit impossible d'y échapper. Ce n'est pas le jour où vous périssez que vous commettez les fautes décisives. Celles-ci datent toujours de plus loin.

Quelques-uns, tels que Carnot, remédiaient à tout en niant le péril ; jusqu'au dernier moment, en dépit de l'évidence il refusa de voir le royalisme pour n'avoir pas à le combattre. C'est que son passé de 1793 le terrifiait ; il avait peur d'y rentrer, et fermait volontairement les yeux. De l'énergie furieuse de 1793, il tomba dans l'extrême de l'inertie.

Il croit aux *moyens réconciliatoires :* il compte désarmer l'ennemi en se mettant à sa merci.

Au pis aller, Carnot veut un nouveau 20 juin et non un 31 mai, effrayer et non frapper ; il pense qu'une adresse des députés patriotes suffirait. Après tant d'expériences formidables, Carnot allait sortir des affaires, sans connaître les hommes. Il ignore ce qu'est la haine politique, le parti pris, l'acharnement inexorable des réactions. Honnête homme et dupe, le souvenir du Comité de salut public le rejette dans l'excès opposé, la confiance aveugle. Le terroriste est devenu débonnaire.

Cependant il était manifeste que, chaque jour, la

vie devenait plus impossible au Directoire ; dernière cause de mépris, on ne voyait pas l'épée. En vain les directeurs se couvraient d'un costume éclatant ; ils n'avaient qu'un glaive de théâtre. C'était, disait-on déjà, un gouvernement d'avocats. Depuis que ce mot fut prononcé, l'impatience s'accrut de se délivrer de quiconque n'avait pour lui que la loi et la justice. La loi, c'est le sabre ; cette réponse d'un officier allait devenir notre code politique.

Même la gloire conquise en Italie se tournait contre le gouvernement républicain. On lui reprochait de ne pas vouloir la paix, parce qu'il faisait trop bien la guerre.

Le conseil des Cinq-Cents en vint au point d'ôter au Directoire les fonds nécessaires aux dépenses les plus urgentes.

C'était l'insulter et le désarmer à la fois.

A tant de provocations, le Directoire répond par le 18 fructidor, c'est-à-dire par la proscription de ses adversaires. Carnot et Barthélemy proscrits, les deux assemblées investies, cinquante représentants arrêtés, traînés sur des charrettes à travers toute la France transie de peur ; ces représentants, déportés sur les plages de Cayenne, où un grand nombre devaient mourir et illustrer de leur agonie les solitudes de Sinamary ; les soldats maîtres des conseils, les journalistes exilés, la presse muette,

le peuple indifférent ou terrifié ; l'épée à la place de la loi ; voilà cette journée de fructidor, qui ouvre la porte toute grande au 18 brumaire et à l'Empire. Augereau en est le héros ; mais derrière Augereau apparaît au loin Napoléon.

Premier triomphe du militarisme. En cela, cette journée acheva de changer le tempérament de la Révolution ; jusque-là, le bien, le mal, tout s'était fait par des citoyens et non par les soldats. Un tel bouleversement devait entraîner des conséquences immenses. Tout respect de la loi disparut. On ne vit plus, on n'admira plus que le sabre. A ce point de vue, cette journée, qui ne répandit point de sang, fut la plus funeste à la liberté. Le peuple femelle du 12 germinal se dégoûta de tout ce qui n'était pas la force brute. Après la victoire des soldats, il ne restait plus qu'à couronner un soldat.

Vous pouvez, en effet, remarquer que le général Bonaparte, qui s'était contenu longtemps, prit, dans ses correspondances avec le Directoire, le ton du maître, aussitôt après le 18 fructidor. Le changement en lui fut subit ; il vit que le pouvoir passait à l'armée. Il n'eût rien osé de semblable avec la Convention ; elle eût pu, par mégarde, décapiter prématurément cette gloire.

Je me demande si la science politique pouvait fournir encore, dans une position si désespérée déjà, une solution régulière, et j'avoue que je n'en

trouve pas. Le malheur est que la nation ne veillait plus à ses institutions nouvelles ; la chute ou la durée de son gouvernement n'était plus qu'un spectacle ; de tant de passions, il ne restait que la curiosité.

Même au plus fort de la Terreur, la Convention n'avait pas mis les citoyens aux mains d'un général. C'étaient des magistrats civils qui imposaient la peur ; et cette toute-puissance est infiniment moins démoralisante que celle qui s'exerce par des militaires.

Quand le despotisme est dans la main des magistrats civils, vous pouvez croire encore que la loi survit dans l'ombre. Quand c'est le soldat qui commande, l'idée même de loi disparaît. Vous ne voyez plus que la force. Rien de mieux fait pour ôter le cœur à une nation et changer un peuple en populace.

Voilà pourquoi ce régime est celui qu'il convient d'employer chez des peuples que l'on a envahis et que l'on a besoin de détruire. S'ils le tolèrent quelque temps, il n'est guère de raison pour qu'ils ne le tolèrent pas toujours.

VIII

CONSÉQUENCE DES COUPS D'ÉTAT DU DIRECTOIRE. LA NATION RETOMBE EN TUTELLE

Une question se présente. Pourquoi, de tous les coups d'État, le 18 fructidor est-il le seul qui n'ait pas été glorifié par les honnêtes gens et par les historiens? D'où vient cette exception unique à notre règle : *Væ victis?* Le danger était-il moins grand en fructidor an v qu'il ne le sera au 18 brumaire? Au contraire, la conspiration de Pichegru était flagrante; l'occasion seule tardait; et déjà tous les moyens étaient concertés pour affamer le Directoire. Comment donc est-il arrivé que cet heureux coup de main n'ait pas séduit, comme à l'ordinaire, la conscience publique; que les déportations à Sinnamary, les morts lentes, désespérées, dans les déserts, et le silence et le triomphe qui s'ensuivirent, n'aient pas produit les apologies accoutumées dont notre histoire s'enveloppe dans toutes les occasions semblables?

La raison en est, je pense, que ces coups frappaient les contre-révolutionnaires; que peu de gens tenaient au salut du Directoire, qu'il parut se sau-

ver seul, qu'il tenait dans ses mains tous les fils de la conspiration et qu'ainsi le péril ne sembla imminent à personne ; qu'en mêlant les innocents aux coupables, il se joua trop grossièrement de l'évidence ; qu'en suspendant les lois, il perdit les avantages de la légalité ; qu'en frappant sans jugement un criminel tel que Pichegru, il en fit une victime ; que la justice même parut de la barbarie. Mais ces raisons-là ne suffisent pas ; disons la véritable. Si le *vœ victis* ordinaire n'a pas été prononcé contre les vaincus du 18 fructidor, c'est que la victoire du Directoire n'a duré que dix-sept mois ; le temps a été trop court pour consolider la louange du plus fort et suborner l'avenir.

En effet, il ne faut pas croire que l'éloge ait manqué aux auteurs du 18 fructidor. La louange ne tarit pas jusqu'en 1799. Ils répétaient sans cesse qu'ils n'avaient pas répandu une seule goutte de sang. Rien de plus vrai. Ils avaient inauguré la *mort sèche* dont parle Juvénal, *morte siccâ*. A l'échafaud ils substituèrent la déportation sur une terre sûrement homicide ; et par eux on apprit que, grâce à la légèreté des hommes, la pitié s'éteint promptement si on éloigne des yeux les échafauds et les supplices.

Mesures de salut, répète-t-on d'abord. Cela n'a rien sauvé. Voyez à qui profite le silence qui suit. La France se montra docile au 18 fructidor, comme

dans toutes les occasions de ce genre. Au milieu de la stupeur qui succède, aucun individu ne peut attirer sur lui l'attention publique dans l'intérieur. Un seul homme grandit à vue d'œil dans l'affaissement de tous, et la presse muette n'a plus de voix que pour lui. Le retentissement du traité de Campo-Formio, et bientôt de l'expédition d'Égypte, n'en fut que plus grand. Le Directoire semblait ordonner le silence pour que l'on entendît mieux les pas du général Bonaparte. Déjà ce nom remplace la vie publique, que l'on prend à tâche d'effacer. Toute une nation se tait et prête l'oreille pour mieux entendre au loin l'écho de son maître futur. Les paysans mal dégrossis encore de la glèbe ont l'instinct du plus fort, et ils reconnaissent, ils acclament de loin le plus capable de les plier au joug. L'obéissance que les Directeurs imposent ne profite qu'à Bonaparte ; il occupe, il envahit, il remplit des esprits de plus en plus vides d'espoir ou d'ambition. Grâce à l'inertie, au silence commandé et aussi à l'éloignement, ses victoires les moins disputées, d'Égypte et de Syrie, les Pyramides, mont Thabor, Aboukir, en parurent surhumaines.

Quelques mois à peine sont passés, le Directoire exploite une autre peur. C'est encore le fantôme de Babeuf qu'il promène de tous côtés, dans chacun de ses messages, aux yeux de la France.

Il fut ainsi le premier gouvernement qui fit entrer sciemment la peur d'un spectre dans l'esprit de la nation française. Quoiqu'il sût que, Babeuf mort, sa doctrine était morte avec lui, il enseigna non plus la terreur, mais la panique sociale. Comme si le péril du *bonheur commun* était imminent ! La crainte d'un fantôme est le moyen le plus sûr de paralyser l'esprit d'un peuple ; le Directoire mit toute son autorité à amplifier ce spectre, à lui donner un corps, à régner par lui. Il en aveugla la France ; il la rendit docile à force d'effroi, mais comme un corps inerte, aussi incapable d'attaquer le pouvoir que de le défendre.

Bientôt le Directoire se plaint d'être trop bien obéi. En fructidor, il avait accusé les assemblées d'être trop royalistes ; en floréal, il les accuse d'être trop républicaines. Un coup d'État, pour se compléter, en appelle presque nécessairement un autre. Le gouvernement directorial casse de son autorité privée les élections de quarante-neuf départements. La vie publique, qui cherche à se manifester dans ces élections, n'est aux yeux du pouvoir qu'une conspiration d'anarchistes. Tout ce qui sort de la nuance officielle est le calcul d'une conjuration qu'il faut extirper jusqu'à ce que la nation soit dégoûtée de respirer et de se mouvoir.

La nation se soumet encore à cette mutilation nouvelle. Sa volonté se brise et disparaît.

C'est là, en effet, ce qui se produisait, dans le fond de la société, sous la main capricieuse des cinq maîtres qui la tiennent en tutelle. Harassée de coups d'État, ne sachant plus de quel côté se tourner, condamnée, frappée dans chacun de ses mouvements, n'osant regarder ni à droite ni à gauche, effarée de tant de spectres qu'on faisait surgir à l'horizon, n'espérant plus rien de ses maîtres, n'osant ni leur désobéir ni les renverser, ne pouvant plus prendre au sérieux ses élections, ses votes, ses lois, la nation française, de 1798 à 1799, se retire de son gouvernement, de ses assemblées, de sa constitution. Elle vit à part, si l'on peut appeler vivre un si profond détachement de tout ce qui est l'existence publique. Dans cette léthargie, quelle proie bien préparée pour qui voudra la saisir!

Le courage civil disparaissait. Il n'y a nulle raison pour que les Français manquent d'aucune sorte de courage. Mais après tant d'expériences sanglantes, ils crurent s'apercevoir que celui qui se commet pour les autres, s'il ne réussit pas du premier bond, est abandonné, sinon renié par le plus grand nombre. D'où la résolution que prit chacun de ne plus se compromettre pour personne et pour aucune cause. Quand une nation en est là, elle a perdu confiance en elle-même ; pour la lui rendre, des discours de tribuns ne suffisent plus ; il faut des actes et des événements.

En même temps, l'habitude de gouverner par des coups d'État usait le gouvernement plus encore que la nation. Le Directoire n'était que violent ; c'était assez pour ôter toute sécurité. Mais il ne réussissait pas à ramener la vraie Terreur ; par là, tout ce qu'il détruisait se relevait derrière lui. Une terreur mesquine donnait à quelques-uns l'envie de la dénoncer, d'y échapper, ou du moins de la railler. Pour des hommes qui avaient fait une si sérieuse épreuve de l'épouvante en 93, celle de 1799 paraissait aisément ridicule. Il en résultait pour les Directeurs une comparaison qui tournait contre eux-mêmes leurs essais de modération.

Imaginez une dictature que faussaient perpétuellement des concessions obligées ou volontaires. Les maîtres ne savaient plus porter la tyrannie, et ils n'en avaient pas la sécurité ; les peuples n'avaient pas la sécurité de la servitude. La liberté apparaissait encore çà et là, par lambeaux, comme un désir, un regret, pour troubler les uns et les autres, le pays s'attendant à de nouveaux coups d'État, et le gouvernement à de nouveaux complots. Le Directoire et l'opinion luttaient ainsi de duplicité et se mutilaient l'un l'autre ; d'où la faiblesse universelle : ni commandement, ni obéissance, ni despotisme, ni liberté ; la France mise en tutelle et méprisant ses tuteurs.

En résumé, voici en quoi les coups d'État du

Directoire ne peuvent être pris pour règle en aucune circonstance.

Le Directoire s'était arrêté à l'idée superficielle d'extirper les partis. Il n'avait pas conçu l'idée profonde d'anéantir en un jour la liberté et d'en tarir la source.

Il restait toujours assez de liberté pour créer ou refaire des partis, en sorte qu'il ne s'assura qu'une fausse dictature ; il frappait les individus, il n'extirpait pas les lois. Celles-ci, en subsistant, refaisaient de nouveaux adversaires. La vie publique reparaissait et le submergeait. Travail des Danaïdes. Tout était à recommencer toujours.

C'est la vie même qu'il eût fallu tarir. Mais le Directoire, qui, au fond, voulait la République, ne s'avisa jamais de frapper de mort civile toute une nation. Sitôt qu'un parti était abattu, le parti contraire se relevait. Le Directoire courait de l'un à l'autre, sans songer à les anéantir tous ensemble, en frappant la République au cœur. Celle-ci existait, au moins en théorie, dans la Constitution ; et cela suffisait pour entretenir perpétuellement un reste de vie, qu'il fallait étouffer par de nouvelles violences. On ne pouvait atteindre à cet idéal que l'on semblait poursuivre avec acharnement : une république morte et prospère. Violences stériles, coups mal assénés, qui laissaient à chacun l'espoir du lendemain. La liberté n'était plus dans les

choses, mais elle survivait encore au fond de quelques cœurs. On n'avait pas su la faire oublier.

Par ses coups d'État contre les assemblées, le Directoire apprit aux assemblées à en faire contre lui. Il suffit aux deux conseils de s'établir en permanence pour que le gouvernement tombât en pièces. Merlin de Douai et La Reveillère, qui déplaisaient par des motifs opposés, sont obligés d'abdiquer leur part de royauté. On les remplace par le général Moulins et par Roger-Ducos ; l'un passionné pour la République, l'autre qui devait la livrer. Ainsi, dans chaque circonstance, les deux contraires se détruisaient l'un l'autre ; et c'est là pourtant ce que l'on appelle encore une fois le salut ! (Coup d'État de prairial.)

Si vous ne voyez pas l'esprit de la France ancienne se maintenir et se perpétuer dans la nouvelle, renoncez à rien expliquer des déviations, des oscillations, des égarements, des reniements de la Révolution, et surtout des léthargies qui la suivent. Le passé est un aimant caché qui attire perpétuellement le génie d'un peuple et influe sur chacun de ses mouvements. Voilà pourquoi il ne marche pas en ligne droite. C'est une vaste science que celle de ses mouvements composés.

Vous auriez pu deviner d'avance qu'une nation accoutumée d'un temps immémorial à une obéissance passive pouvait être subitement entraînée

hors de son orbite, mais qu'après un premier élan, elle serait de nouveau ressaisie et ramenée à son point de départ. N'est-ce pas, en effet, ce qui s'est vu en toute occasion ? On fit des lois nouvelles, les mœurs anciennes reparurent ; elles empêchèrent l'action des lois.

Ne dites pas que les hommes ont manqué à la Révolution ; aucune n'en a produit un plus grand nombre. Mais la nation a manqué à ses chefs dans tout ce qui n'a pas été la guerre. L'appel aux armes fut le seul qui produisit tout ce que l'on pouvait en attendre. Le peuple y fut sublime ; dans le reste, il faillit presque toujours à ses institutions.

Quand on voulut, sous la Constituante, lui donner la royauté constitutionnelle, il ne put s'y maintenir, parce qu'il ne trouva pas en lui ce genre de modération qui est nécessaire dans une monarchie tempérée. Son impatience l'entraîna vers la République.

Quand on lui donna, sous le Directoire, la liberté républicaine, il ne put la conserver davantage, parce qu'il ne trouva pas en lui cette énergie morale et ces vertus civiques que supposait la constitution républicaine de l'an III.

Il se laissa arracher sans résistance et même avec joie la République, comme il avait laissé tomber la monarchie tempérée.

Dans l'un et l'autre cas, il eût eu besoin de patience, vertu qui lui manqua le plus. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, il ne montra de longanimité que sous le pouvoir absolu. Là, il fut patient d'une patience infinie ; et, encore une fois, ce fut l'ouvrage de ses anciennes mœurs. Par où l'on voit combien il est insensé de vouloir asseoir des idées libérales sur des mœurs serviles. Dix siècles passés à genoux ne se corrigent pas en trois ans.

IX

POURQUOI LA GRANDE AMBITION DE NAPOLÉON DATE D'ARCOLE. — QUE DANS LE TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO ÉTAIT DÉJA LE GERME DE L'EMPIRE. — LES NATIONALITÉS

Ce n'est jamais par les frontières d'Italie que la France a couru risque d'être envahie : la distance est trop grande des Alpes et de la Méditerranée à la capitale. Avant qu'une armée étrangère occupe Paris, la France aurait toujours le temps de se reconnaître et de rallier ses forces. Aussi aucun coup n'a-t-il été porté des Alpes et des Pyrénées : il y a trop loin de là au cœur. En Italie, dès ses premières journées, en 1796 et 1797, de Mondovi au Tagliamento, Napoléon semble combattre, non pour l'existence et le salut, mais pour la renommée et la puissance.

Napoléon a écrit que la grande ambition lui vint à Arcole ; mais il n'en a pas dit la raison, et nous a laissé le soin de la chercher. Je crois l'entrevoir. D'autres victoires avaient été plus complètes : Montenotte, Lodi, Lonato, Castiglione. Pourquoi donc est-ce à Arcole seulement que lui apparut pour la première fois son étoile? C'est que jamais

il n'avait été dans une situation aussi désespérée. Il se crut un moment dans l'abîme, comme le prouvent ses lettres au Directoire. Réduit, avec treize mille hommes harassés, à combattre les quarante mille de l'armée nouvelle d'Alvinzi, qui n'eût pensé que le moment de la retraite avait sonné? Cette invincible armée d'Italie allait donc céder ses victoires! Et que deviendrait ce prodige éblouissant de renommée qui avait tout éclipsé? Fausse gloire éphémère, sans solidité, sans lendemain. Se retirer, c'était perdre, avec l'Italie, bien plus que le résultat de tant de merveilles, depuis Montenotte, Millésimo et Mondovi; c'était perdre Bonaparte lui-même. Il n'avait été montré un moment au monde que pour retomber dans l'oubli! La fortune ne l'avait caressé que pour l'anéantir.

Voilà ce que l'on pouvait se dire le 14 novembre 1796. Tout était perdu ce jour-là, prestige, confiance, gloire, consulat, empire. Tout est regagné le lendemain. Cette prétendue retraite se change en triomphe. C'est à ce moment que Napoléon dut se croire prédestiné; il dut se dire, après avoir repassé l'Adige, à Ronco, qu'il n'y avait plus rien d'impossible pour qui changeait ainsi et domptait d'un regard la force des choses, qu'il était l'homme nécessaire, le maître du destin. Dès lors, où arrêter son ambition? où mettre la borne

à ses projets? Le sentiment de la fatalité de sa puissance naquit, grandit au même moment que celui de sa ruine ; et la monarchie universelle lui apparut dans les roseaux d'Arcole.

Dès 1796, une chose est admirable dans les conceptions politiques de Napoléon : c'est de voir comment, sous les formes républicaines auxquelles l'obligeait l'esprit du temps, il a su jeter les fondements d'un pouvoir absolu, dès que l'occasion permettrait d'y revenir. A ce point de vue, ses combinaisons pour la République Cisalpine et celle de Gênes, ses conseils au gouvernement génois, ses instructions, ses lettres, peuvent passer pour des chefs-d'œuvre de prévoyance, faits pour être imités par quiconque se trouvera obligé d'établir une constitution libre avec la pensée d'en faire surgir la constitution d'un pouvoir absolu. Il est impossible de jeter, dans les fondations d'un État libre, plus de pierres d'attente au despotisme.

Il n'avait qu'à laisser mûrir ses républiques telles qu'il les avait formées, pour recueillir le pouvoir absolu. Grand sujet de reproches contre le Directoire, qui, sans être très-avisé, n'avait pas tardé à reconnaître le piége.

La prévoyance de Napoléon est plus frappante encore en ce qui touche la République française. Tout le monde a admiré sa réponse aux plénipotentiaires autrichiens, qui proposaient de recon-

naître la République française. — « Effacez cela, dit Napoléon ; la République est comme le soleil, qui luit de lui-même; aveugle qui ne le voit pas. » Les républicains surtout exaltèrent la majesté de ces paroles. C'était, suivant eux, le témoignage le plus éclatant de leur puissance. Par malheur, Napoléon a donné lui-même l'explication de ses paroles, et voici le sens qu'il leur prête : « Cette reconnaissance, écrit-il, était nuisible, puisque, si un jour le peuple français voulait faire une monarchie, l'empereur d'Autriche pouvait dire qu'il avait reconnu la République. » Ainsi Bonaparte, à Léoben, se montre déjà plus monarchiste que l'empereur d'Autriche. Quelle précaution de souverain absolu, dès 1797 ! il dépasse dès lors en instinct monarchique tous les rois de vieille race.

Par un même esprit, il livre la République de Venise à l'Autriche. Les États Vénitiens, fiers encore de leur ancienne indépendance, étaient mal disposés à un assujettissement absolu. Quand l'Autriche les eut broyés sous son joug, et qu'elle eut anéanti ce reste de vie nationale, Napoléon les reçut de ses mains, après Marengo, comme un corps inerte dont il disposera à son gré; l'Autriche lui aura préparé et macéré sa proie.

Lorsque Napoléon entre dans le sophisme, ce n'est jamais à moitié. Voyez la raison qu'il donne de cet abandon de Venise à l'Autriche. « C'était,

dit-il, afin de fortifier le patriotisme des Vénitiens, de préparer l'avenir de leur émancipation, et de leur faire recevoir plus tard avec enthousiasme un gouvernement national ; quel qu'il fût. » César, que je sache, n'a pas de ces subtilités de Byzance.

Si ce système d'interprétation du traité de Campo-Formio eût été imaginé en 1809, dans l'éblouissement de la toute-puissance, il étonnerait moins. Mais non ! c'est à Sainte-Hélène, vingt ans après l'événement, dans le silence des passions, quand Napoléon n'avait pour témoin que la postérité, quand l'expérience lui parlait, et que son génie se montrait dans toute l'austérité d'un théorème mathématique, c'est alors qu'il produit cette théorie qui laisse bien loin derrière elle les pires conceptions du Prince de Machiavel. Car Machiavel n'a jamais imaginé qu'il fallait anéantir une nationalité pour la faire revivre, et livrer à l'Autriche la portion indépendante de l'Italie pour retremper, sous le joug étranger, les peuples qu'on livrait.

La pensée de Napoléon, plus ou moins déguisée ou exagérée dans ses conversations, apparaît ainsi sans voiles dans les ouvrages qu'il a dictés. C'est là que l'écrivain, en dépit de lui-même, montre à nu le fond de ses desseins et de sa nature. Quel bonheur pour la postérité, si elle sait lire, que Na-

poléon ait écrit, et avec cette rigueur qui oblige un auteur d'être vrai ! Il achève de donner son secret par ce dernier mot : « Les jacobins se trompèrent sur Napoléon ; ils le prirent pour un Mahomet de la liberté. »

La politique, les circonstances, la victoire, la défaite, peuvent troubler le jugement des hommes; mais que ces ouvrages revus, médités, remis plusieurs fois à la forge, expriment bien leur auteur ! Partout ailleurs, la gloire fascine, éblouit; il est difficile d'y attacher longtemps les yeux sans être pris de vertige. Ici, toute cette force comprimée, réduite en une sorte de géométrie, est le fond de l'écrivain, qui paraît en dépit de lui. Quelle étrange merveille que l'esprit d'un maître absolu qui s'analyse lui-même ! Sa langue seule était capable de révéler l'homme de bronze. Après cela, pour se laisser tromper, il faut le vouloir.

Voyez encore l'immense avantage qu'a sur tous les autres un auteur qui, à chaque question, à chaque mystère, donne pour solution sa toute-puissance. Quelle boussole infaillible que d'avoir, en chaque occasion, dans les difficultés les plus opposées, religion, politique, philosophie sociale, au moment où la route est fermée pour tous les autres, une étoile qui ne luit que pour vous, ne se lève que pour vous et demeure cachée au reste du monde ! Quel auteur, quel philosophe, quel pen-

seur a cette bonne fortune, de pouvoir répondre à toute question : Mon intérêt était celui de l'univers ; ma domination était la liberté des autres ; ma victoire était celle de la terre et des cieux ; ma défaite est celle de la Providence ; la clef des mystères était mon sceptre. J'étais l'alpha et l'oméga. Après moi, il ne reste rien, ni rois, ni peuples ; l'ancien monde et le nouveau sont vides.

Dès son premier traité, c'est-à-dire dès Campo-Formio, sa politique, qui tend à l'anéantissement des faibles, est donc manifeste. Le germe ne fera que s'accroître.

Il se servira des grands États pour broyer les petits. Quand il recevra ceux-ci, ils seront tout préparés à n'être qu'un lot de terre du grand Empire.

Voilà pourquoi il ne voulut jamais détruire l'Autriche ; il crut qu'elle lui servirait à mettre en poudre la Hongrie, la Croatie, la Slavonie, une partie de la Pologne, et que, s'il devait un jour s'emparer de ces États, il les recevrait broyés et décomposés, matière inerte, préparés à entrer dans le moule de l'Empire universel.

Ceci explique comment il n'a jamais fait un appel direct aux nationalités de l'Europe. Les grands États devaient être entre ses mains autant de machines pour pulvériser et dissoudre les petits.

Il entrait dans son plan que la Prusse digérât une partie de la Pologne; l'Autriche, la Hongrie; la Russie, les provinces Danubiennes. L'échiquier était ainsi simplifié. Restaient, en Europe, deux ou trois unités. La soustraction pouvait être faite à un moment donné, et la monarchie universelle surgir naturellement comme le dernier résultat de cette réduction des forces vives et de cette élimination des nationalités.

A Tilsitt, il n'y en avait plus que deux sur le continent. Ceci explique le mot : « Il nous fallait vaincre à Moscou ; » car, alors, il n'y avait plus qu'une unité. La monarchie universelle était fondée. Les souverains d'Europe, écrasant sous leurs pieds des nationalités diverses, n'étaient plus que les vassaux de Napoléon. La grande unité avait tout dévoré.

Une chose assura la fortune de Napoléon. Il vit de loin le but vers lequel il tendait. Seul des hommes de sa génération, il sut très-longtemps à l'avance ce qu'il voulait; pendant que tous les autres s'agitaient stérilement sur eux-mêmes, il marcha en ligne droite. Le pouvoir absolu lui servit de boussole dès le premier pas. Quel avantage sur tous les autres, au milieu d'un monde désorienté où ce qui manquait le plus était la grande ambition !

Les journées de Lodi, de Castiglione, d'Arcole,

de Rivoli, rayonneront d'un immortel éclat ; mais cet éclat ne vint-il pas en partie de ce qu'elles semblaient apporter la liberté ? Au lieu de cela, s'il ne restait que le silence et la servitude, croit-on que ces journées ne seraient pas diminuées elles-mêmes ? Leur splendeur finirait par s'éteindre dans la nuit immense qui les suivrait. Les peuples libres sont les seuls qui aient une histoire ; les autres n'ont que des chroniques : matière pour l'érudit, le genre humain ne les connaît pas.

LIVRE VINGT-TROISIÈME

LE DIX-HUIT BRUMAIRE

I

LE DERNIER JOUR DE LA RÉVOLUTION. SONT-CE LES ANARCHISTES OU LES MODÉRÉS QUI L'ONT PERDUE?

Quand on interrompt l'histoire de la Révolution française avant la chute du Directoire, les événements restent tronqués; la plus grande partie du sens vous échappe. Ce n'est qu'en arrivant au coup d'État du 18 brumaire que vous voyez les causes produire leurs effets et les énigmes s'expliquer. La période est alors achevée; l'histoire semble s'arrêter elle-même un moment, avant de substituer un homme, non-seulement à un peuple, mais à une révolution.

La République française s'était entourée des Républiques batave, helvétique, cispadane, transpadane, ligurienne, romaine, parthénopéenne. C'était, aux yeux de l'Europe royaliste, la ceinture aboyante de la Gorgone. En réalité, la France

trouvait peu d'appui dans ces créations nouvelles de petits États. Le Directoire leur donnait à presque tous sa constitution de 1795, et il s'indignait volontiers si les peuples ne se trouvaient pas à l'aise dans ce moule uniforme. On croyait alors que la liberté peut s'imposer par la force ; mais les Suisses, les Hollandais, le plus souvent, ne savaient s'ils étaient conquis ou affranchis. Les libérateurs leur pesaient quelquefois autant que les oppresseurs ; le malentendu commençait entre les peuples et la Révolution.

Dans l'Italie délivrée, tout datait d'hier. Loin qu'elle servît de boulevard aux choses nouvelles, il fallait employer la force pour les y protéger. Le temps avait manqué partout pour créer des peuples amis qui pussent eux-mêmes garder leurs frontières. Dès lors, on put deviner combien les conquêtes de Napoléon avaient été plus merveilleuses que solides ; ce qu'il avait gagné en deux ans, fut perdu en peu de mois. Le 15 août 1799, à la bataille de Novi, Joubert en mourant laisse échapper l'Italie. On n'avait perdu encore que des conquêtes, mais elles étaient devenues déjà une partie de nous-mêmes. La clameur fut aussi grande que si l'ancien territoire français eût été déchiré.

Un effort magnanime dégage la France. Brune chasse les Anglais de Hollande, par les deux victoires de Bergen et de Kastricum. Mais c'est

Masséna qui brise la Coalition à Zurich. Dans cette bataille, qui fut toute une campagne, les Autrichiens et les Russes sont chassés de la Limath sur le Rhin ; en même temps, Suwarow se précipite du Saint-Gothard, par la vallée de la Reuss, pour prendre les Français en queue. Il arrive trop tard. Masséna se retourne contre lui, l'arrête sur la Muotta, le poursuit de cime en cime, l'accule dans la vallée de Glaris, au pied des montagnes des Grisons, qu'il le force à passer, noyant ses blessés et son artillerie dans les lacs. Suwarow s'était annoncé à la République française comme son Attila. Le barbare est brisé ; il va achever de mourir en Russie. Une action aussi gigantesque donnait à la France la sécurité et l'avenir.

Que manque-t-il à cette campagne de Masséna pour valoir la plus belle campagne de Napoléon ? Une seule chose : l'imagination et l'art de l'historien. Si Napoléon eût livré ces combats au pied et sur les cimes des Alpes, quelles proportions énormes ils eussent pris dans ses proclamations et ses récits ! En quels caractères de flamme il eût gravé ses actions sur le granit des pics alpestres ! Chacun de ces monts eût été un piédestal qui eût porté dans les nues la gloire d'une journée immortelle. Au lieu d'une campagne, presque sans noms propres, vous auriez eu, suivant sa nomenclature accoutumée : bataille du Saint-Gothard, bataille de

Diétikon, bataille de Zurich, combat de la Linth, combat du Pont-du-Diable, combat d'Altorf, bataille de la Muotta, combats du Pragel, de Næfels, de Glaris, de Constance. Car la gloire veut qu'on l'aide auprès des hommes ; elle n'aime pas les modestes.

Au contraire, Masséna écrit un seul rapport, tout militaire, grand par les choses, mais qui ne s'adresse point à l'imagination des peuples. A la manière des anciens, il ne donne pas de noms à ses combats ; et ces actions si nombreuses, si éclatantes, sont restées confusément [1] dans la mémoire ; elles s'appellent toutes d'un seul nom : bataille de Zurich, comme si la modestie républicaine eût voulu atténuer et effacer elle-même la plus grande partie de ses triomphes.

Ainsi, la France, sans dictateur, avait dissipé les dangers qui l'entouraient, et ressaisi la fortune. En vendémiaire an VIII, elle ne devait son salut qu'à elle-même. Mais c'est là ce que ne pouvaient souffrir ceux qui voulaient lui donner un maître ou le devenir. En dépit de ses victoires, ils entreprirent de montrer que le péril n'avait jamais été si grand, et qu'il fallait trembler depuis que ses

[1] Cela est si vrai, que le passage grandiose de la Limath, à Diétikon, est défiguré par nos historiens les plus exacts ; ils le transportent à une lieue de là, malgré le rapport de Masséna, les ouvrages laissés sur les lieux et l'unanimité des témoignages. Voir mon *Histoire de la campagne de* 1815, p. 8.

ennemis étaient en fuite. Le plus inconcevable est qu'ils le firent croire.

Une nation en plein triomphe, ses frontières assurées par deux campagnes, aux sources et aux bouches du Rhin, se nia à elle-même ses victoires, s'ingénia à se forger des désastres, et réussit à se figurer qu'elle était perdue, si elle ne se jetait en toute hâte aux pieds d'un homme. Et non-seulement elle le crut, mais elle communiqua cette panique à la postérité. Il est sans exemple, dans le monde, qu'une semblable surprise ait été faite à la bonne foi d'un grand peuple, et qu'elle ait pu durer au delà des premiers moments.

Le dénoûment approchait ; la longue trame ourdie depuis 1795 par la Réaction était à son terme. A des esprits si bien préparés à tout accepter, plutôt que les orages de la liberté, il ne manquait plus que l'occasion de se livrer. Pendant qu'ils appelaient de leurs vœux le maître qui devait les affranchir de la peur en les affranchissant de la vie publique, le général Bonaparte entendit de loin ces vœux serviles que lui apportaient tous les vents. Il quitte l'Égypte, aborde à Fréjus, le 16 vendémiaire, et, courant au-devant de la soumission, il arrive à Paris le 24, le jour même où Masséna annonçait ses victoires.

Tout prouve que Bonaparte se trompa d'abord dans son choix. Il venait avec la pensée de s'em-

parer du pouvoir par les Jacobins, croyant sans doute que, plus passionnés, ils seraient plus aisément dupes, et qu'ils se donneraient à lui, s'il leur offrait de les débarrasser de leurs adversaires. Il s'abusait. L'étonnement, le refus des deux Directeurs républicains, Gohier et Moulins, l'arrêtèrent court dès les premiers mots de sa confidence. Avec la rapidité d'un esprit que rien ne déconcerte, il se tourne aussitôt vers le côté opposé. Sieyès, qu'il avait d'abord affecté de dédaigner, devient l'objet de ses caresses, et Sieyès se livre en homme qui depuis longtemps attendait le moment.

A ce dernier acte, qui a livré la Révolution? quel parti? quelle faction? La question est grave et la justice ne permet pas d'hésiter un instant sur la réponse. Après tant d'accusations jetées contre les Montagnards, celle-ci du moins leur est épargnée. Il a été impossible de les faire passer pour complices du renversement de la République de l'an VIII. C'est contre eux que la journée de Brumaire est dirigée. Les Jacobins ont pu, en d'autres temps, rêver de la dictature; mais, bien certainement, ce sont les Modérés qui l'ont faite.

En effet, dès que le général Bonaparte se fut tourné vers Sieyès et les partisans modérés, réactionnaires, contre-révolutionnaires, c'est une chose incroyable que la facilité qu'il trouva de toutes parts. Ce changement de front s'était fait le 8 bru-

maire. Huit jours suffirent pour nouer la conspiration et y assigner à chacun son rôle. Il parut bien alors que le général Bonaparte ne faisait rien que recueillir le fruit mûr de la Réaction. Dans les conciliabules des conjurés, il ne fut jamais question de lui imposer une condition, de prendre une garantie, de ménager un droit, d'assurer un avenir. Les conspirateurs du conseil des Anciens, Sieyès en tête, ressemblent à des hommes qui, ayant vu un spectre, se précipitent, tête basse, sous les pieds du général pour s'en garantir. Et quels spectres? Tous les revenants de 1793, l'éternelle création de l'épouvante. Ce fut l'accord de la peur et de la gloire.

Aussi, sans marchander, les conjurés lui mettent d'abord tout dans les mains, troupes de ligne, garde nationale, garde du Directoire, garde du Corps législatif, sans compter les citoyens, qui sont requis de lui prêter main-forte. On ne se serait point arrêté là, si le général, en citoyen modeste, n'eût trouvé lui-même que c'était assez pour un jour. Car Sieyès, que rien ne rassurait, voulait qu'on arrêtât et déportât d'avance les républicains restés fidèles ; ils pouvaient être un embarras. Le conseil était bon, comme le montra l'expérience du lendemain ; Bonaparte se refusa à le suivre, comptant trop sur le prestige de son nom ou de sa présence. Plus tard, il avoua s'être

trompé, et, dans ses écrits de Sainte-Hélène, il va jusqu'à s'en repentir.

L'acte de Brumaire se compose de deux journées, qui, chacune, ont un caractère bien différent, que l'on n'a pas assez distingué. Dans la première, le 18, l'acte se fait en commun avec les chefs de la Réaction. Le général, retiré dans sa petite maison de la rue Chantereine avec quelques amis, reste dans l'ombre. Il a même invité à déjeuner, pour la matinée du 18 brumaire, le président du Directoire, Gohier, tant il est loin de conspirer ; et c'est Joséphine qui se charge de l'invitation dans un billet parfumé. L'épée est dans le fourreau, Joséphine la couvre de fleurs ; le rôle visible est aux légistes modérés des deux conseils. Ce sont eux qui, avec Sieyès, se chargent de donner un masque à la violence, comme si de toute la Révolution ils n'avaient retenu que la science de couvrir de formules légales le renversement de la liberté et des lois. Les « honnêtes gens » des deux conseils jouèrent ce rôle ténébreux avec une astuce, une discrétion, un savoir-faire de conspirateurs, une audace, qui seraient absolument inexplicables, si de pareils projets n'avaient mûri de loin dans leur esprit.

Les difficultés ne manquaient pas ; c'était un grand embarras que les victoires de Masséna à Zurich, de Brune en Hollande ; elles menaçaient

de tout perdre ; car, au bruit de ce triomphe, il n'était guère possible de soutenir plus longtemps le thème ordinaire, que l'invasion était imminente, la France en danger, qu'il fallait un sauveur. Que faire donc ? Les Modérés des conseils, les conspirateurs, Sieyès, Roger-Ducos, ne furent point déconcertés. Ils connaissaient la puissance incommensurable de la rhétorique ; aussitôt toutes les bouches de répéter le lieu commun, ancien, toujours nouveau, qu'une conjuration vient d'être découverte, qu'elle pèse sur chaque citoyen ; que les poignards sont levés ; que « le squelette de la République » tend ses bras ; que « les vautours de la Montagne » arrivent pour le dépecer ; que « la patrie est *consumée* ». Ce ridicule langage parut suffisant aux complices ; et la légalité lui donnant aussitôt un corps, vu les articles 102, 103, 104 de la Constitution, il est décrété que, pour sauver au moins les deux assemblées de l'extermination qui s'approche, elles seront transportées au palais de Saint-Cloud, sous la protection du général.

En réalité, pourquoi cette translation ? Tout muet qu'il était, on craignait donc encore Paris ! Pour se défaire des assemblée nationales, il fallait commencer par les éloigner des yeux de la nation. Car celle-ci pourrait se réveiller aux cris d'alarme des députés, et le peuple évanoui de la Révolution se retrouver encore. Un lieu écarté, un village, des

jardins royaux, livreraient les assemblées sans défense, si, par hasard, elles essayaient de résister. Cette partie du projet, où se montre tant de prudence, doit appartenir à Sieyès ; et ce qui montre combien la vie publique était déjà anéantie, pendant qu'une assemblée livrait ainsi l'autre, que faisaient les sept cent mille habitants de Paris ? Ils ne savaient rien, ou affectaient de ne rien savoir de ces trames. Au club du Manége, les nouvelles se succédaient, mais l'inquiétude ne dépassait pas le seuil. Au delà, vous n'eussiez trouvé qu'un sentiment de curiosité, comme si déjà la patrie, libre ou asservie, n'eût plus été qu'un spectacle.

Cependant les orateurs, les légistes de la conjuration ne se lassent de répéter leurs formules ; ils en offusquent les intelligences, comme on embarrasse de trappes le terrain où l'on veut attirer le combat. Après le travail ténébreux de toute la nuit du 17 au 18 , les piéges oratoires tendus, vers le matin, ils invitent solennellement le général à venir recevoir de leurs mains la toute-puissance militaire. Alors, chose miraculeuse ! de cette petite maison de la rue Chantereine, véritable ferme de Cincinnatus, on vit sortir le général Bonaparte, en uniforme, à cheval, escorté d'un splendide cortége, Macdonald, Serrurier, Lannes, Murat, Marmont, Berthier ; tout l'Empire était là !

Le général se rend aux Tuileries où l'attendent

les conjurés du conseil des Anciens. Après les acclamations, ils poussèrent le sang-froid jusqu'à l'inviter à prêter le serment à la constitution qu'ils l'aidaient à détruire ; tant ils se faisaient un jeu de la parole humaine ! Qui pourrait dire ce qui se passa dans l'esprit du général Bonaparte ? A cette invitation, il répond par une déclamation diffuse ; il s'enivre de paroles où paraissait le maître. Il commande, il harangue, il répète : Je le veux. Mais sa bouche se refuse à prêter le serment à l'instant de le violer. Ses complices n'insistent pas ; ils le tiennent quitte du parjure. Le reste de la journée se consume en revues, en caresses aux soldats.

Le 18 brumaire avait été tout à la ruse ; ce fut une œuvre de nuit. Le 19 brumaire ajoute à la ruse la violence ; il se passe en plein jour. A mesure que les deux assemblées se réunissaient au palais de Saint-Cloud, l'une dans le salon de Mars, l'autre dans l'Orangerie, elles se voyaient déjà presque prisonnières au milieu des troupes. Il n'y avait plus de place pour la dissimulation ; cependant les meneurs des deux conseils ne se lassent pas encore de chercher des subterfuges, jusqu'au milieu des armes, pour achever d'aveugler et de perdre leurs collègues. Ce rôle obstiné d'une assemblée qui en livre une autre a dû faire impression sur les Français ; peut-être est-ce là ce qui ajoute

à la répugnance d'un si grand nombre pour une double représentation.

Jusqu'ici, aucune faute n'avait été commise par les conjurés. La longue expérience les avait prémunis contre les imprudences ; pas une parole de vérité n'était sortie de leurs bouches. La scène change avec le général, l'impatience le saisit. Il pense qu'après les avocats, le moment est venu de montrer l'épée. Son rôle commence, il s'y précipite.

Il entre, les bras croisés, au milieu du conseil des Anciens, qu'il considère comme acquis tout entier à la conjuration. Et se fiant à ce qui l'entoure, il s'engage dans une longue harangue, interminable, contraire à sa nature, à sa situation, et qui prêtait le flanc à chaque parole. Au milieu de ce discours où il se traîne sans pouvoir en sortir, que serait-il devenu, si dans cette assemblée il y avait eu une opposition, et derrière cette opposition un peuple ? Comme avec toute sa gloire, il eût été écrasé dans la discussion qu'il soulevait ! C'était le maniement des armes qu'il fallait faire entendre, et non pas un orateur novice. Aussi bien il en dit trop même pour les auditeurs complaisants de la salle de Mars. Il laisse trop voir le but prochain sans y courir aussitôt. Emporté par l'habitude du commandement, il ordonne, et au même moment il veut persuader. Surtout il dénonce les Cinq-Cents que bientôt il voudra essayer de capter.

Inutile au conseil des Anciens, cette longue harangue ne sert qu'à déchaîner le conseil des Cinq-Cents, où l'écho en fut bien vite porté. Chose lamentable que cette dernière assemblée déjà menacée, enveloppée, dénoncée, sous la pointe des épées, et qui n'a pour se défendre, contre les armes des soldats, que les armes émoussées de la conscience, de nouveaux serments, un appel nominal, des promesses de mourir, des clameurs, et ces vaines protestations par lesquelles une assemblée abandonnée de la nation au moment du péril trompe le désespoir et amuse sa dernière heure. Il y eut là quelques moments d'attente indescriptibles, où l'histoire est suspendue entre deux destinées contraires, la liberté ne trouvant aucune issue pour se sauver, et le général embarrassé d'en finir, n'osant encore usurper à ciel ouvert. La nation seule eût pu décider, et la nation était absente.

Il en prend la place ; il apparaît sur le seuil des Cinq-Cents. Il entre chapeau bas, suivi de deux grenadiers. Que prétend-il ? Que vient-il faire ? Veut-il rassurer les Cinq-Cents ? On sait qu'il vient de les dénoncer comme ennemis. Veut-il les dissoudre ? Il n'a pas besoin pour cela de discours. Sa présence met un moment tout son projet en péril. Aussi, dès qu'il est aperçu à l'entrée de la salle, l'explosion se fait. Ces cinq cents hommes levés, debout, ces cris prolongés : *A bas le Dicta-*

teur ! ces âmes qui se réveillent en sursaut, ces yeux ouverts sur lui et qui le percent de toutes parts, voilà un spectacle qu'il n'avait pas pressenti et qui le fait reculer. Il tombe dans les bras de ses grenadiers qui l'emportent. Il a été vaincu ; il recule, il disparaît. Cinq cents voix acclament encore une fois la liberté retrouvée aussitôt que perdue.

Dans les regards qui l'ont menacé, crut-il sincèrement voir des poignards ? Fut-ce la vision d'un homme de guerre qui tombe foudroyé par l'éclat de la liberté civile, à sa dernière heure ? Ou est-ce tout simplement une fable inventée dans la crise ! Ceci est plus probable. Une seule chose est certaine : le vainqueur d'Arcole a reculé devant la dernière assemblée de la Révolution. Et quel eût été le dénoûment si, à cette heure suprême, le président Lucien eût mis aux voix le « *Hors la loi* » réclamé de toutes parts ? On a pensé qu'un décret de ce genre eût perdu Bonaparte sans retour. J'ai de la peine à le croire. Il était trop tard pour mettre aux prises la liberté avec l'esprit militaire. Celui-ci était déjà trop déchaîné.

Au reste, il n'y eut pas de place à l'indécision. Lucien se fait emporter par des grenadiers dans la cour du palais ; il encourage, il raffermit son frère. Il lance les soldats contre l'assemblée éperdue. Et comme si les baïonnettes ne suffisaient

pas, il jette contre elle une dernière injure : « représentants du poignard ! » Ce mot heureux une fois prononcé achève la fortune de la journée ; les troupes n'hésitent pas un instant. Est-ce pour expier ce moment que Lucien, plus tard, refusa des couronnes ?

Viennent donc enfin les épées nues et les baïonnettes au bout des fusils ! Après tant de détours et de fausses manœuvres pour arriver au but, on respire quand la force ouverte est seule en jeu. Murat, Leclerc conduisent les grenadiers en colonne serrée contre les représentants immobiles à leurs siéges. « Grenadiers, en avant ! tambours, la charge ! » Ces mots parfaitement sincères, ces sabres nus, ces baïonnettes luisantes rétablissent enfin la vérité et la lumière. Nous sortons des embûches de paroles. Mais non ! même à la clarté des épées, la lumière ne se fait pas. Quand l'assemblée des Cinq-Cents aura été dispersée, il se formera dans la nuit une fausse assemblée des Cinq-Cents composée de vingt-cinq à trente meneurs. Lucien, qui préside ce nouveau conseil de conjurés, déclare au nom de tous que rien n'a été contraire aux formes. Les seuls coupables sont ceux qui ont osé discuter contre le sabre. Pour eux, ce sont des brigands soldés par l'Angleterre. De cette union de l'épée et de la ruse sortent une commission provisoire, Bonaparte, Sieyès, Roger-

Ducos, et un nouveau serment. La France, persuadée qu'elle vient par miracle « d'échapper à la hache de la Terreur, suspendue par un fil », applaudit.

Une grande nation, usée par les coups d'Etat, qui ne croit plus à elle-même, s'éloigne de son gouvernement, de ses assemblées, et les laisse seuls aux prises avec les conjurés ; c'est ce qui se montre le plus clairement dans ces journées. Surpris dans l'embûche de Saint-Cloud, les Républicains des Cinq-Cents jettent le cri d'alarme. Ils en appellent à la France. Celui qui aurait jugé du pays par ce qui se passait dans la salle de l'Orangerie, aurait cru à un déchaînement de colère et d'indignation sur tout le territoire. Combien il se serait trompé !

Hors de ce palais, où un reste de vie fermente encore, vous n'eussiez rencontré que le silence, l'étonnement joué ou sincère et bientôt l'adhésion passive de tout un peuple.

Ce fut, je l'imagine, la suprême douleur des derniers représentants de la liberté en France ; après quoi toute douleur est un jeu. Ils se croyaient suivis d'un peuple dont ils possédaient l'âme. Pendant quelques jours, ils allèrent çà et là, le cherchant des yeux dans les carrefours et les places publiques. Où étaient les orateurs superbes à la barre des anciennes assemblées ? Où étaient

les forêts de piques dressées tant de fois, et les serments répétés par les quatorze armées, et cette nation magnanime que l'ombre seule d'un maître avait jetée si souvent dans le délire de la fureur ? Où était la fierté ? Où était l'indignation romaine ? Comment, en si peu d'années, étaient tombés ces grands cœurs ?

Nul écho ne répondit. Les Cinq-Cents ne trouvèrent que des visages étonnés, des esprits convertis subitement à la force, des incrédules ou des muets. Tout se dissipa en un moment ; eux-mêmes semblèrent poursuivre un rêve. A grand'peine purent-ils se défendre du ridicule d'une fidélité trop longue d'un jour à une cause perdue. Alors ils se dispersèrent et s'éteignirent avec le souvenir des grandes choses dont ils avaient été les témoins ou les auteurs. En se voyant si légèrement reniés au grand jour, quelques-uns se renièrent ; d'autres, plus forts, se roidirent, mais gardèrent le silence. Ame, conscience, vérité s'éclipsèrent. Ne demandez pas une autre cause de l'incroyable stérilité morale qui s'approche et s'étend sur les premières années du siècle.

Et nous qui naissions vers ce temps-là, nous avons eu pour premier amusement à nos yeux le tableau de ces grenadiers inaccessibles à la crainte, qui, fiers autant que dociles à la voix de leurs chefs, au roulement du tambour, au signal des épées,

étouffèrent sous leurs pieds les dernières voix de la Révolution. Que cette marche au pas de charge, calme, assurée, imperturbable, nous paraissait belle ! nous l'égalions aux plus grands exploits du temps. Ce fut notre première éducation dans la justice, en entrant dans le siècle nouveau.

Peu d'années après, toute une génération aurait pu avoir pour épitaphe l'inscription antique de l'esclave grec, et murmurer sous la terre : « O mon maître, tu m'as fait un tombeau de marbre ; grâces te soient rendues ! A cause de cela je serai ton esclave dans la mort et jusque dans les enfers [1]. »

[1] *Anthologie grecque.*

II

EFFETS DE LA PANIQUE MORALE. — « OUBLIONS TOUT CELA »

Pendant ce temps que devenait le Directoire ? Sieyès, Roger-Ducos attendaient à la porte le succès de leurs trames. Barras, à la première parole boiteuse de Talleyrand, a rendu sa grande épée dont il avait menacé tant de fois les factieux ; il donne sa démission. Restaient deux hommes d'honneur, Gohier et le général Moulins. Ils sont retenus prisonniers dans le Luxembourg par Moreau, qui se ravale à ce rôle dans cette journée.

Maintenant, si vous examinez de près le plan des conjurés, une première chose surprend. C'est combien, pour réussir, il a fallu d'artifice. Quand on voit d'une part la société harassée, transie de peur, et de l'autre cette gloire de Bonaparte à laquelle tout cède, il semble qu'il n'avait besoin que de dire : Me voici ! Au contraire, que de détours, de déguisements et aussi de fausses manœuvres ! A quoi bon réunir les deux assemblées, pour se donner la peine et l'odieux de les disperser ? On le comprend difficilement.

Bonaparte voulut faire avec modération la chose du monde la plus violente : renverser un gouvernement, une révolution. Sa modération ne tarda pas à l'embarrasser ; il se dépouilla de ce manteau, et fut poussé à plus de violences qu'il n'était nécessaire. Il a cru que, pour se défaire des dernières assemblées de la Révolution, il fallait les convaincre en plein jour ; faute grave, presque incroyable chez un tel homme, et qui atteste un reste d'inexpérience dans l'art de soumettre un peuple. Toutes ses victoires furent près d'échouer devant la révolte de conscience des Cinq-Cents. Nul ne savait combien il est facile d'étouffer la liberté publique, à certaines heures. Celui qui voulait usurper ne le savait pas mieux que les autres ; par les obstacles qu'il suppose, ils s'en crée de réels qui pensèrent le détruire dès le premier pas.

A ce point de vue, il est permis de dire que le 18 brumaire a été mal conçu dans ses détails, puisqu'il n'est rien de pis au monde que de venir proposer, discuter son usurpation dans une assemblée ou douteuse ou ennemie. En voulant se couvrir d'une apparence de droit, Bonaparte a été en danger de ruiner son entreprise dès le début ; il fut obligé alors de recourir à la force brute, déchaînée, et de fouler le droit aux pieds, sous les yeux du monde entier. C'est donc par là que, mieux inspiré, il aurait dû commencer, puisque n'ayant

rien à perdre du côté de la justice, il avait tout à gagner pour le succès. Quand il s'agit de se défaire des conseils d'une nation, un général, même chargé de victoires, n'a que faire à la tribune, surtout s'il veut convaincre. Une situation si fausse perdrait le plus grand des hommes ; car jamais assemblée ne se laissera persuader à la tribune de tomber aux pieds d'un seul. Ce qu'il faut alors, pour faire taire les orateurs, se sont des tambours, non des harangues.

Remarquez encore que le dernier jour de la Révolution devrait porter la date du 19 et non pas du 18 brumaire, comme cela a passé en usage. Chaque événement ne porte-t-il pas le nom du jour où le grand coup a été porté ? Pourquoi donc ici cette exception unique ? L'événement, était-ce les discours de Cornet, de Cornudet, ou tout au plus le décret de translation à Saint-Cloud ? Est-ce là vraiment tout ce que rappelle l'époque dont je parle? Non évidemment. Mais il fallait attacher les yeux de l'histoire sur les préliminaires, et les éloigner du lendemain. Car alors, les deux assemblées investies, le général se substituant à tout, l'expulsion des députés, le renversement de la Constitution, la journée de l'épée, tout cela n'était plus qu'un détail secondaire dont la responsabilité revenait tout entière aux menées du Conseil. Il entrait dans le système de faire croire qu'il n'y avait eu aucune

violence, que la force n'avait été que la conséquence des décrets réguliers des assemblées qui, seules, devaient rester chargées de cette date. Voilà l'intention secrète de la surprise faite à l'histoire. Napoléon lui a commandé d'antidater l'événement ; elle a obéi.

Aujourd'hui, la réflexion que je fais vient trop tard ; nous continuerons de frauder l'événement sans nous en apercevoir. On comptait sur la complaisance des contemporains en 1799 ; celle de la postérité s'y est jointe. Si l'on eût appliqué un art et une chronologie de ce genre à d'autres époques, il n'y aurait pas une journée de violence dans la Révolution. On n'aurait eu qu'à prendre pour date la veille de chaque événement, au lieu du jour même.

J'ai osé montrer les vices d'exécution du 18 brumaire, journée sacrée dans la plupart de nos histoires ; j'en montrerai, d'autre part, la supériorité sur les coups d'État du Directoire. Ceux-ci, ai-je dit, laissaient tout en suspens. Au contraire, le 18 brumaire en finit d'un seul coup avec la vie publique. Après le premier moment d'inexpérience, quelle marche suivie dans tout le reste, hardie, entreprenante vers le pouvoir absolu ! Vous diriez que le génie de la vieille France pousse le général Bonaparte à refaire l'ancien arbitraire. Ce ne sont plus seulement les individus, ou même les partis

qui sont extirpés, ce sont les lois politiques. Du premier coup elles disparaissent. Le jeune général s'assure ainsi, en un jour, quinze années de tranquillité; et pendant ce long intervalle, pas une concession aux hommes de liberté, pas un instant de trêve. Nul interstice ouvert par où puisse rentrer l'ancien démon des âmes libres.

Si donc la première exécution du 18 brumaire prête à la critique, convenons que dès le lendemain les conséquences qu'il portait en lui-même furent tirées avec une rapidité, une suite, une science du pouvoir et un caractère qui ne se démentirent qu'en 1815. En quelques jours, la nation, privée de son droit politique, est de nouveau dépaysée. Dans ce désert, elle suit, les yeux fermés, son guide. Les écrivains prennent aussitôt leurs plumes pour célébrer cette œuvre magnifique. La postérité bat des mains; et les hommes de répéter, de siècle en siècle : Gloire ! gloire ! gloire !

La merveille fut la complicité de tous à s'aveugler. Dans le fait, tout le monde était également neuf pour la servitude. Ceux mêmes qui y couraient le plus vite, croyaient embrasser une forme nouvelle de liberté. Il y avait par delà ce moment de violence comme une terre inconnue, où chacun plaçait ses espérances les meilleures. Singulier penchant parmi nous, à croire que la violence n'amène pas la violence, mais la paix, l'ordre, la di-

gnité, l'indépendance même. Il ne se passait plus un jour où l'on ne se rapprochât du pouvoir absolu, et l'on avait l'air de n'en rien savoir. Nul ne le craignait, tant on était accoutumé à craindre autre chose. Les républicains constitutionnels étaient pris d'un froid délire : — « Asseyez-vous, citoyen Daunou, disait le général Bonaparte, écrivez. » Et Daunou, le républicain de la Gironde, s'asseyait et écrivait sous la dictée la Constitution de l'an VIII, qui anéantissait ses idées et ses espérances.

Carnot fit plus ; il accepta le ministère de la guerre. C'était son nom que l'on voulait, et non pas sa personne. Le ministère fut purement apparent, et Carnot se laissa prendre au piége. C'est pitié de voir le Romain de 1793 échouer en 1800 aux pieds du premier consul. Valait-il donc la peine de s'être opposé au 18 fructidor pour devenir le ministre du 18 brumaire ? Il fallait bien que la chute ou l'aveuglement fût universel, pour qu'un tel homme ne pût rester debout. Comment ne vit-il pas la chose la plus claire du monde, que Bonaparte avait besoin de couvrir d'un nom républicain l'anéantissement de la République ?

Napoléon s'était donné deux collègues, Cambacérès et Lebrun, qui n'avaient d'autre emploi que de masquer la toute-puissance d'un seul ; leur médiocrité suffisait à rassurer. On lui savait gré de se voiler de ces ombres, et de paraître croire qu'il ne

pourrait faire traverser en un moment aux Français les extrêmes de la servitude.

Quand les hommes, après un effort héroïque, se fatiguent du travail des âmes libres, et qu'ils sont tout à coup déchargés du soin d'eux-mêmes et de leur conscience, ils éprouvent un soulagement singulier. On avait plusieurs fois connu cet état de l'âme dans l'antiquité. Après des siècles de tempêtes civiles, les Romains avaient ressenti une paix profonde, une sorte de volupté béate, lorsqu'ils se dépouillèrent de leur conscience entre les mains d'un maître. C'est ce que le Bas-Empire a appelé « bienheureuse tranquillité, félicité des temps, *beata tranquillitas*, *felicitas temporum*. » Car il ne s'est pas lassé de graver ces mots sur les médailles et ses monuments de tous genres. Les Français ont éprouvé quelque chose de semblable après le coup d'État de brumaire qui les affranchit du soin de veiller plus longtemps à leurs propres destinées.

Ce temps, on n'en peut guère douter, est, sauf la dignité perdue, un des plus heureux dont les hommes aient gardé la mémoire. Ils goûtaient, sous le nom d'ordre, les prémices de la servitude, sans renoncer pleinement, ouvertement aux illusions de la liberté. Des noms nouveaux cachaient le retour à de vieilles institutions. Las de se roidir, les esprits se détendaient et se reposaient peu

à peu dans l'ancienne soumission, en conservant quelques-uns des dehors des franchises d'hier ; cela suffisait pour sauver au moins l'orgueil. Un grand inconnu les enveloppait ; ils s'en autorisaient pour penser que ce qui avait commencé par la violence s'achèverait par la modération, peut-être même par la république. La Révolution n'ayant fondé dans les âmes aucun principe, on se berçait de contradictions ; le vide naissait de toutes parts et n'inquiétait personne.

Les armées acclamèrent d'une seule voix le 18 brumaire, montrant par là ce que la Révolution était devenue pour elles. Voilà donc ce qui restait de tant d'innombrables serments prêtés sur les baïonnettes ! Mais la désertion des armées à la liberté fut moins choquante que dans le reste de la nation, car elles parurent obéir à un commandement et suivre encore la gloire. D'ailleurs était-il raisonnable de chercher les principes dans les camps ? Pourquoi demander aux soldats l'esprit civil qui ne se trouvait plus dans les citoyens ? Les fausses vues disparurent ; la force se rallia à la force, le soldat à son général. N'est-ce pas l'ordre suprême ?

Quel plaisir pour un maître de sentir, sous ses pieds, l'âme orgueilleuse d'un peuple qui, tout à l'heure, défiait la terre et les cieux ! Qu'un général enivré de ses victoires s'impose à la nation qui

l'adore, cela est dans l'ordre des choses. Que les armées qui avaient juré de vivre libres ou de mourir portent le maître sur le pavois, cela aussi se voit dans toutes les histoires. Mais que la nation ne sente pas le joug qui s'appesantit sur sa tête; que, loin d'en souffrir, elle l'accepte comme un bienfait et une délivrance ; que les hommes de liberté, les Daunou, les Cabanis, les Grégoire, les Carnot, les Lafayette même, soient les premiers à glorifier l'acte de leur anéantissement ; qu'ils concourent à ce suicide ; qu'aucun pressentiment ne les éclaire ; que l'évidence ne leur parle pas ; que le tranchant de l'épée ne les avertisse pas, voilà le fait nouveau qui ne s'était pas encore rencontré à ce degré dans le monde.

Quand la panique morale envahit un peuple, on est étonné de voir comment l'intelligence des bons est tout à coup liée et garrottée par des mains invisibles. Combien elle devient chétive et caduque aux prises avec les habiles de ce monde ! Elle se réduit pour ainsi dire à rien dans tout ce qui ne touche pas immédiatement à la nourriture du corps. Et la divinité misérable qui se joue ainsi de l'esprit des hommes à de certains moments, a beau être païenne, elle vit encore ; elle s'appelle Fatalité.

Ou plutôt, je ne puis guère douter que ce qui annula à ce point, en 1799, les générations con-

temporaines devant Napoléon, ce fut l'inconsistance de leurs idées. Lui seul est d'accord avec lui-même. Il part du 18 brumaire et il agit. Pendant que les autres se dépensent en conceptions contradictoires, son histoire est d'un seul bloc ; le commencement répond à la fin. Il a voulu les causes, il voudra les effets.

Ici le nœud de la Révolution se délie par l'épée. Vous voyez en même temps, dans le dernier acte, éclater et périr à la fois toutes les idées fausses qui s'étaient accumulées dans l'esprit français. Épreuve salutaire, si on savait la comprendre. Quelle chimère que celle des révolutionnaires, tels que Cabanis et Grégoire, qui félicitent les conjurés de brumaire d'avoir jeté la soldatesque dans la tribune pour la sauver ! Où est-il cet homme, tel qu'ils se le figurent, qui étouffe la parole publique pour l'affranchir? Où s'est-il jamais rencontré dans le monde? Les innombrables dupes du 18 brumaire, c'est-à-dire presque tous les Français de 1799, en appelaient à un être impossible. Napoléon leur montra un homme réel. Outre son génie, il eut tout d'abord sur ses contemporains l'avantage de la logique. Aussi, dès le premier pas, il mit le pied sur eux. Un monde fut écrasé, il n'en sortit pas même un gémissement.

Observez Sieyès à cet instant. Que trouvez-vous en lui de l'homme de 89 ? La peur, la peur sordide

occupe seule cette intelligence en ruine. Partout où est un républicain, Sieyès croit revoir la Terreur. Son âme est pleine des fantômes de 93 [1], qui se réveillent après coup plus effrayants dans le rêve que dans la réalité ; il les propage autour de lui. Il en a affolé le Directoire ; maintenant, il en assiége les consuls. Trop longtemps il a vu l'échafaud en perspective : sa pensée ne conçoit plus autre chose. A peine si, contre le revenant de Robespierre, il se rassure sous l'épée de Bonaparte.

Il avait voulu être le théoricien de la liberté ; par le fait, il devient le théoricien de la servitude. Sa constitution libérale se change sous ses yeux, dans ses mains, en préparation au pouvoir absolu ; et il en est le principal instrument dans le sénat. Le

[1] « Ceux qui veulent épouvanter par le mot de République citent toujours l'époque de 1793, comme si la République, en tant que gouvernement, existait en 1793 ! La Convention elle-même n'entendait point être dans les conditions d'une république ; elle refusa de mettre la constitution en vigueur ; elle se plaça dans un régime provisoire qui fut terrible, parce que les provocations intérieures et extérieures du temps portaient le même caractère. Les émigrés ne parlaient que de pendre et de tuer. Louis XVIII, assez fin politique d'ailleurs, faisait des proclamations où, à travers quelques expressions mitigées pour le peuple, la mort était toujours en première ligne pour les membres de la Convention.

« J'étais en 1795 à Vérone, où il résidait ; il lança de cette ville une proclamation, où il ne parlait que de la punition des conventionnels. Est-il surprenant que ceux-ci, armés du pouvoir, aient usé de représailles ? L'orgueil royal parlait avec fureur et mépris ; la puissance du peuple répondait. » Mémoires inédits de Baudot.

premier consul lui donne la terre de Crosne, récompense nationale pour la flexibilité de son génie qui, sans paraître s'en apercevoir, transformait une république en monarchie absolue ; cela aussi sembla la chose la plus naturelle du monde. Déjà l'opinion n'était plus capable de mépriser, et il devenait difficile à un homme de se déshonorer. Ce que fait Sieyès, des milliers d'hommes le font comme lui. Les spectres de 93 sortent en foule de leurs tombeaux. A cette nouvelle, une grande nation effarée, muette, se réfugie contre eux à la discrétion de l'épée.

Une fois que vous avez accordé à Napoléon le 18 brumaire, il n'est guère raisonnable, en effet, de lui marchander le pouvoir absolu. De quelle argile vouliez-vous qu'il fût fait ? Maître de tout, ne pas être tenté d'en abuser : quelle chimère ! Les contemporains jugèrent plus sagement de la prise invincible qu'ils lui avaient donnée contre eux ; ils comprirent qu'ils n'avaient plus rien à lui disputer ; ils se cédèrent eux-mêmes.

L'impression que fit le 18 brumaire dans le camp de la contre-révolution est énergiquement retracée par son écrivain, Mallet-Dupan : « En disposant militairement de ce sénat fondamental et indissoluble, on voue à la risée tous les dogmes de 1789. » Paroles vraies en un sens. Qu'était-ce, en effet, que l'adhésion de la France aux journées de bru-

maire? L'aveu implicite que sa révolution politique était avortée, puisqu'on rentrait dans l'ancienne loi, d'après laquelle salut, progrès, vie, civilisation, avaient toujours dépendu de la puissance et de l'arbitraire d'un seul. Cette loi suprême de la vieille France redevenait la loi de la nouvelle. C'était donc la fatalité de la France de ne pouvoir marcher sans retomber en tutelle? Un choc si grand que celui de la Révolution n'avait pu déraciner la tradition des légistes byzantins qui déjà se remettaient à l'œuvre. On allait donc revoir la forme impériale du pouvoir de Philippe le Bel, de Charles V, de Louis XIV, et peut-être de Charlemagne, puisque la nation n'avait pu prendre la robe virile.

Sans doute, les hommes, les temps avaient changé ; les classes s'étaient brisées, nivelées, au moins dans les lois ; c'était là un grand résultat. Mais enfin, l'âme du droit politique était restée la même, puisque, après des efforts si désespérés pour échapper au pouvoir d'un seul, on y rentrait de toutes parts, sans peine, sans répugnance, ou même avec joie, comme dans le refuge accoutumé où chacun allait abriter, en paix, ce qu'il avait acquis ou sauvé. Car les amis et les ennemis de la Révolution s'accordaient presque également à se réjouir d'un changement qui devait les tromper les uns et les autres. Le retour au passé conve-

nait ainsi à tous par des raisons opposées. Quant à l'avenir, personne n'y songeait; on s'était épuisé à le chercher vainement ; la plupart demeuraient éblouis du présent comme s'il eût dû être éternel.

C'eût été un prodige, si, après tant de prosternements devant la force, dans tous les siècles, les historiens n'eussent, la plupart, porté aux nues le 18 brumaire ; mais, ici, ils sont punis par un éternel mécompte. Leur pensée se heurte constamment à l'impossible ; les événements les réfutent à chaque pas.

Tout ce qu'ils annoncent se trouve faux ; ils se donnent à eux-mêmes un perpétuel démenti. La loi morale effacée, c'est la substance même des choses qui semble leur manquer. Ils posent un principe, et ils ont horreur de la conséquence ; ils proclament la paix, c'est la guerre qu'ils déchaînent ; ils annoncent un Washington, c'est un César qu'ils intronisent. Quand ils l'ont mis au-dessus des lois, ils veulent que celui auquel ils ont tout livré s'impose le frein dont ils l'ont débarrassé, qu'il soit humble, doux, débonnaire, assagi par la toute-puissance !

Je ne sache rien au monde, ni dans aucune histoire, de plus inconséquent, de plus fictif, de plus vain que la méthode par laquelle nous séparons le 18 brumaire de l'Empire. C'est là que notre étrange

logique se dissipe en fumée et que notre échafaudage tombe en poussière.

Fidèle à son point de départ, si Napoléon continue Bonaparte ; s'il est un seul et même être ; s'il use contre nous de la verge que nous avons mise en ses mains ; s'il fait de son empire un long 18 brumaire ; si du mépris de la loi auquel nous avons applaudi il s'élève au bon plaisir, du bon plaisir à l'orgueil, de l'orgueil au vertige, oh ! alors, médiocres autant qu'insensés, nous commençons à nous étonner de cette logique du plus fort. Nous voudrions rester à moitié chemin de l'abîme, et de nos faibles voix nous crions : C'est assez ! Récrimination vaine. Il est trop tard. Il nous faut suivre dans le gouffre, bon gré, mal gré, à travers le Consulat et l'Empire qui se confondent. Je sais bien qu'après avoir exalté le vainqueur dans la bonne fortune, il nous reste à le renier dans la mauvaise. Mais nous ne prenons ainsi que l'opprobre ; nous lui laissons la gloire.

Quand des événements semblables s'accomplissent, non-seulement sans résistance de la part des contemporains, mais encore avec leur complicité, tenez pour certain qu'ils sont destinés à reparaître, et qu'ils entreront plus ou moins dans la constitution de l'État. Car il faut avouer que la tentation doit être grande d'assujettir les peuples qui n'en gardent ni rancune, ni souvenir. Si, de plus,

la conscience périt jusque dans l'histoire, alors tout périt. L'historien doit remplir au milieu du drame des événements l'office du chœur antique chargé de maintenir, de proclamer la justice en dépit de la bonne ou mauvaise fortune. Mais si, au lieu d'être le gardien des lois morales, l'historien achève lui-même de les abolir, en détruisant la conscience, il détruit la trame de la justice dans l'avenir encore plus que dans le passé.

Un républicain des plus obscurs de la Convention, Ingrand, racontait[1] que, sous le Consulat, passant à Poitiers, il s'avisa de faire visite à son ancien collègue, Cochon l'Apparent, devenu, de conventionnel, préfet. Il le trouva entouré de solliciteurs, d'émigrés, de ci-devant, qui alors sortaient de terre. Le préfet eut d'abord l'air de ne pas reconnaître le modeste Jacobin. « Souvenez-vous donc, mon cher collègue, disait celui-ci ; nous faisions tous deux partie de la fameuse commission des Vingt-Quatre, qui provoqua tant de mises en arrestation ; c'est même vous qui insistiez le plus. — Ah ! oui ! interrompit le préfet ; je vous reconnais parfaitement ; mais oublions tout cela. Venez me voir quand je serai seul. » Et il le congédia pour toujours.

« Oublions tout cela ! » C'était, en effet, la pensée et le mot d'ordre de 1802. Oublions les hom-

[1] Mémoires inédits de Baudot.

mes, les choses, les espérances, les serments et tout ce qui a ébranlé la terre. Congédions le passé, et qu'il ne reparaisse plus, même en songe. L'extraordinaire est qu'un tel ordre fût obéi, et sans difficulté.

Le premier effet de la servitude fut de séparer non-seulement les individus, mais les générations. Celles qui avaient vu la liberté étaient si différentes de celle qui ne l'avait pas connue, qu'elles n'eurent bientôt plus entre elles rien de commun. Elles vivaient à côté l'une de l'autre sans se connaître, indifférentes l'une à l'autre, n'ayant rien à se dire ; la première cause qui les divisait, est la dernière qu'elles eussent consenti à avouer.

La pente de la démocratie, en France, est de se détacher de tous ceux qui souffrent pour elle ; car elle les accuse de n'avoir pas réussi et leur compte les défaites presque à l'égal d'une trahison. En oubliant ses martyrs, elle se délie de son principe. Que reste-t-il d'elle alors ? non plus un parti, mais un élément, tempête, vent, caprice, dont tout le monde s'empare au gré de l'ambition ou des hasards de chacun. C'est ce que l'on vit sous le Consulat ; la démocratie avait oublié ses morts en peu d'années. Il resta d'elle un nom, un vêtement, un masque, une force vague, pour couvrir les projets qui lui étaient le plus opposés, noblesse nouvelle, centralisation, pouvoir absolu. De la démo-

cratie politique rien ne survivait plus que la capote grise.

Beaucoup d'esprits avaient été emportés par le peuple, comme par un océan, au delà de leur nature ordinaire ; puis le peuple se retira, en oubliant sa cause ; et les esprits qui s'abandonnèrent à lui demeurèrent échoués, naufragés, sans pensée, et qui pis est, sans souvenir.

Chez les Romains, toutes les institutions bienfaisantes étaient attribuées par les prolétaires au roi Servius. Il en arriva de même de Napoléon ; il devint le roi Servius de la Révolution française.

Comme, dans les colonnes antiques, les bas-reliefs qui montent dans la nue aboutissent à une seule figure que les autres semblent porter au ciel ; de même, dans l'esprit des peuples, les diverses journées de la Révolution française ne semblèrent qu'un grand piédestal à Napoléon Bonaparte. Alors on fit cette découverte, que la Révolution n'avait pu créer encore un peuple de citoyens, mais seulement un peuple de soldats.

Après cela, croirait-on que le dernier républicain, en France, fût l'homme qui avait ouvert les états généraux de 1789, Necker[1] ? Quand les parvenus de la Révolution n'aspiraient plus qu'à devenir chambellans, c'est le ministre de Louis XVI

[1] *Dernières Vues de politique et de finance*, 1802.

qui trace le plan d'une république démocratique. Il montre aux Français que le moment de la monarchie tempérée est passé pour eux ; qu'après tant de stériles efforts il ne leur reste que deux issues, ou la république, ou le despotisme ; et il les adjure de préférer la république. Cet ouvrage, le plus élevé de Necker, se perdit en 1802 dans l'acclamation universelle qui saluait le pouvoir absolu. Il n'y avait plus de républicains pour le lire. A des hommes qui avaient déjà tant oublié, il parut un anachronisme inexplicable. Le ministre de Louis XVI rappelait aux Français leurs innombrables serments à la liberté ; ce souvenir importun sembla une accusation. Les plus modérés répondirent par l'injure, puis l'indifférence mit fin aux outrages. Napoléon seul se souvint ; il punit le père dans la fille.

Par piété filiale, madame de Staël, en parlant de cet ouvrage, en 1817, en atténue le caractère. Elle n'ose avouer qu'il s'agit d'un plan de « République démocratique ». Il y allait de la mémoire de son père. Qui eût souffert, en 1817, l'idée d'un Necker républicain ?

Chez les anciens, aucun historien n'approuve le 18 brumaire de César, le passage du Rubicon. Ceux qui écrivent sous les empereurs, par exemple Florus, Suétone, Plutarque, ne transigent pas sur ce point. N'est-il pas surprenant que des

écrivains païens, sous les Césars mêmes, aient montré cent fois plus de conscience que nos écrivains chrétiens ? La servilité n'étouffa pas chez les anciens le gémissement de la conscience après la dignité perdue[1]. Chez nous, tout a été effacé en un moment ; ils ont pris soin de la dignité humaine, nous en avons fait litière.

[1] Cæsaris furor... quodam quasi diluvio. FLORUS, lib. IV, p. 328. — Nullo bono more triumviratus invaditur. *Ibid.*, p. 288. — Quis pro dignitate rei ingemiscat ? *Ibid.*, p. 328-336.

III

LE CONCORDAT

La Révolution n'avait pas modifié un seul dogme ; mais elle avait tenté d'établir une garantie en établissant que chacun fît les frais de son culte. J'ai pu voir encore un prêtre presque centenaire qui allait, la besace sur l'épaule, recueillir les dons des croyants et vivait de l'autel. Il apparaissait sans parler à la porte de chaque chaumière ; les paysans lui donnaient un morceau de leur pain de seigle qu'il mettait dans sa besace. Telle fut, dans nos campagnes, la première forme de l'Église renaissante. Elle ressemblait à celle des apôtres, après que la terre avait tremblé et que le voile du temple s'était déchiré. Mais que cette ressemblance dura peu !

Qui n'eût cru que la séparation de l'Église et de l'État, ce principe essentiellement moderne, déjà établi dans la démocratie d'Amérique, accepté par la Réaction même, devait au moins s'enraciner chez nous ? Mais non. Dans la pente qui entraînait à leur ruine toutes les réformes, celle-

ci fut la première à disparaître. Elle datait pour nous de 1795 ; elle était le mot d'ordre du monde moderne ; le premier consul l'efface d'un trait de plume, le 18 germinal an X ; et après cela, où s'arrêter ? La religion n'est plus qu'une partie de la haute et de la basse police ; la conscience est remise sous la main et le scellé de la politique. Nul ne peut prier son Dieu sans en avoir l'autorisation de l'État, et il n'autorise que les anciennes croyances qui ont la sanction du temps ; d'où l'impossibilité de rien innover dans la vie religieuse. C'est la mort que l'on régularise.

Toute croyance qui n'est pas salariée, tout dieu qui n'est pas fonctionnaire est supprimé ; et ce changement s'accomplit dès qu'il est commandé. Pas une âme ne résiste. Les cultes tenus pour officiels se réjouissent que d'autres soient rendus impossibles ; ce qui confond, est que ce régime de spiritualité, sous la surveillance continue de la police, ait pu s'appeler le régime de la liberté des cultes, tant la notion en avait été promptement extirpée.

Le clergé esclave devant le souverain, souverain devant la conscience ; l'Église despotique aux mains d'un despote, voilà le concordat. Quelle massue dans la main d'Hercule ! mais aussi elle peut se retourner contre lui.

Le discours de Portalis qui sert d'introduction

au concordat de 1802 est l'origine de ce catholicisme de convention, que personne n'a vu, fabuleux, libéral, conciliant, sans ordres religieux, sans couvents, sans ultramontanisme, sans théocratie, presque sans pape, pure imagination d'un homme de loi qui sert les vues d'un grand capitaine. Que parlons-nous encore d'utopies ? La première utopie est celle du concordat.

En voici la signification réelle. Dans la politique, la Révolution revenait à César ; dans la religion, elle revient au pape. La France n'avait pu, dans le chaos qu'elle venait de traverser, dégager sa personne morale au milieu des traditions antiques dont elle était investie. N'ayant pu trouver en elle-même, dans sa conscience, son centre de gravité morale, elle restait, en partie, le satellite de Rome. C'est là ce qui se lit à chaque ligne de cette convention.

Ainsi se montra une chose dont l'enseignement ne devrait être perdu pour personne, je veux dire un peuple qui, après s'être proposé pour but la philosophie, la raison pure, se trouvant incapable de l'atteindre ou de se maintenir à cette hauteur, retomba, en un moment, au cœur même du moyen âge, sans ferveur et sans foi. D'où vous pouvez, ce semble, conclure que dans l'état actuel de l'espèce humaine, si vous présentez à des masses d'hommes la vérité sous sa forme nue, elles peu-

vent bien un moment se passionner pour la suivre. Mais, bientôt, incapables de la saisir et de la posséder sous cette forme abstraite, elles s'en dégoûtent; et si vous ne leur laissez, au moins, le fil de leur tradition, elles restent suspendues dans le vide, et ne tardent pas à être précipitées dans l'ancien ordre de choses.

Soit enthousiasme, soit audace, les Français avaient méprisé tous les degrés intermédiaires du christianisme; ils avaient prétendu s'élancer du fond même des superstitions romaines jusqu'à la possession de la vérité nue, sans passer par aucune des tentatives de réforme où d'autres nations s'étaient arrêtées. Ils ont voulu franchir d'un seul bond l'enceinte, non-seulement du catholicisme, mais du christianisme. Dans ce gigantesque effort, l'intervalle s'étant trouvé trop grand, ils ont manqué la route. Des hauteurs les plus hardies de la philosophie moderne, ils sont retombés en un clin d'œil dans la dévotion byzantine, de Voltaire à Pie VII, de l'Encyclopédie au concordat. Encore une fois Phaéton a été précipité, en un moment, de l'Empyrée dans l'Erèbe.

Même chose arrivera, je le crains, toutes les fois qu'à des peuples possédés par une ancienne religion vous présenterez, pour la remplacer, la raison dépouillée de tout mystère. Les peuples se figureront, pendant un peu de temps, qu'ils mar-

chent sur vos traces ; bientôt cet effort les lassera. Au moment où vous croirez les avoir gagnés à ce que vous appelez la vie nouvelle, tournez la tête en arrière ; vous les verrez ensevelis dans leurs anciens tombeaux.

Déjà le clergé constitutionnel a disparu ; le clergé de l'ancien régime se relève seul. Le Vicaire savoyard de la constitution civile se repent et abjure sa philosophie. Du travail d'idées qui devait enfanter un nouveau monde moral, que reste-t-il? Quelques délimitations géographiques dans la démarcation des diocèses ; voilà ce que nous sommes réduits à appeler l'Église nouvelle et la conquête de la Révolution dans l'ordre religieux.

Quant aux cultes dissidents, lorsque après des siècles ils reparurent librement en France, cette liberté n'eut presque aucun effet de rénovation sociale pour nous. Le protestantisme reparaissait, en effet, avec la fiction de l'égalité des cultes ; mais, en dépit de cette fiction, combien l'infériorité était immense pour lui ! Défense lui était faite de se répandre par le prosélytisme. Qu'est-ce donc que la liberté d'une croyance à qui il est interdit de se communiquer? Où étaient les synodes, les assemblées qui s'étaient maintenus dans leur indépendance jusqu'au fond des grottes des Cévennes? Dans le vrai, les réformés sortaient de terre, brisés, mutilés par deux siècles d'oppression. Que

reste-t-il de ces indomptables huguenots qui avaient juré d'arracher la France à l'idolâtrie romaine, à la « captivité de Babylone » ? Désormais, ils sont trop heureux d'être tolérés, sans bruit, sans éclat, sans aucune des espérances passées.

Et, en effet, depuis ce temps-là, qui a entendu parler du protestantisme ? Combien son tempérament s'est trouvé changé ! Satisfait d'être surveillé, qu'il est loin de vouloir régner ! Je dirai même que l'épreuve l'a trop adouci, trop annulé ; à peine s'il se plaint des coups qu'il reçoit. L'ilotisme où il a été réduit pendant deux siècles lui a trop bien appris à se contenter de vivre, sans ambitionner de reconquérir ce qu'il a perdu.

Que le retour du catholicisme, en 1802, est différent ! Il revient, dès le premier jour, la tête haute, se faisant gloire de ses persécutions ; car les années de terreur où il a été relégué remplissaient alors toutes les oreilles de la renommée de ses martyrs. Au contraire, les deux siècles et demi d'oppression, d'avanies, d'exil, de tortures, d'extermination des réformés, n'occupèrent pas une pensée.

Ainsi le catholicisme, avec le concordat, rentre, non en suppliant, mais en maître. Il va bientôt le faire voir à son restaurateur lui-même.

IV

QUE RESTE-T-IL, EN 1802, DE LA RÉVOLUTION POLITIQUE?

Napoléon a prétendu qu'en 1802 il était libre de choisir entre le catholicisme et la religion réformée, que la nation l'eût aveuglément suivi dans le choix qu'il eût fait [1]. Nous venons de voir le contraire; la France s'était déjà liée. Ajoutons que le catholicisme seul entrait dans le plan et la logique des desseins du général Bonaparte; s'il eût poussé la France à de profondes innovations dans la religion, il eût été en contradiction et en révolte avec lui-même.

Descendez au fond de sa pensée, vous verrez qu'il avait pour idéal l'empire de Constantin et de Théodose; et cette tradition, il la tenait de ses ancêtres, comme tous les Gibelins italiens. J'ai déjà

[1] « On croirait difficilement les résistances que j'eus à vaincre pour ramener le catholicisme. On m'eût suivi bien plus volontiers si j'eusse arboré la bannière protestante.

« Il est sûr que sur les ruines où je me trouvais placé, je pouvais choisir entre le catholicisme et le protestantisme; il est vrai de dire encore que les dispositions du moment poussaient toutes à celui-ci. » *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. V, p. 289.

montré ailleurs [1] que c'était un instinct de race qu'il apporta en naissant. Au lieu de tendre à l'émancipitation religieuse de la conscience individuelle, il se représentait toujours un pape dont il eût été l'empereur et le maître ; conception qui n'est autre chose que l'idée des Gibelins et des glossateurs du moyen âge. De ce mélange du génie italien et du génie français se forma cette logique extraordinaire par laquelle il refoula si aisément la France jusque dans les institutions politiques de Charlemagne.

Celui qui portera cet élément nouveau dans l'histoire de Napoléon verra ce qu'il y a de plus étrange dans ses projets s'éclairer d'une lumière inattendue. Tout ce qui est dans la tradition gibeline, latine, byzantine, se retrouve dans Napoléon, comme tout ce qui manque à Napoléon manque également à la tradition gibeline du pouvoir politique et religieux. Lorsqu'il rêve pour lui l'avenir, c'est toujours le monde obéissant d'un Théodose, d'un Justinien, tel que se le représentaient les imaginations impériales au moyen âge. Quant à la liberté moderne, elle était pis qu'un anachronisme au milieu de pareilles conceptions ; elle ne pouvait lui sembler qu'un caprice chez les peuples et un piége à sa puissance.

Cet homme, si profondément moderne par tant

[1] Voir mes *Révolutions d'Italie*, p. 481.

de côtés et qui redevint par tant d'autres un prince du moyen âge, un Carlovingien (et c'est trop tôt s'arrêter, il faut remonter à Byzance) ; ce César qui est à la fois Charlemagne, antique et féodal ; ce cortége de ducs, de comtes, de barons, nés d'une révolution niveleuse ; voilà autant d'énigmes qui déconcertent le monde, impossibles à déchiffrer si l'on s'arrête à la surface. Ces mêmes contradictions s'éclairent, s'expliquent, se remplissent de lumière si, conformément à l'esprit de notre temps qui fait entrer l'influence originaire de race dans toute question, vous découvrez, dans Napoléon, la transmission des caractères natifs que lui ont légués ses aïeux impérialistes de Florence. A bien des égards, par sa superstition césarienne de la *Monarchia del mondo*, il est à son insu l'exécuteur testamentaire des plans chimériques de Dante, qu'il n'a pas lu ; il en redevient le contemporain. Exigera-t-on de Dante d'avoir, dès le XIV^e^ siècle, les idées de la Révolution française ?

A la place de Napoléon, mettez pour un moment, comme beaucoup de gens le voulaient, Moreau, Hoche, Joubert, ou Bernadotte, et pesez la différence, non-seulement de génie, mais de nature. Aucun de ces hommes de pure race française n'eût trouvé, dans ses archives de famille, la tradition innée de la monarchie romaine, universelle. Est-ce Hoche ou Joubert qui aurait apporté, en nais-

sant, la vision du grand empire, sans frontière, sans limite, qui ne consent pas même à être borné par l'Océan ? Aucun d'eux, évidemment, n'aurait rencontré les conceptions encore plus extraordinaires que grandes de Napoléon. Le sang italien courant de veine en veine, depuis les partisans de Frédéric Barberousse et de Henri VII jusqu'aux Bonaparte gibelins du xvi^e^ siècle, pouvait seul produire ce colosse de gloire et de vertige qui nous étonnera, nous éblouira, nous troublera, jusqu'à ce que nous en ayons vu et compris enfin la cause historique.

En rétablissant triomphalement le catholicisme, il est donc certain que Napoléon donna à son autorité la base nécessaire. Ce qu'il avait surpris au 18 brumaire, il le consacra par le concordat. Après avoir dompté les volontés par la force, il les apprivoisa par la religion. Tout cela part d'une même pensée.

Les théologiens s'étonnaient de la sûreté de coup d'œil du jeune général en matière religieuse. Je le crois volontiers. Il avait parfaitement discerné, du premier regard, que le catholicisme était une pièce nécessaire de l'autorité telle qu'il la concevait ; il ne trouvait que là cette discipline des esprits dont il voulait faire la règle de l'ordre politique. Le concordat fut sa visite aux sables de Jupiter Ammon.

C'eût été une contradiction mortelle pour lui d'aider les hommes à conquérir la liberté individuelle de conscience, lorsqu'il se proposait de les assujettir à sa volonté seule. S'il eût poussé la France au protestantisme, il eût daté son pouvoir du XVI^e^ siècle, et non pas, comme il le comprenait, de l ère des Césars. Un empereur gibelin et protestant répugne à la nature des choses.

Dans cette forte prise du pouvoir absolu, il faut pourtant dire où il s'abusait. Un point le trompa. Ce furent les prétendues libertés de l'Église gallicane. Son génie manqua ici de pénétration : il ne vit pas que ces libertés, dont il voulait faire un esclavage, avaient péri comme toutes les autres. Il s'engagea sur cette frêle surface qui se rompit sous ses pieds ainsi qu'il arrivera à tous ceux qui l'imiteront sur ce point. Il crut garrotter l'Église à son char par les quatre articles de Bossuet dont l'Eglise ne voulait plus ; ces articles qui limitaient la papauté n'étaient qu'un leurre. Il ne tarda pas à s'en apercevoir.

C'était le côté faible de l'Empire. Pour ramener la terre sous le joug de Constantin ou de Théodose, que fallait-il ? D'abord restaurer avec le catholicisme la papauté, puis se substituer à elle ; le pape n'eût plus été qu'un patriarche dans la main de l'empereur. Napoléon eût présidé, comme Constantin, des conciles de Nicée. Il eût possédé

l'autorité absolue sur les âmes comme sur les corps.

Tel était le but. Pour y atteindre, les moyens ne valaient rien, puisqu'il s'appuyait sur l'Église gallicane qui n'était qu'une ombre. C'est là qu'il prit pour la première fois l'apparence pour la réalité. D'un côté, il voulait ne rien changer au dogme ; de l'autre, il voulait ramener violemment l'Église à l'état de dépendance où elle était au IIIe siècle, sous les empereurs de Byzance. Dans ce chemin, n'ayant aucune des audaces d'esprit d'un novateur ou d'un réformateur, il rencontra l'anathème et l'excommunication qui l'arrêtèrent court.

De ce moment, son édifice manquait de base, et il ne put lui en trouver une autre. Pour ramener le monde au temps de Constantin, il fallait refouler au IIIe siècle la société politique et la société religieuse. De ces deux conditions, Napoléon ne put remplir que la première. L'Église, en restant enracinée dans le moyen âge et la papauté théocratique, lui barra la route et l'empêcha de rentrer dans l'idéal byzantin.

Ne pouvant dès lors s'appuyer ni sur Rome, ni sur Byzance, ni sur le monde moderne, il se trouva que sa construction ne reposait que sur lui seul, et qu'elle devait durer et tomber avec lui. Dans le fond, il prétendait deux choses contradictoires :

l'une, que le pape restât le chef de la catholicité, l'autre, qu'il devînt le chef du pape. Quand la tiare était à terre, il n'osa pas la relever, et la mettre sur sa tête. Cet homme de tant d'audace dans les affaires de ce monde n'eût plus représenté le génie de la tradition latine, s'il eût montré une témérité égale dans les choses de l'esprit.

Déjà la figure d'airain de Napoléon nous échappe ; nous l'altérons, nous la changeons au gré de nos pensées amollies. En dépit de nous, la fable se forme, se développe sous nos yeux. Dans les poëmes du moyen âge, Attila n'est plus le marteau de Dieu ; il devient un chevalier errant, mélancolique, qui va priant de moutier en moutier. Charlemagne n'est plus le vainqueur et le baptiseur des Saxons dans un fleuve de sang ; il est toujours « piorant sur sa barbe florie, » au milieu de ses pairs. Par une transformation de ce genre, Napoléon deviendra-t-il le représentant et le précurseur débonnaire de l'ère des gouvernements représentatifs ? Laissons à Attila son fléau, à Charlemagne ses capitulaires, à Napoléon ses décrets. Ne confondons pas l'histoire et le poëme.

Vous avez vu la Révolution de 1789 éclater pour échapper au joug de la tradition byzantine et romaine, sous la double forme du pouvoir politique et religieux. En 1802, le chaos se débrouille, la lumière se fait ; examinez le dénoûment. Cette

même tradition que l'on croyait avoir rompue est rétablie ; ce même joug que l'on croyait brisé est réparé sous un autre nom ; et c'est ce que le premier consul appelle « consolider définitivement les résultats de la Révolution ». Chose bien plus extraordinaire, le sophisme de l'ambition d'un grand capitaine devient le jugement de l'historien et le leurre d'une partie de la postérité.

La logique du despotisme fait partie du génie de Napoléon. Quand nous la lui ôtons par une flatterie posthume, nous le défigurons sans le servir.

Notre histoire est plus belle que ne la font les historiens, puisqu'elle renferme la logique qu'ils lui refusent et que voici :

Il y a eu deux grandes conquêtes qui ont laissé leur empreinte sur nous, l'une par les Romains, l'autre par les Franks. La Révolution française a affranchi la nation de la conquête des Franks ; celle des Romains subsiste encore.

La Révolution française ayant échoué sur les deux points principaux, la religion et la politique, il en résulta que le génie français n'avait pu s'émanciper de Rome ; qu'à ces deux points de vue, la masse de la nation, les Gaulois, étaient restés captifs et serfs des Romains, sous la forme de César et du souverain pontife. Ce qui continuait de régner dans les Gaules, c'était la tradition césarienne par l'empereur et le pape.

Parvenus à ce moment, vous voyez la France, sortie du pouvoir absolu, y rentrer à grands pas, et le cercle de fer qu'on avait cru brisé se fermer de nouveau.

Entre ses Tarquins et son César, elle avait connu à peine quelques années d'une république tumultueuse.

De 1792 à 1804, les Français ont parcouru tous les degrés politiques que les Romains ont mis des siècles à parcourir entre l'époque des Tarquins et l'époque des Césars.

Cette vaste étendue de l'histoire romaine, ces transformations, ces différences absolues de mœurs, de lois, de régimes ont été resserrées chez nous en douze ans. Les mêmes hommes ont vu en France, sans sortir de la jeunesse, et les vieux Tarquins dans l'ancien régime avant 1789, et la république des Gracques dans celle de Saint-Just, et l'empire de Justinien dans celui de Napoléon.

Une croissance si violente et de si prodigieux changements qui, chez les Romains, avaient rempli des siècles et qui, chez nous, se précipitèrent pendant une seule génération, dépassaient les forces humaines ; celles-ci parurent épuisées au sortir de ce travail où l'enfance touche à la virilité, la virilité à la vieillesse, Rome à Byzance, les Tarquins aux Césars.

Les Français, en 1789, avaient rencontré pour

obstacles trois grands faits qu'ils s'étaient proposé de vaincre : le pouvoir absolu, le catholicisme de Rome, la centralisation administrative. L'orage passé, au commencement du siècle, vous voyez ces trois grands faits reparaître et se relever de toute leur hauteur : le pouvoir absolu avec le premier consul, le catholicisme romain par le concordat, la centralisation par l'administration nouvelle. L'esprit latin de Rome vieillie se retrouve en tout. L'ancien fleuve, après avoir traversé le lac et y avoir déposé une partie de son limon, reparaît à l'autre extrémité et reprend son ancien tempérament.

Un droit civil très-développé et un droit politique nul ou seulement apparent, tel avait été le caractère du monde de Byzance ; vous découvrez avec étonnement que le même caractère se retrouve encore chez le premier peuple latin après dix-huit siècles.

Les Français, depuis 1804, croyaient avoir sauvé la Révolution, parce qu'ils avaient les cinq codes ; ils faisaient le raisonnement des Byzantins qui croyaient, eux aussi, avoir sauvé Athènes et Rome et l'âme héroïque de la civilisation, parce que Justinien leur avait accordé le Digeste et les Pandectes.

Les anciens laissaient aux peuples conquis leurs lois civiles, sachant bien que la souveraineté n'est

pas là. Qui eût pensé que la Révolution ne devait garder que ce que les conquérants eux-mêmes accordent aux vaincus ?

Vous n'eussiez jamais deviné qu'après tant de journées immortelles les Français ne retiendraient que ce qui ne leur avait été disputé par personne, le droit privé.

En réalité, que reste-t-il alors de la Révolution politique ? Un idéal, un drapeau, quelques mots de justice qui flottent sur l'abîme, et où sont attachés les yeux du genre humain. Jamais plus grand naufrage et plus rayonnants débris. Trois paroles laissées en héritage au monde et des millions d'hommes morts vainement pour elles, cela aussi est sublime.

Ne comparez pas, d'ailleurs, la compression de l'esprit humain sous Napoléon à celle du Bas-Empire. Il restait dans celui-ci une vie municipale, partout répandue, qui permit au monde de respirer : vous n'en trouveriez pas l'ombre dans le régime inauguré en 1800.

Y a-t-il des révolutions atrophiées, comme cela arrive dans les organisations végétales ou animales ?

Au commencement de ce siècle, la Révolution est un monument à demi ruiné, aux prodigieuses assises, abattu en quelques jours sous la main d'un conquérant ; mais dans ses immenses fonde-

ments, cette Babel laisse voir encore, çà et là, le plan que la postérité achèvera, si elle sait profiter des expériences accumulées ici et stériles jusque aujourd'hui.

V

L'EMPIRE ROMAIN ET L'EMPIRE DE NAPOLÉON

Après le gigantesque travail de 1789 à 1800, que voyez-vous ? Une idée étrangère, italienne, gibeline, celle de l'empire du monde, envahit, domine tout ; elle s'assied au faîte et règne. La Révolution française, inachevée, s'arrête à la moitié de l'œuvre, n'ayant pu trouver encore sa forme. Napoléon occupe ce vide énorme et le remplit de son nom.

Quand un peuple a fait le vide en lui-même, il devient nécessairement la proie de la force et du hasard.

Napoléon, à Sainte-Hélène, a fait son apologie en faisant celle de César. Le passage du Rubicon lui rappelle le 18 brumaire ; il cherche à se persuader, et il se persuade, en effet, qu'après avoir renversé toutes les lois, César était au-dessus des reproches, parce qu'il avait conservé toutes les formes extérieures et les noms même, sénat, consuls, tribune aux harangues. Espérait-il se tromper ainsi ? Non ; il n'en avait pas besoin. Mais le so-

phisme que les hommes avaient accepté de sa bouche, il voulait le consacrer par la complicité de l'antiquité.

Singulière conspiration de ces sophistes souverains qui se transmettent l'un à l'autre les mêmes subtilités royales à travers les temps ! Que ne se contentent-ils de dominer le monde ! Le malheur est qu'ils veulent encore son adhésion. Il ne leur suffit pas que leurs sujets soient soumis, ils les veulent convaincus. C'est trop peu qu'on plie le genou si l'intelligence ne se plie à son tour.

Alexandre ne se contente pas de régner sur le monde grec ; il faut qu'on adore en lui le fils de Jupiter Ammon. Depuis ce moment, les hommes se mettent à adorer des hommes : première chute de l'antiquité.

César ne se contente pas d'être le maître du monde romain ; il veut encore que l'on voie en lui le libérateur des hommes. Depuis ce temps, le sophisme césarien aveugle la terre, jusqu'à l'entière énervation du monde antique.

De même Napoléon ne se contente pas de mettre la terre à ses pieds ; il veut aussi que sa domination absolue et le silence qui l'accompagne aient été l'avénement de la liberté moderne, et qu'il soit le fils resté fidèle et légitime, non de Jupiter Ammon, mais de la Révolution.

C'est l'honneur des Grecs d'avoir discuté Alexan-

dre tant qu'ils ont vécu ; jamais ils ne se sont ensevelis dans sa gloire. On rencontre encore des hommes après Alexandre. Le contraire est arrivé chez les Romains. Après César, pendant un siècle, il ne se trouve plus personne. Un homme remplace un monde ; ç'a été la fin de l'antiquité.

Napoléon, qui prisait tant les Romains, détestait les Grecs. Il me semble que je viens d'en donner la raison principale, dont il ne se rendit jamais compte.

César et Napoléon voulaient tous deux la même chose, le pouvoir absolu. Mais voici en quoi les moyens qu'ils employèrent furent différents. César ne put songer à restaurer les institutions du passé, parce que ces institutions étaient la liberté. Napoléon, au contraire, revint, par l'imitation de Charlemagne, au moyen âge, parce qu'il avait le despotisme derrière lui.

Qui aurait pu lire dans les années suivantes, jusqu'en 1814, aurait vu, sur le fond persistant de la tradition latine du Bas-Empire, quelques apparences de liberté bientôt effacées et dont la nation perdait de plus en plus le souvenir. Il aurait pu croire au retour de la civilisation riche et servile des Séleucides après Alexandre, des Romains sous César ; mais cette comparaison l'eût trompé. Le monde devait échapper au César moderne par une issue que personne n'entrevoyait.

VI

LE PEUPLE COURONNÉ

Si je cherche quel était le danger dont les Césars romains avaient le plus à se défier, je m'aperçois d'abord qu'ils n'avaient rien à redouter du côté du peuple ; car les plébéiens de l'antiquité étaient fascinés par ce pouvoir nouveau qui se donnait pour une partie d'eux-mêmes. Incapables de discuter une mémoire telle que celle de César, ils voyaient dans chacun de ses successeurs leur maître, et dans leur maître leur tribun. Une sorte de magie s'ajoutait à la gloire du nom ; cela les jetait dans une stupeur pareille à la fascination du drapeau de pourpre, qui pétrifie le taureau dans le cirque. Le peuple asservi adorait, dans le prince, le peuple couronné ; et le maître de Rome pouvait tout dire ou tout oser, sans risque de lasser jamais la patience du plus grand nombre. C'était là le principe des empereurs.

Sauf les embûches particulières, il n'y aurait donc eu aucun danger public pour le prince, si nulle autre force n'eût existé que celle de la masse

des citoyens. Cette masse ayant perdu la conscience, l'estime d'elle-même, se sentait juste assez de cœur pour écraser ce qui était à terre. Comment la pensée aurait-elle pu lui venir, à elle si annulée, de renverser son divin représentant ? Cette idée ne se présentait jamais.

Aussi, dans toute l'antiquité, n'y eut-il pas de phénomène plus surprenant que celui-ci. On vit en un jour, comme par enchantement, le peuple le plus remuant de la terre se calmer subitement et devenir le plus docile, le plus patient sous la main de César et de ses successeurs. Ce calme étrange se dément à peine pendant des siècles : les émeutes ne se font plus au forum, mais dans les camps. Il n'y eut plus de trace de révolution populaire dans le monde romain.

Une seule force subsistait encore, l'armée. C'est elle qui avait passé le Rubicon, c'est elle qui avait détrôné le peuple et le sénat : elle seule faisait le prince, elle seule pouvait le défaire.

Pourtant, si le danger était là, il faut encore une grande attention pour discerner, dans la vaste étendue de l'empire, le point où le César était le plus menacé. En y réfléchissant, vous trouverez que ceux qui avaient le plus d'intérêt à un renversement, étaient les légions les plus éloignées de Rome, qui, placées aux frontières, dans les contrées les plus reculées de l'empire, loin des cares-

ses du prince, ne connaissaient de la guerre que les dangers, sans les récompenses réservées aux familiers. Voilà le point noir que devait incessamment observer, à l'extrémité de l'horizon, un empereur romain digne de commander.

C'étaient les légions des Gaules, d'Espagne, de Germanie, de Syrie, qui disposaient de Rome; c'est par elles que se firent ou défirent tour à tour Néron, Galba, Othon, Vitellius, Vespasien. En sorte que vous pouvez déduire, comme une règle, que chez les anciens, dans le monde des premiers Césars, le point faible pour eux était à la circonférence, non au centre : toujours en péril d'être renversés par un mouvement d'ondulation qui, parti d'une des extrémités de l'empire, finissait par refluer sur le centre et par emprisonner le maître du monde dans sa capitale.

Au milieu de ce flux et de ce reflux des révolutions par les armées, le peuple manquait toujours davantage; d'où il s'ensuivait que des révolutions de soldats ne produisaient jamais que le même gouvernement militaire; et les formes du pouvoir absolu ne changèren jamais moins que dans le temps où l'on vit le plus de changements de princes.

Voilà l'expérience de l'antiquité. Si vous l'appliquez à l'histoire de Napoléon, il semble d'abord que tout diffère entre son empire et celui des Cé-

sars antiques. Cependant, malgré les différences, il reste encore assez d'analogies pour que la loi établie plus haut reparaisse dans l'empire de 1804 à 1814.

En premier lieu, nul danger d'une révolution à l'intérieur ; le peuple disparu ou fasciné en un moment ; toute opposition devenue odieuse au grand nombre ; le gouvernement fermé, muré à toute idée libérale, et n'étant que mieux aimé. Le péril, pour Napoléon, ne vint jamais du dedans ; son empire n'eût jamais croulé, de son vivant, par les difficultés intérieures, s'il eût pu seulement s'assurer contre le dehors.

Mais il y eut un temps où toutes les armées du continent, moins la Russie, étaient dans les mains de Napoléon ; c'est alors qu'une certaine analogie se montra avec l'empire romain et que le péril commença. Les armées d'Espagne, de Prusse, de Suède, d'Autriche, se révoltent : ce premier ébranlement se communique à la circonférence, elle pèse de plus en plus sur le centre. Chaque jour le cercle se resserre ; le moment vient où l'empereur ne possède plus du monde que Fontainebleau. Alors la ressemblance avec la destinée des premiers Césars est visible. Tout le génie du monde ne pouvait l'empêcher.

VII

COMMENT LE DROIT POLITIQUE A PÉRI DANS L'ANTIQUITÉ

Il faut toujours souhaiter à un parti vaincu d'avoir des exilés. C'est par eux que se maintient dans son intégrité le principe même qui fait la force de ce parti. C'est par les exilés qu'au moyen âge, malgré la victoire des adversaires, était maintenue dans son énergie première la cause soit des Guelfes, soit des Gibelins.

On trouverait mille exemples qui démontreraient cet avantage pour un parti, d'avoir dans sa défaite un corps nombreux de proscrits ; car ceux-ci ne subissant, en quoi que ce soit, l'autorité nouvelle, peuvent reparaître et ramener l'ancien étendard, tel qu'il s'est conservé dans l'exil, lequel a, avec le tombeau, le privilége unique de conserver intacte toute pensée qu'on lui confie.

Les historiens n'ont pas remarqué une chose importante : c'est que les proscrits de César, en demandant leur grâce et leur rappel, tuèrent eux-mêmes leur cause. Ils détruisirent le principe de leur parti en s'humiliant devant la fortune de celui

qui l'avait renversé. Par leur adhésion à César, ils légitimèrent l'usurpation de César, si elle peut être légitimée.

En refusant de souffrir plus longtemps pour le droit, ils firent qu'il y eut un interrègne, une suspension dans la tradition de la justice. Il y eut un moment où, tous s'étant rangés à la volonté du plus fort, le droit ne fut plus représenté par personne en aucun lieu de la terre. Dans ce moment, il périt ; et, avec lui, périt le principe vital de l'antiquité.

Voici un autre effet de l'adhésion vraie ou simulée des vaincus à César. Cet effet se fit sentir immédiatement dans les affaires publiques. L'ancien parti républicain, les vaincus de Pharsale ayant tous demandé au vainqueur ce qu'ils étaient obligés d'appeler leur grâce, et ayant eu le malheur de l'obtenir, furent accablés eux et leur cause par ce bienfait. Le peuple vit en eux des hommes chargés des dons de César et qui ne respiraient que par lui. Lorsque, lassés, rebutés par les humiliations qu'il leur fallait dévorer chaque jour, ces mêmes hommes tuèrent César, le peuple ne comprit rien à cette action. La conscience humaine se trouva bouleversée dans les masses, au moment où elle était la seule lumière qui leur restât.

La multitude ne put voir que des meurtriers

dans les hommes qui payaient les bienfaits de César en lui donnant la mort. Ce fut le cri, le sentiment instinctif de la foule. Si César était criminel, pourquoi les Pompéiens ont-ils recherché sa clémence? S'il n'était pas criminel, pourquoi l'ont-ils tué, eux qui lui devaient la vie?

Tout l'ancien génie de la République succomba, ce jour-là, devant ce cri de l'instinct humain. Ainsi, ce qui restait, par hasard, de conscience dans le monde, ne servit qu'à amnistier le despote et à condamner les libérateurs. C'est alors vraiment que tout fut perdu.

Il en eût été autrement, sans doute, si le parti de la République eût accepté la proscription avec la fierté d'hommes qui sentaient qu'ils emportaient avec eux la bonne vieille cause. Dans quelque coin de terre qu'ils eussent été relégués, bien des regards se seraient tournés vers eux du milieu même de Rome. Sous l'oppression de César, il serait arrivé plus d'une fois que les citoyens se seraient dit à voix basse, sinon dans le forum, au moins dans le secret du foyer domestique : « C'est en vain que César a tout envahi. La République est debout dans le cœur des exilés. Elle vit avec les consulaires, les tribuns, les préteurs qui, à Rhodes, à Mitylène, jusque dans le fond des déserts d'Asie et d'Afrique, ont refusé de saluer une coupable victoire. »

Et après la chute de César, lorsque les défenseurs de la liberté publique eussent reparu dans Rome, ils auraient eu une force invincible pour rompre avec la mémoire de César. L'ayant combattu vivant, ils étaient naturellement armés pour le poursuivre mort.

Tout le monde eût compris une situation si grande, si forte, si magnanime ; l'éloquence d'Antoine, vraiment invincible, quand il montrait dans les meurtriers de César les favoris de César, eût été en pure perte. Qui eût songé à opposer le testament du dictateur à des hommes qui n'auraient cessé un seul jour de protester contre lui ? La nature eût été d'accord avec la liberté publique. Le droit rapporté intact de la proscription eût gardé assez de vigueur pour germer de nouveau dans Rome. La République aurait pu renaître.

Mais, encore une fois, ceci suppose que le droit subsiste sans éclipse dans certains cœurs ; et nous venons de voir que c'est précisément ce qui a manqué le plus. L'acte de Brutus s'est tourné contre lui, parce que les peuples se sont dit : « Brutus était chargé des bienfaits de César, et Brutus a tué César. Ne suivons pas Brutus. » Ici la nature s'est trouvée en contradiction avec la liberté. Celle-ci a péri dans l'acte exécuté pour la rétablir.

C'est dans les lettres de Cicéron que vous pou-

vez suivre, jour par jour, ces dernières défaites de la conscience publique. Cicéron sert d'entremetteur entre les vaincus et le maître. Il couvre ses faiblesses en se donnant des imitateurs. Il embauche ses amis, et les ramène au plus fort. Il obtient des grâces, et ne se doute pas qu'il perd ceux qu'il prétend sauver. Les sollicitations des proscrits, après le Rubicon, pour rentrer à Rome, leurs supplications montrent qu'ils n'avaient plus eux-mêmes la conscience du droit. Lorsque tous ceux qui avaient combattu l'usurpation de César devinrent ses suppliants, ils jetèrent à ses pieds le droit, la justice. Pour la rétablir, il était trop tard aux ides de mars. La trace en resta perdue, et ce fut la fin de l'antiquité.

Ce qui sauva le sentiment du droit politique en France, et le perpétua de 1800 à 1814, c'est qu'il se trouva toujours un certain nombre d'hommes qui restèrent loin des yeux de Napoléon, et échappèrent à sa fortune et même à ses bienfaits. Ceux-là surent entretenir en eux-mêmes quelque ombre de liberté et d'espérance, sans qu'on pût les accuser de renier un bienfaiteur; ils ne mirent pas en opposition le droit et la nature. Le général Lafayette, Benjamin Constant, Royer-Collard, Carnot, Châteaubriand et quelques inconnus attendaient l'avenir en silence. Dans un isolement qui ressemblait à l'exil au milieu de la patrie, ils

conservaient non-seulement l'idée, mais la langue du droit. Le moment venu, ces lueurs rares se propagèrent ; le flambeau se ralluma, il courut de mains en mains. On put voir comment se produit le phénomène de la renaissance d'un peuple à la vie publique ; la France, encore une fois, parut sortir d'un songe.

LIVRE VINGT-QUATRIÈME

SOCIÉTÉ NÉE DE LA RÉVOLUTION

I

LA LITTÉRATURE AU SORTIR DE LA RÉVOLUTION. LE VIDE MORAL

Deux ouvrages inconciliables, encore plus inégaux, portent l'empreinte des dernières années de la Révolution exténuée, *Obermann* et le *Génie du christianisme*. L'un et l'autre aboutissent aux deux extrémités opposées du monde moral ; par cela même, ils renferment tout l'homme au sortir de la Révolution.

Dans *Obermann*, je reconnais l'homme qui a suivi, sans dévier, la tradition des philosophes du XVIII^e^ siècle. Fidèle à leurs systèmes, il a marché devant lui à travers mille obstacles ; et maintenant, au moment de recueillir le fruit de tant d'efforts gigantesques, il s'arrête ; la force lui manque ; une immense lassitude l'empêche d'atteindre le but. Il y touche peut-être ; un pas encore, et il arriverait

au terme de ses désirs inextinguibles. Mais ce pas, il est incapable de le faire. Le vide d'un effort infini se trahit sous chacune de ses paroles. L'esprit nouveau qui devait créer des mondes nouveaux se repaît de sa propre impuissance ; il la contemple, il l'admire, et, comme autrefois il s'enivrait de sa force, il s'enivre de sa stérilité.

Un Voltaire sans sourire, un Rousseau sans passion, un Diderot sans chaleur et sans entrailles, l'ombre grande encore, mais exténuée du XVIII^e^ siècle qui surgit et s'efface parmi des ruines, sur les sommets des Alpes glacées, est-ce donc là ce qui reste du débordement de vie, du chaos de lumière d'où devait surgir l'avenir moral ? Obermann, est-ce toute une génération qui, en 1800, disparaît sans bruit, sans éclat, dans l'inanité de ses songes magnifiques ; monde d'espérances, d'attentes frustrées, qui s'affaise sans retour ? Oui. Le sentiment profond d'une entreprise avortée, cet aveu d'impuissance, de défaillance morale, de stérilité irrémédiable qui semble la parole creuse de toute une époque de bruit, voilà ce qu'Obermann lègue à ses successeurs.

Et vous verrez toute une suite d'hommes de génie se repaître de ce thème d'impuissance ; le même sentiment d'inanité, de stérilité incurable, deviendra, chose extraordinaire, l'âme de toute une littérature nouvelle. Le même verbe de mort

accueillera l'une après l'autre les générations qui surgissent. Vous verrez les Obermann, les René, les Child-Harold, puiser incessamment dans le même vide sans fond. Étrange inspiration, qui, par-dessus toutes choses, se fera gloire de ses défaillances et de son inanité. L'immense Révolution française avorte, en 1800, dans le sable aride, sans avoir pu enfanter la vie libre et spirituelle. Toutes les conceptions des poëtes, pendant un demi-siècle, sembleront une personnification répétée de ce vide moral.

Au reste, le livre qui a saisi les esprits est le *Génie du christianisme* : il marque la nouvelle époque, et voici quelle contradiction il apporte avec lui. Tandis qu'en Allemagne, la renaissance de l'esprit littéraire s'accomplit par les idées les plus hardies, chez nous, au contraire, c'est l'esprit de réaction qui inaugure la littérature nouvelle. Le *Génie du christianisme* de Chateaubriand, qui commence la révolution littéraire, est la condamnation de la révolution politique, philosophique, que l'on vient de traverser. Ainsi, l'inspiration qui subsiste après la Révolution française est l'œuvre par laquelle cette révolution est répudiée.

Ouvrez le livre qui va retremper l'imagination française, vous n'y trouverez aucune des idées du monde moderne. Au contraire, la guerre déclarée

aux révolutions, aux innovations ; un coloris étincelant pour rendre la vie aux choses mortes ; de grandes témérités dans les formes du langage, et une horreur religieuse, systématique de toute nouveauté, de tout progrès, de toute hardiesse dans le fond et dans l'esprit ; un admirable sentier couvert de fleurs, pour rentrer dans le moyen âge ; le *Vicaire savoyard* redevenu, après ses transformations révolutionnaires, l'émule, l'imitateur de Bossuet et de Bellarmin ; un artifice continuel de tours inattendus, qui flattent en vous un dernier désir de changements ; et aussitôt après les séductions, le voile de l'Église qui se baisse de haut en bas et vous enveloppe dans le sanctuaire gothique, de manière à ne plus vous laisser d'issue.

La nature même, dans sa vie immortelle, n'est plus qu'un témoin et un argument du passé ; elle semble n'avoir de valeur que comme un hiéroglyphe du moyen âge. Ce qu'il y a de plus jeune, de plus spontané sert ainsi de cortége à ce qu'il y a de plus suranné. La rosée du matin n'est plus belle parce qu'elle marque la trace de l'Éternel vivant, mais parce qu'elle a été foulée par les pasteurs d'Égypte. Nous ne voyons plus l'univers par nos yeux, mais par ceux des peuples de l'ancienne alliance. Il faut que l'oiseau qui vient de naître dépose aussitôt de je ne sais quelle antiquité. Nous ne laissons aucun des êtres à sa

place, dans son ingénuité première : ils sont tous pour nous comme les caractères phonétiques d'un vieux livre dépareillé.

L'ouvrage qui date la renaissance de l'imagination en France, étend ainsi un voile gothique sur la nature même ; tous, nous naissons à la vie nouvelle de l'esprit dans ce magnifique sépulcre blanchi.

Comment n'aurait-il pas séduit, dès le premier jour, les Français de 1800, si bien préparés par la réaction des années précédentes? Tous nos préjugés y sont en quelque sorte divinisés, principalement celui qui nous tient le plus au cœur et qui consiste à confondre le christianisme et le catholicisme, si bien que nous n'établissons aucune différence entre les époques diverses de l'histoire religieuse ; c'est pour nous un grand tout confus que nous appelons unité.

Châteaubriand mêle et confond dans le même moment toutes les époques du christianisme, le temps de saint Jérôme et celui de l'abbé Maury, les protestants Leibnitz, Newton, et les ultramontains Bellarmin, Aquaviva. Il décrit un christianisme qui, en réalité, n'a été nulle part ; mais cette chimère splendide nous attire, nous séduit. Nous suivons d'abord ce beau monstre littéraire qui nous amuse ; en supprimant la progression de l'histoire, il nous dépayse au milieu des temps.

Ces vieux siècles restaurés et déguisés nous surprennent comme des nouveautés. Dans le même moment, où de Maistre nous forge des liens plus étroits, Napoléon prépare le Concordat. Les chaînes de fleurs que nous nous donnons librement en 1799 deviendront, le lendemain, les dures chaînes de la nécessité.

Comme il y a, d'ailleurs, dans cette résurrection des choses mortes, un vide profond et une secrète impossibilité, ce néant se trahit dans le personnage de René. Cette histoire que Chateaubriand donne comme le témoignage vivant de l'efficacité de ses doctrines, est, au contraire, la preuve évidente de leur impuissance. Ce qu'il appelle le vague des passions n'est bien souvent que le vide.

Qu'est-ce que ce héros qui ne sait ni aimer, ni haïr, ni croire, ni douter, ni édifier, ni renverser, ni vivre, ni mourir? Il n'est grand que par son immense ennui. Obermann n'a rien su faire de sa philosophie; René ne fera rien davantage de son catholicisme. Les pensées nouvelles se dissipent sans rien produire; les anciennes reparaissent après avoir perdu leur raison d'être. Des deux côtés, même impuissance, même inutilité de l'effort. Après un gigantesque espoir, tout retombe, tout s'efface. La vieille nature serve reparaît, en 1800, au fond des âmes que tant de forces déchaî-

nées n'ont pu encore ni renouveler, ni réparer, ni éteindre.

Les jours ont succédé aux jours ; le sang a coulé comme l'eau : et rien n'est changé dans le fond du vieil homme. N'y a-t-il pas là quelque motif d'ennui ? Dans tous ces beaux poëmes énervants, si souvent imités, la France et l'Europe sonnent creux, comme un ancien tombeau, sous le sabot du cheval de bataille de Napoléon. La vie n'en surgit pas encore.

POURQUOI LES ÉCRIVAINS N'ONT PLUS L'INFLUENCE QU'ILS EXERÇAIENT AU XVIII^e SIÈCLE

Vous demandez pourquoi les écrivains du XIX^e siècle n'ont plus sur leur nation la prise qu'avaient sur elle les écrivains du XVIII^e ? La raison en est simple. Les idées les plus vraies, les plus justes font peur aujourd'hui. On y aspirait de toutes parts avant la Révolution. Toute l'histoire, depuis 1789, est renfermée dans ce vers :

Quæsivit cœlo lucem, ingemuitque repertâ.

Nos pères cherchaient la lumière ; et nous, nous gémissons de l'avoir trouvée.

Au XVIII^e siècle, toutes les classes aspiraient à la même vérité ; elles couraient au-devant des idées, elles avaient soif de lumière. Le même écrivain était ainsi l'organe de la société entière, noblesse, bourgeoisie, peuple, qui avait même curiosité, même ambition du vrai. Montesquieu, Voltaire, trouvaient autant d'écho chez les grands que chez les petits. Une société une encore permettait au génie une domination universelle.

A mesure que Rousseau écrivait, ses idées passaient du duc de Luxembourg à M. de Malesherbes, de celui-ci à madame Roland, à Carnot. La même pensée circulait dans tous les rangs ; la gloire n'était pas un mot.

Depuis la Révolution, chaque condition, chaque parti s'est fait sa petite vérité exclusive, hors de laquelle point de salut. Exprimez-vous une de ces vérités, vous êtes aussitôt condamné par tout ce qui a placé ailleurs son étendard. Chaque degré de richesse et de pauvreté a son système d'idées sur lequel la parole et l'éloquence ne peuvent avoir aucune prise. On a telle pensée, non parce qu'elle est tenue pour assurée, mais parce qu'on appartient à telle condition de fortune où elle est en usage. Pour savoir ce que les hommes pensent, je n'ai plus besoin d'interroger leurs âmes ; il me suffit de savoir à quel étage ils vivent. De bas en haut, je découvre ainsi tous les diverses systèmes de philosophie ou de croyance. Montrez-moi votre habit, je saurai d'avance quelle est votre manière de concevoir l'ordre des mondes, depuis notre planète jusqu'à l'étoile de Sirius.

Voilà le vrai supplice de l'écrivain au XIX^e^ siècle. Quoi de plus misérable, de plus borné, de plus contraire à la liberté de l'esprit, que d'être parqué dans une condition et rejeté aussitôt de toutes les autres ! La pensée ne se dilate plus en vertu de sa

force naturelle, et il n'y a plus d'écrivains nationaux. Que de grands hommes dans leur parti sont à peine connus des autres !

Le remède à ces difficultés est de s'abstenir de penser, car c'est la pensée qui nous divise ; et le moyen de vivre en paix est de se préoccuper uniquement du coloris qui n'inquiète ou ne scandalise personne. C'est ainsi que les littératures sont peu à peu amenées à renoncer aux idées et aux sentiments, parce qu'ils deviennent des obstacles, et à se renfermer dans la couleur seule ou dans la forme, terrain neutre où la vie est commode. Tout ce qui ébranle fortement les âmes finit par causer un véritable effroi à ceux qui aspirent à une domination quelconque par l'art d'écrire. Ils commencent par éviter la pensée comme une cause de discrédit ; bientôt ils n'ont plus besoin de ces précautions : la pensée, en se retirant d'elle-même, fait la moitié du chemin et leur épargne la peine de la fuir davantage.

Il s'en faut bien d'ailleurs que la Révolution ait émancipé l'esprit des Français autant que nous le croyons. Il y a aujourd'hui plus d'idées convenues et obligées dont il n'est pas permis de sortir, qu'il n'y en avait au XVIII^e^ siècle. Un écrivain se sent des chaînes qu'il n'avait pas alors. Depuis que la terre a tremblé, on a élevé à la hâte, par impatience et par peur, une immense digue de lieux

communs, de sophismes, de phrases banales que personne n'a examinées et que l'on est sommé de respecter, sous peine d'être suspect de vouloir ramener le déluge. Cet échafaudage n'existait pas pour les écrivains du XVIII^e^ siècle ; ils pouvaient jeter un regard assuré sur les hommes et sur le monde. Nous avons remplacé les choses sacrées par les choses convenues. La servitude est-elle moindre pour être volontaire ?

Sans doute, un Français peut se risquer dans les grands sujets que La Bruyère disait nous être interdits ; mais un Français trouve tant de fantômes de bon goût qui obstruent l'entrée, tant de points auxquels il n'est pas permis de toucher, tant de phrases tenues pour sacrées, qu'il est obligé de rester à la surface. Ou, s'il veut pénétrer plus avant, ce n'est plus seulement la Bastille qui l'attend ; c'est la clameur, la réprobation, la haine de ceux qu'il vient troubler dans la possession et la propriété péniblement acquises des subtilités ou des non-sens où ils ont juré de passer leur vie. Chez les gens du monde, la raison s'excuse d'exister. Le premier philosophe est celui qui fait état de ne plus penser.

En dépit de nos révolutions, la vie de l'écrivain qui sert la vérité et ne veut servir qu'elle, est restée aussi difficile en France qu'en aucun pays du monde. Pour oser, il faut qu'il se séquestre de tout,

qu'il renonce à tout. C'est là une des persuasions que je dois à l'expérience. Peut-on reprocher aux écrivains de ne pas tous accepter cette destinée ? Ce serait cruauté. La plupart passent la seconde moitié de leur vie à racheter les vérités hardies qu'ils ont affrontées dans la première.

Ni Kant, ni Fichte, ni Schelling, ni Hegel, n'auraient pu professer publiquement, en France, les audacieuses propositions qui ont changé le monde moral ; ils auraient été arrêtés dès la première parole. Je ne conseillerais à personne d'enseigner trop sérieusement l'hébreu.

III

S'IL EST IMPOSSIBLE D'EMPÊCHER UN PEUPLE DE PENSER? COMMENT PÉRIT LA PHILOSOPHIE

Spinosa, qui vivait en Hollande, sous un régime de liberté, était convaincu qu'il est impossible d'opprimer la pensée ; peut-être ceux qui ont vécu sous des gouvernements absolus ont-ils le droit d'avoir une opinion contraire. Ceux-là doivent être frappés de voir combien il est vrai que l'homme est un roseau pensant, comme il est facile de le ployer à tous les vents et de le flétrir à sa racine.

Assurément, il est difficile d'ôter la liberté intérieure aux hommes qui ont appris à en user ; mais je tiens qu'il n'est pas trop malaisé d'amener, pendant un certain temps, une grande masse d'hommes à ne pas penser du tout ; et, dans cette léthargie, la question de liberté disparaît elle-même faute de sujet.

Je voudrais montrer par quelle transformation un peuple peut être conduit à renoncer à penser ; je crois que l'on verrait que le premier degré est le sophisme, puisqu'il est la première altération de l'intelligence.

La pensée n'est plus autorisée à se produire qu'à la condition de se soumettre à certaines maximes imposées. Plutôt que de se taire et de s'évanouir, elle fait un effort immense pour se plier à cette servitude ; elle se déforme, elle se déprave dans cet effort ; à la fin, elle y périt. L'activité morale devient alors une fatigue insupportable, dont chacun cherche à s'exempter ; et s'il est difficile d'empêcher de penser les peuples qui y sont accoutumés, il est cent fois plus difficile de forcer à penser ceux qui l'ont oublié ou désappris.

Le phénomène de l'engourdissement de l'esprit s'est vu de 1800 à 1814. Ceux qui ont vécu en ce temps-là se rappellent que la réponse du public à toute idée, à toute impression nouvelle, était : « Je ne comprends pas. » La nation la plus intelligente du monde ne pouvait plus supporter le poids d'une idée ; la littérature de cette époque est tout entière dans cet étrange phénomène.

Quand l'âme se retire d'une société, toutes les sources morales s'en retirent à la fois. La science des lois de l'esprit, la métaphysique, disparaît la première ; elle semble une folie. L'homme, désorienté, vide de sa conscience, la cherche dans la physique, dans la chimie, dans les mathématiques, seules sciences qu'il consent encore à respecter. C'est bien ; qu'il cherche encore. Il s'est perdu à ce point qu'il ne se retrouvera que dans la douleur.

Jusque-là, qu'il se pèse dans les gaz et s'évapore avec eux.

Les Allemands, dans la philosophie, avaient détruit le principe de la certitude métaphysique ; mais ils avaient laissé subsister la conscience morale sur laquelle ils prétendaient tout rebâtir. D'autres gens sont venus ; ils ont extirpé la conscience, et le monde s'est trouvé dans le plus beau néant qui se verra jamais.

La philosophie de l'esprit n'est possible que dans un temps où l'âme générale est répandue dans un peuple. Si elle tarit, la philosophie tarit en même temps. C'est son honneur de ne pouvoir exister que lorsque la conscience de l'humanité est vivante.

Socrate était bien à l'aise pour parler de l'âme ; elle rayonnait de partout en Grèce, des hommes, des choses, des marbres même.

J'ai montré ailleurs [1] Kant, contemporain de la Constituante, Fichte de la Convention. A la chute universelle de la conscience, qu'est-ce qui répond ? Le matérialisme, ou plutôt le nihilisme ; d'où ce principe généralement et hautement admis, que, pour faire un sacrifice quelconque à une idée ou à une cause, il faut être mystique.

Quand l'homme tombe, il se trouve toujours un système pour l'encourager à tomber davantage.

[1] Voir *Allemagne et Italie, philosophie et poésie*, p. 175.

La théorie le punit ainsi de s'être laissé déchoir. Redevient-il esclave, la théorie annonce qu'il est fait pour l'esclavage. Cesse-t-il de penser, elle déclare que sa nature est de végéter. S'endort-il, évidemment, il n'a point d'âme.

Ce ne seront pas des livres qui referont l'âme humaine, voilée et disparue. Elle se retrouvera, elle se démontrera à elle-même en agissant. De grandes actions qui remettront l'homme à sa place, seraient seules capables de changer les vues et les idées sur la nature humaine.

Jusque-là, comment croire au libre arbitre, quand il n'y en a plus d'exemple, et que chacun suit processionnellement sa voie sous son capuchon de plomb ?

On croit forcément à la nécessité d'une autre vie pour l'âme, quand on la sent ici qui déborde par-dessus le vase et qui a besoin de s'épancher dans une meilleure coupe. Mais comment prouver l'immortalité, quand l'âme tarissante ne remplit pas même la capacité de cette vie ?

Montrez-moi un acte moral collectif ; j'en ferai un système. Sinon, non. Refaites quelque part une conscience, et vous aurez bientôt refait une philosophie. Si tous les astres se voilaient à la fois dans l'univers, que deviendrait l'astronomie comme science d'observation ? Les mathématiques pures la soutiendraient dans l'esprit de quelques sages ;

mais la plupart des hommes la nieraient, ne voyant plus le ciel étoilé sur leurs têtes.

Quelquefois la langue d'un peuple se glace subitement dans sa bouche ; les mots les plus sacrés ont perdu leur accent ; ils ne résonnent plus. Alors, pour vous faire entendre, vous êtes obligé de hausser le ton, comme si vous parliez à un peuple sourd. C'est ainsi que les langues se déforment. Pour leur rendre la vie, l'accent, ce n'est plus assez du génie des écrivains : il faut des événements qui réveillent l'âme des peuples et leur ouvrent les oreilles. Châteaubriand eut beau forcer sa voix au commencement du siècle, la littérature n'en fut pas renouvelée. Il fallut, des quatre bouts de la terre, les trompettes du jugement dernier, en 1814 et 1815, pour tirer l'âme des Français de son prodigieux assoupissement dans la gloire.

IV

SI NOUS DÉTRUISONS TOUT CE QUE NOUS RÉFUTONS

Nous croyons trop aisément qu'une vérité devient mensonge dès qu'elle a cessé de nous plaire ou de nous servir.

Nous faisons ainsi dépendre les choses éternelles de notre caprice, de notre inattention ou de notre peur. Mais elles se jouent de notre inconstance, et elles continuent de planer, toujours semblables et sereines, quand même nous ne les voyons plus.

Que de livres, de conceptions sublimes ont cessé d'être compris pendant un certain temps! On pouvait croire que c'en était fait et que le jugement était prononcé sur eux. Le moyen âge rencontrait les statues grecques, et il n'avait pas de sens pour elles : il les regardait sans les voir. De même, la Renaissance classique a passé devant le moyen âge et a méprisé ses cathédrales. Il y a eu de longues époques où personne en Italie n'avait plus un regard pour Dante. Existait-il moins? Et Homère? qu'était-il devenu au XVIII^e^ siècle? On le mettait fort au-dessous de ses imitateurs.

L'homme, quand il s'abaisse, ou seulement quand il change de place dans le temps, perd la faculté de percevoir certaines vérités : elles deviennent trop hautes, ou sont trop inclinées à l'horizon, ou trop lointaines. Elles n'ont plus de rapport sensible avec lui ; et parce qu'il ne les aperçoit plus, il se figure qu'il les a détruites et que son souffle les a effacées pour toujours.

La peur surtout rend l'homme aveugle d'un aveuglement volontaire.

Que de pensées nous croyons avoir abolies pour jamais, seulement parce qu'à un certain moment nous avons cru qu'elles contrarieraient nos intérêts et diminueraient notre avoir! Nous en avons détourné la vue; mais elles se rient de nos reniements. Elles luiront plus belles sur nos tombeaux.

Ce que l'esprit humain a produit avec maturité, avec indépendance, l'esprit humain ne peut réussir à l'anéantir entièrement par humeur, par faiblesse ou par pusillanimité. Il est incapable de détruire ses créations. Nous ne pouvons abolir un atome de matière; combien moins un atome moral, idée, philosophie, poésie, religion! Nous croyons mettre tout cela en poussière; il y a un point qui nous résiste, et c'est ce point qui devient l'avenir.

Ne prenons pas notre humeur pour la règle absolue et le jugement dernier. Ne dites pas : Nous avons détruit, tel jour, Platon, Aristote; tel

autre, Descartes, Leibnitz, Kant. Combien de pensées, que l'on croyait éteintes depuis des siècles, ont reparu sous l'incubation d'un autre soleil ! Germes de vie qui se cachent où il leur plaît, qu'il est impossible d'anéantir, qui restent suspendus dans l'atmosphère morale, et viennent à éclore sous une autre forme, quand l'heure est arrivée !

Qui peut dire qu'il a fait le vide complet dans son intelligence ? Personne. Ceux qui croient y être parvenus se trompent. Ils ont laissé subsister, je ne sais où, un obscur sentiment, moins que cela encore, un désir, le rêve d'un rêve, une habitude, une réminiscence d'enfant. C'est avec cela que se repeuplent les mondes.

V

COMMENT LA TRADITION ET LA LANGUE DU DROIT ONT ÉTÉ CONSERVÉES DANS L'EXIL

Ce n'est pas le hasard seul qui veut que, lorsqu'un peuple est abattu et que l'interdit est mis sur son intelligence, il se trouve des bannis qui par delà la frontière continuent de rester au foyer de l'humanité, et rapportent plus tard dans leur patrie le jugement de la conscience universelle. Il est bon qu'il y ait de tels hommes, surtout chez le peuple dont le génie tend à se circonscrire en lui-même. C'est au prix de leur expatriation que l'horizon d'une nation s'agrandit et que les aveugles revoient la lumière.

Une partie des pensées les plus fortes de la France lui sont revenues ainsi par ceux qu'elle avait laissé arracher de son sein : Calvin, d'Aubigné, Théodore de Bèze, Marnix, Duplessis-Mornay, Descartes, Arnaud, Jurieu, Saurin, Saint-Évremond, Bayle, Voltaire, Rousseau, petit-fils d'un proscrit de la révocation. Madame de Staël couronne ces listes de proscription sans les clore.

Peut-être faut-il avoir connu soi-même l'exil,

pour discerner à coup sûr ce que lui doit madame de Staël. Ses meilleures œuvres sont nées dans le temps où il était interdit à un Français de penser. Pendant que le génie littéraire s'atrophiait chez nous en 1803, persécutée, errante, elle s'inspirait des idées nouvelles qui se produisaient au dehors.

Nous ne connaissions plus les peuples étrangers que par les armes et sur les champs de bataille ; elle nous les montra la première à leurs foyers, dans leur poésie, leurs arts et leur génie intime.

Ce que je vois surtout clairement, c'est qu'aucun écrivain n'a mieux conservé dans sa fleur l'âme de 1789, et je l'attribue, sans crainte de me tromper, à sa longue proscription. C'est à l'exil, et non à autre chose, qu'elle doit d'avoir pu rapporter de 1814 à 1817 l'écho vivant, vibrant, des premiers jours de la Constituante, sans mélange d'aucun sophisme, au milieu d'un monde désorienté, qui ne savait plus à quoi se prendre. C'est à l'exil, et non à autre chose, qu'elle doit d'avoir échappé aux paradoxes de la servitude récente. Sa pensée n'avait été déformée par aucune des concessions que les autres avaient dû faire au plus fort.

Voilà le vrai caractère de ses *Considérations sur la Révolution française*. Pendant que le monde et les libéraux français s'étaient assouplis au joug et avaient perdu leur route, elle était restée dans la

solitude de Coppet, les yeux et le cœur attachés au seuil de la Révolution, prenant les Alpes à témoin, à défaut des hommes.

L'exilé a toujours une date ou sacrée ou odieuse à laquelle il a suspendu sa vie. Les autres ont beau s'en éloigner et oublier; sa vertu est le souvenir. Cette date solennelle, ineffaçable, qui vit, respire, éclate, s'illumine dans chacune des paroles de madame de Staël, est le 4 mai 1789. C'est à ce souvenir que reviennent perpétuellement ses conversations et son tête-à-tête avec son père, dans leur relégation à Coppet, parmi les reliques du Contrôle général, au murmure du lac de Genève. Quand son père mourut, elle lui fit élever une statue, qui remplit encore aujourd'hui le château désert; et le moment qu'elle voulut éterniser, fut encore le 4 mai, où Necker ouvre les états généraux. Fidélité à ce que la France s'était juré à elle-même, à pareil moment; espérance contre toute espérance; serments d'un peuple conservés et sauvés en dépit de lui; heure que rien ne peut effacer, et qui se prolonge au loin dans l'âme de l'exilée, quand la nation a oublié jusqu'à la langue des temps de liberté, tout cela se retrouvait dans le livre des *Considérations*.

Il produisit un long étonnement. Comment, par quel art avaient été conservées, dans le naufrage, les espérances intactes des générations de 1789?

Comment reparaissaient-elles toutes vives en 1818? D'où sortait cet accent ému des premiers jours de la Constituante? La tradition des âmes libres se renouait par miracle. J'étais bien jeune alors; je peux cependant me souvenir de la surprise des hommes de la Révolution en retrouvant dans la bouche d'une femme réputée étrangère la langue politique qu'ils avaient si bien perdue; ils se remirent aussitôt à la balbutier.

Vous savez ce que l'Empire avait demandé à madame de Staël pour lui rendre patrie, honneur, renommée, et même les deux millions qui lui étaient dus. Deux lignes d'éloge; elle s'y était refusée. Un tel sacrifice avait longtemps semblé risible; presque tous s'en moquaient en 1804. Personne ne savait alors qu'une âme seule, en se refusant au présent et se retranchant dans un grand souvenir, peut l'opposer comme une armure invincible à tous les démentis de la force. Maintenant que l'on assistait à la restauration de la langue du droit et de la justice, il fallait bien avouer que tout n'avait pas été duperie à Coppet, dans la fidélité à une cause vaincue. Pourtant quelques-uns s'irritaient de ce témoignage de persévérance chez une femme, comme s'il eût accusé leur inconstance et leur faiblesse. Mais l'exil fit encore d'autres miracles moins connus, dont il me reste à parler.

VI

CE QUE L'EXIL A FAIT DES HOMMES DE LA RÉVOLUTION. LES CONVENTIONNELS EN EXIL [1]

Vingt ans se passèrent jusqu'en 1815, pendant lesquels on put croire que les Conventionnels avaient oublié. Ils finirent le siècle, exténués, désa-

[1] « La terre est le patrimoine de l'homme. Peu importe qu'il y ait une distance de cent lieues, de mille lieues entre sa tombe et son berceau. La voûte du ciel le recouvre toujours; il est né et il meurt dans son héritage, *hic et ubique terrarum*. Les anciens philosophes parcouraient le monde pour s'instruire. Peu importe que la mission soit volontaire ou forcée, même dans un âge avancé. Le but et les services restent les mêmes.

« Parmi les conventionnels exilés, le nombre des républicains était assez petit; car on ne peut mettre au nombre des partisans de la république ceux qui ont accepté des cordons et des titres.

« Ceux qui ont le mieux supporté l'exil, ce sont les pauvres. Les riches voulaient leurs châteaux, des honneurs, des emplois. Les pauvres sont partout à la même place et avec les mêmes droits.

« Beaucoup de conventionnels en exil ont vécu isolés de leurs compagnons d'infortune, comme les vieux sangliers qui abandonnent les compagnons de leur jeunesse pour vivre solitaires. C'est ainsi que Forestier est mort à Genève après y avoir vécu seul. Reverchon habitait une campagne isolée près de Nyon. Pélissier, après Pothier, vivait seul à Lausanne comme un prisonnier de guerre. Roux Fazellac est mort dans un village à quelques lieues des environs; Julien Souhait, au pied du Simplon, sans autre rapport avec ses collègues que par sa bienfaisance envers ceux qui étaient privés de fortune.

« J'ai rencontré Finot d'Azerolles, au pied d'un mélèze,

busés de tout espoir, cherchant le silence, l'obscurité et quelques-uns la fortune privée. Le Consulat, l'Empire, vinrent; les meilleurs se tinrent à l'écart, au fond des provinces, dans de petites villes où l'ignorance, puis l'indifférence, les enveloppèrent et les cachèrent à tous les yeux. D'ailleurs le bruit des armes, l'attente des batailles et de nouvelles renommées achevèrent de les faire oublier. Les plus fortement trempés passèrent ces années à obéir et à haïr, mais en secret. A les voir, vous eussiez cru qu'il ne restait rien en eux de leur passé.

Quel fut l'événement qui les réveilla, les rendit à eux-mêmes et montra encore l'étincelle sous la cendre ? Ce fut le grand exil de 1815, le lende-

habitant un chalet dans les montagnes du Jorat. Moi-même j'ai vécu longtemps à Avenche, dans un hospice d'aliénés, et je n'ai pas à m'en plaindre. Espinassy, persécuté dans le canton de Vaud, se retira à Appenzel, bien assuré de n'y pas rencontrer de collègues. Borie a toujours été seul à Aarau, Bordas à Bâle, Gamon à Vevey, Pochole à Amsterdam. Champigny Aubin avait habité cette ville avant lui, mais il y mourut bientôt. Charles Duval demeurait seul à Huy, Hourier Éloi, dans une maison de campagne à Amay, sur la Meuse. Lecointre-Puyraveau avait fait bâtir une maison à Ixelles, près du bois de la Cambre. Florent Guyot s'est retiré à Anderlecht.

« Beaucoup d'autres habitaient des extrémités de faubourgs, ou des endroits écartés hors des villes, ce qui annonçait assez le goût et le besoin de la solitude. Dupuy est à Versoix; Carnot à Magdebourg; Beaujard à Gand; Sergent à Milan, à Nice; Lakanal à Mobile, dans les États-Unis d'Amérique; Hentz, dans une île du lac Erié; Jacomin, à Landau; Garnier de Saintes vivait seul sur les rives du Meschacebé; il est mort depuis dans ses ondes. » Mémoires inédits de Baudot.

main de la Restauration. Beaucoup d'entre eux, qui s'étaient accoutumés à l'isolement, voulurent encore rester seuls, après qu'ils furent bannis. Tant l'expérience des hommes leur avait laissé de ressentiments et de mépris. Ceux-là, comme de « vieux sangliers, » gagnèrent des endroits éloignés, où ils étaient sûrs de ne rencontrer aucun de leurs anciens compagnons. On en vit arriver jusque dans les îles du lac Érié. L'Angleterre, qui leur était ouverte, n'en reçut pas un seul. Partout ils portèrent la même confiance, quelquefois naïve, dans leur bonne cause. Genevois, se sentant près de mourir à Vevey, fit approcher son domestique : « Quand je serai mort, lui dit-il, et que les Bourbons auront été détrônés, tu viendras sur ma tombe! tu frapperas deux coups de canne, et tu diras : « Monsieur, nous les avons chassés ! »

Mais le voisinage, la facilité, et sans doute aussi le désir de se rapprocher les uns des autres, conduisirent le plus grand nombre en Belgique ; ils y furent reçus avec curiosité, avec étonnement, puis bientôt là aussi l'indifférence et l'oubli les entourèrent.

Alors une chose étonna les proscrits eux-mêmes. Quand ils se revirent après cette grande Convention, échappés les uns aux autres, l'ancienne passion commença à revivre. Ces vieillards se retrouvèrent debout et rajeunis ; la présence réveillait

les souvenirs ; chacun d'eux reprit ses haines, sa faction et même ses espérances.

Les étrangers leur conseillaient en vain de laisser là les ressentiments et de s'entr'aider à vivre. Ils répondaient que les Constituants le pouvaient, parce que leurs dissensions n'avaient été qu'à la surface, mais que pour eux, Conventionnels, il y avait entre eux trop de meurtres, trop d'échafauds, pour qu'il fût possible de pardonner, même aux confins de la vieillesse. C'était assez de vivre sous le même toit, proscripteurs et proscrits. Qu'on n'en demandât pas davantage !

Ainsi obligés de se tolérer, ils étaient revenus dès les premiers jours aux partis de la Convention. Ils en avaient gardé les haines, il est vrai, mais aussi les indomptables croyances. Ce feu que l'on croyait éteint se ralluma ; et dans un temps où toute l'Europe se pliait sous la Sainte-Alliance, il y eut là une assemblée de vieillards qui se redressaient et, au bord du tombeau, saluaient entre eux la République. Parmi les plus fidèles étaient Cambon, David, Baudot, Charles Duval, Ingrand. Non qu'ils se fissent illusion sur l'avenir prochain. Ils se refusaient à toute capitulation avec les partis régnants, et, comme ils le disaient, « ils s'enveloppaient de leur manteau et attendaient. »

Mais voyez où le caractère se montre. A une époque où le libéralisme revenait de tous côtés au

bonapartisme, les *votants* exilés, au lieu de se rattacher à Napoléon, le regardaient comme leur principal ennemi. Eux seuls peut-être, à cette époque, ne transigèrent pas avec le héros du 18 brumaire [1]. La tombe de Sainte-Hélène ne désarma pas leur haine un seul moment, et j'en ai sous les yeux des témoignages irréfragables. Ce que je puis affirmer, pour avoir suivi de près leurs traces et vécu dans les mêmes lieux, ils furent immuables dans leur foi et implacables dans leurs ressentiments. Je voudrais écrire sur leurs tombeaux comme sur celui des héros grecs : « Ils furent fidèles dans la guerre et dans l'amitié. »

La grande scission qui s'établit et domina les autres, fut entre la masse des régicides et les régicides anoblis par l'Empire. Les premiers firent aux seconds, qu'ils appelaient les *magnats*, une guerre sans relâche. Jamais ils ne reconnurent cette féodalité nouvelle ; désobéissance ou dédain qui insulte aujourd'hui à notre obséquiosité. Ils forcèrent ainsi les anciens juges de Louis XVI à revenir à l'égalité de la Convention. C'étaient de continuelles épigrammes sanglantes ; quand on se rencontrait, on allait jusqu'à l'offense.

[1] « Napoléon n'a pas dû croire que son ombre resterait paisible sous le saule du tropique, comme les cendres d'un pâtre sicilien, au bord de l'Aréthuse. Vivant, il n'a pas voulu entendre nos plaintes ; mort, c'est bien le moins qu'il les supporte. » Mémoires inédits de Baudot.

Cambon se montrait intraitable sur ce point. Un jour il était chez Cambacérès. Arrive Ramel, conseiller de l'archichancelier jacobin, il présente des comptes : « Son Altesse jugera par ces chiffres ! C'est à Son Altesse que ce mémoire est adressé ! Je crois que Son Altesse... » Cambon, hors de lui, saisit les papiers, les jette à travers la chambre : « Que dis-tu là, mon pauvre Ramel[1] ? il n'y a pas d'Altesse à la Convention ! »

Cambacérès fit semblant de sourire d'une moquerie qui n'atteignait que lui [2]. Il craignait les incartades de Cambon.

On racontait aussi que Cambacérès avait pour chambellans deux anciens Montagnards porte-bâtons. Arrivé en exil, il leur dit : « Nous voilà dans l'adversité ; il faut nous y conformer et nous faire des mœurs plus simples. Quand nous serons en public, vous m'appellerez Prince ; mais quand nous serons seuls, il suffira de dire : Monseigneur. »

Sieyès avait plus de peine encore à sauver son titre de comte. Quant aux autres, ils n'attendirent pas qu'on leur ôtât leur blason ; ils y renoncèrent d'eux-mêmes.

Je ne finirais pas si je devais raconter tout ce que cette guerre contre les *magnats* amenait cha-

[1] Mémoires inédits de Baudot.

[2] Ramel ne faisait que suivre l'usage reçu.

que jour d'incidents et d'invectives ; on se combattait par le rire, comme autrefois par l'échafaud. La même aversion subsistait. Les républicains restés fidèles y ajoutaient le mépris.

Avec la faculté de s'indigner, les Français ont perdu l'art de mépriser ; ils ne savent plus tuer par le ridicule. Ils le savaient encore à l'époque de l'exil des « votants ». Ce fut la dernière arme de ceux qui avaient épuisé toutes les autres.

Il faudrait désespérer de l'âme humaine, si l'on ne parvenait à exciter quelque estime pour ce groupe d'hommes, qui, dans une situation désastreuse, à l'extrême vieillesse, relégués, proscrits, reniés par leurs proches, écrasés par le monde, surent encore faire tête de tous côtés, et, déjà la mort dans les dents, acculés au tombeau, défiant le présent, acclamèrent l'avenir et embrassèrent la postérité comme si elle leur appartenait d'avance. Différez tant que vous voudrez d'avec ces hommes; ils vous enseignent la chose la plus difficile de notre temps, celle qui vous manque le plus, et qui doit profiter à tous, l'espérance.

Baudot fut un des héros de cette dernière heure. Ses Mémoires seront connus un jour[1]; il sera bon de voir comment ces vieillards pouvaient encore bander le vieil arc de fer d'Ulysse, et de quelles flèches aiguës, envenimées, moqueuses, étince-

[1] Voir *l'Histoire de mes idées*, p. 136.

lantes, ils surent percer, en mourant, leurs ennemis assis au grand banquet de la contre-révolution. Pas un seul n'échappe à cette pluie de traits ardents, dardés par un esprit qui a ramassé toute sa force pour ce dernier effort.

Il lâche bientôt les Bourbons, « étant lui-même partie dans le procès. » Mais ceux contre lesquels il s'acharne d'une verve impitoyable sont les renégats de la liberté, quelque nom qu'ils aient pris pour se couvrir. Dans un moment où le monde libéral désorienté se ralliait au bonapartisme de Sainte-Hélène, ce fut une âme fière et indomptée, celle qui refusa cette alliance, et choisit pour but principal de ses attaques les repentis blasonnés de la Convention, qu'il appelait « les barons sans-culottes et les empereurs au petit pied ». Voilà ceux contre lesquels s'épuise son carquois ; il les prend et les montre tels qu'il les a vus sous la carmagnole de la Convention ; il les suit à leur première métamorphose après le 18 brumaire ; il les retrouve dans l'exil sous le même toit que lui ; il les montre dépouillés de leurs oripeaux, cordons, titres, baronnies, blasons écartelés, subissant le supplice de l'égalité. Et quel rire mordant, à pleines dents, aristophanesque, à la vue de ses anciens compagnons de la Montagne, de ces porte-bâtons de Robespierre devenus, à Bruxelles, chambellans de Monseigneur ! Deux fois la fortune les a dépouillés

de leurs deux masques, sans-culottes et féodaux. Ils sont nus ; exilés, ils défilent sous ses verges d'exilé. L'esprit s'élève ici à la plus haute justice.

Pourtant, dans ces rudes poitrines tant de fois foudroyées, le désir de la patrie vivait encore. J'ai cherché si je ne trouverais pas quelque part une réponse au fameux « Jamais ! » par lequel le ministre de la Restauration, M. de Serres, ôtait aux proscrits toute espérance. A ce mot de l'enfer : « Laissez toute espérance ! » voici quel cri d'aigle a servi de réponse. On y retrouve mieux qu'en aucune autre parole l'accent indompté et le testament de ces générations de fer. L'écho héroïque, l'imprécation de 1793, retentit encore une fois par une bouche d'airain en 1836 :

« Un insensé, qui se croyait un Dieu, osa prononcer contre nous le mot « Jamais », sur la rentrée des conventionnels alors en exil. O vanité humaine ! l'anathème est retombé sur lui. Il est mort au pied du Pausilippe ; sa cendre est restée confondue avec la poussière des volcans. Il n'a point revu le sol natal ; la terre étrangère a reçu ses ossements furibonds ! Et nous, rendus à notre patrie, nous contemplons de nouveau les rives de la Seine, de la Loire, les Alpes, les Pyrénées ; et nous mourrons sur le sol de la patrie, à l'ombre des vieux arbres qui nous ont vu naître [1]. Prédicant

[1] « Environ quatre-vingts ont revu la France. »

inexorable ! dis à tes mânes de se lever et d'abaisser ton front devant le Destin. Hommes d'un jour, vous osiez stipuler pour l'éternité ; apprenez à connaître les dieux ! Au reste, le siècle marche, et ce n'est pas vers la royauté[1]. »

« Multa renascentur quæ jam cecidêre. »

[1] Mémoires inédits de Baudot.

VII

LES PEUPLES DÉBITEURS

Je ne sais si l'on a envisagé d'assez près les conséquences du système des emprunts par l'État; c'est une des choses qui doivent influer le plus sur le caractère et le genre d'esprit de la société moderne. Poussé à ses extrêmes limites, ce système ferait des peuples débiteurs, liés en masse et incarcérés pour dettes, dans la prison ou l'ergastule du créancier. La civilisation ramènerait ainsi, sur des proportions immenses et pour des États entiers, la condition du débiteur romain dans la loi des Douze Tables. La guerre servirait à arracher le morceau de chair sur le corps du débiteur insolvable.

Je suppose que ce système eût été connu dans le passé, et qu'au moyen d'emprunts par l'État, contractés envers des nationaux ou des étrangers, chaque génération eût exécuté ses entreprises, en rejetant le poids de sa dette sur les générations futures. On eût vu le moyen âge grever d'une dette énorme les peuples modernes pour bâtir ses

cathédrales et ses hôtels de ville, la Renaissance pour exécuter ses œuvres d'art, le XVI^e^ siècle pour solder ses guerres religieuses, Louis XIV pour soutenir la pompe de son règne et dragonner ses peuples ; et ainsi de suite jusqu'à nos jours, la dette de l'État aurait été s'augmentant sans relâche, . Chaque génération, chargeant la suivante de ce fardeau toujours croissant, s'en serait remise à une postérité inconnue du soin de s'en délivrer ou de le rejeter avec éclat.

Si les générations eussent fait honneur à la parole, au serment de leurs devanciers, si elles se fussent engagées solidairement les unes pour les autres, toute la substance des peuples d'aujourd'hui ne suffirait pas à payer les intérêts de leur dette nationale. On verrait des nations dont le travail et le revenu seraient entièrement absorbés par le payement de ces intérêts, sans qu'il leur restât une obole pour vivre. Il faudrait supposer des peuples qui n'eussent besoin ni de manger, ni de se vêtir, ni de se loger, à peine de respirer.

Se figure-t-on des nations obligées d'acquitter aujourd'hui le devis des travaux des Romains, le budget des guerres des barbares, les emprunts contractés pour les croisades et pour toutes les expéditions qui ont suivi? L'imagination s'épuise avant seulement de comprendre une semblable créance.

Quoi donc! Est-ce qu'au bout de tout cela on entrevoit une génération qui se refuserait d'acquitter le mandat tiré sur elle par les générations passées? Est-ce une humanité banqueroutière que l'on attend de l'avenir? Et s'avance-t-on avec tant de confiance dans cette voie, parce qu'on se fie à la postérité du soin de se jouer des ancêtres, comme les ancêtres se seraient joués d'elle?

A mesure que les États s'endettent, je crois voir que les peuples deviennent plus étrangers à l'humanité et que la conscience morale dépérit. En effet, la vie de chacun dépend de la facilité que l'État trouve à s'acquitter. Cette considération devient bientôt la seule qui remplisse la pensée des hommes. Le taux des effets publics est le critérium par lequel se jugent tous les événements du monde. L'esprit humain est garrotté par le lien de la dette; il pèse tout, il juge tout, à travers les barreaux de cette geôle. L'horizon disparaît, l'homme s'efface; il ne reste qu'un débiteur. Nous avons vu ainsi plusieurs fois défaillir et s'éteindre la conscience du genre humain.

Étendez ce système dans le passé; tout ce qui a troublé l'antique fatalité eût été impossible. Jugez au taux de la Bourse des empereurs l'avénement du christianisme, et voyez le résultat: le Christ eût fait baisser la Bourse de Tibère de 90 pour 100. L'humanité eût été incapable de s'émanciper du

polythéisme ; elle n'en aurait pas même eu la pensée. Elle se serait assise par terre, courbée sous sa dette, qu'elle eût désespéré d'acquitter, prisonnière insolvable au pied de la croix.

De nos jours, il me paraît que l'Angleterre, au moment où sa dette s'accroissait si démesurément, était devenue plus dure, plus insensible au droit des autres, plus étrangère à toute sympathie pour ce qui n'était pas son intérêt exclusif. Liée par sa dette, elle avait perdu non sa liberté politique, mais sa liberté morale ; elle s'est aperçue à temps que la perte de la seconde n'est pas sans dommage pour la première, et elle travaille à diminuer son déficit moral en réduisant sa dette.

Quoi que l'on fasse, le poids de ces énormes charges nationales finit par donner à une société entière le caractère du débiteur poursuivi pour une dette criarde, en danger de faillite. Je veux dire que cette condition enlève la délicatesse morale, la pitié, le scrupule, jusqu'à un certain point, la probité, surtout la sympathie pour le juste, l'horreur de l'injuste ; qu'à tout cela se substitue le ferme propos de se concilier toujours le plus fort, le plus audacieux ou même le plus coupable, pourvu qu'il soit en même temps le plus riche ou le plus heureux. Le dernier terme de cette progression serait l'extirpation totale de la conscience, non d'un peuple, mais du genre humain.

VIII

CAUSES QUI ONT EMPÊCHÉ LES FRANÇAIS DE RÉFORMER LEUR RELIGION

Un peuple qui change de religion, il semble, en France, que ce soit un prodige de folie ! Pourtant combien de fois cela est arrivé chez les chrétiens ! Leibnitz et d'autres grands esprits ont pensé que ce devait être là une des surprises de l'avenir ; que le catholicisme et le protestantisme pourraient, par de mutuelles concessions, produire, en se réunissant, une forme nouvelle de culte et de croyance. Examinons les causes qui ont toujours ruiné de pareilles entreprises.

Tout homme qui vient au monde, chez nous, porte le sceau de la tradition latine. Nous naissons serfs de Rome, prisonniers du monde antique, enchaînés au pied du Capitole, comme nos pères, les Gaulois. Voilà chez nous l'homme tel que l'histoire l'a fait.

Qui voudrait sérieusement nous affranchir devrait donc considérer avant tout la difficulté où nous sommes de concevoir ou d'imaginer, dans le monde religieux, autre chose que l'ancien. Il lui

faudrait bien peser ce genre d'incapacité que nous partageons avec l'Espagne, l'Italie et presque toute la race latine. Mais ce premier empêchement, tout grand qu'il est, ne devrait pas absolument le décourager, puisque d'autres peuples, frappés comme nous de la même impuissance de concevoir et de produire un autre ordre que l'ancien, n'ont pas laissé de s'en affranchir et de rejeter le joug. Car ceux-là ont accepté l'esprit nouveau, bien qu'ils ne l'aient pas manifesté eux-mêmes. Ils ont adopté l'idée la plus élevée de leur temps, quoique cette idée ait apparu d'abord ailleurs que parmi eux. Quand une partie du monde s'est trouvée affranchie, ils se sont fait gloire d'imiter la liberté d'autrui.

La difficulté, il est vrai, est plus grande pour nous ; car nous éprouvons une sorte de répugnance et d'horreur native pour toutes les nouveautés qui, dans l'ordre spirituel, ont servi à émanciper les autres. Nous aimons mieux nous ensevelir vivants dans le passé, plutôt que d'admettre les réformes qui se sont produites dans la religion des peuples voisins ; et il y a pour cela plusieurs raisons faciles à concevoir. Soit que, chez nous, les préjugés de nos croyances survivent à la foi, soit que l'amour-propre l'emporte sur l'amour de la liberté, nous préférons rester asservis plutôt que de devoir notre émancipation à un génie étranger.

Un autre obstacle est celui-ci : l'esprit romain a

si bien épuisé, dépensé, tari en nous les sources de la crédulité, qu'il nous est désormais impossible de croire à autre chose qu'à ce que nous avons cru. Nous obéirons, parce que nous avons obéi. Nous assisterons à telle cérémonie, parce que c'est la coutume. Nous ferons dans l'occasion tel signe, tel geste, parce que d'autres les ont faits avant nous. Nous accepterons la foi ancienne, parce qu'elle est une habitude, une convenance. Mais que le miracle spontané de la parole nouvelle jaillisse de nos poitrines, que notre argile desséchée se réveille et enfante la vie, c'est là ce qu'il est difficile d'imaginer ; à moins pourtant que l'on ne se rappelle les déserts d'Égypte, usés comme nous, flétris comme nous au souffle de leur Isis, et qui n'ont pas laissé de tressaillir jusqu'au fond des Thébaïdes, quand une pensée nouvelle, une forme nouvelle s'est montrée à l'horizon, chez d'autres peuples. Mais c'est là une issue hasardée sur laquelle il ne serait pas sage de compter ; je n'engage personne à s'orienter sur cette étoile.

A cela se joignent des préjugés qui nous sont propres. Il est à peine croyable combien certaines idées fausses sur la Bible sont entrées dans l'esprit des Français. On sait aujourd'hui que la législation de l'Ancien Testament n'a pas été gravée en un jour sur la pierre ; que cette législation a eu, comme toutes les autres, ses développements, ses varia-

tions, ses époques. Pour nous, lorsque nous cessons de croire, nous demeurons encore persuadés, avec notre Église, que les lois de l'Ancien Testament ont été faites d'une seule pièce, qu'elles sont l'œuvre d'une journée. Histoire fausse, mère d'une philosophie fausse et d'une politique fausse.

Nous voulons que, tel jour, surgisse devant nous un corps entier de doctrines, d'idées. Nous ne permettons pas à la nature de se montrer à nous dans ses commencements et ses ébauches ; prêts à la mépriser si nous pouvions la surprendre dans son ingénuité première, avant qu'elle fût armée de toutes ses forces et capable de nous imposer en souveraine. Nous dédaignons le commencement des choses. Si nous avions été à la place du solitaire indien, et si nous avions rencontré, comme lui, sous nos pieds, l'embryon du monde, nous aurions écrasé le monde dans l'œuf.

Nous ne changerons de religion que le jour où l'on nous montrera une autre religion aussi complète, aussi achevée dans son tout, aussi immobile que l'ancienne ; car, de contribuer, pour notre part, à cette genèse spirituelle, c'est ce que nous n'admettons jamais. C'est à nos Moïses à nous rapporter du nouveau Sinaï les tables de la loi écrites d'un seul trait, jusqu'à la dernière ligne, sans qu'il soit besoin d'y rien ajouter. Hier, il nous fallait l'organisation achevée du travail, avant que le so-

leil se couchât. Aujourd'hui, il nous faut l'organisation définitive de la religion, avant le soir. Car nous avons pris à la lettre les premières lignes de la Genèse : un jour pour la création du ciel et de la terre ; un autre pour la création de l'homme. De quel droit nous en demandez-vous davantage pour la création d'un nouveau monde divin ?

Ce qui fit la valeur de la Réformation, comme puissance sociale, ce sont ses variations. Elle ne s'est pas donnée dès la première heure pour une œuvre complète, mais pour un germe qui doit avoir son développement et sa progression. Lors donc que nous prétendons ajourner nos réformes jusqu'à ce que nous ayons rencontré un système complet de rénovation, un autre catholicisme fermé, scellé dès la première heure, une métaphysique immuable, une scolastique immuable, n'est-il pas vrai que nous sortons de la loi de vie, puisque aucun vivant ne s'est produit tout adulte de cette manière ?

Ajoutons que nous n'envisageons guère la religion que comme un frein pour le grand nombre. Réduite à ces termes, nous la trouvons d'autant plus excellente que nous avons cessé d'y croire ; et il nous paraît admirable que le peuple soit enchaîné par des croyances dont nous sommes affranchis, et qu'il porte un joug que nous ne saurions accepter pour nous. Le retenir à ce degré inférieur dans l'ordre spirituel est un coup de maître, puis-

que nous accommodons par là ce que nous devons à la morale et ce que nous devons à notre orgueil.

C'est la raison la plus grossière pourquoi un progrès dans la religion, s'il était possible, nous serait insupportable ; car il faudrait que nous y eussions notre part, c'est-à-dire que nous devinssions assez religieux pour prendre au sérieux le culte régénéré. Dès lors, une des causes profondes, éternelles de l'inégalité morale disparaîtrait. Nous croirions comme le peuple ; nous vivrions de la même pensée que lui ; nous accepterions un joug intérieur que nous avons réussi à rejeter sur lui. Nous redeviendrions peuple comme lui, non dans les cérémonies seulement, mais dans le cœur et la croyance.

Oh ! qu'il nous convient bien mieux de garder une vieille forme de religion, pour la railler à demi-mot, pendant que la foule l'adore ! Quel triomphe pour l'orgueil ! quelle sérénité dans la domination, d'autant mieux que nous protégeons ainsi la Providence elle-même ! Je prends un peu d'eau bénite, et j'en donne exactement la moitié à mon voisin, en disant tout bas : Agenouille-toi d'esprit comme de corps. Cependant moi je règne ici sur toi et sur ton Dieu que je patronne [1].

[1] Voyez *Les Jésuites*, page 120 ; *l'Ultramontanisme*, page 300 ; *le Christianisme et la Révolution française*, page 25 ; *l'Enseignement du Peuple*.

Telles sont les difficultés sérieuses sur un changement de religion ; quant aux autres qu'on assigne ordinairement, elles ne sont guère que frivoles dans la bouche des amis de la liberté. Ils ne peuvent, disent-ils, admettre la diversité des sectes religieuses, parce qu'elles sont une cause de trouble dans l'État. Comment ne voient-ils pas que ce langage n'a de valeur que dans la bouche de leurs adversaires ? Car ceux-ci peuvent leur répondre : — Ce que vous dites de la religion est précisément ce que nous disons de la politique. Nous tenons les sectes politiques pour détestables autant que les sectes religieuses ; c'est pour cela que nous voulons une autorité absolue qui empêche les unes et les autres. Dans le vrai, votre opinion et la nôtre n'en font qu'une ; seulement nous avons sur vous l'avantage de raisonner juste.

Il est risible, disent encore quelques amis de la liberté, de supposer que la France puisse changer de religion. Ce serait supposer que la religion est prise au sérieux ; et, entre nous, nous avons trop d'esprit pour cela.

Ne pourrait-on pas nous répondre : — Vous avez raison de prendre tant de souci du ridicule ; cela semble être le fondement de votre profession de foi. Mais si c'est là votre grande affaire, ne craignez-vous pas, à la fin, qu'il n'y ait quelque ridicule à prendre partout en main la défense de tous les

droits et à ne pouvoir en établir aucun parmi vous, à convoiter ardemment la liberté et à embrasser assidûment la servitude? Ne craignez-vous pas que cela aussi puisse prêter à rire au monde?

Au fond, pour réformer une religion, la première chose est d'y croire. De là vient que les peuples n'ont qu'un âge où ils peuvent réformer leurs anciennes croyances. C'est celui de la jeunesse, quand les âmes sont encore assez neuves pour fournir une pâture à la foi, et qu'elles touchent à la virilité, qui se montre par un premier instinct de critique.

Ces conditions se sont trouvées au XVI^e^ siècle.

Plus tard, il semble que le moment soit passé : le tempérament a pris son pli ; la croyance est tombée ou elle est endurcie. Vous ne pouvez plus alors toucher au passé religieux sans risque de tout renverser. On aime mieux vivre avec ce passé sans y croire ; on craint trop, en le corrigeant, de l'abolir.

Quand une nation en est là, il lui est plus facile d'embrasser une religion toute nouvelle, que de réformer l'ancienne. Témoin le monde romain en face du paganisme vieilli et du christianisme naissant, entre le temple d'Éphèse et la crèche de Bethléem.

En voilà assez pour comprendre qu'en 1789 la France avait déjà passé l'époque où la réforme de

sa religion naissait d'elle-même. A la fin du XVIII^e^ siècle, il était trop tard ; les esprits avaient contracté une roideur qui ne permettait que bien difficilement de renouveler leurs croyances. C'est ce que sentirent les hommes de la Révolution ; ils pensèrent échapper à cette difficulté par un artifice qui n'a pas encore été examiné de près, et qui pourtant fait surgir une question toute nouvelle : si une réforme civile peut tenir lieu d'une réforme religieuse.

IX

SI UNE RÉFORME CIVILE PEUT TENIR LIEU D'UNE RÉFORME RELIGIEUSE

Les peuples latins, qui ont perdu l'occasion de remettre dans le creuset leurs idées religieuses, ont cru arriver au même but par une voie détournée : sans rien changer à leurs dogmes, ils ont changé leurs lois civiles. Mais l'expérience commence à montrer ce qu'il y a de superficiel et d'imparfait dans cette solution, qui ne résout rien, puisqu'elle laisse subsister intact l'ancien moule où l'avenir refait éternellement le passé.

On se figura, en 1792, que l'on dépossédait le clergé de son influence sociale en lui ôtant les registres de l'état civil. Rien de plus illusoire. On lui ôtait d'une main ce qu'on lui restituait de l'autre. Le prêtre, qui consacre la naissance, le mariage, la mort, sera toujours le maître de la vie humaine, qu'il tient par les deux bouts.

Ce n'est point par un artifice de légiste qu'une nation échappe aux conditions qu'entraînent en réalité ses croyances. Tant que celles-ci ne sont pas renouvelées, elles se jouent des moyens évasifs ;

elles continuent à être le foyer, le centre de gravité d'un peuple. Tout ce qu'il fait pour s'y soustraire, sans oser les changer, ne sert bien souvent qu'à le mieux garrotter. Le laïque a beau tenir le grand registre ouvert de l'état civil; le prêtre tient les âmes, il y grave l'avenir.

L'homme serait trop heureux si, sans faire aucun effort moral, il pouvait se soustraire au joug des vieilles idées qu'il n'ose rejeter. Tant qu'elles existent, même nominalement, elles pèsent sur lui, elles l'entraînent ; elles se substituent à sa conscience, elles vivent à sa place. Je vois des peuples qui veulent à la fois rester catholiques romains et avoir tous les bénéfices de la réformation. C'est trop d'ambition à la fois. Il faut au moins un moment de courage d'esprit en face de l'éternité ; sinon, obéissez.

Voulez-vous voir, par une démonstration éclatante, comment, malgré les formules générales du droit civil, une ancienne religion dominante reste souveraine, et dompte les esprits, les lois, les codes, sans avoir besoin de paraître? Considérez le mariage en France.

Ne dites plus que l'on ne peut faire reculer l'esprit d'un peuple. La réaction de 1815 a fait reculer sur certains points la nation française, si bien qu'il a été impossible de l'y replacer au niveau de la société moderne. Depuis la législa-

tion du 17 novembre 1791, le divorce était admis en France ; les réactions de 1815 et de 1816 l'abolissent. Les libéraux protestent : ils le réclament sous la Restauration. Ils le réclament sous le gouvernement de Louis-Philippe, d'abord avec unanimité, plus tard avec quelques dissidences, jusqu'au temps de la grande conversion d'une partie du libéralisme français au catholicisme ultramontain. Alors les libéraux adoptent les conclusions des chambres introuvables qu'ils avaient combattues avec acharnement pendant trente années. Aujourd'hui, cette question élémentaire semble perdue. Les esprits même les plus audacieux se trouvent, à cet égard, ramenés et convertis à la réaction ultramontaine de 1815, qu'ils subissent sans même s'en apercevoir. En dépit de tous nos artifices de juristes et de nos lois sur les registres de l'état civil, c'est le prêtre catholique qui impose, dans le mariage et la famille, sa loi et l'esprit de son culte à tous les Français, quels que soient leur culte et leur croyance. Dans l'acte principal de la vie, l'ancien droit canon du moyen âge s'est substitué, chez nous, au droit civil [1].

[1] Autre exemple. L'état civil dépend du pouvoir laïque, les vœux perpétuels sont abolis, voilà le principe. Mais dans l'application, le prêtre qui a prononcé des vœux a beau les rompre, il ne peut rentrer dans la famille civile; c'est-à-dire, encore une fois, que l'application abolit le principe, etc., etc.

Quand une nation voit ses lois en contradiction absolue avec sa religion, et qu'elle n'a plus l'énergie morale ou la jeunesse d'âme nécessaires pour une réforme, il lui reste à capituler par le sophisme, qui offre une infinité de solutions toutes fictives, mais dont on se contente plutôt que de s'arrêter à la véritable.

A l'extrémité de l'Orient, je vois le rationalisme et une vieille religion immuable, le Bouddhisme, vivre à côté l'un de l'autre sans pouvoir se détruire ; ils se stérilisent mutuellement, et avec eux la société orientale. La philosophie et la théocratie romaine sont-elles destinées à répéter parmi nous cette vieille histoire de l'impuissance [1] ? C'est à la postérité de le dire.

Une seule chose est certaine. Si l'esprit français doit se stériliser, ce sera dans cette dispute désormais vide et close, où tout a été dit, où la pensée n'afflue que d'un côté, où, de l'autre, les mêmes mots sont perpétuellement répétés sans former une réponse. L'éternel nasillement des Byzantins ou des Bouddhistes est, en comparaison, la vie et l'inspiration même.

[1] Je suis bien obligé de reconnaître que, depuis que je pense, toutes mes idées convergent l'une vers l'autre, s'appuient l'une sur l'autre; et cette unité, que j'ai tant d'occasions de voir se confirmer dans cet ouvrage, est mon meilleur refuge. Voir le *Génie des Religions*, page 224 ; *Fondation de la République des Provinces-Unies*, p. 68.

La science a découvert que trois ou quatre gaz impalpables donnent naissance à tous les corps organiques dont se compose l'univers. Il y a de même trois ou quatre idées religieuses répandues sur la terre et qui donnent naissance à tout le monde civil. Vapeurs, dites-vous, illusions, vaines fumées, qui nous échappent ! Je le veux bien, mais vapeurs qui se condensent et se déposent dans des lois, des codes, des institutions, des mœurs dont se forment partout les bases vivantes des sociétés humaines.

Les savants ont aussi leur chimère ; ils se figurent que la science remplacera prochainement la religion. C'est mal connaître l'homme. La religion et la science se rapprocheront indéfiniment ; elles ne se confondront jamais : elles sont les asymptotes de la grande courbe humaine. Ballotté de la naissance à la mort dans ce berceau qu'on appelle la vie, l'homme puisera, dans cet inconnu, des merveilles qui ne tariront pas ; il y aura toujours des questions auxquelles la science ne pourra répondre. Ce mystère formera le fond inépuisable des religions futures.

X

DES RÉFORMES CIVILES SANS LIBERTÉ

Les révolutions qui ne se proposent que le bien-être matériel ne l'atteignent pas ; elles sont éternellement dupes.

S'il se trouvait par hasard dans le monde une classe d'hommes qui ne se souciât que du manger, du boire, du vêtir, du dormir, et qui renonçât à tout autre problème, elle deviendrait nécessairement la dernière de toutes ; elle resterait une caste infime et ne s'en douterait même pas. Elle serait à jamais « le peuple maigre » de Florence.

Si le prétexte de la liberté civile est excellent pour détruire la vie politique, reste à voir ce que devient la première quand la seconde a cessé d'exister. Rien n'est plus important que de montrer combien le droit privé est chose fragile quand la garantie politique a disparu. Je n'en citerai qu'un exemple.

Tout avait été sacrifié à l'égalité, divinité qui dévore toutes les autres ; elle était inscrite en tête des lois. D'autre part, cette égalité est elle-même

détruite par la création d'une noblesse nouvelle, et les majorats ramènent les anciens priviléges. La noblesse de la vieille France ressuscite, reprend son prestige, à mesure que l'on voit les démocrates, impuissants à entrer dans ses rangs, se fabriquer des titres. D'abord les mœurs plébéiennes résistèrent à cette imitation gothique, que le sang des batailles parvenait à peine à empourprer et à faire pardonner ; mais bientôt on osa davantage. La contrefaçon du passé, minutieuse, féodale, apprit aux possesseurs des anciens titres quelle valeur y attachaient les hommes nouveaux. En donnant une telle pâture à la vanité des révolutionnaires, Napoléon efface autant qu'il le peut la rouille de la noblesse royaliste. Par la hâte que les Girondins et les Jacobins anoblis ont de changer de noms, ce n'est pas seulement une noblesse nouvelle qui se fonde, c'est l'ancienne qui reprend son lustre. L'égalité périt ainsi deux fois par le reniement des hommes nouveaux et par la restauration[1] des noms anciens.

Quant on voit tant de révolutionnaires de 1792, au bout de leur carrière, se couvrir, en 1810, des blasons de la cour de Louis XIV, l'impression est étrange. Que diriez-vous si vous voyiez Luther, Calvin, Zwingle, à la fin de leurs guerres théolo-

[1] Napoléon le déclare lui-même. « Son projet, dit-il, était de reconstituer l'ancienne noblesse de France. »

giques, demander, comme prix de leurs travaux, à faire partie des caudataires de la cour papale? L'effet serait le même.

Cela suffit pour montrer comment, où le droit politique n'est qu'une apparence, le développement du droit civil lui-même ne présente que hasards ou contradictions. Et ce pressentiment que la Révolution française a trompé les espérances dans l'ordre civil et matériel, aussi bien que dans l'ordre politique et moral, cet instinct sourd, profond d'une déviation a enfanté d'abord les utopies socialistes. Car, quelque idée qu'on attache à ce mot, il faut bien en revenir à ceci : que la Révolution française, dans la marche suivie jusque aujourd'hui, n'a point conduit les hommes où ils avaient hâte d'arriver ; qu'elle n'a point satisfait aux désirs, aux besoins, aux volontés qui l'ont fait naître ; d'où la pensée que, pour atteindre le but, il faut recourir à des voies extraordinaires, non encore explorées. Et ce mal, car c'en est un sérieux, ne vient pas d'autre chose, sinon de ce que les hommes se sont laissé persuader qu'ils peuvent renoncer à la vie publique, et que leur progrès n'en sera que plus sûr dans l'ordre civil.

Par cette contradiction, ils ont été entraînés à une impuissance dont ils se désespèrent dès qu'elle leur est démontrée ; ils s'aperçoivent qu'ils sont entrés dans un chemin qui ne peut aboutir. Après

avoir renoncé à la vie publique, ils sentent bien souvent que la vie matérielle et privée est près de leur échapper. Alors, comme la réalité manque de toutes parts, il faut se jeter dans les utopies, rêves de la raison pratique captive. Les meilleures, à leur gré, sont celles qui peuvent faire cesser en un moment un régime établi depuis longtemps ; c'est-à-dire, ce sont les plus impraticables. Dans cette alternative de désespoir et d'exaltation subite, comment s'étonner que les plus violents ou les plus forts méditent d'ébranler les colonnes du temple sitôt que le frein de la peur est supprimé?

Les peuples troquent avec leur gouvernement le droit politique contre le droit civil, et le pouvoir contre le bien-être ; ils restent convaincus que dans le marché ils ont la part du lion. Car les droits civils, ce sont la propriété, l'héritage, la distribution des richesses ; et la plupart des hommes, tenant infiniment plus au corps qu'à l'esprit, si vous leur promettez que le premier sera satisfait, à condition que vous leur livriez le second, croient volontiers qu'ils vous ont fait leur dupe en acceptant le contrat. Toutefois le moment vient où le dommage se découvre ; on s'aperçoit qu'on est lésé ; vous entendez alors dans le gouffre les gémissements d'Encelade.

Pour sortir de la misère, il faudrait que les

misérables pussent s'associer. Mais cela est interdit par la loi politique. Que reste-t-il donc à faire ? A rêver, à se retrancher dans les visions ; en sorte que, d'autres peuples ayant la réalité, bien souvent nous n'en avons eu que l'ombre ou la chimère dans nos systèmes. C'est dans la captivité que s'enfantent les utopies qui font oublier à quelques-uns la misère présente, mais qui, pour d'autres, sont la cause d'une misère plus grande encore, parce qu'effrénées comme l'imagination prisonnière, elles servent d'épouvantail, et font rentrer toute une nation sous la terre.

XI

LES UTOPIES

Ce n'est pas toujours une marque d'esprit de mettre la plus haute philosophie là où elle n'a que faire. Il y a des objets qu'il faut voir simplement à l'œil nu ; si à ceux-là vous appliquez le télescope, vous en faites un brouillard qui n'a pas même le mérite d'exister.

Le malheur est que nos utopies sont presque toutes nées dans la servitude ; elles en ont conservé l'esprit. De là vient qu'elles sont disposées à voir un allié dans tout despotisme naissant. Nos créateurs de systèmes dédient leurs rêves au pouvoir absolu. Comme leurs idées contredisent souvent la nature humaine, ils se confient volontiers au despotisme du soin de les établir. Le cours des choses ne va pas à eux, il faut donc le contraindre par l'autorité arbitraire. D'où ce goût décidé pour le plus fort ; il ne l'est jamais assez à leur gré.

Hostiles au développement de l'individu, c'est-à-dire à la vie de l'homme moderne, ils vont se

briser contre le mouvement des nationalités étrangères qui se relèvent et se constituent sans prendre souci de ces fantômes. Nouvelle cause qui diminue l'expansion de nos systèmes hors de France. Ils ne franchissent guère nos frontières; là ils semblent le produit avorté d'une Révolution qui a perdu sa voie.

On sent trop que nos théories sont nées exclusivement des sciences physiques et mathématiques; d'où une ignorance presque absolue de l'homme moral qui n'existe pas pour elles. Quand on traite les hommes comme une équation, il est aisé, sans doute, de résoudre le problème; mais on peut arriver aux plus grands égarements, sans être averti jamais par un cri de nature.

L'un veut faire gouverner les peuples par des académies de géomètres, sans se douter que les plus grands géomètres ignorent par-dessus tout la nature humaine, parce qu'ils n'y pensent jamais.

L'autre veut que toutes les passions humaines se déchaînent à la fois; et il promet que la Vénus-Uranie naîtra de l'universelle discorde. Frappez du même coup toutes les touches d'un clavier, vous verrez quel céleste concert sortira du chaos.

Saint-Simon, Fourier et nos autres utopistes se sont formés dans l'isolement intellectuel de l'Empire. Ils croient découvrir tout ce qu'ils rencon-

trent, et ils ne s'aperçoivent pas qu'ils ne font souvent que répéter l'Europe. Le blocus continental intellectuel les a tous marqués d'un même sceau. Leur raison n'a pu résister à un si grand confinement de l'esprit.

Par quelques points ils touchent à la démence. Mais cette vaste déraison a donné l'attrait de l'inconnu à des idées qui n'étaient pas toujours nouvelles. Sans ce grain de folie, peut-être eussent-elles passé inaperçues ; la folie s'y joignant, elles devinrent pour beaucoup une merveille et bientôt une religion.

Je tiens pourtant que c'est se manquer à soi-même que de jouer plus longtemps sa raison à croix ou pile dans de pareilles aventures. Elle y diminue infailliblement, ou bien elle y périt. Combien j'en ai vu y laisser la meilleure part d'eux-mêmes ! ils consumaient le reste de leurs jours à chercher cet équilibre qu'ils avaient irréparablement perdu. D'autres, pour se racheter, passaient à l'autre extrémité de la timidité et de la tradition aveugle. Mais il faut traiter de pareilles maladies avec ménagement. Pour en parler à cœur ouvert, elles sont encore trop récentes.

Deux traits communs à tous : un dictateur et un pape, le plus souvent confondus l'un dans l'autre.

Ils n'ont pu s'émanciper du moyen-âge ; ils y rentrent par le pays des chimères.

Tous reviennent après quelques détours à une papauté, à un saint-siége où ils commencent par s'introniser eux-mêmes. Ils s'enchaînent à ce trône nouveau pour y enchaîner les autres. Saint-Simon, Auguste Comte ne font que rétablir la tyrannie spirituelle sous un autre nom.

Quand ils ont fabriqué une religion, ils exigent que l'esprit s'incline, et ils lui contestent l'examen. Vous les croiriez en plein avenir. Les voilà qui retombent au cœur du moyen-âge. Ils n'ont pu s'émanciper même par les rêves. Cerfs-volants qui percent les nues, une ficelle invisible les retient ; du haut des airs ils sont rejetés, en un clin d'œil, dans l'ancien gouffre ; ils y restent empêtrés, ils y rampent ; n'allez pas les en arracher.

Que dirait-on d'un homme qui voudrait refaire pièce à pièce la vieille machine de Marly? Il remplacerait chaque partie par une autre : poulies, moufles, tuyaux de fer ou d'argile, aqueducs, roues, ressorts. Après quoi, il s'imaginerait avoir fait quelque chose de très-neuf. Ce ne serait que la copie d'un système suranné. De pareils inventeurs ne s'apercevraient pas que le monde a découvert des instruments plus puissants et plus simples. Pendant qu'ils se perdraient dans l'admiration de leurs engins impuissants, la machine à vapeur passerait sous leurs yeux ; elle réduirait à néant et sifflerait le vieil et ridicule échafaudage.

Voilà l'histoire de tant d'utopies qui aboutissent à recomposer l'ancien despotisme. Quittez, quittez ces chimères aux trois gueules ; elles empêchent le passage vers la lumière libre.

Eh bien ! me disent-ils, adorez donc l'Humanité. O le curieux fétiche ! Je l'ai vu de trop près. M'agenouiller devant celui qui est à deux genoux devant toute force triomphante ! Ramper devant cette bête rampante aux milliards de pieds ! Ce n'est pas là ma foi. Que ferais-je de ce dieu-là ? Ramenez-moi aux ibis et aux serpents à colliers du Nil.

XII

UNE APOCALYPSE INDUSTRIELLE

Dans la conspiration de Babeuf, vous avez reconnu le spectre qui, sous le nom de communisme, a effrayé l'Europe soixante ans plus tard ; approchons de ce spectre et osons le toucher. Le point commun à tous est la négation presque complète de l'individu, qui n'est plus qu'un rouage de la grande machine sociale. Soit que l'on considère ces idées comme le résultat de la Révolution, ou comme une déviation maladive et le fruit du désespoir, il semble indubitable qu'elles ont pour cause première un reste d'habitudes prises dans l'éducation religieuse du moyen-âge.

Dans les pays où la conscience individuelle n'a pas été fortement réveillée par la réforme religieuse, les théoriciens s'accoutument à regarder comme nulles les forces individuelles. Ils suppriment le moi humain ; dès lors, ils ne trouvent plus aucune barrière dans le champ du possible. Le monastère transformé est un idéal qui se dresse perpétuellement devant eux comme l'image de la cité future.

Ce qu'il y a d'embarrassant dans tous les systèmes, ce sont les personnes. Mais si vous trouvez moyen d'éconduire la personnalité morale, le fruit même des siècles, vous restez en présence d'une matière patiente qu'il est toujours possible d'organiser à votre fantaisie, sans qu'aucune force vive proteste au fond des âmes. Méconnaissez, abolissez le résultat de toute l'histoire, l'affranchissement de l'individu ; vous vous trouvez aussitôt contemporain, en esprit, des sociétés les plus antiques. Là, il n'y a plus qu'à choisir, entre les temps, ceux qui vous plaisent le mieux. Vous pouvez, sans sortir de chez vous, rentrer dans le passé le plus reculé, par la porte de Sparte, ou de Thèbes ou de Persépolis. Buonarotti, en 1796, ne doutait pas qu'il ne fût possible de ramener l'ordre social de Lacédémone « avant six mois. »

Otez-moi le sentiment vif de ma conscience propre, de mon originalité native, de ce qui est le fond de mon être et je ne fais aucune difficulté de vous suivre, en reculant à travers la durée, jusqu'à redevenir avec vous un sujet de Lycurgue ou un client des Gracques, ou un habitant de Salente. Si je suis quelque chose au monde, je suis un esprit de liberté. C'est là ce qui fait tout mon mal et me rend la vie impossible en tant de lieux. C'est à cause de cela que je déplais à tant de gens dans le monde. Étouffez en moi cet esprit

par lequel je vis, et je souffre. Étouffez-le, je le veux bien.

Que ce don heureux ou fatal que m'ont fait les siècles, le sentiment énergique d'être une personne distincte, me soit enlevé, je serai alors *chose légère*. Je ne porterai plus l'empreinte d'aucun temps ; j'aurai perdu le sérieux en même temps que le poids de l'existence. Je me promènerai à la surface des choses humaines, vide de substance, d'espoir et de douleur.

Vous pourrez désormais vous servir de moi à votre gré, comme de l'un des fantômes de vos visions. Vous pourrez me transporter, en un moment, à l'extrémité des temps anciens, dans telle cité qu'il vous plaira d'élever en songe ; et, comme vos fantaisies ne sont guère que le reflet d'une société passée, ou l'écho d'une utopie déjà croulée, vous me ferez rentrer à votre gré dans ces ruines de ruines. Je serai un sujet fidèle de toutes les sociétés évanouies et de tous les royaumes de néant qu'il vous plaira de m'imposer. Comment l'idée me viendrait-elle jamais de me révolter contre la souveraineté de vos visions, puisque je ne serais plus véritablement qu'un serf de vos rêves ?

Si des illusions aussi manifestes ont été si fréquentes, je crois pouvoir en conclure qu'elles attestent un désordre dans l'éducation des peuples

qui les subissent. Supposez, par exemple, que des peuples qui ont pris l'initiative de tous les progrès, de toutes les innovations, aient conservé, néanmoins, dans leur religion, le fond et la substance des sociétés les plus surannées. Il s'ensuivrait que bien souvent, lorsque dans leurs visions ils croiraient tracer la loi de l'avenir, ils ne feraient que reproduire le reflet d'un ordre antique. En vain ils s'élanceraient pour concevoir les formes de la société future. Là où elle est déjà en germe, ils la méconnaîtraient longtemps ; et la contradiction qui fait le fond de leur vie apparaîtrait jusque dans leurs rêves. Leurs plus hardis utopistes, Babeuf, Buonarotti, Saint-Simon, Fourier, auraient peine à sortir des cloîtres de Campanella. Ils traceraient l'apocalypse de l'avenir industriel ; cette apocalypse serait pleine des monstres du passé.

XIII

LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE ET LA DÉMOCRATIE D'AMÉRIQUE

Pour celui qui veut user de l'expérience, le monde offre, depuis soixante ans, une belle occasion de comparer la théorie à la nature ; si cette observation n'a pas encore été faite, elle prouve combien les hommes ont de répugnance à s'instruire par la pratique des choses. En toute matière, c'est par là qu'ils finissent.

Depuis le jour où le système de Babeuf est né de l'épuisement des flancs de la Révolution française, d'autres systèmes n'ont cessé d'éclater, qui tous reposent, plus ou moins, sur le même fond d'idées : négation de la propriété individuelle, négation des droits de la personne. En même temps, comme pour fournir un champ immense à l'expérience, des multitudes, ou plutôt des peuples entiers émigrent chaque année d'Europe dans l'Amérique du Nord. Ces immigrations ont été souvent de trois cent mille hommes par an ; quelquefois elles se sont élevées à six cent mille. Les invasions des barbares par lesquelles l'ancien

monde a fini et le nouveau a commencé, n'étaient pas sur une si grande échelle.

Voici donc quel enseignement est offert à ceux qui, sans parti pris, cherchent la vérité. En Europe, les théoriciens, depuis un demi-siècle, tracent chez nous, en toute liberté, les lois, les formes de la société nouvelle. Rien ne les gêne dans leurs conceptions, pour marquer à l'humanité qui va naître ses conditions de prospérité et d'avenir. Assis de ce côté de l'Océan, ils élèvent, ils bâtissent un vaste idéal auquel la postérité du lendemain va se soumettre. Ce qu'ils ont fait, ils le perfectionnent. Ils voient grandir sous leurs yeux leur édifice imaginaire ; que dis-je ? l'édifice est complet ; le voilà achevé dans ses moindres détails. L'occasion seule a manqué aujourd'hui pour que ce beau songe se trouvât une réalité à notre réveil.

D'autre part, voici ce qui se passe de l'autre côté de l'eau. Pendant que nos théoriciens règlent ici, en idée, la société future, des multitudes d'hommes se répandent dans les États-Unis d'Amérique ; des empires nouveaux y naissent à vue d'œil. On dirait d'un mouvement cosmogonique de la race humaine qui s'accomplit avec la force irrésistible de la nature première. Aucun obstacle physique, aucune tradition n'empêchent ces hommes de régler leurs rapports comme ils l'entendent. Ils viennent différents de race, d'origine, partis de tous les

bouts de l'horizon, sans engagement antérieur, sans liens, ne laissant voir que l'instinct de la nature humaine au XIX^e^ siècle. De la même manière que nos théoriciens ont pleine liberté d'imaginer ce qu'ils croient le meilleur et le plus immédiatement nécessaire, ces nouveaux venus ont, dans leur sauvage Éden, la liberté de réaliser, autant que les autres de concevoir.

Épreuve unique ! Si nos systèmes sont dans le grand plan des sociétés futures, quelle occasion admirable de le prouver ! Dans ce cas, il est impossible que d'aussi grandes masses d'hommes, sorties du milieu de nous, puisées dans tout le genre humain et rejetées dans la liberté première [1], ne laissent pas éclater quelque chose des instincts que nous déclarons ici, parmi nos livres, être désormais le fond de la nature humaine. Las du monde ancien, avides de changements, ces pionniers d'Amérique qui se sont interdit le retour, c'est l'esprit même d'innovation qui se répand sur

[1] Ceci a été écrit en 1854. Depuis ce temps, les États-Unis ont subi une longue guerre civile et des déchirements qui semblaient réfuter ce que j'avançais dans ce chapitre. J'ai bien fait de ne pas le supprimer et d'attendre. L'orage passé, je n'ai pas à y changer un mot; tout ce que je disais en 1854 est confirmé en 1865. De pareilles prévisions sont possibles quand il s'agit de peuples dont l'existence repose sur des principes ; je n'oserais rien tenter de ce genre pour ceux qui ont laissé dans leurs destinées la meilleure part au hasard et à la force.

21 juillet 1865.

des terres nouvelles. Nous verrons donc se produire, dans ces vastes contrées, une ébauche de nos idées. Si elles ne peuvent atteindre immédiatement à la perfection pratique que nous leur attribuons, peu importe. C'est assez qu'elles apparaissent. Nous verrons la race humaine, livrée à son essor, aller au-devant de nos conceptions.

L'occasion est unique pour le monde d'entrer dans le moule que nous avons formé. Nul empêchement dans le passé ; nul obstacle dans les choses ; la terre neuve comme aux premiers jours de la Genèse ; sans maître, sans enclos ; une forêt, une savane non encore habitée, voilà précisément la terre, telle que la demandait J.-J. Rousseau. Le sable n'a pas encore reçu la marque du pied de Vendredi ; merveilleuse table rase pour y écrire les lois de nos utopistes.

Sans doute, dans ces vastes solitudes où la nature physique n'attend qu'un maître pour obéir et prendre l'empreinte de nos esprits, telle forêt vierge aura son Gracchus Babeuf, telle autre son Saint-Simon, ou son Fourier, ou son Buonarotti, ou son Auguste Comte. Et, quelle que soit la diversité de ces premières ébauches sociales et de ces berceaux de l'avenir, une même pensée, une même forme, un même principe se rencontreront partout, dans la réalité comme dans nos systèmes : l'individu sera effacé ; l'État seul apparaîtra. Dans ces embryons

d'empires nouveaux, personne n'osa dire : Ceci est à moi.

Voilà le champ des suppositions ; voyez maintenant la réalité. Jetez les yeux sur ce qui se passe dans ces sociétés naissantes. Suivez, dans les profondeurs de ce monde nouveau, les émigrations d'hommes que la nature y jette à pleines mains, et qui s'organisent avec l'impulsion de la nécessité, comme le cristal s'organise dans le sein des montagnes. Quelle surprise ! quel mécompte ! Nulle part ne se rencontre, je ne dis pas une ébauche, mais seulement un vestige d'un ordre social semblable à celui que nous imaginons en Europe. La réalité donne tout un monde pour démenti gigantesque à nos faiseurs de systèmes.

Quand il serait si facile à ces émigrants partis des extrémités de l'univers de laisser indivise une terre vierge, je les vois qui, dès leur premier pas, au contraire, parquent chacun un coin de terre et forment cet enclos où J.-J. Rousseau plaçait la première origine du mal. Partout se dressent à mes yeux la propriété et l'individualité humaines. Dans ces contrées si neuves, dans ces solitudes premières où l'homme n'a posé le pied que d'hier, nous arrivons déjà trop tard pour nos systèmes ; la place est prise par les instincts, et ces instincts contrarient tout ce que nous avons rêvé.

Ne dites pas que c'est là un indice isolé ; les

choses se passent sur une trop vaste échelle. C'est bien véritablement la nature humaine qui afflue dans cet immense creuset ; et il est impossible de fermer les yeux sur une expérience à laquelle tout l'univers conspire. Nos théories sociales n'auront de valeur que si elles rendent raison de ce nouvel épanouissement du monde civil. Or il se trouve qu'elles en sont précisément l'opposé.

La nature, dans ces nouvelles formations civiles, va dans un sens ; nos systèmes vont dans l'autre. Nous assistons à une création spontanée de nouveaux empires ; et elle renverse nos théories, comme nos théories renversent cette création nouvelle.

Nous donnons des lois à l'avenir ; pendant ce temps, l'avenir se forme et grandit sous nos yeux. Il contredit toutes les lois que nous lui avons imposées.

Que conclure de là ? Le plus souvent, il nous arrive de détourner nos yeux de ce mouvement tout divin du genre humain en Amérique, la plus grande chose de nos temps, qui s'accomplit en dépit de nous. Que sert de nous obstiner dans nos hypothèses ? La nature et la vie s'obstinent à nous démentir et à se jouer de nous.

Pour moi, je l'avoue, si je m'étais embarqué jamais sur les idées qui sont le fond de nos utopies, je me trouverais embarrassé d'être ainsi contredit, non pas seulement par le monde ancien (j'y suis

tout préparé), mais par ces mondes en formation qui semblent ne grandir que pour nous convaincre d'illusion. Je craindrais, en me voyant ainsi réfuté par les énergies créatrices de la nature, que mes visions d'avenir ne fussent que les reflets des choses mortes ; et je me défierais de mes conceptions, si je n'en pouvais trouver aucun vestige dans les sociétés qui naissent et grandissent sous mes yeux.

Les lois de Képler, de Newton sont belles parce qu'elles s'accordent avec l'ordre et la marche de l'univers. Mais s'il n'y avait ni dans l'état actuel de l'univers, ni même dans les vapeurs de la voie lactée et dans les nébuleuses un seul coin de la nature, un seul atôme réel, qui ne contredît ces lois, j'aurais peine à y reconnaître la loi de formation et le principe des cieux à venir.

Le monde a vu, une fois, chez les anciens, quelque chose de semblable aux caractères généraux de notre époque : en Orient, une vieille civilisation, Perse, Babylonie, Chaldée, Égypte, à demi enfouie sous des traditions pétrifiées, incapable de s'arracher pleinement à ce passé, temples, momies, labyrinthes, tombeaux, branlant la tête sous les mitres, industrieuse pourtant, riche en caravanes, commerçante, voluptueuse, chargée de chaînes de perles ; et sur l'autre rivage, la Grèce naissante, déjà jetée dans un tout autre moule, rude encore,

mais libre et d'une liberté telle que rien de pareil ne s'était encore montré dans l'univers, s'ouvrant par les Doriens-Puritains une voie qui faisait le scandale de l'Asie.

De même, aujourd'hui, verrons-nous la vieille Europe, après d'immenses efforts, retomber dans ses vieilles chaînes qu'elle réussit néanmoins à dorer ; tandis qu'au loin, par delà l'Atlantique, sur le rivage opposé, l'Amérique du Nord, sans souci du reste de l'univers, dans son âge héroïque, étouffe ses hydres, abat ses lions de Némée, scandalise de son audace, de sa liberté, de ses fondations de villes et d'États, le vieux monde qui n'ose ni l'imiter, ni la combattre !

XIV

LES SOPHISMES POLITIQUES

Comment l'esprit français est-il devenu sophiste ? Quand un peuple n'a jamais été libre, il n'en ressent aucune honte ; il s'ignore lui-même. Cette sorte d'innocence politique le maintient dans la simplicité et dans la vérité. Il ne cherche pas à paraître autre qu'il n'est. Ses écrivains ont sur toutes les matières politiques un ton aisé, naturel, qui vient de l'absence de prétentions.

C'est ainsi que, sous le despotisme de l'ancienne monarchie, l'esprit des Français avait pu rester simple, net, ennemi déclaré de toute subtilité ; cela lui avait gagné le monde.

Mais quand un peuple a connu la liberté et qu'il l'a perdue, tout est changé. Il a acquis la connaissance qui lui manquait du bien et du mal. Il ressemble à Adam chassé du jardin d'Éden. En même temps qu'il a perdu l'ignorance civile et politique, il a acquis un sentiment jusque alors inconnu, la pudeur, ou plutôt la honte.

Pour se la cacher à lui-même et aux autres, il

n'est rien qu'il n'invente. Il se couvre de masques ; il s'enveloppe de subterfuges ; il détourne sa langue du sens accoutumé. La nuit, il l'appelle le jour. Un despotisme de mille ans, il l'appelle dictature ; il cherche et découvre d'innombrables subtilités. Comme, dans sa situation, la souplesse est tout ce qui lui reste, il se débat et se roule sous le pied de ses maîtres ; son esprit se partage en paradoxes tortueux et rampants. En un mot, il entre dans l'époque des sophismes ; plus il est riche de sa nature, plus il enfante de contre-vérités.

La première fois que je m'aperçus de cette confusion, je fis effort pour rétablir les anciennes vérités, à mesure qu'elles se voilaient. J'entrepris sérieusement de faire la guerre aux sophismes. J'en composai d'abord une sorte de dénombrement, et je me mis courageusement à les combattre l'un après l'autre. Dieu sait le temps et les révoltes de conscience que me coûta cette entreprise. L'ouvrage avançait ; j'en publiai une partie sous le titre de *Philosophie de l'Histoire de France*. Après avoir combattu les sophismes dans l'histoire, je pris de même à part les sophismes sur la religion, sur la vie, la mort, et tout l'ensemble des choses humaines. Quoique la matière parût s'augmenter à mesure que mon travail avançait, je ne perdis pas courage pendant plusieurs années. Ce m'était, je l'avoue, un miracle que tant d'efforts n'aboutis-

sent qu'à me créer de nouveaux sujets de luttes, et que l'espace s'étendit à mesure que j'y pénétrais plus avant.

Que serais-je devenu si, un jour, je ne m'étais enfin aperçu que je m'étais volontairement condamné au supplice des Danaïdes ? Les sophismes renaissaient d'eux-mêmes autour de moi, comme le flot de l'Enfer. J'y étais déjà à moitié englouti. Pour un que j'atteignais, dix se déroulaient aussitôt plus effrontés que le premier. J'avais projeté de les réfuter l'un après l'autre ; c'était un océan qui s'amassait devant moi.

Ou plutôt, songez aux termites qui rongent le sol sous vos pas. C'est peine perdue de les écraser l'un après l'autre, si vous n'attaquez l'horrible mère qui les produit.

Je compris, dès lors, ce que j'aurais dû voir dès le premier jour, que ce n'était rien de combattre un à un les sophismes récents qui pullulaient à mes yeux ; que mes forces s'épuiseraient sans résultat dans cette lutte inégale ; qu'ils avaient tous une seule et même mère, inépuisable dans sa fécondité, qui, sans époux, sans hymen, les produisait spontanément et perpétuellement.

Depuis ce jour, je renonçai à mon projet, qui n'atteignait que les effets ; j'osai remonter à la cause.

Après la découverte des sophismes, une autre

chose produisit sur moi un étonnement presque égal. Ce fut de voir comment les écrivains poursuivaient leurs œuvres, sans qu'on y sentit l'empreinte des événements nouveaux dans lesquels ils vivaient plongés. Ils avaient une version qu'ils poursuivaient indépendamment des temps, des circonstances, de la joie ou de la tristesse du monde.

A un demi-siècle de distance, ils achevaient la phrase commencée, sans que rien marquât le contre-coup des choses qui avaient changé la vie publique. N'avaient-ils donc rien ressenti de cet ébranlement? Leur esprit était-il devenu volontairement sourd? Dans quel monde abstrait ou indifférent vivaient-ils? Leurs pensées ressemblaient à un thème fait d'avance que l'on poursuit en dépit des leçons et des événements qui se produisent. En vain les faits les plus accablants leur donnaient sur toutes choses un démenti criant, ils n'en avaient cure; ils se bouchaient les oreilles. Quoi donc! ferions-nous de l'espérance même une déclamation?

Ceci me montra comment ce qui a été pour une génération une vérité vivante peut devenir, pour la génération qui suit, une pure rhétorique. Nous parlons du progrès de la conscience, du règne heureux des idées libérales, de notre mission émancipatrice, de nos qualités expansives, de notre

générosité, à peu près comme les Byzantins parlaient de la mythologie passée, la Victoire, Jupiter, Diane d'Éphèse, lorsque déjà leurs autels avaient été renversés.

Cette rhétorique ne releva pas la mythologie tombée. De même, chez les modernes, il faut d'autres moyens que la routine du langage pour relever les divinités morales, reniées ou disparues.

Je ne sais si la vanité mérite tout le bien que Montesquieu en a dit. En 1796, madame de Staël recherchait si la vanité ne pourrait pas servir à fonder la liberté. Plus heureux aujourd'hui, nous savons la réponse à ces questions.

Une nation qui ne serait que vaine ne consentirait jamais à s'avouer son asservissement; elle se le dissimulerait d'abord de mille manières; puis elle trouverait l'occasion de s'en féliciter; à la fin, elle le mettrait ouvertement au-dessus de la liberté des autres. Dès lors, il lui serait difficile de se guérir d'un mal qu'elle serait si habile à faire passer pour un bien.

Cette nation vivrait tout en dehors. Sa grande affaire serait de paraître; de là, il serait aisé de lui faire perdre le sentiment de ses droits pourvu qu'on la jetât hors d'elle-même par un appât extérieur. Elle se consolerait de n'être rien chez elle, à la seule idée d'être quelque chose chez les autres.

Les mots joueraient, chez elle, un rôle immense, celui que les choses jouent chez les peuples libres.

Il faudrait avoir grand soin de lui laisser les noms de toutes les institutions auxquelles elle tenait et qu'on lui aurait ôtées. Ces noms-là lui cacheraient longtemps le vide qui s'est fait chez elle. Quand elle s'en apercevrait, elle y serait accoutumée.

Aucune vérité ne serait jamais assise sur ce sable mouvant ni aucune imposture assez extirpée, pour qu'elle n'eût chance de s'y enraciner encore.

Esclave, il ne faudrait jamais désespérer de l'affranchir, et, libre, de l'asservir.

Mais j'ai supposé, en commençant, une nation qui ne serait que vaine ; je m'aperçois que ce peuple n'existe pas dans le genre humain.

XV

TRAHISON OU SOTTISE

Nous rejetons trop souvent sur le compte de la trahison et de la perfidie ce qui appartient à la sottise. Les historiens ne font pas jouer à celle-ci le grand rôle qui lui appartient dans les choses humaines. Est-ce faute de l'entrevoir ? Est-ce sot orgueil qui consent à se reconnaître criminel plutôt que dupe ? On aime mieux la trahison et le crime, parce qu'ils font de l'homme un sujet plus tragique, et qu'ils le haussent au moins sur l'échafaud.

Pour moi, je lui ai vu moins de grandeur de mon temps. J'ai vu dans les grandes affaires tant de déraison, une obstination si invétérée à s'aveugler, une volonté si absolue de se perdre, un amour si passionné, si instinctif du faux, une horreur si enracinée de l'évidence, et, pour tout dire, une si grande, si miraculeuse sottise, que je suis, au contraire, disposé à croire qu'elle explique la plupart des cas litigieux, et que la perfidie, la trahison, le crime ne font que l'exception.

Croyez qu'après avoir été exploitée sans relâche

depuis quarante siècles, la bêtise, ou, pour l'appeler de son nom historique, la sottise est encore aujourd'hui une mine vierge. Qui y met la main, ne doit pas craindre de l'épuiser.

Dans la Révolution, on attribuait toute déviation du sens commun à l'intention de trahir. Pour dévier du droit sens, la nature humaine, dans les temps de trouble, n'a pas besoin d'être poussée par le crime ; la moindre circonstance, un mot, un geste, une cocarde oubliée suffisent pour égarer cette haute intelligence. Que de gens ont été envoyés à l'échafaud comme traîtres, qui étaient simplement désorientés.

Quand des gens qui ont vécu jusque-là sans penser sont brusquement appelés à discuter les grands intérêts de l'esprit humain, ils en sont enivrés ; ils perdent tout équilibre. Cette première et soudaine vue, jetée sur les questions les plus capitales, leur donne le vertige. Si vous prenez au sérieux tout ce qui leur échappe dans ce moment d'ivresse [1], rien de plus aisé que d'en faire des

[1] J'ai dit ailleurs que les révolutionnaires, après un certain temps, avaient peine à s'expliquer à eux-mêmes. En voici une preuve frappante :

« Ce qu'on appelle excès dans la Révolution, était de l'enthousiasme, du fanatisme, si l'on veut. Ceux qui ont été dévorés de cette fièvre ardente, lorsqu'ils sont avancés en âge et qu'ils veulent la soumettre à l'analyse, ne la comprennent plus. Il n'est pas surprenant que les tribunaux la jugent si mal. » Mémoires inédits de Baudot.

monstres; par le châtiment dont vous les frappez, vous les faites entrer tout debout et gigantesques dans la tragédie. N'est-ce pas l'histoire d'Hébert et de tant d'autres faits à son image ?

Au moment de la lutte, les hommes ne peuvent comprendre que l'instinct de la passion n'éclaire pas les intelligences d'une lumière subite ; ils punissent les erreurs de l'esprit comme des crimes de la conscience. Cette injustice, qui ne se peut éviter chez les contemporains, n'est plus excusable chez les historiens.

Nous nous irritons quand nous voyons la sottise infatuée, assurée, imperturbable, toujours nouvelle. Nous nous figurons qu'il n'est pas possible que tant d'aveuglement, de déraison, soit une chose naturelle et sincère; et nous pensons que cet endurcissement dans le faux est un défi qui nous est jeté. Que nous serions plus équitables si nous savions combien cette sottise est sincère et antique ; sur combien de nobles quartiers elle est fondée ; combien il a fallu de générations abéties pour la porter à cette perfection de fond et de forme ; de quel long travail la nature a eu besoin pour la répandre, la choisir entre tous les éléments, la corroborer de père en fils, la puiser à toutes les sources, la faire croître à travers tous les règnes, l'orner, l'embellir d'âge en âge, du serf au bourgeois, de la robe à l'épée, du clerc

au seigneur, pour en faire à la fin ce prodige d'abêtissement qui nous confond, nous indigne, nous attriste, et que nous devrions, au contraire, admirer, si nous n'en étions nous-mêmes une partie !

XVI

QUE DEVIENDRAIT UNE SOCIÉTÉ QUI SE CROIRAIT INCAPABLE D'ÊTRE LIBRE

Il y a une bien grande différence entre une société qui n'a jamais été libre et une société qui, après diverses épreuves, se sent ou se juge incapable de l'être. Dans un cas, toutes les espérances demeurent intactes ; dans l'autre, il n'en reste presque aucune.

Je m'imagine que la première chose qui doit arriver, après qu'un peuple s'est désabusé de l'avenir, c'est qu'il se désabuse aussi de son passé. J'entends par là qu'il doit prendre en dégoût sa propre histoire. Car il y était revenu dans la pensée d'y trouver le germe et la préparation de ses destinées nouvelles ; mais ces destinées lui ayant échappé, son passé perd tout intérêt pour lui. Je ne doute pas que si cette impossibilité d'espérer continuait, le premier résultat ne fût l'abandon de tous les travaux d'histoire qu'une autre disposition d'esprit avait éveillés. En perdant l'avenir, on perdrait le passé.

N'est-ce pas une chose frappante que les cinq

derniers siècles de Rome n'aient pu produire qu'un seul véritable historien, Tacite? Il était encore assez près de la liberté pour pouvoir la regretter ; ce sentiment devint l'âme de son récit. Mais quand le regret même ne fut plus possible, tant la chose était loin, il ne resta aucun aliment moral à l'histoire ; elle s'éteignit au milieu des plus grands événements. Les matériaux du récit étaient immenses ; la pensée, qui seule les ranime, était nulle. Les plus grands coups du sort frappèrent l'âme humaine sans en tirer aucun écho. On s'était accoutumé à tout, endurci à tout. Les événements passaient sans laisser de trace sur des cœurs éteints. Avec la faculté de s'indigner, les hommes perdirent la dernière étincelle qui leur restait. Tout flambeau s'éteignit.

Rien ne fait impression sur des hommes qui ont perdu jusqu'à la faculté de mépriser. Tous les actes accomplis ont à leurs yeux la même valeur, ou plutôt ils n'en ont aucune.

Ceci explique comment un peuple sans liberté est aussi un peuple sans histoire. Dans l'ancien régime les Français n'avaient point d'histoire qui méritât ce nom. Elle s'est éveillée avec la conscience publique ; elle a brillé avec elle ; elle s'éteindrait avec elle. Les Académies auraient beau solliciter des œuvres prudentes d'archéologie locale ; ce beau feu ne réchaufferait personne.

Avec l'histoire, la première chose qui disparaîtrait serait le souvenir. Mais, comme l'espérance ne porterait pas les cœurs vers d'autres horizons, l'avenir disparaîtrait au même moment. Sans passé, sans avenir, il ne resterait que le présent. Chacun se précipiterait sur ce pont étroit comme sur le pont de la Bérésina.

L'essor matériel tirerait du milieu de la plèbe un certain nombre d'hommes et les enrichirait; mais à peine parvenus à une situation meilleure, ces hommes oublieraient leurs pères. A peine sortis du peuple, ils seraient les plus ardents à le renier.

Dans l'ancien régime, on avait vu des individus parvenus, et ce caractère s'était borné à quelques personnes; maintenant, ce seraient des classes entières qui prendraient la physionomie réservée autrefois à quelques-uns. Il n'y aurait plus d'autre moyen de se distinguer que l'argent. Il faudrait donc tout faire pour en acquérir. Mais chacun voulant se vendre, la valeur vénale de l'âme humaine se trouverait réduite presque à rien; il faudrait du génie pour inventer une bassesse encore inconnue qui pût tenter l'acheteur.

Dans le pays que j'habite aujourd'hui [1], je vois dans tous les cantons les classes laborieuses s'élever par le mouvement général du siècle et occu-

[1] La Suisse.

per le gouvernement. Mais ce qui me frappe comme une nouveauté, ces classes ainsi subitement sorties de la dépendance, n'ont rien qui marque l'esprit du parvenu. Elles ne cherchent point à se confondre avec celles qui les ont précédées dans la domination. Elles ne renient pas leurs ancêtres, elles ne démentent pas leur passé ; elles ne contrefont pas la noblesse ; en arrivant au pouvoir, elles gardent les sentiments, les opinions, les principes qu'elles avaient dans le temps où elles osaient à peine y prétendre.

C'est précisément le contraire de ce que j'ai vu ailleurs, dans de grands États, où les hommes changent de pensée, et, pour mieux dire, d'âme en changeant de situation. Là, les ennemis les plus acharnés de la cause populaire sont le plus souvent ceux qui sortent des rangs inférieurs du peuple, tant ils ont peur d'y rentrer. L'injure contre leur condition d'hier est leur brevet de gentilhomme.

Vers quelle société marchons-nous ? Il y a plusieurs issues. Mais si l'on tenait pour nulle la protestation de quelques âmes isolées, on pourrait se représenter comme il suit les traits principaux des formes sociales dans lesquelles nous entrons en Europe : des mœurs incultes, sans vie publique; la rudesse de l'état populaire sans peuple ; la démocratie sans démos ; le silence sans repos ; la

grossièreté sans liberté ; la Béotie dans Byzance.

La gloire la plus étincelante, celle des armes, perdrait elle-même un peu de son prestige, parce que l'on apprendrait qu'elle ne préserve pas toujours les peuples d'une certaine pusillanimité morale.

Les hommes deviendraient de plus en plus des spécialités. Ce seraient des professions plutôt que des hommes. Les idées générales diparaîtraient ; dès lors, plus de liens véritables entre eux ; chacun aurait les idées, les goûts, les vues de son métier ; hors de là, néant !

A mesure que les sentiments généraux s'éteindraient, les hommes et les femmes vivraient de plus en plus séparés. Ils n'auraient rien à se dire mutuellement en dehors des intérêts particuliers. Ce serait le plus grand coup porté à la sociabilité.

On verrait d'immenses et de rares fortunes sur un fonds de gêne universelle.

On serait réduit à appeler égalité l'espérance vague d'opprimer à son tour par la faveur d'un maître ou la vertu du hasard.

Différence du parvenu et de l'aristocrate. L'aristocratie véritable peut s'associer, par moments, aux sentiments du peuple, en comprendre la grandeur, en épouser les inspirations. Ceci est presque impossible au parvenu ; dans tout ce qui est peuple,

il ne verra jamais qu'occasion de rire ou de trembler.

Cependant, par la force des choses, beaucoup de besoins se trouveraient satisfaits. On se vanterait de ce que le siècle ajoute ses résultats matériels à ceux des siècles précédents ; on tirerait honneur de ce que les fleuves continuent de couler, et l'on se ferait une gloire infinie de ce que la terre tourne encore.

Je remarque, en effet, que les hommes tendent presque tous à s'attribuer le mérite des choses sur lesquelles ils ne peuvent rien. Il n'est aucun pouvoir qui ait intérêt à empêcher le progrès des choses matérielles ; car celles-ci ont continué de se développer dans les époques où l'espèce humaine s'est le plus manqué à elle-même. Peut-être, un jour, les hommes triompheront de ce que le soleil luit sur leurs têtes ; ils auront allumé cette lampe. Je le veux bien.

Il ne dépendait d'aucune institution d'empêcher les découvertes de la machine à vapeur, ou celle de l'électricité. En faire honneur à un genre quelconque de servitude, est une sorte de folie que l'on n'avait pas encore vue sur la terre. Aucun despotisme ne peut interdire l'application des sciences physiques aux intérêts de l'industrie et du commerce, non plus que la tendance des classes à se rapprocher, toutes choses qui s'effectuent en dehors

de l'action du pouvoir. Ce n'est donc pas le signe et le caractère d'un gouvernement en particulier que la progression des intérêts matériels, puisqu'elle s'accomplit en dehors des gouvernements, par la même force invincible qui fait couler l'eau et osciller le pendule. Toute vie politique aurait disparu, que cette végétation humaine continuerait encore.

Il y a dans le monde deux gouvernements qui ont réalisé l'idéal d'égalité civile sans liberté. Ces deux gouvernements sont restés dans le souvenir des hommes comme la honte de l'espèce humaine. L'un est le Bas-Empire, l'autre le gouvernement de Turquie.

XVII

L'ESPÉRANCE. — CONCLUSION

J'ai montré les fautes des hommes de la Révolution, un mot suffira à compenser ces reproches. La grande et perpétuelle crainte que cause l'histoire de France, est de la voir retourner au Bas-Empire. Que de fois, en suivant nos mécomptes, j'ai cru revenir à une image de la décadence antique !

Ces apparences sont trompeuses. Rien de plus dissemblable que la Rome des Césars et la France du dix-neuvième siècle. Pourquoi ? Le voici.

Ce qui prépara la ruine de Rome, c'est que la République avait produit une lie qui ne fit que s'accroître dans les temps suivants. J'appelle de ce nom, une plèbe sans conscience d'un droit, sans autre ambition que de vivre, sans appétit d'avenir, toute au présent, trafiquant de son suffrage, sans patrie, sans cité, sans souvenir, sur laquelle rien ne put s'édifier que la servitude.

Tel fut le legs que l'esclavage fit à la société antique. Des esclaves transformés, devenus plèbe,

avilirent le présent et l'avenir. Mal incurable ; les Césars en sortirent.

Rien de pareil chez nous. La Révolution française n'a pas connu cette plaie. Le plus misérable eut toujours une passion et même une ambition. L'idée de vivoter de son suffrage ne put s'enraciner chez les pauvres, quoique ce fût là un des dangers du régime jacobin. Point de clients, point de patrons. Ils demandèrent du pain, mais seulement quand la faim s'en mêla, et ils le demandèrent en maîtres.

Ils passèrent de l'extrême repos au découragement, aux imprécations. Ils surent presque en même temps aimer, admirer, soupçonner, haïr, exécrer ; ils ne surent jamais se vendre.

Quand la vie publique fut épuisée, les masses disparurent. Elles ne restèrent pas sur la place publique pour vivre de la munificence d'un maître.

La République détruite, le peuple ne mendia les bienfaits de personne ; il devint le soldat de l'Empereur, il n'en fut pas la créature.

Après la guerre, il revint au travail : colon ou artisan. Dans tout cela rien qui ressemble à la décomposition sociale par laquelle a fini l'antiquité. De 1800 à 1815, l'Empire même n'a pu produire de plèbe ; c'est le fait le plus caractéristique de nos temps. Il n'y a pas eu de lie au fond de notre coupe. Ainsi, dans les formes du gouvernement,

un effort constant à revenir à l'antiquité impériale, et dans le fond du peuple, un travail plus persévérant encore, qui semble être celui de la nature même pour échapper à ce moule brisé.

Nous avons revu, dans ce siècle, la plupart des symptômes qui ont marqué la décadence des vieilles sociétés, la puissance d'un seul, le silence de tous, la démission presque volontaire d'une nation. Plusieurs fois, en soixante ans, on a pu supposer que c'était fait à jamais du règne de l'esprit, et que la force avait tout subjugué. Mais au milieu de ces défaites, un point est resté invaincu. Il a été impossible de ramener le fond de la société à l'état du prolétaire romain ou byzantin ; ce point sauvé, tout s'est trouvé sauvé, par miracle.

Les masses du peuple ont paru quelquefois supprimées ; elles ont semblé s'oublier elle-mêmes. Mais sous la meule qui les a écrasées, on n'a pu les réduire à cette poussière sans âme, sans nom, fondement ruineux de l'antiquité corrompue. Sitôt qu'elles ont pu respirer, elles ont prouvé qu'elles n'étaient pas devenues une matière vénale et que l'âme leur restait.

Le peuple est demeuré peuple, il n'est pas devenu populace.

Il a toujours gardé en lui de quoi faire un levain, qui, jeté dans la masse de la nation, finit inévitablement par la faire fermenter ; c'est de là que

sort le pain de l'avenir dont se nourrissent les forts.

Comme il n'y a pas eu de plèbe parmi nous, il n'y a pas non plus de prolétaires véritables ; c'est un nom ancien qui devrait être abandonné, car il est offensant et ne répond point à la réalité.

L'ouvrier moderne, tel qu'il est sorti de l'atelier de la Révolution française, a sa fortune, sa dignité, son crédit dans ses mains. Il a un métier qui est presque un art. Quelle ressemblance y a-t-il entre lui et le prolétaire de l'antiquité, éternellement oisif, incapable, ne sachant que se chauffer au soleil; qui, avec toutes les libertés du monde, n'aurait pu en faire aucun usage dans une société sans autre industrie que la guerre, hostile au commerce, au travail et à la paix ?

Souvent nous empirons nos maux récents en leur donnant des noms anciens qui ne sont pas faits pour eux.

Avant la Révolution française, les vérités sociales ne s'étaient introduites qu'en ployant le genou, en se mêlant au faux, en composant avec l'injustice. Quelquefois, dans les temps corrompus, le droit était entré dans le monde en passant par la porte du crime.

Le christianisme lui-même s'était incliné sous les Césars sans examiner s'ils étaient justes ou injustes. Ils étaient puissants, cela suffisait.

Chose nouvelle ! La Révolution française a voulu faire entrer dans l'humanité les vérités toutes debout, sans qu'elles eussent à se courber sous aucune des nécessités des temps et des circonstances. Point de concession ! point de capitulation ! La ligne droite, géométrique. De là des obstacles invincibles, puis des défaillances, des reniements, des désespoirs suivis de fureurs.

Faire descendre en un jour le ciel sur la terre ! Les fronts en ont été accablés. Qu'y a-t-il là d'étonnant? Rien de semblable ne s'était vu depuis les Titans.

Heureux les temps où l'espérance naît naturellement du fond des âmes et de la disposition des esprits ! Mais lors même que les âmes sembleraient éteintes ou mortes, faudrait-il désespérer? Nullement. La nature entière proteste et nous enseigne l'espérance en dépit de nous.

Les pierres mêmes se métamorphosent et s'émancipent du chaos. L'homme restera-t-il au-dessous de la pierre? Fût-il plus endurci que le granit, il suivra aussi sa voie. En dépit de lui, il faut qu'il suive cette ascension de l'univers, à laquelle le rocher obéit en secret jusque dans les entrailles du globe.

Que sont nos personnes d'un jour, aux prises avec ces personnes colossales, immortelles que l'on appelle nations? Comme si elles avaient la même impatience que nous ! En vain nous les

aiguillonnons de nos paroles ; en vain nous nous désolons de leurs lenteurs, de leurs reniements ; elles se rient de nous et de nos tristesses, se confiant dans un avenir qu'elles peuvent ajourner sans l'amoindrir.

Véritablement, la lutte est trop inégale entre nous, qui n'avons qu'une heure, et les peuples, qui comptent sur des siècles. Nous nous exténuons à les gourmander ; à peine s'ils entendent nos murmures. Notre vie est déjà passée que la leur n'a pas vieilli d'un moment.

C'est la dispute du moucheron et des sphinx de Thèbes accroupis dans le sable ; ni l'aiguillon de l'insecte, ni son bourdonnement ne réveillent les géants pétrifiés. Ils ne sentent rien de ce que nous sentons. Ah ! si nous pouvions leur emprunter la patience ! et s'ils pouvaient nous emprunter le cœur !

Pour moi, je prends ici congé de cet ouvrage où beaucoup de temps de ma vie s'est passé, sans autres joies que celles de la conscience. J'avais promis en commençant de ne chercher que la vérité ; je crois avoir tenu ma parole. Puisse-t-il être lu avec l'esprit dans lequel il a été conçu !

Mais, direz-vous, vos idées n'ont pas eu pour elles la force. Elles n'ont pas triomphé. Vous êtes un vaincu. — Je le nie. Je suis resté seul, cela est vrai ; mais j'ai eu cette bonne fortune, qu'en

perdant tout, j'ai vu tous mes pressentiments réalisés, tous mes avertissements confirmés, tous mes principes consacrés et couronnés par ma ruine volontaire. Ce n'est pas là être vaincu.

FIN DU TOME TROISIÈME ET DERNIER.

NOTE

AU LIVRE XVII, THÉORIE DE LA TERREUR

Écoutons les Révolutionnaires sur la Terreur officielle et légale. Instruits par l'événement, ils la jugent avec sévérité : « Ce fut une grande faute d'établir le Gouvernement « Révolutionnaire par une loi. L'arbitraire ne peut avoir « de règle. » Baudot, *Mémoires inédits*.

Dans son histoire si humaine, si pathétique, si ouverte à la pitié, où le système n'a jamais étouffé la nature, M. Michelet a devancé bien des fois ce que l'expérience confirme ici.

TABLE

DU TOME TROISIÈME

LIVRE DIX-HUITIÈME. — La dictature.

		Pages.
I.	La République classique et la République prolétaire.	1
II.	Procès et mort de Danton.	6
III.	Procès et mort de Chaumette et de l'évêque Gobel. .	12
IV.	Fête de l'Etre suprême.	18
V.	Loi du 22 prairial	26
VI.	La dictature	39

LIVRE DIX-NEUVIÈME. — Chute de Robespierre.

I.	Préparatifs du 9 thermidor.	57
II.	La veille du 9 thermidor.	64
III.	Le 9 thermidor.	75
IV.	Séance du 9 thermidor	80
V.	Essai d'insurrection. — Mort de Robespierre	87
VI.	Reniement, réhabilitation, légende de Robespierre . .	94

LIVRE VINGTIÈME. — La réaction.

	Les Thermidoriens.	105
II.	Le peuple femelle. — 12 et 13 germinal	116
III.	1er prairial.	124

Pages.

IV. « Les derniers des Romains. » — Mort de Soubrany, Romme, Goujon 135
V. Les massacres du Midi. — Théorie de la réaction . . 143
VI. Procès des terroristes 153
VII. Quel fut le premier effet de la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1795. 160
VIII. Les muets retrouvent la parole. — Le 13 vendémiaire. — Le soldat se substitue au peuple 167

LIVRE VINGT ET UNIÈME. — La guerre.

I. Que c'est l'art de la guerre et non pas la Terreur qui a sauvé la France 179
II. Comment la France, en 1793 et 1794, échappa au militarisme. — Moral des armées de la Révolution. 184
III. Les trahisons militaires. — Pichegru. 197
IV. En quoi la retraite de Moreau fut un triomphe . . . 202

LIVRE VINGT-DEUXIÈME. — Le Directoire.

I. En quoi consistait la corruption sous le Directoire. . 207
II. La nation se refuse à se gouverner elle-même. — La décentralisation. 219
III. Progrès du militarisme depuis la Convention 223
IV. Les parvenus de la Révolution. — Exploitation des biens nationaux. — Pourquoi la propriété est inquiète 227
V. Le premier spectre rouge. — Gracchus Babeuf . . . 234
VI. Comment la Réaction devient la contre-révolution . . 241
VII. Le 18 fructidor. — Pouvait-on sauver légalement la liberté ? 248
VIII. Conséquence des coups d'Etat du Directoire. — La nation retombe en tutelle. 253
IX. Pourquoi la grande ambition de Napoléon date d'Arcole. — Que dans le traité de Campo-Formio était déjà le germe de l'Empire. — Les nationalités. 263

LIVRE VINGT-TROISIÈME. — Le dix-huit brumaire.

I. Le dernier jour de la Révolution. — Sont-ce les anarchistes ou les modérés qui l'ont perdue ? 273

Pages.

II. Effets de la panique morale. — « Oublions tout cela. » 291
III. Le concordat. 311
IV. Que reste-t-il en 1802 de la Révolution politique? . . 317
V. L'Empire romain et l'Empire de Napoléon. 329
VI. Le peuple couronné 332
VII. Comment le droit politique a péri dans l'antiquité. . 336

LIVRE VINGT-QUATRIÈME. — Société née de la Révolution.

I. La littérature au sortir de la Révolution. Le vide moral 343
II. Pourquoi les écrivains n'ont plus l'influence qu'ils exerçaient au XVIIIe siècle. 350
III. S'il est impossible d'empêcher un peuple de penser. Comment périt la philosophie. 355
IV. Si nous détruisons tout ce que nous réfutons 360
V. Comment la tradition et la langue du droit ont été conservées dans l'exil 363
VI. Ce que l'exil a fait des hommes de la Révolution. — Les Conventionnels en exil. 367
VII. Les peuples débiteurs 377
VIII. Causes qui ont empêché les Français de réformer leur religion 381
IX. Si une réforme civile peut tenir lieu d'une réforme religieuse 390
X. Des réformes civiles sans liberté. 395
XI. Les utopies. 400
XII. Une apocalypse industrielle. 405
XIII. La démocratie française et la démocratie d'Amérique. 409
XIV. Les Sophismes politiques. 417
XV. Trahison ou sottise. 423
XVI. Que deviendrait une société qui se croirait incapable d'être libre. 427
XVII. L'espérance. — Conclusion. 434

FIN DE LA TABLE DU TOME TROISIÈME ET DERNIER.

« Quant à la *Révolution* d'Edgar Quinet, dit le *Temps* (24 novembre 1865), elle passionne et émeut les âmes, comme au temps des plus vives luttes. Cette œuvre virile et saine, éclatant comme un coup de tonnerre au milieu de la léthargie universelle, aura un retentissement et des contre-coups dont il est encore impossible de calculer la puissance. Attendons-nous à des polémiques ardentes. »

La polémique dura de novembre 1865 au mois de mai 1868.

Après l'article de M. Nefftzer qui caractérise l'œuvre par ces mots : « Il y a là à la fois du Montesquieu et du Dante », le *Temps* démontre dans une série d'articles de M. Jules Ferry que le livre est fait « contre la doctrine du salut public, contre la dictature révolutionnaire; la Révolution doit se sauver par la justice » (6, 11, 30 janvier, 2, 5, 7 février 1866, 3 avril 1867, 26 mars 1868).

Le *Siècle* publie une série d'études de M. Taxile Delord (15, 16, 22, 29 janvier, 26 mars 1866). M. Louis Jourdan résume la polémique sur la *Révolution* d'Edgar Quinet qu'il appelle : « le plus beau peut-être, à coup sûr le plus retentissant de ses ouvrages » (23 mai 1868).

L'auteur a répondu lui-même à l'*Avenir national*, dans sa *Critique de la Révolution*. Ne pouvant citer ici les articles des cent soixante-quinze journaux de Paris et de province que nous avons sous les yeux, nous mentionnons les principaux : *France* 16 janvier 1866. *Opinion nationale* 15, 18 janvier, 9 février 1866. *Courrier du dimanche* 26 novembre 1865. *Revue de l'Instruction publique* 19 avril 1866. *Débats* 20 janvier, 2, 10, 25 février 1866.

La *Presse* a consacré quinze articles à la *Révolution* (novembre 1865 à février 1865) ; le *Phare de la Loire* douze ; le *Mémorial des Deux-Sèvres* seize.

Parmi les grands articles critiques français et étrangers, signalons ceux de M. Saint-René Taillandier, *Revue des Deux-Mondes* 15 mai 1866 ; de M. Charles Dollfus, *Revue Moderne ;* de M. Albert Réville, *Revue du Protestantisme ;* du *Spectator* 1er juin 1867 ; du *Journal de Genève ;* de la *Gazette d'Augsbourg* 28 décembre 1865.

Quant à la presse ultra-réactionnaire, sa polémique est résumée par ces mots d'un journal officiel de l'Empire :

« La *Révolution* d'Edgar Quinet est un acte d'accusation « contre l'Empire ; il conclut que si la France veut être « libre, elle doit renverser l'Empire. »

La *Révolution*, traduite en hongrois, par M. le comte Caroly, paraissait à Pesth en 1871, au moment où une traduction allemande de la *Création* d'Edgar Quinet était publiée à Leipzig par M. le professeur B. de Cotta.

Clichy. — Impr. Paul Dupont, 12, rue du Bac-d'Asnières. (256, 5-7.)

112332

HF Quinet, Edgar
Q74r La Revolution précédé de la Critique dela
Revolution. Vol.3.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
LOWE-MARTIN CO. LIMITED